

« Nation et communautarisation : l'ancrage local des partis politiques en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine et Serbie-Monténégro ».

Nadège Ragaru

Chercheur

Étude n° 2005/008 réalisée pour le compte de la Délégation aux Affaires stratégiques selon la procédure du marché sans formalités préalables.

Table des matières

Mandat de l'étude.....	p. 6
Chapitre I - L'Albanie	p. 7
I - Changements et dynamiques politiques de l'après-1990	
II - La structuration bipolaire du jeu partisan	
III - Eléments de compréhension de l'ancrage territorial et de l'électorat des partis	
Annexes	
A - Les résultats des principales élections depuis 1991 en Albanie	
B - Liste et acronymes des principaux partis politiques en Albanie (par ordre alphabétique)	
C - Composition du gouvernement issu des élections législatives du 3 juillet 2005	
D - Chronologie politique	
E - Bibliographie	
Chapitre II - La Macédoine.....	p. 40
I - Dynamiques politiques depuis 1990	
II - Trajectoire et clivages des partis slaves de Macédoine	
III - Les partis albanais de Macédoine	
Annexes	
A - Chronologie des principales élections en Macédoine	
B - Les principaux partis politiques de Macédoine	
C - Résultats des scrutins depuis 1990	
D - Bibliographie	
Chapitre III - Le Kosovo	p. 82
I - Contexte et dynamiques politiques depuis le 10 juin 1999	
II - Les principaux acteurs politiques et leurs résultats	
III - L'implantation territoriale et l'électorat des partis politiques	
Annexes	
A - Chronologie des principaux événements et scrutins politiques depuis 1999	
B - Acronymes des partis politiques	
C - Composition du gouvernement kosovar (au 20 octobre 2005)	
D - Résultats des élections conduites depuis 1999	
E - Bibliographie	
Chapitre IV - La Serbie et le Monténégro	p. 115
I - Dynamiques politiques en Serbie et Monténégro depuis l'éclatement de la Yougoslavie	
II - Les principaux partis et clivages politiques en Serbie	
III - Géographie politique et enjeux communautaires en Serbie	
IV - Un Monténégro divisé sur les rapports avec la Serbie et sur les lectures de son identité	
Annexes	
A - Les principaux partis politiques de Serbie et du Monténégro	
B - Chronologie des élections et principaux événements politiques en Serbie et au Monténégro	
C - Résultats des consultations électorales en Serbie depuis 1990	
D - Résultats des consultations électorales au Monténégro depuis 1990	
E - Bibliographie Serbie et Monténégro	

Liste des tableaux, des graphiques et des cartes par chapitre (la numérotation reprend au début de chaque nouveau chapitre)

Chapitre I - L'Albanie

Cartes

Carte 1 - L'Albanie, géographie politique

Carte 2 - « Eléments de l'identité albanaise »

Carte 3 - L'implantation territoriale des partis albanais aux élections de 1991 et de 1992

Carte 4 - L'implantation territoriale des principaux partis en Albanie en 1997

Carte 5 - L'implantation locale des principaux partis politiques en Albanie en 2003 (à partir des résultats des élections locales)

Tableaux

Tableau 1 - Evolution du taux de participation aux élections législatives en Albanie depuis 1992 (en pourcentage)

Tableau 2 - Les partenaires de coalition pré- et post-électorale du Parti démocratique en 2001 et en 2005

Tableau 3 – Distribution régionale des résultats du PD et du PSSH en 1996 et 1997 (part du vote PD en pourcentage du vote PD+PSSH)

Tableau 4 - Les résultats électoraux du parti de la minorité hellénophone depuis 1992

Encadrés

Encadré 1 - L'organisation territoriale de l'Albanie

Encadré 2 - Mode de scrutin et circonscriptions électorales

Graphiques

Graphique 1 - Classes d'âges et préférences politiques en Albanie (à la lumière des résultats des élections de 2005)

Graphique 2 - Affiliation partisane et niveau de formation

Chapitre II - La Macédoine

Cartes

Carte 1 - Les principales villes de Macédoine en 2004

Carte 2 - La Macédoine et ses voisins

Carte 3 - Le découpage municipal de la Macédoine selon la loi du 11 août 2004

Carte 4 - Les circonscriptions électorales lors des élections parlementaires de 2002

Carte 5 - Distribution géographique des résultats du SDSM et de ses partenaires de coalition lors des élections municipales de mars 2005 (hors Skopje)

Carte 6 - Distribution des résultats électoraux de la VMRO-DPMNE aux élections municipales de 2000

Carte 7 - Distribution géographique des résultats de la VMRO-DPMNE et de ses partenaires de coalitions aux élections municipales de mars 2005 (hors Skopje)

Carte 8 - Détail des résultats des élections municipales de mars-avril 2005 à Skopje

Carte 9 - La distribution géographique des Albanais de Macédoine (chiffres du recensement de 2002, découpage municipal de 1996)

Carte 10 - Distribution géographique des résultats des partis albanais aux élections municipales de mars 2005 (hors Skopje)

Encadrés

Encadré 1 - Les accords d'Ohrid

Encadré 2 - Le code électoral en Macédoine

Encadré 3 - Peuplement et place des minorités dans la structure démographique de la Macédoine

Tableaux

Tableau 1 - Evolution des performances électorales du SDSM et de ses partenaires de coalition entre 1990 et 2004 (en nombre de sièges)

Tableau 2 - L'effritement du groupe parlementaire de la VMRO-DPMNE entre décembre 1990 et juillet 1994

Tableau 3 - Structure de la population en fonction de l'affiliation ethnique déclarée lors des recensements depuis 1948

Tableau 4 - Mariages mixtes et mariages homogènes dans le nombre total des mariages conclus en fonction des affiliations ethniques entre 1970 et 2000 (en %)

Tableau 5 - Structure des mariages homogènes par affiliation ethnique entre 1970 et 2000 (en %)

Chapitre III - Le Kosovo

Cartes

Carte 1 - Le Kosovo et les zones de présence internationale de la KFOR

Carte 2 - La distribution géographique des principales communautés au Kosovo

Carte 3 - Les municipalités au Kosovo en 1999

Carte 4 - Les principales zones de combat et de déplacement de population au Kosovo en 1998

Carte 5 - Les zones de peuplement à Mitrovica en 1999 et en 2001

Encadrés

Encadré 1 - Le mode de scrutin au Kosovo

Encadré 2 - La distribution des aires d'influence lors des élections municipales de 2002

Tableaux

Tableau 1 - Les résultats comparés de la LDK, du PDK et de l'AAK aux élections parlementaires de 2001 et 2004

Tableau 2 - Les résultats comparés de la LDK, du PDK et de l'AAK aux élections municipales de 2000 et de 2002

Tableau 3 - Participation des Serbes aux élections du Kosovo depuis 1999

Tableau 4 - La diversification des trajectoires électorales au sein de la communauté serbe : le cas des élections municipales d'octobre 2002

Tableau 5 - Les lignes de clivage partisans dans la vie politique albanaise au Kosovo

Tableau 6 - Le soutien accordé aux partis albanais en fonction des tranches d'âge, du lieu d'habitation et du niveau d'éducation (en pourcentage)

Tableau 7 - L'implantation territoriale d'ORA (élections 2004)

Tableau 8 - Les Serbes déplacés du Kosovo réfugiés en Serbie

Tableau 9 - Le lieu de résidence des Serbes du Kosovo d'après les inscriptions à l'école primaire des enfants serbes

Graphiques

Graphique 1 - Perceptions relatives aux distributions des responsabilités dans la mise en œuvre des standards

Graphique 2 - Les résultats des élections parlementaires d'octobre 2004 au Kosovo

Graphique 3 - Répartition des sièges à l'issue des élections parlementaires d'octobre 2004 au Kosovo

Graphique 4 - Détail de la participation aux élections parlementaires de 2004 au Kosovo

Chapitre IV - La Serbie et le Monténégro

Cartes

Carte 1 - Relief et industrie en Serbie, au Kosovo et au Monténégro (en 2000)

Carte 2 - Le Sandžak entre la Serbie et le Monténégro

Carte 3 - Les disparités de revenus moyens par habitant en 2000 en Serbie

Carte 4 - L'évolution démographique des principales municipalités serbes

Carte 5 - Les élections présidentielles de juin 2004 en Serbie : distribution géographique des résultats

Carte 6 - La répartition géographique des soutiens de Boris Tadić lors des élections présidentielles de 2004

Carte 7 - La cartographie des soutiens en faveur de Tomislav Nikolić lors des élections présidentielles de 2004

Carte 8 - La Voïvodine et sa diversité de peuplement

Carte 9 - La distribution des réfugiés au lendemain du conflit au Kosovo par municipalité (au 1^{er} février 2000)

Carte 10 - La distribution géographique des votes aux élections parlementaires serbes de décembre 2003

Carte 11 - Distribution géographique des résultats du Parti radical aux élections parlementaires serbes de décembre 2003

Carte 12 - Comparaison des définitions identitaires (recensement de 2003) et des résultats électoraux lors des élections parlementaires d'octobre 2002 au Monténégro

Tableaux

Tableau 1 - Les résultats électoraux du SPS et de ses partenaires de coalition aux élections présidentielles, parlementaires et locales entre 1992 et 2000 (en nombre de voix)

Tableau 2 - Les résultats électoraux du SPS et de ses partenaires de coalition aux élections présidentielles, parlementaires et locales entre 1992 et 2000 (en % des voix)

Tableau 3 - Les politiques de coalition de l'opposition au régime Milošević

Tableau 4 - Résultats des partis politiques d'opposition « démocratique » aux scrutins législatifs de 1992, 1993 et 1997, ainsi qu'aux élections municipales de 1996.

Tableau 5 - Résultats des partis politiques « démocratiques » aux scrutins en Serbie depuis 2000

Tableau 6 - Les évolutions de la composition démographique de la Voïvodine (recensements de 1981, 1991, 2002)

Tableau 7 - Le détail des résultats aux élections parlementaires de décembre 2003 à Novi Sad et à Subotica

Tableau 8 - La population du Monténégro en fonction des nationalités déclarées aux recensements de 1971 à 2003 (en nombre et en pourcentage)

Tableau 9 - L'évolution des résultats électoraux du parti successeur monténégrin et de ses alliés

Graphiques

Graphique 1 - Le soutien accordé aux principaux partis politiques serbes entre 2001 et 2004

Graphique 2 - Les opinions positives enregistrées par les principaux acteurs politiques serbes

Graphique 3 - Votes pour ou contre l'indépendance en cas de référendum : les évolutions entre avril 2003 et septembre 2005

Mandat de l'étude

Etude : Nation et communautarisation : l'ancrage local des partis politiques en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine et Serbie-Monténégro

Problématique :

La chute des régimes communistes s'est accompagnée du retour au multipartisme. Ce phénomène induit une pluralité de discours dont la nature même relève de moins en moins de la théorie politique. Or, nous continuons d'appréhender les phénomènes selon des critères très généraux, largement hérités de ces mêmes régimes, sans tenir compte des nuances et des subdivisions observées sur le terrain.

Pourtant, le renversement des régimes communistes s'est aussi conjugué avec une contestation des identités nationales officiellement promues et ce, quel qu'ait été le modèle retenu. Par voie de conséquence, ces recompositions ont entraîné une remise en cause du modèle étatique voire, dans les cas les plus extrêmes, du cadre lui-même (éclatement de l'Etat, contestation des frontières, ...).

Dès lors, il importe de voir comment ces facteurs déstabilisateurs trouvent leur origine dans une insatisfaction locale (de nature ethnique, régionale, linguistique ou économique) et quel est l'usage qu'en font les partis politiques.

Objectifs :

Une fois définis les cadres étatiques de ces 15 dernières années, on procèdera à l'inventaire des partis politiques et à l'analyse de leurs résultats électoraux. Celle-ci devrait permettre de faire apparaître des zones d'influence politique régionales qui devront être comparées aux autres unités traditionnellement considérées comme pertinentes (économique, ethnique, linguistique, géographique, ...). Ce n'est qu'en dernier lieu qu'on analysera les discours afin de faire apparaître le degré de dépendance ou d'affranchissement des partis politiques à l'égard de leur électorat. De même, on devrait avoir une idée plus précise de la façon dont celui-ci se perçoit, dans un univers politique et étatique profondément renouvelé depuis une dizaine d'années.

Méthodologie :

La présente étude s'emploiera, de la façon la plus précise possible, à mettre en évidence les ancrages locaux et régionaux des différents partis politiques.

Pour ce faire, elle devra s'appuyer sur :

- une analyse exhaustive des résultats enregistrés lors des multiples scrutins qui se sont tenus depuis 1991;
- les lois, décrets,... y compris les projets (et leurs contestations) redéfinissant les circonscriptions électorales;
- les discours politiques (à distinguer selon leur vocation régionale, nationale voire supranationale).

De nombreux indicateurs visuels devront être élaborés (cartes, diagrammes,...) susceptibles de faire apparaître les zones d'influence et l'évolution de l'assise politique des partis.

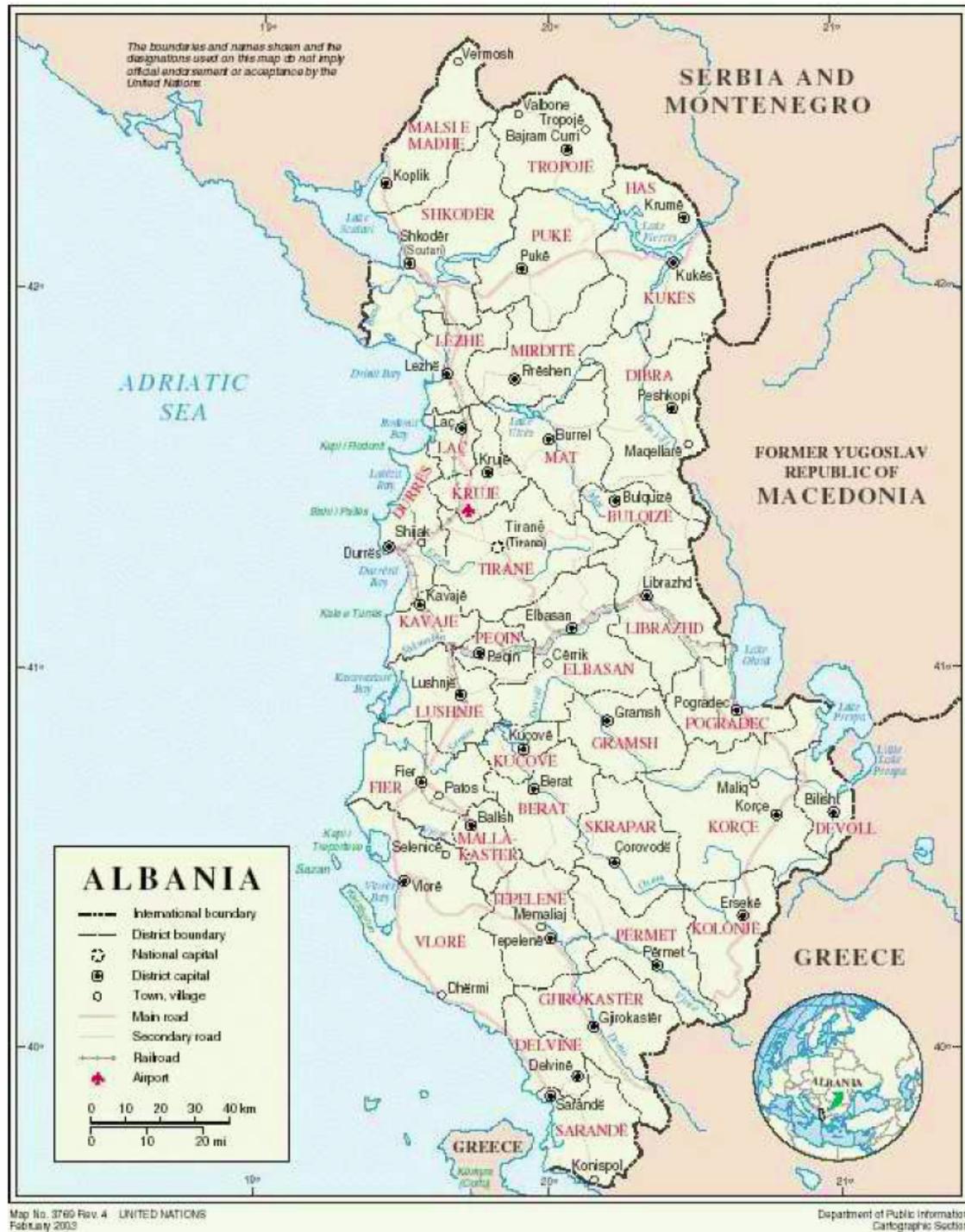
Trois rapports d'étapes auront lieu : le premier après la définition du cadre et l'inventaire, le second après l'analyse des résultats, le dernier après le recoupement avec les discours.

Un rapport d'une cinquantaine de pages, agrémenté de cartes, graphiques, annexes,... sera distribué en 10 exemplaires, en français et avec une synthèse, à la fin de l'étude d'une durée de six mois.

Chapitre I - ALBANIE

Carte 1 - L'Albanie, géographie politique

MAP OF ALBANIA



Source : Nations unies, Département de cartographie, 2000.

I - Changements et dynamiques politiques de l'après-1990

L'Albanie a connu une ouverture vers la démocratie relativement tardive au regard des évolutions observées dans les autres pays d'Europe communiste, en 1990-1992. Sa trajectoire politique, heurtée, laisse apparaître trois phases distinctes : la première dure jusqu'en avril 1992. Elle est celle des changements concédés avec réticence par le successeur d'Enver Hoxha, Ramiz Alia. En 1990, R. Alia adopte quelques mesures d'ouverture dont l'introduction du pluripartisme¹ ; mais la pression de la rue est nécessaire à l'organisation d'un premier scrutin pluraliste en mars 1991. Ce dernier est remporté par les anciens communistes dans une situation d'asymétrie des rapports de force évidentes². Les blocages se prolongent jusqu'au printemps 1992 et à l'élection à la présidence de l'ancien docteur d'E.Hoxha, Sali Berisha, leader d'un Parti démocratique (PD) anti-communiste.

La victoire électorale de Sali Berisha marque l'entrée dans une seconde phase d'espoirs de normalisation démocratique, qui s'achève en janvier 1997 avec l'effondrement des pyramides, ces sociétés financières frauduleuses promettant aux épargnants des taux d'intérêt extrêmement élevés. L'émergence de partis politiques reste un phénomène trop récent pour qu'un réel renouveau du personnel politique puisse être observé. Les principaux leaders du Parti démocratique sont d'anciens cadres intermédiaires du Parti communiste ou les enfants de dirigeants enveristes connus. Pendant cette période, toutefois, l'Albanie se démocratise lentement et tente d'adopter une nouvelle constitution (le projet de constitution soumis au référendum par Sali Berisha le 5 novembre 1994 est rejeté par 54% des électeurs ; une nouvelle constitution ne sera finalement approuvée par vote populaire qu'en 1998). En juillet 1995, elle est admise au Conseil de l'Europe³. Au fil des années, cependant, l'autoritarisme du président Berisha s'accroît : les pressions sur les media s'accroissent, les efforts de lustration conduisent le leader du Parti socialiste (PSSH), Fatos Nano, à passer quatre années en prison pour détournement de fonds, tandis que la guerre ouverte entre les deux grands partis alimente des très vifs débats⁴. C'est au prix de nombreuses irrégularités que Sali Berisha parvient à remporter les élections législatives du 26 mai 1996⁵. Contesté, il refuse de remettre son pouvoir en jeu à la faveur d'un scrutin anticipé, ce qui polarise la société albanaise plus avant.

L'effondrement, en janvier 1997, des pyramides financières dans lesquelles cinq familles sur sept avaient déposé leur épargne sert de détonateur à une crise politique généralisée. Exaspérée, la population se soulève. Les dépôts d'armes sont pillés et la police et l'armée, dépassées par les événements, se démobilisent. Le sud de l'Albanie échappe au contrôle du pouvoir central et voit le développement de gangs criminels accompagner une croissance rapide de la violence. Avec la médiation de l'OSCE, un accord politique est trouvé, le 9 mars 1997, au terme duquel un nouveau gouvernement de grande coalition est mis sur pied. Le président Berisha, qui avait annoncé au début du mois l'introduction de l'état d'urgence et chercher à se faire réélire pour cinq ans, se résigne finalement à la tenue d'élections législatives anticipées, le 29 juin. Plutôt réticente à envoyer des

¹ En 1990, l'interdiction des confessions religieuses en vigueur depuis 1967 est par ailleurs levée, tout comme certaines des interdictions pesant sur les voyages à l'étranger.

² L'ensemble des résultats électoraux depuis 1991 peut être consulté en Annexe du présent chapitre.

³ Sur cette phase, voir SCHMIDT, Fabian. «Winning Wary Recognition for Democratic Reforms», *Transition*, 1, 25 août 1995 : p.3-7; HICKS, Peggy. «Albanian Legal Reform Faces Continuing Challenges», *Mediterranean Quarterly*, 6(2), print.1995: p.75-91.

⁴ Pour une lecture critique de la politique Berisha, voir VICKERS, Miranda and James PETTIFER, *Albania : From Anarchy to a Balkan Identity*. Londres : Hurst & co., 1997.

⁵ La veille du scrutin, plusieurs membres du Parti socialiste ont été arrêtés. L'opposition soutient que des intimidations ont eu lieu dans des bureaux de vote. Sur les élections de 1996, voir « Rapport sur les élections législatives récentes en Albanie », Conseil de l'Europe, Document n°7587, rapporteur Lord Finsberg, 25 juin 1996 ; « Democracy Derailed. Violations in the May 26, 1996 Albanian Elections », *Human Rights Watch Publications*, 8 (10) ; Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), OSCE, Observation of the Parliamentary Elections Held in the Republic of Albania, 26 mai, - 2 juin 1996, sur Internet à l'adresse :

http://www.osce.org/odihr/documents/reports/election_reports/al/alb1-2.php3

troupes sur le terrain, la communauté internationale plie finalement devant les demandes des gouvernements albanais, grec et italien et envoie une force d'interposition de 6 000 hommes dans le cadre de la mission Alba⁶. Les élections législatives donnent une avance incontestable aux socialistes avec 50,97% des voix et 79 sièges sur 155 (contre seulement 17,42% des voix et 27 sièges pour le Parti démocratique). Défait par les urnes, Sali Berisha démissionne le 23 juillet 1997. Début septembre, un nouveau gouvernement socialiste est formé, que dirige Fatos Nano. Le bilan humain des événements de l'hiver 1997 est lourd : entre février et novembre, plus de 2 000 personnes auraient été tuées et 10 000 blessées par armes à feu.

La vie politique albanaise entre alors dans une troisième période qui voit tout à la fois une progressive stabilisation politique du pays (en dépit du boycott des travaux de l'Assemblée nationale par le Parti démocratique jusqu'au début de l'année 2002) et le désenchantement des citoyens par rapport au jeu partisan - laquelle se traduit entre autres par une décroissance régulière du taux de participation aux scrutins électoraux depuis 1991 comme l'indique le tableau 1 ci-après.

Tableau 1 - Evolution du taux de participation aux élections législatives en Albanie depuis 1992 (en pourcentage)

Election parlementaire	1992	1996	1997	2001	2005
Taux de participation	90	86	62	60	58

Les socialistes remportent les élections locales du 1^{er} octobre 2000, ainsi que les élections générales du 24 juin 2001 avec 75 sur 140 sièges⁷. Soumis à de fortes pressions internes, en raison des divisions qui opposent l'aile Nano aux représentants d'une génération issue de l'organisation de jeunes du parti (autour de Pandeli Majko et d'Illir Meta), le 22 juin 2002, le Parti socialiste réussit à faire élire à la présidence, grâce à la médiation du parlement européen, le général Moisiu, un indépendant président de l'Association atlantique albanaise (une ONG favorable à l'intégration de l'Albanie à l'OTAN) qui fut vice-ministre de la Défense de 1994 à 1997⁸. Mais la crédibilité des dirigeants socialistes s'effrite progressivement sous l'effet des querelles de personnes, des remaniements gouvernementaux fréquents, ainsi que des soupçons de corruption dans les rangs de la majorité. A l'occasion des élections parlementaires de 2005, Sali Berisha, qui paraissait marginalisé il y a quelques années encore, fait campagne autour d'une dénonciation de la corruption et promet des hausses (irréalistes) de niveaux de vie. Ces deux thématiques - corruption et pauvreté - figurent au premier rang des préoccupations des électeurs. En s'engageant à se placer à l'écoute des citoyens, le *leader* du PD parvient à faire oublier sa réputation d'autoritarisme. Face à lui, le Parti socialiste échoue à se présenter en porteur des aspirations au renouveau ; en fin de campagne électorale, il essaie bien de raviver les souvenirs de la crise de 1996-1997, mais trop tard pour affaiblir la position de S. Berisha.

En quinze années, l'Albanie n'a que rarement connu une double stabilité parlementaire et gouvernementale. Après les élections anticipées de 1992 et de 1996, les deux mandats socialistes de 1997-2001 et de 2001-2005 n'ont pas été gages d'ancrage de l'action du pouvoir exécutif dans la durée : en septembre 1998, Fatos Nano avait été déstabilisé par la tentative de coup d'Etat du PD, dans le sillage de l'assassinat du député Adem Hajdari (PD) ; il avait consécutivement démissionné du

⁶ Répartition prévue des contingents nationaux : Italie : 2500 hommes, France : 1000 hommes, Turquie : 700 hommes, Grèce : 700 hommes, Espagne : 500 hommes, Roumanie : 400 hommes. ANSA (Agence de Presse officielle de l'Italie), 16/4/97. Ce sont finalement 2750 soldats italiens qui seront déployés. ATA, 5/5/97.

⁷ Sur les élections de 2001, se reporter notamment à : ODIHR, OSCE. *Republic of Albania : Parliamentary Elections. Election Observation*. Varsovie, octobre 2001.

⁸ En Albanie, l'élection du chef de l'Etat par le parlement requiert une majorité de 60% des députés – chiffre qu'aucune des forces politiques en présence n'était en mesure d'atteindre à elle seule. Un accord interpartisan s'imposait donc pour surmonter les risques de blocage politique. Le général Moisiu a finalement été élu par 97 voix pour, avec 19 voix contre, 14 abstentions et 4 bulletins non valides. Pour plus de détails, se reporter à SEMINI ? Llazar. « Albanian : Political Deadlock Broken », *BCR*, 345, 26 juin 2002.

poste de Premier ministre et nommé à sa place le jeune Pandeli Majko, un proche. En octobre 1999, cependant, P. Majko, sans doute perçu comme trop « indépendant » par rapport à son mentor, était à son tour invité à céder la place à Ilir Meta, chargé de gérer les conséquences de la crise au Kosovo. Contesté par F.Nano, dont il n'avait pas soutenu la candidature à la présidence de l'Etat lors des discussions de l'automne 2001, I. Meta devait à son tour démissionner en janvier 2002, après que F.Nano eut lancé une campagne de dénigrement contre trois de ses ministres – le ministre des Finances, Anastas Angjeli, le ministre de la Privatisation, Mustafa Muci et le ministre des Affaires sociales, Bashkim Fino - accusés de corruption⁹. P. Majko reprenait alors les rênes du pays, avant de devoir une fois de plus céder la place, le 15 juillet 2002, à un Fatos Nano désireux de contrôler de plus près l'action gouvernementale. Cette fragilité des équipes exécutives a d'autant plus nui à l'action gouvernementale que l'Albanie connaît toujours une forte polarisation du débat politique et assiste par ailleurs à une autonomisation grandissante des niveaux locaux et régionaux par rapport au pouvoir central.

Plus largement, l'Albanie a été confrontée depuis le début des changements politiques à plusieurs chocs - internes comme externes - délicats à gérer. D'abord avec la crise des réfugiés en 1990-1991 (plusieurs milliers d'Albanais ayant pris d'assaut les ambassades occidentales à Tirana dans l'espoir de quitter le pays); puis lors de la rupture d'autorité centrale de 1997. Par la suite, c'est de son environnement régional que sont venues les sources de fragilisation, ainsi lors du conflit au Kosovo et au moment de l'afflux, au printemps 1999, d'environ 450 000 réfugiés kosovars. En février 2001, l'ouverture d'un front de guérilla albanaise au nord-ouest de la Macédoine a donné à craindre d'éventuels effets en retour sur l'Albanie voisine - dont les élites se sont très vite démarquées des rebelles de Macédoine et ont souligné leur attachement à un règlement pacifique du conflit.

Comment cette configuration singulière - des changements tardifs, un environnement régional incertain, de très massifs flux migratoires et plusieurs crises internes - a-t-il interagi avec la structure de la compétition partisane ? Depuis 1991, le jeu politique apparaît largement monopolisé par deux concurrents, qui ont alterné à la direction de l'Etat : le Parti démocratique (PD) est resté au pouvoir de 1992 à 1997. En juillet 1997, au terme d'un scrutin anticipé, le Parti socialiste (PSSH) est revenu au pouvoir. C'est lui qui a assuré la direction de l'Etat jusqu'en juillet 2005. Les dernières élections législatives, du 3 juillet 2005, dont les résultats ont été contestés au même titre que ceux de toutes les compétitions électorales depuis 1991, ont ramené aux affaires le Parti démocratique. Un gouvernement de coalition dominé par le PD a été formé à la fin du mois d'août 2005 (voir sa composition en **Annexe**). C'est sur cette structuration bipolaire imparfaite du jeu partisan qu'il convient maintenant de revenir plus en détail.

II - La structuration bipolaire du jeu partisan

En Albanie, comme dans d'autres sociétés post-communistes, l'introduction du pluralisme politique, en novembre 1990, s'est traduite par une rapide démultiplication du nombre des partis politiques : 25 se sont ainsi présentés au scrutin parlementaire de mars 1992 remportées par le Parti démocratique. A l'occasion des élections parlementaires de 2005, 51 partis étaient en lice, auxquels venaient s'ajouter 4 coalitions¹⁰. Par-delà cette diversité organisationnelle, c'est essentiellement autour d'un affrontement bipolaire entre d'un côté, les héritiers de l'ancien Parti du travail albanais (en l'occurrence, le Parti socialiste albanais, PSSH, renommé en juin 1991) et une opposition politique dont les cadres étaient souvent eux-mêmes issus dans l'ancien sérail communiste (le Parti démocratique, PD). La vigueur des tensions entre ces deux protagonistes, leur capacité à organiser la

⁹ On notera, en passant, que c'est devant le comité dirigeant (119 membres) du parti au cours d'une réunion de deux jours organisée à Tirana et retransmise en direct à la télévision - que ces derniers devaient annoncer leur démission, le 4 décembre 2001, et non devant le parlement à qui elle devait être soumise ultérieurement.

¹⁰ La liste des partis et coalitions enregistrés peut être consultée sur le site de la Commission électorale centrale à l'adresse : http://www.cec.org.al/2004/eng/partite%20e%20regjistruara/partite_regj.htm

compétition politique dans des termes très radicalisés avec un recours aux mobilisations de rue, une utilisation du système judiciaire pour disqualifier l'adversaire et le déploiement d'une rhétorique de l'inimitié ont limité la capacité d'autres acteurs politiques à proposer une vision alternative, à tout le moins jusqu'en 2003-2004. Cette extrême polarisation s'est également nourrie de la personnalisation et de la centralisation autoritaire des formations politiques en Albanie : Fatos Nano, pour le Parti socialiste, et Sali Berisha, pour le Parti démocratique, ont respectivement assumé le rôle de *leader* autoritaire, déployant une énergie au moins aussi substantielle à prévenir l'émergence d'une contestation interne au sein de leur propre formation qu'à se combattre. A plusieurs reprises, au cours de la décennie, le sentiment a ainsi pu être dans la société et la classe politique que les deux chefs de parti, au sommet, étaient prêts à bien des compromis et compromissions pour monopoliser, à eux deux, le jeu politique en Albanie. Tel a été le cas en 2002 au moment de l'élection à la présidence du général Moisiu : paradoxalement, le compromis au terme duquel l'élection du nouveau chef d'Etat a été rendue possible, a fini par contribuer à paralyser l'émergence d'alternatives politiques. Sous la pression de la communauté internationale, F.Nano et S.Berisha ont scellé à cette occasion une alliance informelle qui a court-circuité les efforts des réformateurs à la marge des deux formations. A l'automne 2004, la capacité de deux grands à occuper l'essentiel de l'espace partisan a été de même contesté au moment de la constitution d'une Commission électorale composée à part égale de membres des deux principales formations, au détriment des partenaires de coalition du Parti socialiste alors au pouvoir et des petits partis alliés du PD de Sali Berisha.

L'existence d'un duopole de fait ne signifie pas l'absence de coalitions électorales avec des formations en mesure de jouer un rôle d'appoint dans la constitution des majorités parlementaires. Chacun de deux protagonistes se présente d'ordinaire devant les électeurs dans le cadre d'alliances plus ou moins formalisées et scelle des alliances post-électorales avec les partis susceptibles de conforter la légitimité du parti sorti victorieux du scrutin. A droite, plusieurs acteurs politiques sont, à divers moments de leur existence, entrés en coalition avec le PD. Parmi eux figurent notamment :

- le Parti républicain (PR) est né d'une scission avec le PD en 1991. Il s'était alors opposé à l'application de la réforme agraire de 1991 (votée sous le gouvernement communiste) par le parti de Sali Berisha¹¹ ;
- le mouvement Legalitetit est un parti historique reconstitué qui se réclame de la formation politique de l'entre-deux-guerres alors monarchiste.
- le Balli Kombëtar est une autre formation historique reconstituée, à la tonalité vivement anti-communiste et nationaliste.
- le Nouveau parti démocratique (PDR) est né d'une rupture au sein du PD en 2001 et dirigé par Genc Pollo.
- le Parti chrétien-démocrate, centriste, est dirigé par le rédacteur en chef du quotidien, *Koha jone*, Nikollë Lesi.

Tableau 2 - Les partenaires de coalition pré- et post-électorale du Parti démocratique en 2001 et en 2005

	Elections de 2001	Elections de 2005
Coalition se présentant aux élections	Union pour la victoire (BF) - Parti démocratique - Balli Kombëtar - Parti républicain - Legalitetit - Union-libérale démocratique	Liste des partis ayant signé un accord avec le PD leur permettant de présenter certains de leurs candidats sur les listes du PD : - Parti républicain - Nouveau parti démocratique - Parti démocrate-chrétien - le Front national démocratique

¹¹ Voir PIHET, Christian. « Elections et partis en Albanie : une lecture géographique ». *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, p.50.

		d'Artur Roshi - l'Union démocratique albanaise (ADU) d' Ylber Valteri - l'Union démocrate libérale d'Arjan Starova - le Mouvement pour les droits de l'homme et les libertés de Ligoraq Karamelo (né d'une scission au sein du Parti de l'Union des droits de l'homme).
Alliances post-électorales de gouvernement	-	Participation au gouvernement formé par Sali Berisha des partis suivants : - Parti démocratique ; - Parti républicain ; - Nouveau parti démocratique ; - Parti de l'Union des droits de l'homme (représentant la minorité grecque) ; - Parti agrarien environnementaliste.

Source : tableau réalisé par l'auteur à partir des résultats électoraux de la Commission électorale centrale et du site du gouvernement.

A gauche, le Parti social-démocrate (PSD) dirigé par Skënder Gjinushi, un ancien ministre de Ramiz Alia, le Parti de l'Alliance démocratique (PAD) de Neritan Ceka, ex-membre du Parti démocratique de Sali Berisha, et le Parti agrarien (PA) gravitent autour du Parti socialiste sans parvenir à se doter d'une personnalité politique propre ou à dynamiser le débat politique. Dans la perspective des élections de 2005, plusieurs formations avaient indiqué qu'elles soutiendraient le Parti socialiste et inviteraient leurs électeurs à voter pour son candidat dans les 100 circonscriptions majoritaires :

- le Parti social-démocrate (PSD) ;
- le Parti agrarien environnementaliste de Lefter Xhuveli - qui a finalement rejoint le gouvernement de Sali Berisha en août - ;
- le Parti de l'Alliance démocratique (PAD) de Neritan Ceka;
- le Parti social-démocrate de Paskal Milo (PSDSH), issu d'une faction du Parti socialiste.

Parmi ces formations, seul le Parti social-démocrate est parvenu, depuis 1997, à franchir la barrière des 2,5% ; les députés des autres formations ont en 1997 et en 2001 dû leur entrée au parlement au soutien du Parti socialiste.

Quant au Parti de l'Union des droits de l'homme (PBDNJ, représentant la minorité grecque), il a été amené en fonction des majorités de gouverner, soit à se rapprocher des socialistes, soit à se tourner vers le Parti démocratique, comme récemment en août 2005.

Par ailleurs, la logique du duopole qui a dominé l'histoire politique de l'Albanie depuis 1991 semble devoir progressivement évoluer sous plusieurs effets concomitants : à un premier niveau, l'émergence de nouvelles générations d'entrants en politique, aspirant à promouvoir un renouveau du jeu partisan, a été à l'origine d'une concurrence nouvelle entre, mais surtout au sein, des partis politiques. Dans la société, la lassitude par rapport à des figures partisans usées par l'exercice du pouvoir et les accusations de corruption a également contribué à faire naître le désir d'une offre politique diversifiée. Enfin, la redéfinition des rapports politiques, administratifs et économiques entre centre et périphérie en Albanie a permis l'apparition d'acteurs politiques locaux qui, à l'instar du

maire socialiste de Tirana, Edi Rama, jouissent d'une popularité personnelle transcendant les clivages partisans et sont en mesure de se doter d'une capacité décisionnelle propre par-delà le pouvoir centrale et leur parti politique d'origine.

Au point de convergence entre ces trois dynamiques, les années 1997-2005 ont vu apparaître plusieurs prétendants à une diversification du spectre partisan. Du côté du Parti démocratique de Sali Berisha, la fronde est venue d'un de ses anciens bras droits, Genc Pollo, qui l'avait accompagné dans sa carrière politique depuis les manifestations de 1990-1991 et lui était resté fidèle au moment de la crise de 1997. A l'approche du Congrès de septembre 1999 qui devait réélire Berisha à la présidence du Parti démocratique, G.Pollo avait cherché à obtenir le soutien des Etats-Unis à ses ambitions de réforme interne du PD. Les media proches de Berisha avaient alors lancé une campagne de presse contre le secrétaire général, dans laquelle ils l'accusaient d'être un agent des Grecs. Après avoir échoué à œuvrer à un renouveau depuis l'intérieur, G. Pollo a été exclu du PD sur décision de Sali Berisha en 2001. Il s'est alors convaincu de la nécessité de fonder sa propre structure, le Nouveau parti démocratique (PDR), défendant un projet de démocratisation associé à une vision de l'intégration de l'Albanie à l'Union européenne et à l'OTAN. Aux élections de 2001, le PDR est parvenu à séduire 5,1% des électeurs et à envoyer 6 représentants au Parlement. Quatre ans plus tard, cependant, il n'a obtenu que quatre sièges au scrutin à la proportionnelle, ce qui laisse douter de sa capacité à orchestrer une rénovation de la droite albanaise. La participation du PDR au gouvernement Berisha, tout en lui offrant des opportunités de visibilité et de gestion clientélaire de ressources, ne facilitera guère l'affichage d'une identité partisane distinctive. Genc Pollo n'aura par ailleurs pas le rayonnement qu'il espérait, lui qui avait tenté d'obtenir le poste de ministre des Affaires étrangères et a dû se contenter de celui de ministre de l'Education.

Dans le camp des anciens communistes, la tentative de renouvellement des cadres a été initiée entre autres par l'ex-Premier Ministre, Ilir Meta, un jeune cadre ambitieux. Tout comme Genc Pollo, I. Meta a cependant échoué à prendre la tête du Parti socialiste et à faire nommer ses proches à la direction. Mais à la différence du démocrate, Ilir Meta a su en 2002 « rentrer dans le rang » pour endosser le poste de ministre des Affaires étrangères, ce qui lui a donné une marge d'action supérieure à celle de G. Pollo, non élu au Parlement en 2001. En mai 2004, Ilir Meta a fondé un Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI) qui se distingue peu, en termes idéologiques et programmatiques, du Parti socialiste. Cette nouvelle formation a fait élire 5 députés au Parlement pour sa première participation à un scrutin législatif en 2005. Reste à voir si cette performance et son séjour dans l'opposition lui permettront de consolider son assise.

Notons enfin que, sur le plan des discours, les principales organisations albanaises peinent à différencier leurs projets : chacune se déclare favorable à un projet euro-atlantique, à une gestion pacifiée des relations dans les Balkans et au maintien de la stabilité macro-économique. Traditionnellement, les partis d'opposition affichent des ambitions sociales plus grandes lors des campagnes électorales (rôle tenu en 2005 par le Parti démocratique) avant d'y renoncer une fois au pouvoir faute de marge de manœuvre budgétaire. Les principales dynamiques de différenciation doivent dès lors être recherchées ailleurs. Elles se rencontrent entre autres, dans le style et les soutiens personnels dont chacun des principaux protagonistes peut se prévaloir (voir ci-après les éléments de géographie politique du vote). Elles doivent ensuite à des présentations de la question nationale et du rapport entretenu avec les autres peuples albans des Balkans sensiblement différentes : pendant son exercice du pouvoir, entre 1992 et 1997, Sali Berisha s'était distingué par un très vif attachement à la cause nationale albanaise dans les Balkans. En cherchant à se présenter comme un interlocuteur bien introduit dans tous les milieux albans - et, donc, comme un médiateur possible entre la communauté internationale et les dirigeants albans du Kosovo ou de Macédoine -, Sali Berisha souhaitait à un premier niveau convaincre les responsables occidentaux que l'Albanie constituait un facteur réel au niveau régional. En politique interne, il espérait également miser sur la carte de la fierté nationale à des fins de valorisation politique et de décrédibilisation de ses adversaires politiques. Après leur retour au pouvoir, les socialistes ont par contraste largement atténué la tonalité « albanaise-nationale » de leur politique étrangère - singulièrement après que la communauté internationale a rappelé qu'une remise

en question des frontières ne saurait être envisagée. L'opinion publique reste toutefois sensible aux accusations de « trahison » des intérêts nationaux ou de collusion avec des « ennemis » extérieurs formulées par les représentants du Parti démocratique (notamment quand il s'agit de commenter l'évolution des relations entre Tirana et Athènes ou Tirana et Belgrade).

III - Eléments de compréhension de l'ancrage territorial et de l'électorat des partis :

La trajectoire électorale de l'Albanie depuis 1991 se caractérise par plusieurs traits singuliers : le premier tient sans doute à la capacité soutenue au cours de la période des deux principales formations en concurrence, le Parti démocratique et le Parti socialiste, à contrôler à elles deux l'essentiel du vote. Régulièrement depuis 1991, en effet, ces formations sont parvenues en emporter plus de 60% des voix à elles deux. La deuxième singularité concerne l'existence de bases géographiques et sociales relativement clairement délimitées par ces forces politiques qui chacune jouissent d'un noyau dur de soutien relativement stable. Enfin, une troisième observation, importante, est relative à la nature des variables pesant sur la définition des soutiens et les facteurs de transformation observés de ce point de vue au cours de la décennie passée. Si la lecture de la période communiste et de l'entre-deux-guerres constitue l'un des éléments de polarisation du débat politique et de définition des allégeances électorales, d'autres paramètres semblent entrer en ligne de compte et occuper une place grandissante dans la structuration du vote, comme la différenciation des trajectoires socio-économiques des divers districts (par-delà la ligne de clivage entre Nord et Sud souvent mise en exergue), ainsi que les effets des flux migratoires internes et externes observés au cours de la décennie passée. La variable religieuse paraît, quant à elle, moins pertinente pour apprécier les bases de soutiens dont les partis en lice peuvent se prévaloir.

L'assise territoriale des partis

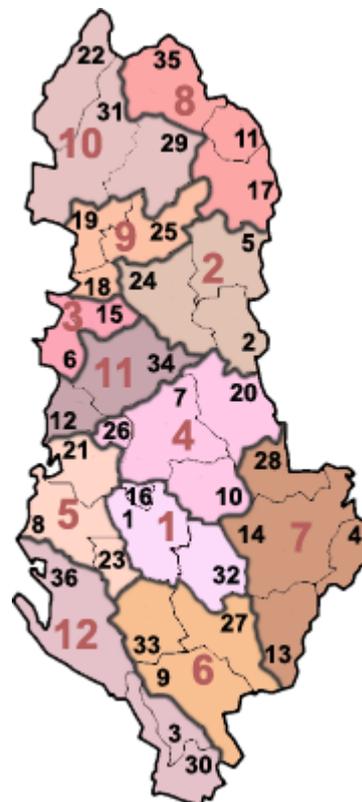
En termes d'aires d'influence, trois zones peuvent être identifiées où s'observent des continuités depuis 1991 dans les préférences électorales et les orientations politiques des votants¹² : il s'agit de l'Albanie septentrionale, de l'Albanie du sud et de l'extrême-sud albanais. La configuration est en revanche plus complexe et plus mobile lorsque l'on considère un quatrième espace, l'Albanie centrale. Le mode de fonctionnement clientélaire du pouvoir en Albanie n'est pas entièrement étranger à une telle distribution des soutiens : l'accès au pouvoir constitue une garantie de redistribution de positions et de prébendes aux sympathisants ayant accordé leur allégeance à un parti. Le *spoils system* tend dès lors à doter les deux principaux partis d'un noyau dur de soutien relativement stable. Ces aires de soutien sont illustrées dans une série de cartes qui concernent respectivement les élections législatives de 1991, 1992 et 1997, ainsi que le scrutin municipal de 2003.

Encadré 1- L'organisation territoriale de l'Albanie

L'Albanie est découpée en 36 districts (*rrethe*), qui sont regroupés en 12 préfectures (*qark*). La capitale, Tirana, relève d'un statut spécial. Chaque district dispose d'un gouverneur local, choisi par le conseil de district dont les membres sont élus au scrutin proportionnel. Les maires des villes sont élus au suffrage direct, mais les conseils municipaux le sont à la proportionnelle. Les préfets sont nommés par le conseil des ministres.

¹² La meilleure analyse en langue française de la structuration des clivages politiques en Albanie peut être trouvée dans PIHET, Christian. « Elections et partis en Albanie : une lecture géographique ». *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, p.46-61 et PIHET, Christian. « 1991-1999. Années d'orages en République d'Albanie : l'organisation difficile d'un système politique pluraliste ». *CEMOTI*, janvier-juin 2002: p.141-164. Sur les élections de 1997 et les stratégies interélectorales à cette occasion, voir aussi RAMA, Shinasi. « Failed Transition, Elite Fragmentation and the Parliamentary Elections of June 29, 1997 », *International Journal of Albanian Studies*, 1(1), 1997, sur Internet à l'adresse : <http://www.albanian.com/IJAS/vol1/is1/contents.html>. Voir aussi, en dépit de certains accents culturalistes, CËRXHANI, Klarita et Arthur SHRAM. « Albanian Political-Economics : Consequences of a Clan Culture ». *Journal for Institutional Innovation, Development and Transition*, 4, 2000 : p.5-14.

Numéro	Préfecture	Districts	Capitale
1	<u>Berat</u>	Berat (1), Kuçovë (16), Skrapar (32)	Berat
2	<u>Dibër</u>	Bulqizë (2), Dibër (5), Mat (24)	Peshkopi
3	<u>Durrës</u>	Durrës (6), Krujë (15)	Durrës
4	<u>Elbasan</u>	Elbasan (7), Gramsh (10), Librazhd (20), Peqin (26)	Elbasan
5	<u>Fier</u>	Fier (8), Lushnjë (21), Mallakastër (23)	Fier
6	<u>Gjirokastër</u>	Gjirokastër (9), Përmet (27), Tepelenë (33)	Gjirokastër
7	<u>Korçë</u>	Devoll (4), Kolonjë (13), Korçë (14), Pogradec (28)	Korçë
8	<u>Kukës</u>	Has (11), Kukës (17), Tropojë (35)	Kukës
9	<u>Lezhë</u>	Kurbin (18), Lezhë (19), Mirditë (25)	Lezhë
10	<u>Shkodër</u>	Malësi e Madhe (22), Pukë (29), Shkodër (31)	Shkodër
11	<u>Tirana</u>	Kavajë (12), Tirana (34)	Tirana
12	<u>Vlorë</u>	Delvinë (3), Sarandë (30), Vlorë (36)	Vlorë



Source : Les subdivisions de l'Albanie sur Internet à l'adresse : http://fr.wikipedia.org/wiki/Subdivisions_de_l%27Albanie

Encadré 2 - Mode de scrutin et circonscriptions électorales

Elections législatives

L'Albanie est découpée en **100 circonscriptions électorales** ; le mode de scrutin y est mixte (avec des éléments majoritaires et proportionnels).

L'Assemblée est élue pour 4 ans et comprend **140 sièges**. Les sièges sont répartis comme suit :

- **100** députés sont élus au scrutin à la **majoritaire** dans des circonscriptions à candidature unique.
- **40** députés sont élus au scrutin à la **proportionnelle de liste**.

Le **seuil électoral** pour obtenir un siège à la proportionnelle était de 4% en 1992. Lors des scrutins ultérieurs, il a été ramené à **2,5% pour les partis et à 4% pour les coalitions**. La répartition des sièges à la proportionnelle s'effectue selon la méthode Hare.

Notons que les élections de 1997 ont été menées dans un cadre spécifique : le pays avait alors été partagé en 115 circonscriptions électorales élisant un député à la majorité, et 40 à la proportionnelle, portant le nombre total de députés à 155. Cette mesure a été supprimée dans la loi électorale adoptée en vue des élections parlementaires de 2001 et le nombre de mandats ramené à 140.

Pour ce qui concerne l'attribution des sièges à la majorité, si, à l'issue du premier tour de scrutin, aucun des candidats d'une circonscription n'a obtenu la majorité absolue, un second tour de scrutin se tient deux semaines après le premier. La victoire est alors obtenue à la majorité relative.

Si un candidat décide de se retirer avant le second tour des élections, c'est le candidat qui a reçu par ailleurs le plus grand nombre de voix qui se présente à sa place au second tour.

Lorsque trois candidats ou plus obtiennent un nombre identique de voix au premier tour, le nom des candidats qui seront appelés à participer au second tour est décidé par tirage au sort.

Les élections législatives se tiennent entre 60 et 30 jours avant la fin du mandat de l'Assemblée et pas plus de 45 jours après la dissolution de cette dernière. Le mandat de l'ancienne Assemblée se poursuit jusqu'à la première réunion de la nouvelle Assemblée. Mais dans cet intervalle, l'Assemblée ne peut voter des lois ou prendre des décisions, à moins que des mesures extraordinaires n'aient été établies.

Le président fixe la date du scrutin par décret. Le vote se déroule un dimanche.

Election du chef de l'Etat

L'élection est indirecte (par l'Assemblée nationale) pour un mandat de 5 ans. Une majorité des 3/5ème des députés est requise. En cas d'échec à dégager une majorité lors d'un premier tour de scrutin, un second vote est prévu sept jours après le premier. Un nouvel échec débouche sur une troisième tour, là encore une semaine plus tard. Lorsqu'il y a plus d'un compétiteur en lice et qu'aucun d'entre eux n'a obtenu la majorité au terme du troisième tour, un quatrième tour est prévu entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix une semaine après.

Si aucune majorité n'est dégagée au terme du quatrième tour, une cinquième chance est prévue, après quoi l'Assemblée nationale peut être dissoute et de nouvelles élections générales organisées 60 jours plus tard.

La même procédure électorale doit alors être suivie par l'Assemblée. Si la réitération des mêmes étapes ne parvient pas à élire un chef d'Etat, une nouvelle dissolution est décidée. La nouvelle Assemblée élue soixante jours plus tard élit le président de la République à la majorité simple de ses membres.

Le code électoral albanais est disponible en anglais sur Internet à l'adresse :

<http://www.cec.org.al/2004/eng/legjislacion/kodizgjedhor/kodizgjedhorframeset.htm>

Source: d'après la base de données EPIC - [http://epicproject.org/ace/compepic/en/country\\$AL+ES](http://epicproject.org/ace/compepic/en/country$AL+ES)

Albanie septentrionale

C'est dans cette région que le Parti démocratique de Sali Berisha dispose de ses soutiens les plus fidèles depuis le changement de régime politique. L'implantation du PD est particulièrement notable dans la région de Bajram Curri et à Tropojë dont sont originaires Sali Berisha et le député Adem Hajdari, assassiné en 1998. Depuis 1992, les meilleures performances du Parti démocratique ont été ainsi enregistrées dans les districts de Shkodër, Mat, Kukës, Has, Pukës, Mirditë, Tropojë, Dibër, Laç et Lezhë - la part du Parti démocratique dans le vote allant décroissant au fur et à mesure que l'on descend vers le sud, quittant les montagnes pour se déplacer vers le plateau mirdite. Lors des élections de 1997, en dépit du revers subi face aux socialistes, le Parti démocratique est arrivé en première position dans trois districts du nord, ceux de Tropojë, de Shkodër et de Malësi e madhe (vs. un district en Albanie centrale, à Lushnjë et aucun dans le sud du pays).

Comme le suggère le **tableau 3**, en 1996 comme en 1997, c'est principalement au nord du pays que le PD est parvenu à obtenir, à lui seul, plus de la moitié du total des votes attribués au Parti démocratique et au Parti socialiste (soit à remporter une part des voix supérieure à celle de son concurrent immédiat). L'effondrement de 1997 a été très notable en Albanie centrale, la zone située entre les rivières Drin et Seman, qui comprend la région stratégique de Tirana.

Tableau 3 – Distribution régionale des résultats du PD et du PSSH en 1996 et 1997 (part du vote PD en pourcentage du vote PD+PSSH)

Région	Elections générales de 1996 (en %)	Elections générales de 1997 (en %)
Nord	65,2	45,3
Centre	62,9	27,1
Sud	48,4	17,8
Total	59,1	30,4

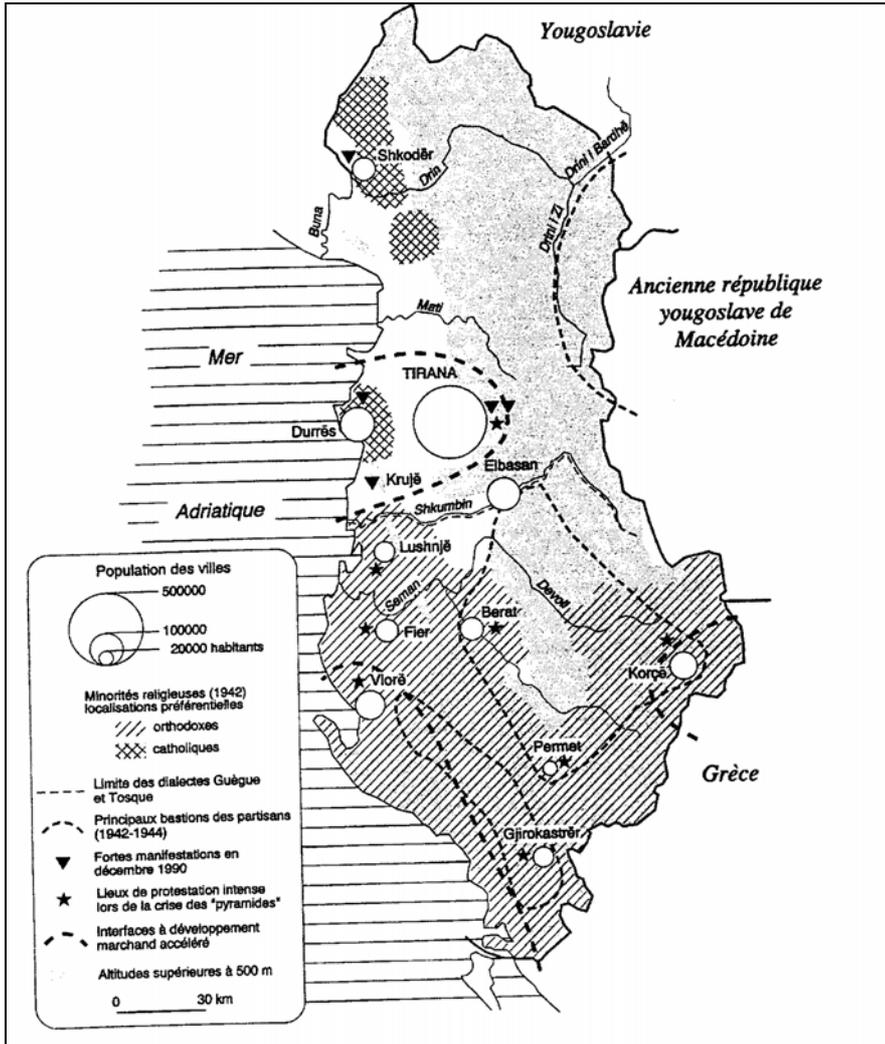
Source : GËRXXHANI, Klarita and Arthur SCHRAM, « Albanian Political-Economics : Consequences of a Clan Culture », *Journal for Institutional Innovation, Development and Transition*, 4, 2000 : p.11.

Lors des élections locales de 2003 et des élections parlementaires de 2005, c'est à partir des zones nord, ainsi que des appuis disponibles au centre-ouest du pays - autour de Lushnjë et de Kavajë - que le Parti démocratique a pu partir à la reconquête du pouvoir. Le ralliement de l'Albanie centrale est sans doute le paramètre qui a fait la différence dans la concurrence avec le Parti socialiste en juillet 2005.

Albanie du sud

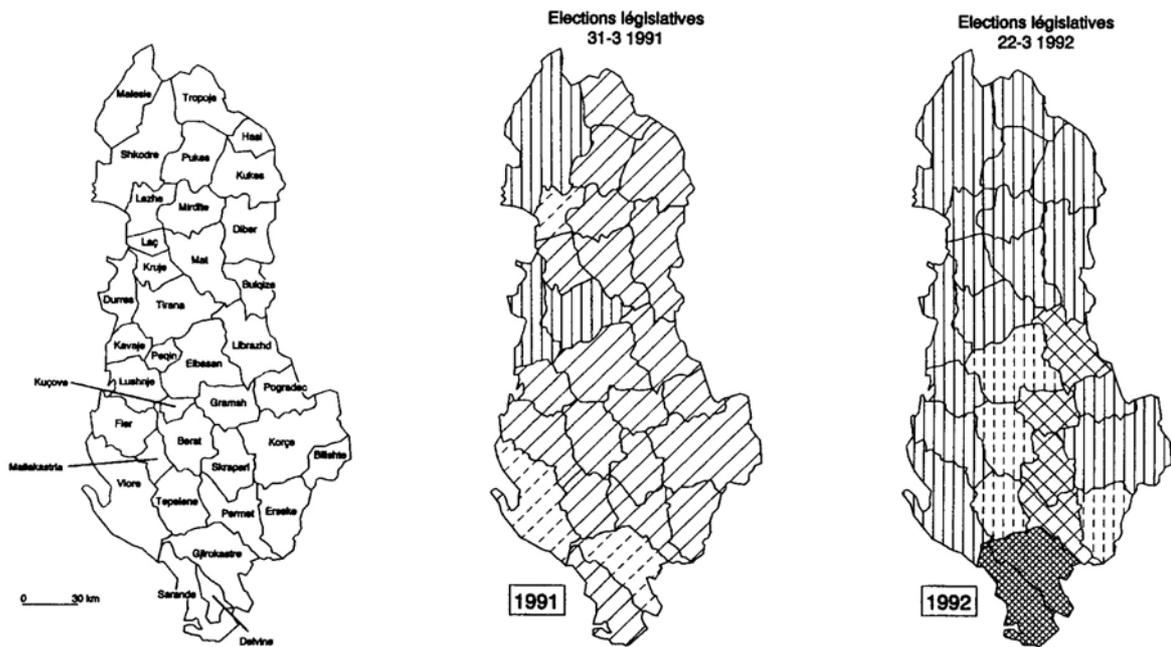
Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les points forts des communistes puis, après 1991, des socialistes, se situent principalement dans les zones toscques du sud du pays. Cette situation s'explique à la lumière de la distribution géographique des partisans actifs pendant la guerre - largement dans le sud du pays et à proximité de la frontière avec la Grèce où le mouvement partisan était également dynamique. Les zones de recrutement des partisans peuvent être repérées sur la carte « Eléments d'identité albanaise » due au géographe, Christian Pihet (voir ci-après **carte 2**). Pendant l'ère Hoxha, les vétérans ont figuré parmi les cadres et principaux soutiens du régime, lequel a parfois été accusé d'avoir favorisé le sud (notamment lors des débats sur la standardisation de la langue au début des années 1970) au détriment du nord. Une autre variable explique cette assise territoriale particulière : le PSSH peut miser sur le soutien des milieux sociaux les plus touchés par l'effondrement de l'ancienne régulation socialiste. Or le sud compte plusieurs villes mono-industrielles ou spécialisées dans des activités d'extraction minière qui ont été fortement ébranlées d'un point de vue économique après 1990 (ainsi Gramsh). En 1992, les socialistes ont ainsi remporté la majorité absolue à Skapart et à Gramsh, et occupé la première position à Përmet et à Librazhd. Leur audience est particulièrement remarquable dans les petites villes et les villages, moins sensible dans les centres urbains que constituent Vlorë, Korçë et Pogradec.

Carte 2 - « Eléments de l'identité albanaise »



Source : PIHET, Christian. « Elections et partis en Albanie : une lecture géographique ». *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, p.58 [Le titre de la carte est de C. Pihet].

Carte 3 - L'implantation territoriale des partis albanais aux élections de 1991 et de 1992



Légende

Elections législatives de 1991

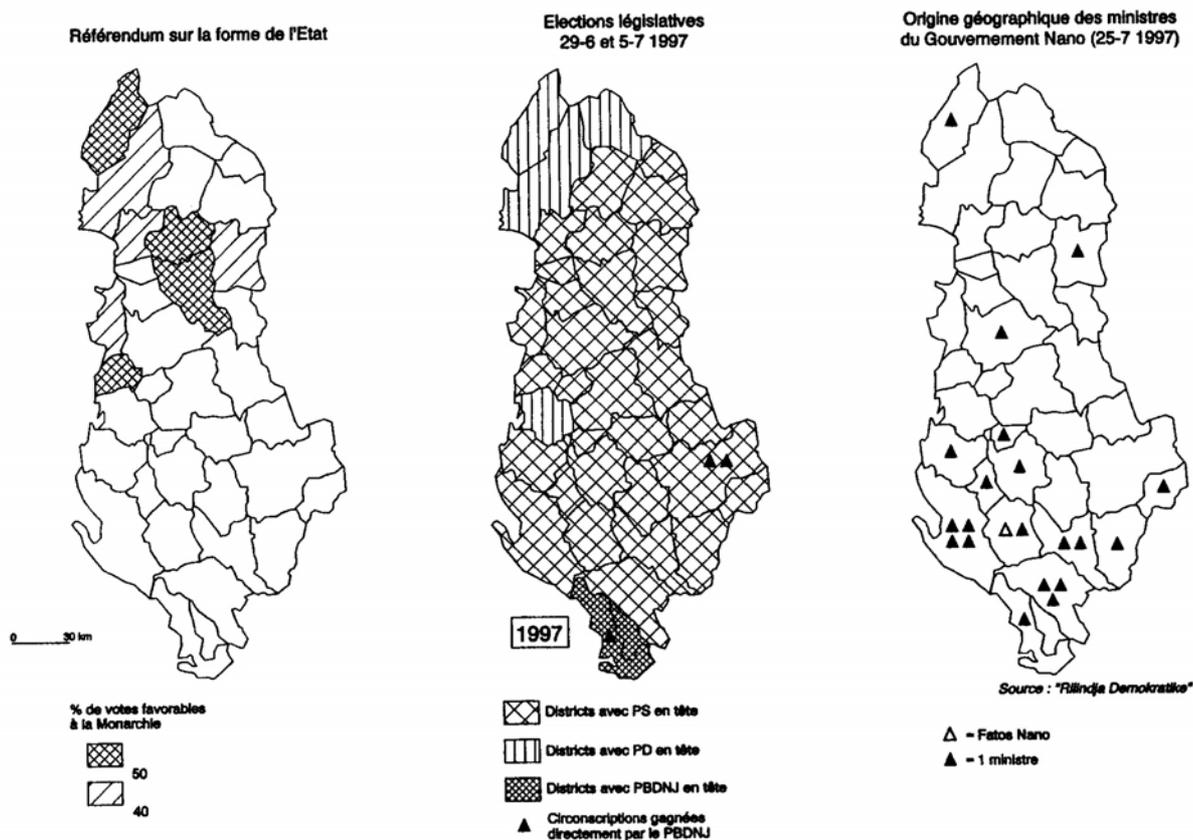
-  Districts à majorité absolue PPSH
-  Districts à majorité relative PPSH
-  Districts en faveur du PD

Elections législatives de 1992

-  Districts à majorité absolue PD
-  Districts à majorité relative PD
-  Districts en faveur du PS
-  Districts en faveur du PBDNJ

Source : PIHET, Christian. « Elections et partis en Albanie : une lecture géographique ». *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, p.52 [Le titre de la carte est de NR].

Carte 4 - L'implantation territoriale des principaux partis en Albanie en 1997



Source : PIHET, Christian. « Elections et partis en Albanie : une lecture géographique ». *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, p.53 [Le titre des cartes est de NR].

L'extrême-sud de l'Albanie : les districts de Gjirokastrë, Sarandë et Delvinë

L'extrême-sud de l'Albanie constitue la zone d'implantation privilégiée du parti de la minorité hellénophone (ou d'une partie de la population albanaise orthodoxe qui peut partager les préoccupations de membres de la minorité grecque)¹³, *Omonia*, renommé Parti de l'Union des droits de l'homme (PBDNJ) après son interdiction en 1992. Depuis 1991, cette formation occupe une place relativement stable dans la vie politique albanaise, enregistrant des performances qui oscillent entre 2,5% et 3% des suffrages d'un scrutin à l'autre - soit entre 2 et 4 sièges des 140 sièges que comprend le parlement. L'organisation est particulièrement bien implantée à Sarandë où le PBDNJ a régulièrement obtenu 50% des votes depuis 1992. Dans la seconde moitié des années 1990, le Parti de l'Union des droits de l'homme a cherché à élargir ses bases de soutien en développant un discours à l'adresse des autres minorités, comme les populations aroumaines ou macédoniennes. Cette stratégie pourrait expliquer le succès enregistré dans le district de Pogradec, à proximité de la frontière avec la République de Macédoine, une région où résident des représentants de la minorité macédonienne¹⁴.

¹³ Les estimations relatives au nombre de Grecs résidant en Albanie sont sujettes à controverses. Les hypothèses se situent entre 100 000 et 140 000 selon les sources. Voir AUSTIN, Robert, ENGELBREKT, Kjell, et Duncan PERRY. « Albania's Greek Minority ». *RFE/RL Research Report*, 3(11), 18 mars 1994, p.20 (qui suggère la présence d'environ 120 000 Grecs); Greek Helsinki Monitor, *Greeks of Albania and Albanians in Greece*, septembre 1994, p.19 (entre 100 000 et 140 000).

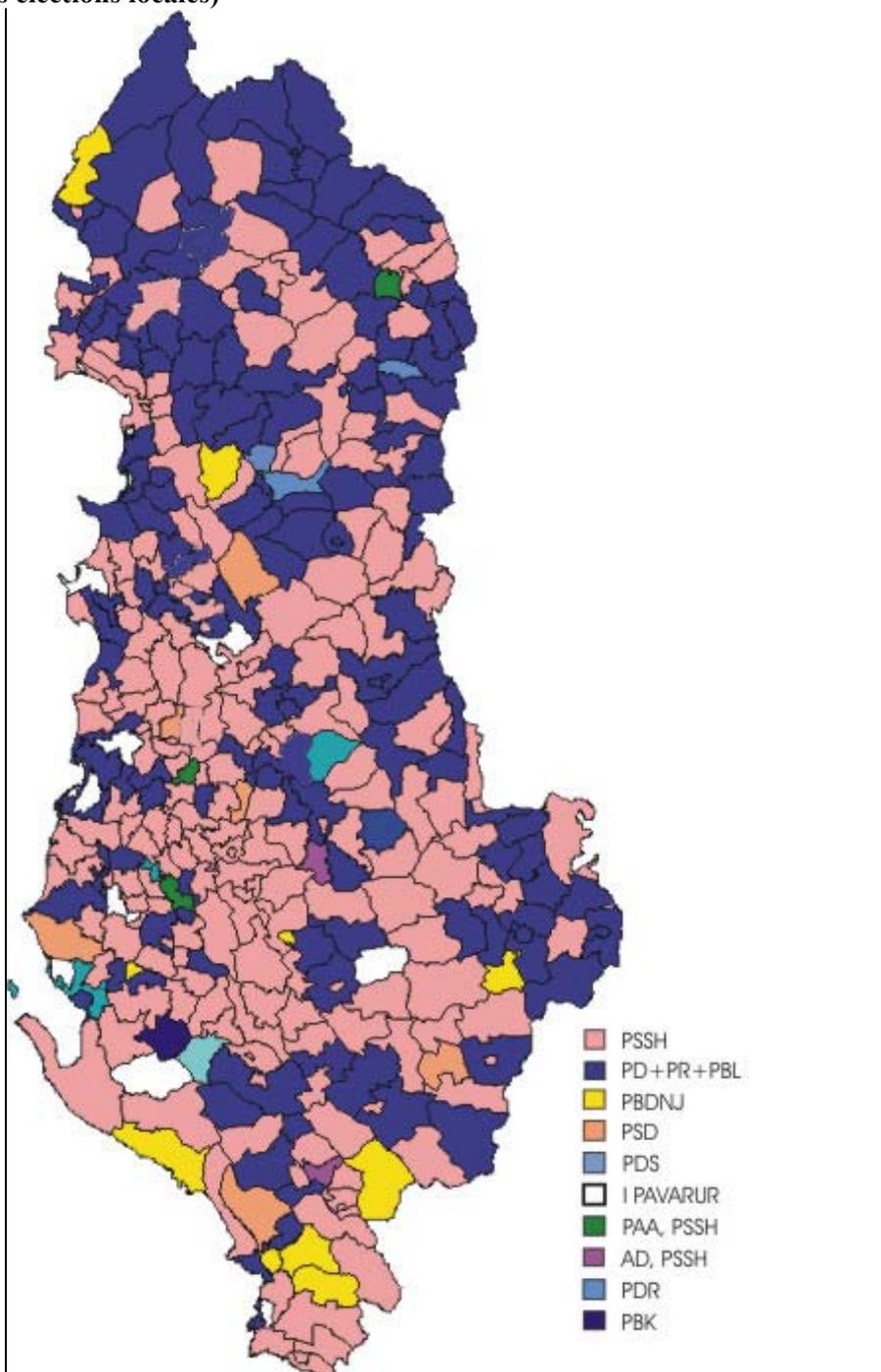
¹⁴ Telle est l'hypothèse avancée dans PIHET, Christian. « Elections et partis en Albanie : une lecture géographique ». *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, p.51.

Tableau 4 - Les résultats électoraux du parti de la minorité hellénophone depuis 1992

Elections	E.L. 1992		E.L. 1996		E.L. 1997		E.L. 2001		E.L. 2005	
	Voix (en %)	Sièges								
Parti pour l'Union des droits de l'homme	2,9	2	-	3	2,58	4	2,6	3	-	2

Source : tableau réalisé à partir des résultats électoraux tels que fournis par la Commission électorale centrale et complété par les données du périodique Notes et études documentaires de la Documentation française.

Carte 5 - L'implantation locale des principaux partis politiques en Albanie en 2003 (à partir des résultats des élections locales)



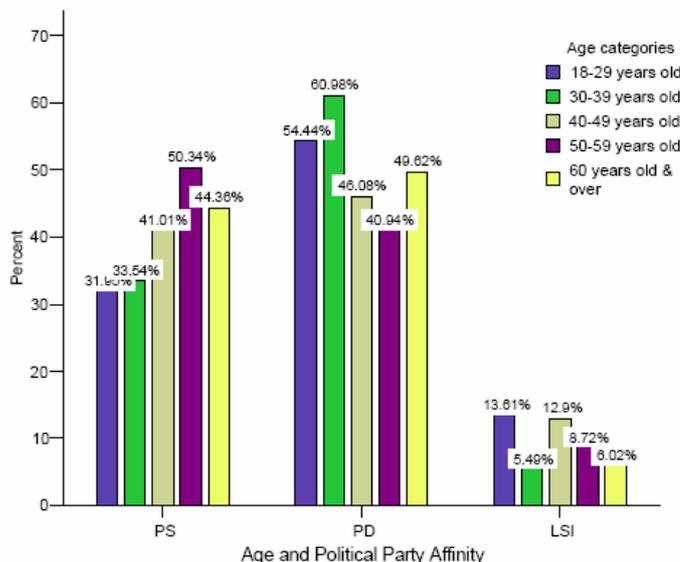
Source : <http://www.cec.org.al/2004/eng/zgjedhvendorefiles/2003/Rezultatet/rezultatet.htm#>

Profils socioprofessionnels et classes d'âge

Indépendamment des zones géographiques d'implantation, le Parti démocrate et le Parti socialiste se distinguent aussi par des profils socio-professionnels clairement différenciés. Les tableaux qui suivent ont été réalisés sur la base des résultats des élections parlementaires de juillet 2005. Ces données ne permettent toutefois pas de fournir un regard comparatif sur les évolutions intervenues depuis 1991 dans la structure socio-démographique des soutiens accordés aux principales formations politiques. Ils doivent dès lors être considérés avec une certaine prudence en raison de l'importante mobilité électorale observée d'un scrutin à l'autre.

Premier élément caractéristique, l'électorat démocratique apparaît sensiblement plus jeune que les partisans du Parti socialiste. Les électeurs du Parti démocratique appartiennent pour 70% d'entre eux à la tranche d'âge des 18-49 ans. Par contraste environ 68% des votants en faveur du PSSH ont plus de 40 ans. Comme l'indique le **graphique 1**, le Parti démocratique peut compter sur près de 60,98% de soutiens dans la tranche d'âge des 30-39 ans, celle qui était présente lors des mobilisations sociales du débat des changements politiques et qui s'est identifiée à la recherche d'une alternative politique au communisme. Son implantation est en revanche moins consolidée chez les plus jeunes, les 18-29 ans qui ont voté en faveur du Parti démocratique à 54,44% seulement. Si l'on en croit les recherches conduites par Altin Ilirjani, le vote démocratique au sein des membres de cette tranche d'âge doit davantage être interprété comme un vote protestataire contre des socialistes qui sont restés au pouvoir pendant huit ans, soit une période pour eux formative, plus que par une adhésion au Parti démocratique en tant que tel. Le politiste albanais en veut pour preuve le taux de soutien assez élevé accordé par les représentants de ce groupe au maire de Tirana, le socialiste Edi Rama¹⁵.

Graphique 1 - Classes d'âges et préférences politiques en Albanie (à la lumière des résultats des élections de 2005)



Source : ILIRJANI, Altin. « Political Choice in Albania. The 2005 Albanian Parliamentary Election ». *Albanian Journal of Politics*, 1 (1), 2005 : p.75-86 sur Internet à l'adresse: <http://ajp.alpsa.org/archives/issue11/ilirjani.pdf>

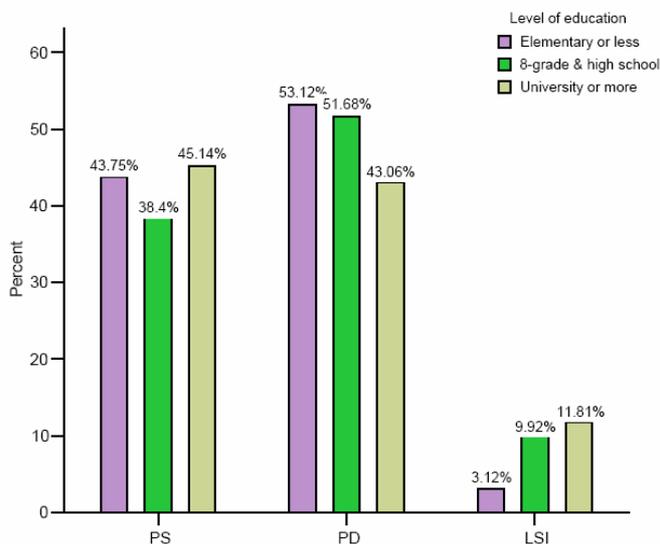
¹⁵ Voir ILIRJANI, Altin. « Political Choice in Albania. The 2005 Albanian Parliamentary Election ». *Albanian Journal of Politics*, 1(1), 2005 : p.83.

Par contraste, le Parti socialiste peut se vanter de disposer d'une solide assise chez les 50-59 ans (50,34% de soutien). Son point faible se situe parmi les jeunes (31,67% de soutien chez les 18-29 ans) et dans les tranches intermédiaires (30-39 ans). Son concurrent de gauche, le Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI) d'Illir Meta a effectué par contraste une percée au sein de l'électorat jeune, avec 13,61% de soutien dans la tranche d'âge 18-29 ans - ce qui pourrait faciliter son ancrage dans la durée pour le cas où il parviendrait à préserver cette niche électorale.

Le second constat intéressant concerne le profil éducationnel des électeurs des principales formations albanaises. Le Parti socialiste s'y distingue par une meilleure représentation au sein des milieux éduqués, ainsi qu'on peut le constater dans le **graphique 2** : 45,14% des diplômés de l'enseignement supérieur ont voté pour les socialistes, contre 43,06% pour le Parti démocratique. Le Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI) a également réalisé ses meilleures performances chez les titulaires d'une formation supérieure (11,81%).

Graphique 2 - Affiliation partisane et niveau de formation

Source : ILIRJANI, Altin. « Political Choice in Albania. The 2005 Albanian Parliamentary Election ». *Albanian Journal of Politics*, 1 (1), 2005 : p.75-86 sur Internet à l'adresse : <http://alpsa.org/aes/docs/AES2005-Report-EN.pdf>



Les facteurs de délimitation de l'implantation des principaux partis politiques

Trois paramètres doivent être pris en compte pour apprécier les chances d'évolution des alignements électoraux de la population en âge de voter. Le premier concerne le rapport au passé : l'appréciation de la période monarchique comme de la phase communiste, le vécu de ses deux périodes, les trajectoires personnelles et sociales connues par les électeurs et leurs familles constitue la première variable susceptible de peser sur le vote et d'interdire un franchissement de la « barrière » entre le Parti socialiste et le Parti démocratique.

Le deuxième concerne les effets des changements démographiques et des bouleversements sociaux consécutifs intervenus au cours de la décennie passée. En l'espace d'une dizaine d'années, environ un quart de la population albanaise a participé à des migrations à destination de pays étrangers. Ces migrations, parfois temporaires, plus souvent à l'origine d'installations définitives dans des pays comme l'Italie, les Etats-Unis, le Canada, voire la Grèce (qui connaît également de très importantes migrations temporaires) ont transformé le paysage social, la cellule familiale, mais également le jeu politique - notamment en faisant du retour temporaire des migrants résidant non loin de l'Albanie un enjeu électoral majeur. A plusieurs reprises, le gouvernement grec a ainsi été

souçonné dans les media de chercher à vouloir influencer l'issue des consultations électorales albanaises en affrétant des bus à destination de l'Albanie à la veille des élections ou à procédant à des expulsions massives au calendrier politiquement motivé. Par-delà les départs à l'étranger, l'Albanie assiste depuis la chute du communiste à un dépeuplement progressif de certaines zones, dans les régions montagneuses et très pauvres du Nord du pays notamment, avec des déplacements de population qui viennent chercher une réalisation sociale et professionnelle dans de grands centres urbains, Tirana et Durrës au premier chef¹⁶. Ces déplacements de population qui représentent un défi majeur en termes de politiques publiques, de développement local et régional et de gestion de la diversité sociale, conduisent à conférer à ces métropoles un poids démographique accru et une importance politique nouvelle. Ils participent d'une situation dans laquelle l'issue des compétitions électorales en Albanie tend à dépendre de plus en plus du vote des régions centrales fortement urbanisées.

Enfin, la troisième évolution importante tient à l'accroissement des disparités locales et régionales, en Albanie, ainsi qu'à l'extrême difficulté du pouvoir central à s'imposer à sa périphérie. Le renforcement des notabilités est observable dans les nouveaux espaces économiques influents, à l'instar des villes côtières (Durrës et Vlorë par exemple) ou du sud touristique du pays autour de Sarandë. De nouveaux efforts de régulation sont aussi en train d'émerger dans le nord du pays (les régions de Pukë, Mirditë, Shkodër et Tropojë, par exemple) qui passent par la réintroduction de logiques de gestion sociale relevant de ce que l'Etat communiste avait, dans son entreprise de modernisation autoritaire, tenté de décourager - à savoir le recours aux solidarités lignagères, le rétablissement du principe de la vendetta ou encore l'application, plus ou moins contraignante et dans des variantes souvent relues en fonction des impératifs du temps présent, du droit coutumier (*kanun*)¹⁷. La recherche d'interlocuteurs locaux en mesure de fournir les garanties minimales de sécurité en lieu et place de l'Etat se fait au bénéfice de nouveaux notables directement ou indirectement liés à des réseaux illicites. Vivant de rentes de situation, ceux-ci oscillent entre un rôle de prestataires de sécurité privée et un rôle de facteur structurel d'insécurité. Au final, la tendance est à une parcellisation de l'Etat avec la création de lieux de pouvoir très localisés, qui ne dépendent que très marginalement de Tirana.

¹⁶ Pour un bilan de ces évolutions démographiques et sociales s'appuyant sur les résultats du recensement de 2001, se reporter au site de l'Institut national statistique albanais sur Internet à l'adresse : http://www.instat.gov.al/graphics/doc/downloads/shqiperia_ne%20shifra1.pdf

¹⁷ Sur l'enjeu du retour aux pratiques de vendetta, voir KANANI, Agim. « Albania : Blood Feud Terror ». *BCR*, 291, 25 octobre 2001.

ANNEXES

Table des annexes

A - Les résultats des principales élections depuis 1991 en Albanie

B - Liste et acronymes des principaux partis politiques en Albanie (par ordre alphabétique)

C - Composition du gouvernement issu des élections législatives du 3 juillet 2005

D - Chronologie politique

E - Bibliographie

A - Les résultats des principales élections depuis 1991 en Albanie

Elections présidentielles

En Albanie, le président est élu au suffrage indirect par l'Assemblée nationale pour un mandat de cinq ans.

- **Ramiz Alia** a été élu président par le Front démocratique le 14 novembre 1982. Il a été réélu le 30 avril 1991, suite à la victoire aux élections parlementaires du Parti du travail d'Albanie.
- **Sali Berisha** (Parti démocratique) a été élu le 9 avril 1992 et réélu à la présidence le 3 mars 1997.
- **Rexhep Meidani** (Parti socialiste) a été élu le 24 juillet 1997.
- Le général **Alfred Moisiu** a finalement été élu par 97 voix pour, avec 19 voix contre, 14 abstentions et 4 bulletins non valides le 22 juin 2002 au terme d'un compromis politique passé entre les Socialistes et le Parti démocratique.

Le prochain scrutin présidentiel est prévu en 2007.

Elections législatives

Elections législatives des 31 mars et 7 avril 1991

Parti du travail d'Albanie : 56,2%

Parti démocratique albanais : 38,7%

Source : LHOMEL, Edith. « Albanie. Entre transformation et survie ». Notes et études de la documentation française, Paris : La documentation française, 2000 : p. 169.

Tableau 1 - Elections législatives des 22 et 29 mars 1992

Taux de participation : 90%

Partis	% des voix	Nombre de sièges
Parti démocratique albanais	62,08	92
Parti socialiste albanais	25,73	38
Parti social-démocrate	4,38	7
Parti pour l'union des droits de l'homme	2,90	2
Parti républicain	2,11	1
Autres	1,79	0

Total	100	140
-------	-----	-----

Source : LHOMEL, Edith. « Albanie. Entre transformation et survie ». *Notes et études de la documentation française*, Paris : La documentation française, 2000 : p. 169.

Tableau 2 - Elections législatives des 26 mai et 2 juin 1996

Taux de participation : 86%

Partis	Nombre de sièges
Parti démocratique albanais	122
Parti socialiste albanais	10
Parti républicain	3
Parti pour l'union des droits de l'homme	3
Parti du front national albanais	2
Total	140

Source : LHOMEL, Edith. « Albanie. Entre transformation et survie ». *Notes et études de la documentation française*, Paris : La documentation française, 2000 : p. 170.

Tableau 3 - Elections législatives anticipées des 29 juin et 6 juillet 1997

Taux de participation : 62%

Partis	Scrutin proportionnel	Scrutin majoritaire	% des voix	Nombre de sièges
Parti socialiste albanais	22	57	50,97	79
Parti démocratique albanais	11	16	17,42	27
Parti socialiste/Parti social-démocrate	0	21	13,55	21
Parti social-démocrate/parti socialiste	0	8	5,16	8
Parti pour l'union des droits de l'homme	1	3	2,58	4
I pavarur (indépendants)	0	3	1,94	3
Droite albanaise unie	0	3	1,94	3
Parti de l'alliance démocratique	1	1	1,29	2
Legaliteti	2	0	1,29	2
Parti agrarien	0	1	0,65	1
Parti du front national	1	0	0,65	1
Parti chrétien-démocrate	0	1	0,65	1
Parti républicain	1	0	0,65	1
Parti de l'union nationale	0	1	0,65	1
Parti social-démocrate	1	0	0,65	1
Total	40	115	100	155

Source : LHOMEL, Edith. « Albanie. Entre transformation et survie ». *Notes et études de la documentation française*, Paris : La documentation française, 2000 : p. 170.

Tableau 4 - Elections législatives du 24 juin 2001

Taux de participation : 60%

Partis et coalitions	% des voix	Nombre de sièges
Parti socialiste d'Albanie (PSSH)	42,0	73
Union pour la victoire (BF)	37,1	46

(coalition regroupant le le Parti démocratique albanais, le Balli Kombëtar, le Parti républicain, Legalitetit et l' Union libérale démocratique)		
Nouveau parti démocratique (PDR)	5,1	6
Parti social-démocrate (PSD)	3,6	4
Parti de l'union des droits de l'homme (PBDNJ)	2,6	3
Parti agrarien d' Albanie (PAS)	2,6	3
Parti de l'Alliance démocratique (PADS)	2,4	3
Candidats indépendants	-	2
Total	100	140

Source : Commission électorale centrale, Tirana, 2001.

Tableau 5 - Elections législatives du 3 juillet 2005

Taux de participation : 58%

Partis	Sièges <i>single-member seats</i>	Sièges à la proportionnelle	Total des sièges
Parti démocratique (PDSH)	56	0	56
Parti socialiste (PSSH)	42	0	42
Parti républicain (PR)	0	11	11
Parti social-démocrate (PSDSH)	0	7	7
Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI)	1	4	5
Nouveau parti démocratique (PDR)	0	4	4
Parti agrarien écologique (PAA)	0	4	4
Parti de l'Alliance démocratique (AD)	0	3	3
Union pour les droits de l'homme (PBDNJ)	0	2	2
Parti démocrate-chrétien d' Albanie (PDK)	0	2	2
Parti de la démocratie sociale d' Albanie (PDSSH)	0	2	2
Union libérale démocrate (BLD)	0	1	1
Indépendants	1	0	1
Total	100	40	140

Source : Komisioni Qendror i Zgjedhjeve, Tirana, sur Internet à l'adresse:

http://www.cec.org.al/2004/eng/Zgjedhejekuvendfiles/rezultatet2005/permbledhese/kandidatet_fitues.html et <http://www.myvote05.com/main.htm>

B - Liste et acronymes des principaux partis politiques en Albanie (par ordre alphabétique)

AD : Parti de l'Alliance démocratique (*Partia Aleanca Demokratike*). Président : Neritan Ceka.
BLD : Union libérale démocrate (*Bashkimi liberal demokrat*). Président : Arjan Starova.
LSI : Mouvement socialiste pour l'intégration (*Partia Lëvizja socialiste për integrim*). Président : Ilir Meta.
PAA : Parti agrarien environnementaliste (*Partia agrare ambientaliste*). Président : Lufter Xhuveli.
PADS : Parti de l'Alliance démocratique (*Partia Alianca Demokratike*). Président : Neritan Ceka.
PBDNJ : Parti de l'Union des droits de l'homme (*Partia Bashkimi për të drejtat e njeriut*). Président : Vangjel Dule.
PBK : Parti du Front national albanais (*Partija Balli Kombëtar Shqiptar*). Président : Adriatik Alimadhi.
PD : Parti démocratique (*Partia Demokrate*). Président : Sali Berisha.
PDK : Parti démocrate-chrétien d'Albanie (*Partia Demokristiane ë Shqiperisë*). Président : Nikollë Lesi.
PDR : Nouveau parti démocratique (*Partia demokrate e re*). Président : Genc Pollo.
PDSSH : Parti de la démocratie sociale d'Albanie (*Partia Demokracia Sociale e Shqiperisë*).
Président : Paskal Milo.
PLL : Mouvement du Parti de la légalité (*Partia Lëvizja e Legalitetit*). Président : Ekrem Spahiu.
PR : Parti républicain (*Partia Republikane*). Président : Fatmir Mediu.
PSD : Parti social-démocrate d'Albanie (*Partia Socialdemokrate ë Shqiperisë*). Président : Skender Gjinushi.
PSSH : Parti socialiste d'Albanie (*Partia socialiste ë Shqipërisë*). Président : Fatos Nano.
[Les noms des présidents ont été actualisés à la date de mai 2005]

C - Composition du gouvernement issu des élections législatives du 3 juillet 2005

Sali Berisha	Premier ministre (Parti démocratique)
Ilir Rusmali	Vice-Premier ministre (Parti démocratique)
Besnik Mustafaj	Ministre des Affaires étrangères (Parti démocratique)
Arenca Troshani	Ministre de l'Intégration
Sokol Olldashi	Ministre de l'Intérieur (Parti démocratique, leader du PD-Tirana)
Fatmir Mediu	Ministre de la Défense (Parti républicain, leader)
Ridvan Bode	Ministre des Finances (Parti démocratique)
Genc Ruli	Ministre de l'Economie, du Marché et de l'Energie
Aldo Bumçi	Ministre de la Justice
Lulzim Basha	Ministre des Affaires publiques, des Transports et des Communications
Genc Pollo	Ministre de l'Education et des Sciences (Nouveau parti démocratique)
Maksim Cikuli	Ministre de la Santé (Parti démocratique)
Koço Barka	Ministre du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances (Parti de l'Union des droits de l'homme)
Jemin Gjana	Ministre de l'Agriculture, de la Nourriture et de la Protection du consommateur (Parti démocratique)
Bujar Leskaj	Ministre du Tourisme, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports (Parti démocratique)
Lufter Xhuveli	Ministre de l'Environnement, des Forêts et des Eaux (Parti agrarien environnementaliste)

Source: site du gouvernement albanais <http://www.keshilliministrave.al/shqip/qeveria/perberja.asp>

D - Chronologie politique

22-23 janvier 1990

Plénum du Comité central du PPSH ; des manifestations ont lieu à Shkodër et l'état d'urgence est instauré. Le principe du multipartisme est rejeté, mais Ramiz Alia, secrétaire général du PPSH, annonce que plusieurs candidats - sélectionnés par le Front démocratique d'Albanie que dirige Nexhmije Hoxha, l'épouse de l'ancien dictateur décédé en 1985 - pourront prendre part aux élections locales.

17 avril 1990

Ramiz Alia annonce le lancement de réformes économiques et politiques.

9 mai 1990

Le Parlement vote plusieurs mesures de libéralisation, notamment dans les domaines du droit criminel, du système judiciaire, de la liberté de culte et de la liberté de circulation.

3 juillet 1990

Afflux d'Albanais venant chercher refuge dans des ambassades occidentales à Tirana et cherchant à quitter le pays. 4 786 parviennent à quitter l'Albanie le 13 juillet. En réponse, le régime dirigé par Ramiz Alia, alors secrétaire général du Parti du travail d'Albanie, organise un rassemblement pour dénoncer les « traîtres ».

11 novembre 1990

Le pluralisme politique est restauré au terme d'un plénum du Comité central du Parti du travail d'Albanie (PPSH).

13 novembre 1990

Création du Parti démocratique albanais (PDSH). Emeute à Shkodra et début d'une vague de manifestations. L'enregistrement officiel du PDSH interviendra le **12 décembre**.

26 novembre 1990

L'article de la constitution qui accordait au PPSH le monopole de la direction de l'Etat est abrogé.

12 décembre 1990

Instauration du multipartisme et création officielle consécutive du PDA, qui devient la principale force d'opposition.

5 janvier 1991

Les autorités accèdent à l'une des principales exigences de l'opposition en grâciant 202 prisonniers politiques et en laissant espérer la libération de tous les autres.

16 janvier 1991

Tandis que l'exode des Albanais de souche grecque se poursuit (plus de 10 000 d'entre eux ont trouvé refuge en Grèce en deux semaines), R.Alia accepte le report des premières élections libres du 10 février au 31 mars, à la demande de l'opposition.

20 février 1991

Alors que la statue d'E.Hoxha est déboulonnée par environ 100 000 manifestants, R.Alia cède aux exigences des étudiants, en grève depuis le 06 février, accepte de changer le nom de l'université E.Hoxha, et prend le contrôle du gouvernement.

22 février 1991

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre font une dizaine de morts. Formation d'un Conseil présidentiel de huit membres et nomination d'un gouvernement provisoire dirigé par Fatos Nano.

17 mars 1991

Les 175 derniers prisonniers politiques sont libérés, conformément à un décret de R.Alia.

31 mars-7 avril 1991

Premières élections libres depuis **1946 ou 44**: plus de 1 000 candidats appartenant à onze partis et mouvements politiques briguent les 250 sièges de l'Assemblée populaire. Avec 64,5 % des voix contre 27 % au PDSH, les communistes s'assurent la majorité au Parlement, mais sont devancés à Tiranë. Le taux de participation est de 98,9 %. Les communistes disposent de 168 sièges sur 250 au Parlement, et l'opposition n'en obtient que 75.

30 avril 1991

Ramiz Alia est réélu à la tête de l'État par le Parlement, les candidats de l'opposition s'étant abstenus.

Mai 1991

L'Albanie est paralysée par les grèves. Le **4 mai**, Ramiz Alia démissionne de ses fonctions au sein du PPSH.

4 juin 1991

Incapable de rétablir l'ordre, le gouvernement communiste de F.Nano démissionne. Ylli Bufi est nommé Premier ministre le lendemain.

8 juin 1991

La grève générale qui paralyse le pays depuis le 16 mai prend fin, conformément à un accord conclu entre Y.Bufi et les syndicats indépendants.

11 juin 1991

Le Premier ministre, Y.Bufi, forme le premier cabinet de coalition depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est le premier gouvernement non communiste depuis 1944.

12 juin 1991

Le PTA se transforme officiellement en Parti socialiste albanais (PSA) et annonce sa « rénovation totale » lors de son 10^e Congrès. L'héritage d'Enver Hoxha est reconsidéré.

24 juillet 1991

Le Parlement rejette une proposition de l'opposition visant à confisquer les biens de l'ex-Parti communiste.

4 décembre 1991

Les sept ministres du PDA, principal mouvement d'opposition, quittent le gouvernement de coalition. La veuve d'E.Hoxha est arrêtée pour corruption et abus de pouvoir.

6 décembre 1991

Le Premier ministre, Y.Bufi, présente sa démission au président R.Alia, qui lui demande de rester provisoirement en fonctions.

8 décembre 1991

La police albanaise reçoit l'ordre de tirer à vue pour tenter d'enrayer les troubles qui se multiplient dans le pays en raison de la pénurie alimentaire.

14 décembre 1991

Vilson Ahmeti présente le nouveau gouvernement, dit « de techniciens ».

21 décembre 1991

Ramiz Alia propose que les élections législatives anticipées réclamées par l'opposition aient lieu en mars 1992. Il laisse entendre qu'il pourrait se retirer bientôt.

Février 1992

Ramiz Alia dissout l'Assemblée parlementaire. L'Assemblée interdit au parti grec OMONIA de présenter des candidats aux élections prévues en mars.

22-29 mars 1992

Élections législatives remportées par le PDSH.

Avril 1992

R.Alia démissionne. Le **9 avril**, Sali Berisha, secrétaire général du PDSH est élu à la présidence de la République.

19 avril 1992

Formation d'un nouveau gouvernement (PDSH) présidé par Aleksander Meksi.

27 juillet-2 août 1992

Le PDSH remporte les élections locales libres avec 43,25% des voix. La participation a été élevée à 70,65 %.

18 août 1992

Début du procès de 18 dirigeants communistes, dont la veuve d'E.Hoxha, l'ex-Premier ministre A.Carcani et de nombreux membres du bureau politique.

11 octobre 1992

Adoption, par le Parlement, d'une loi sur la presse controversée, en raison des limites qu'elle pose à la liberté de parole.

2 juillet 1994

Ramiz Alia est condamné à neuf ans de prison pour abus de pouvoir et violation des droits de l'homme.

28 juillet 1994

Fatos Nano est condamné à douze ans de prison pour détournement de fonds publics d'un total de 7 millions de dollars, commis durant son mandat de Premier ministre. Nombreuses protestations dans les rangs du PSSH.

6 novembre 1994

Le référendum sur le projet de Constitution, qui donne 53,8 % de « non » contre 46,2 % de « oui », est un désaveu pour S.Berisha, qui décide de passer outre.

30 novembre 1995

Les lois contre le génocide déclarent inéligibles les personnes ayant occupé de hautes fonctions dans le gouvernement communiste ou travaillé dans la police secrète jusqu'en 1991. Il leur est interdit d'exercer des fonctions gouvernementales jusqu'en 2002.

26 mai 1996

Élections législatives. La victoire de S.Berisha est entachée d'accusations de fraude. L'opposition, composée du PSA, du Parti social démocrate, du Parti de l'alliance démocratique, de l'Union nationale et du Parti agraire, se retire 3 heures avant la fin du scrutin pour protester contre les irrégularités.

16 juin 1996

Au terme d'un processus électoral mouvementé et très contesté, le PDA remporte 122 sièges sur 140. Un second gouvernement A.Meksi est constitué le 06 juillet.

15 janvier 1997

Manifestations de 2 000 épargnants devant le siège de la société d'épargne Sudia, suite à la faillite des pyramides financières ; elles débutent à Tirana puis s'étendent vers le sud.

24-25 janvier 1997

20 000 personnes, victimes de la faillite d'une société d'épargne, manifestent à Tiranë et réclament la démission du gouvernement.

26 janvier 1997

Le Parlement donne les pleins pouvoirs à S.Berisha.

5 février 1997

Incidents armés dans le sud de l'Albanie, lors d'une manifestation antigouvernementale, suite à l'effondrement des pyramides financières.

28 février 1997

Violentes émeutes à Vlora.

2 mars 1997

Déclaration de l'état d'urgence.

3 mars 1997

Réélection de S.Berisha par le Parlement alors que l'insurrection est générale et que des parties du territoire ne sont plus soumises à l'autorité gouvernementale, mais contrôlées par des milices locales (en particulier dans le Sud).

9 mars 1997

Accord, sous l'égide de l'Italie, entre le pouvoir et l'opposition sur la formation d'un gouvernement de coalition dirigé par Bashkim Fino et la tenue d'élections législatives anticipées. Appel à la communauté internationale pour sortir de la crise. La rébellion armée atteint le nord du pays.

15 mars 1997

F.Nano et R.Alia s'échappent de la prison de Tiranë.

29 juin- 6 juillet 1997

Les élections législatives sont remportées par le PDSH de Fatos Nano qui enlève 115 sièges sur 155 et devient Premier ministre.

23 juillet 1997

S.Berisha démissionne.

24 juillet 1997

L'état d'urgence est levé par le Parlement. R.Mejdani est élu président de la République. Les députés du PDSH boycottent la session.

20 octobre 1997

S.Berisha est réélu président du PDA.

5 janvier 1998

S.Berisha, dont la formation poursuit le boycott du Parlement, réclame des élections anticipées et la formation d'un gouvernement de techniciens.

14 septembre 1998

À l'occasion des funérailles du député Azem Hajdari (du PDA), assassiné dans des circonstances obscures le 12 septembre, S.Berisha tente un coup de force. Ses partisans s'emparent du siège du Parlement, du gouvernement et de la télévision nationale, qui ne seront repris par les forces gouvernementales que tard dans la soirée.

28 septembre 1998

Démission de F.Nano à la suite des émeutes sanglantes déclenchées par l'assassinat d'A.Hajdari et par l'échec de ses négociations pour créer un gouvernement.

29 septembre 1998

Pandeli Majko (PSA) devient Premier ministre.

21 octobre 1998

Le Parlement vote en faveur du nouveau projet de Constitution et accepte d'organiser un référendum à ce sujet.

22 novembre 1998

Une majorité d'électeurs se prononce par référendum en faveur de l'adoption d'une Constitution (qui n'existait pas depuis la chute du communisme). Le référendum s'est déroulé sous l'observation de l'OSCE.

25 novembre 1998

Le Premier ministre P.Majko démissionne après avoir perdu la direction du PSA.

Décembre 1998

Le ministre des Finances, Anastas Angjeli et le ministre des Privatisations, Mustafa Muci démissionnent, dans le but d'enrayer la crise interne au PSA.

Juillet 1999

Le PDA décide de ne plus boycotter les travaux du Parlement, tout en appelant épisodiquement à des élections législatives anticipées.

29 octobre 1999

Illir Meta remplace P.Majko au poste de Premier ministre.

2 février 2000

S.Berisha exclut du PDA la fraction animée par Genc Pollo, Ferdinand Xhaferri, Leonard Demi et Ylli Vejsiu, qui fondent le Parti de l'alternative démocratique, qui devient en 2001 le Parti démocrate rénové.

26 février 2000

Le Premier ministre destitue le vice-ministre des Affaires étrangères chargé du dossier de l'intégration européenne, Ben Blushi, qui avait ouvertement critiqué la politique de son ministre, Paskal Milo, à l'égard du Monténégro.

2 mars 2000

Rencontre entre F.Nano, président du PDA, et I.Meta, qui tentent de s'entendre pour garantir au gouvernement une marge d'action suffisante.

31 mars 2000

Le Président, R.Mejdani, annonce l'abrogation de la peine de mort, la Cour constitutionnelle ayant jugé celle-ci non conforme à la nouvelle Constitution entrée en vigueur en 1998.

Octobre 2000

Remaniement ministériel à la suite de la révocation du ministre de l'Intérieur Spartak Poçi, proche de l'ex-Premier ministre P.Majko et dont l'efficacité de l'action dans la restauration de l'ordre public avait pourtant été reconnue.

1er octobre- 15 octobre 2000

Élections municipales remportées par le PSA (43 %), qualifiées par le gouvernement comme les « plus démocratiques et transparentes que le pays ait connues ». L'OSCE reconnaît la validité du scrutin en dépit de quelques irrégularités. Le PDA n'obtient que 34 % des votes et ne détient plus que 24 % des mairies (contre 80 % précédemment). Des élections sont programmées pour les 29 octobre et 12 novembre dans les localités où la participation a été inférieure à 30 %.

28 novembre 2000

Conseil national du PDA au cours duquel S.Berisha parvient à rallier huit autres partis au sein de l'Union pour la victoire.

Jour de fête nationale, deux personnes sont tuées à Bajram Curri, fief du PDA au cours de violents incidents.

24 janvier 2001

Le Président de la commission électorale centrale, Fotaq Nano, démissionne à la suite des critiques formulées par l'OSCE et par le président du PSA sur le déroulement des élections locales et le fonctionnement de cette commission. Le conflit ne prend fin que le 21 février avec la nomination d'un nouveau président, Ilirian Celibashi.

Avril 2001

Recensement de la population albanaise boycotté par la minorité grecque dont les porte-parole dénoncent l'absence, dans les imprimés, de questions sur l'appartenance confessionnelle et communautaire.

24 juin – 8 août - 19 août 2001

Elections législatives. Victoire du PSA avec 41,5 % des voix, suivi du PDA de S.Berisha (36,8 %)

20 août 2001

I.Meta est reconduit à la tête d'un gouvernement dont la composition est arrêtée en septembre.

29 janvier 2002

Le Premier ministre I.Meta démissionne, après avoir échoué à résoudre la crise interne de son parti.

7 février 2002

Remplacement d'I.Meta par P.Majko.

24 juin 2002

Élections présidentielles. Alfred Moisiu est élu pour 5 ans par le Parlement.

15 juin 2004

Ilir Meta, ex-Premier ministre, fonde une fraction au sein du Parti socialiste d'Albanie (les statuts du parti n'autorisent pas la formation de courants).

1^{er} juillet 2004

Le PSSH et le PDSH s'accordent sur les amendements à apporter au code électoral. Une Commission de seize membres doit être constituée pour superviser l'organisation et la prise en compte des éventuelles contestations du scrutin législatif prévu pour le mois de juillet 2005. La commission est composée à part égale de membres du PSSH et du PDSH, au détriment des petites formations.

Septembre 2004

Création du Mouvement socialiste pour l'intégration à l'initiative d'Ilir Meta, après son échec à rénover le PSSH depuis l'intérieur.

E - Bibliographie

I - Ouvrages généraux

Albania, A Country Study. Washington, D.C. : Headquarters, Dept. of the Army, U.S. Government Printing Office, 1994.

BIBERAJ, Elez. *Albania in Transition : The Rocky Road to Democracy*. Boulder : Westview Press, 1998, 377 p.

CASTELLAN, Georges. *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, Crozon : Armeline, 2001.

CHAMPSEIX, Elisabeth et Jean-Paul. *L'Albanie ou la logique du désespoir*. Paris : La Découverte, 1992, 307 p.

HALL, Derek. *Albania and the Albanians*. London, New York : Pinter Reference, 1994, 304 p.

JANDOT, Gabriel. *L'Albanie d'Enver Hoxha : 1944-1985*. Paris : Harmattan, 1994, 383 p.

MUSTAJ, Besnik. *Entre crimes et mirages, l'Albanie : essai*. Arles : Actes Sud, 1992, 249 p.

ROUX, Michel. *Les Albanais en Yougoslavie : minorité nationale, territoire et développement*. Paris : Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1992. 546 p. Texte remanié de Th. Géogr., univ. Toulouse 2 : 1990.

VICKERS, Miranda. *The Albanians. A Modern History*, London: I.B. Tauris & Co, Ltd, 1995.

YOUNG, Antonia, HODGSON, John, YOUNG, Nigel, et William, BLADE. *Albania*. Oxford, Santa Barbara : Clio Press, 1997, 293 p.

II - Dynamiques politiques du post-communisme

CABANES, Pierre et Bruno. *Passions albanaises : de Berisha au Kosovo*. Paris : Odile Jacob, 1999, 280 p.

CESTRAD. *The First Decade and After : Albania's Democratic Transition and Consolidation in the Context of Southeast Europe*. The Hague : Institute of Social Studies, 2000, 131 p.

COSTA, Nicolas. *Shattered Illusions : Albania, Greece, Yugoslavia*. Boulder : East European Monographies, 1998, 219 p.

DITCHEV, Ivajlo et Sonia COMBE. *Albanie utopie : huis clos dans les Balkans ?* Paris : Autrement, 1996.

FUGA, Artan. *Identités périphériques en Albanie : la recomposition du milieu rural et les nouveaux types de rationalité politique*. Paris, Montréal, Budapest : L'Harmattan, 2000, 288p.

KAJSIU, Blendi, BUMCI, Aldo et Albert RAKIPI, « Albanian : A Weak Democracy, a Weak State », Tirana, Albanian Institute for International Studies, 2002.

MILOVOJEVIC, Mitko. *Wounded Eagle : Albania's Fight for Survival*. London : Institute for European Defence and Strategic Studies, 1992, 48 p.

RAKIPI, Albert, « Weak States – A View From Within ». Tirana, Albanian Institute for International Studies, sur Internet à l'adresse : <http://www.aiis-albania.org/miscellaneous.htm>

SALTMARSHE, Douglas. *Identity in a Post-communist Balkan State : An Albanian Village Study*. Aldershot, Burlington : Ashgate, 2001, 237 p.

VICKERS, Miranda et James PETTIFER. *Albania : From Anarchy to a Balkan Identity*. New York : New York University Press, 1997, 324 p.

Périodiques

CHAMPSEIX, Jean-Paul. « L'Albanie entre l'exode et la réforme ». *Hérodote*, (63), 4e trim. 1991 : p.154-173.

CHICLET, Christophe. « L'Albanie fragilisée ». *Le Monde Diplomatique*. 532, juillet 1998 : p.10.

CËRXHANI, Klarita et Arthur SHRAM. « Albanian Political-Economics : Consequences of a clan Culture ». *Journal for Institutional Innovation, Development and Transition*, 4, 2000 : p.5-14.

DANIEL, Odile. « L'Albanie en 1997 : la déliquescence de l'Etat et le retour des socialistes ». *Notes et Etudes Documentaires*. 5068-5069, mars 1998 : p.35-45.

DANIEL, Odile. « L'Albanie : les vicissitudes du processus démocratique ». *Notes et Etudes Documentaires*. 5046-47, janvier 1997 : p.31-42.

- DANIEL, Odile et Edith LHOMEL. « L'Albanie en 1993: un équilibre précaire ». *Notes et Etudes Documentaires*. 5006-5007, janv./fév. 1995 : p.51-72.
- FUGA, Artan et Edith, LHOMEL. « Albanie 2000-2001. Des éclaircies toutes relatives ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. 1016, juin-juillet 2001 : p. 4-17.
- FUGA, Artan et Edith, LHOMEL. « Albanie. Zizanies politiques, paradoxes économiques ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. 1006, juin-juillet 2000: p. 4-17.
- HAINIGUE, C. « L'Albanie aujourd'hui : quels changements? ». *Cahiers du Communisme*. 7-8, juillet-août 1990 : p.110-116.
- ILIRJANI, Altin. « Political Choice in Albania. The 2005 Albanian Parliamentary Election ». *Albanian Journal of Politics*, 1 (1), 2005 : p.75-86.
- LAKSHMAN-LEPAIN, Rajwantee. « L'Albanie en 1998. Face aux incertitudes ». *Notes et Etudes Documentaires*. 5091-92, avril 1999 : p. 27-37.
- LAKSHMAN-LEPAIN, Rajwantee. « Albanie: un avenir imprévisible ». *La Nouvelle Alternative*. 41, mars 1996 : p.9-10.
- LAKSHMAN-LEPAIN, Rajwantee. « L'Albanie en transition, spécificités et perspectives ». *La Nouvelle Alternative*. 40, décembre 1995 : p.39-40.
- LAKSHMAN-LEPAIN, Rajwantee. « L'opposition albanaise en question ». *La Nouvelle Alternative*. 45, mars 1997 : p.11-12.
- LHOMEL, Edith. « Albanie 1998-1999: aux limites de l'implosion ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. 442, août-septembre 1999, pp. 15-23.
- LHOMEL, Edith. « Albanie 1997 - Un fragile retour à la normale ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. Volume 428,429, mars-avril-mai 1998, pp. 11-17.
- LHOMEL, Edith. « L'Albanie en 1996-1997: faillites et crise de confiance ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. n°419, mai-juin 1997, pp.5-10
- LHOMEL, Edith. « L'Albanie en 1994-1995. Une stabilité précaire ». In *Notes et Etudes Documentaires*. Volume 5027-28, février-mars 1996, pp.95-110.
- LHOMEL, Edith. « Albanie: un parcours semé d'embûches ». *Notes et Etudes Documentaires*. Volume 5023 (18), 1995, p.107-115.
- LHOMEL, Edith. « Monographie sur l'Albanie ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. Volume 309,310,311, août,octobre 1993, pp.5-17.
- PIHET, Christian. « 1991-1999 : années d'orages en Albanie. L'organisation difficile d'un système politique pluraliste ». *CEMOTI*, 29, janvier-juin 2000 : p.141-165.
- PIHET, Christian. « Elections et partis en Albanie : une lecture géographique ». *Hérodote*, juillet-septembre 1998, 90, p.46-61.
- RAMA, Shinasi. « Failed Transition, Elite Fragmentation and the Parliamentary Elections of June 29, 1997 », *International Journal of Albanian Studies*, 1(1), 1997, sur Internet à l'adresse : <http://www.albanian.com/IJAS/vol1/is1/contents.html>
- SCHREIBER, Thomas et Edith LHOMEL. « Albanie: l'année politique et économique en 1992 ». *Notes et Etudes Documentaires*. 4984-85, 1993: p.8-101.

XHUDO, Guz. «What Brought Anarchy to Albania? ». *Jane's intelligence review*. 9 (6), 1997 : p. 260-265.

III - Rapports officiels et documents relatifs à la conduite des scrutins électoraux en Albanie

ODIHR, OSCE. *Republic of Albania : Parliamentary Elections 2005. Election Observation*. Interim Report 3, 18 juillet 2005, sur Internet à l'adresse: http://www.osce.org/documents/odhr/2005/07/15733_en.pdf

ODIHR, OSCE. *Republic of Albania. Final report on Local Government Elections in Albania, 12 October 2003 - 25 January 2004*, sur Internet à l'adresse: http://www.osce.org/documents/odhr/2004/02/2172_en.pdf

ODIHR, OSCE. *Republic of Albania : Parliamentary Elections. Election Observation*. Varsovie, octobre 2001.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). *Albania : State of the Nation 2003*. Tirana & Bruxelles, 11 mars 2003, sur Internet à l'adresse : http://www.crisisgroup.org/library/documents/report_archive/A400917_11032003.pdf

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). *Albania's Parliamentary Elections 2001*. Tirana & Bruxelles, sur Internet à l'adresse : <http://www.crisisweb.org/projects/showreport.cfm?reportid=399>

AMERICAN CONGRESS. *Human Rights and Democratization in Albania*. Washington D.C. : Government Printing Office, 1994, 33 p.

The Albanian Parliamentary Elections of 1996 : Briefing of the Commission on Security and Cooperation in Europe. Washington, DC : The Commission, 1996, 28 p .

BOYER, André et André, ROUVIERE. *Rapport d'information fait à la suite d'une mission effectuée en Albanie du 13 au 16 novembre 1997*. Paris : Sénat français, 1997, 42 p.

COMMISSION EUROPEENNE. *Albanie 1994*. Luxembourg : Office des Publications des Communautés Européennes, 1994, 120 p.

CSCE. *Report on the U.S. Helsinki Commission Delegation to Bosnia-Herzegovina, Albania, and Turkey : October 21-26, 1994*. Washington, DC : The Commission, 1994.

ALBANIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL STUDIES. *Albania and European Union: Perceptions and Realities*. Tirana: AIIS, 2003.

MARCUS, Claude-Gérard (dir.). *Rapport d'information sur la mission effectuée par une délégation de la Commission des Affaires étrangères en Albanie*. Paris : Assemblée Nationale, 1995, 42 p.

MINNESOTA LAWYERS INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS COMMITTEE. *Human Rights in the People's Socialist Republic of Albania*. Minneapolis : The Committee, 1990, 186 p.

SARRE, Georges. *Rapport d'information présenté à la suite de la mission effectuée en Albanie du 13 au 16 mai 1999 par une délégation du Groupe d' amitié France-Albanie*. Paris : Assemblée Nationale, 1999, 30 p.

IV - Identités, solidarités et relations régionales

Dossier « Albanian migration and new transnationalisms ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*, novembre 2003, 29 (6), p.939-1096.

« The Albanian National Question ». *International War and Peace Report*. 1996, 41 : p.25-50.

« National and Religious Identity Among Albanian Muslims after the Political Upheaval of 1990 ». *Islamic studies*. 36(2-3)1997, p.403 – 412.

ANGJELI, Anastas. « The Political Impact and Economic Cost to Albania of the Crisis in Kosovo ». *Mediterranean Quarterly*, 10 (3), 1999.

CELA, Elira, « Historical background and characteristics of the evolution of Islam in Albania », *Innovation*, 5 (3), 1992 : p. 115-125

CHICLET, Christophe. « Les relations greco-albanaises : amours ambiguës ». *Cemoti*. janvier-juin 2001, 29.

CLAYER, Nathalie. « Islam et identité nationale dans l'espace albanais (Albanie, Macédoine, Kosovo) 1989-1998 ». *Archives de sciences sociales des religions*. 115, 2001, p.161-181.

DANIEL, Odile. « A propos de l'islam albanais », *Annales de l'autre islam*, 1, 1993 : p. 37-43.

DANIEL, Odile. « L'appel de l'Albanie à la solidarité islamique », *Annales de l'autre islam*, 1997, 4, p.174-181.

DE RAPPER, Gilles, DESLONDES, Olivier et Michel ROUX. « Dimanche à Miras, lundi à Dipotamia : la frontière albano-grecque dans la région de Bilisht et de Kastoria ». *Cemoti. Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*. janvier-juin 2000, 29.

DE WAELE, Jean-Michel et Kolë GJELOSHAJ, « L'Albanie face aux minorités : facteurs internes et facteurs externes », *Transitions*, 1995, 36(1/2), p.87-104.

DE WAELE, Jean-Michel et Kolë, GJELOSHAJ (dir.). *De la question albanaise au Kosovo*. Bruxelles : Complexe, 1999, 153 p.

DERENS, Jean-Arnault. « Le nationalisme albanais, nouvelle menace pour les Balkans ? ». *Etudes*. 395(6), 2001: p.599-610.

GJELOSHAJ, Kolë et Jean-Michel DE WAELE. « La république d'Albanie et la question du Kosovo ». *Cemoti*. 29, janvier/juin 2000 : p.165-198.

KADARÉ, Ismaïl. « Le destin contrarié des Albanais ». *Politique internationale*. 81, aut. 1998: p.227-240.

KING, Russel, MAI, Nikola and Stephanie SCHWANDNER-SIEVERS (eds). *The New Albanian Diaspora*. Brighton : Sussex Academic, 2004.

KONTIS, Basil. *The Greeks of Northern Epirus and Greek-Albanian relations*. Athens : Hestia, 1995-1996, 2 vol.

LIOLIN, Arthur E. « The Nature of Faith in Albania : Toward the 21st Century », *East European Quarterly*, été 1997, 31(2) : p.181-194.

TRIANAPHYLLOU, D. « Y-a-t-il une "question albanaise" ? ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. 1023, mars 2002 : p. 33-42.

TRIX, Frances. « The Resurfacing of Islam in Albania ». *East European Quarterly*, 28 (4), déc. 94 : p. 533-549.

WALLDEN, Sotiris-Axel. « Les relations gréco-albanaises: politique et économie ». *Le Courrier des Pays de l'Est*. 382, septembre 1993 : p.45-62.

V - Sites d'information et de think tanks

Albanian Institute for International Studies (AIIS).

<http://www.aiis-albania.org>

Balkan Action Committee

<http://www.balkanaction.org/>

Balkan Crisis Reports from the Institute for War and Peace Reporting

http://www.iwpr.net/index.pl?balkans_index.html

BBC Macedonian Crisis Page

http://news.bbc.co.uk/1/hi/english/in_depth/europe/2001/macedonia_crisis/

Center for Nonviolent Action (Sarajevo)

http://www.soros.org.ba/~cna/izvestaji/990306_e.html

Council for the Defence of Human Rights and Freedoms

<http://albanian.com/kmdlj/>

Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/>

International Crisis Group

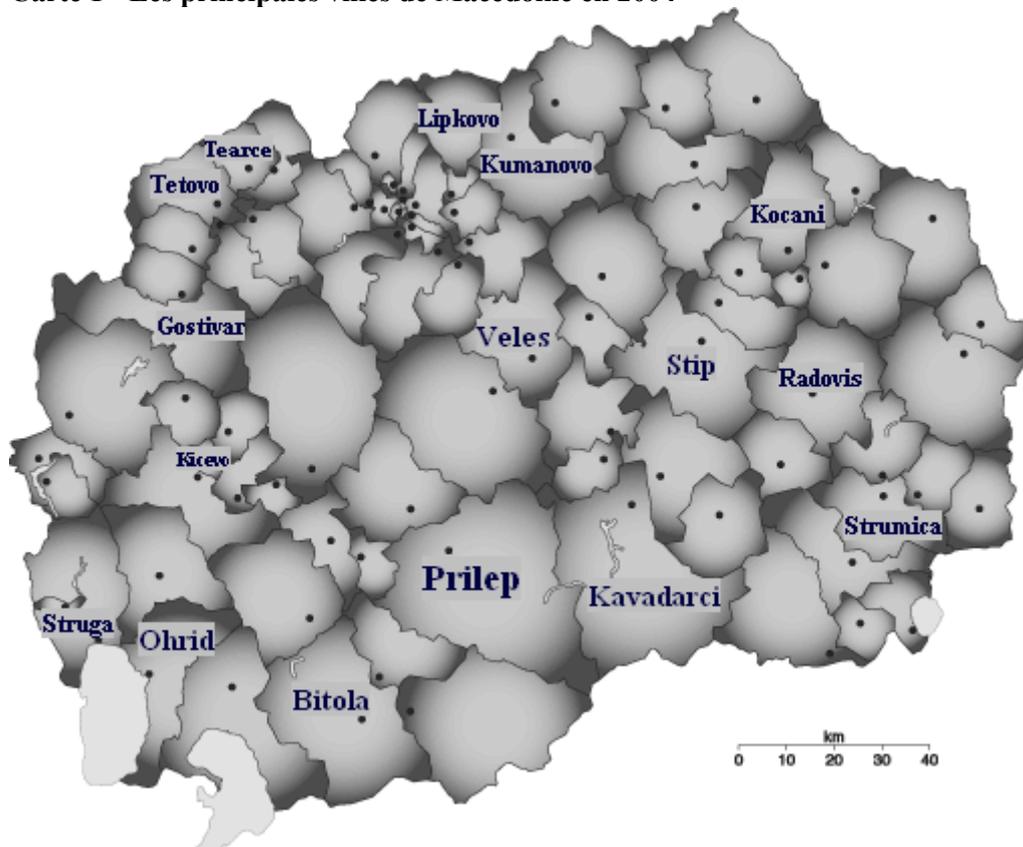
<http://www.crisisweb.org/projects/sbalkans/reports.htm>

Site d'information sur l'Albanie et les Albanais

www.albaniannews.com

Chapitre II - Macédoine

Carte 1 - Les principales villes de Macédoine en 2004



Source : carte réalisée par l'auteur d'après un fond de carte fourni par la Commission électorale étatique.

Carte 2 - La Macédoine et ses voisins



Source:

http://www.lib.utexas.edu/maps/cia03/macedonia_sm03.gif

I - Dynamiques politiques depuis 1990

L'histoire politique de la Macédoine depuis l'éclatement de la Yougoslavie en 1991 est dominée par deux enjeux, l'un externe, l'autre interne, pareillement lus dans le pays en termes de menaces à l'intégrité et à la viabilité du nouvel Etat indépendant. Grossièrement jusqu'à la fin 1995, l'inquiétude première concerne un environnement géopolitique marqué par les guerres en ex-Yougoslavie et l'isolement international de la Macédoine. La question de la coexistence entre majorité slave et minorité albanaise, présente depuis la création de l'Etat, deviendra plus visible encore dans la seconde moitié des années 1990. Le conflit au Kosovo et l'afflux, en 1999, de plusieurs centaines de milliers de réfugiés albanais en Macédoine sont l'un des facteurs (mais non le seul) qui contribueront au renforcement de la perception des Albanais - par la majorité slave - comme une source de fragilisation de l'Etat macédonien.

Jusqu'à la levée de l'embargo grec, le 15 octobre 1995, d'une part, et à la signature des Accords de Dayton, les 21 novembre/14 décembre 1995, d'autre part, le principal défi auquel les élites politiques locales (côté slave) ont le sentiment d'être confrontées est celui de la préservation de la paix et de l'obtention d'une reconnaissance internationale. En janvier 1991, le Parlement macédonien a proclamé la souveraineté de la République et son droit à la sécession. Elu président, Kiro Gligorov a organisé un référendum sur l'indépendance largement remporté par les partisans de l'autodétermination (95% des suffrages avec un taux d'abstention toutefois très élevé)¹⁸. Surtout, les Etats voisins de la Macédoine sont soupçonnés de considérer avec une certaine réticence l'accession à l'indépendance de l'ancienne République yougoslave : les élites macédoniennes-slaves, particulièrement au sein de l'Alliance social-démocrate de Macédoine (SDSM, ex-communistes), se sentent proches de Belgrade où elles ont souvent fait leurs études, mais peuvent s'inquiéter d'une certaine ambiguïté dans la politique de la Serbie et du rôle de cette dernière dans l'extension du conflit yougoslave vers la Bosnie-Herzégovine. Le déploiement de casques bleus de l'ONU décidé en décembre 1992¹⁹ a vocation à endiguer ce risque de débordement des guerres d'ex-Yougoslavie vers la Macédoine. La non-reconnaissance par l'Eglise orthodoxe serbe de l'autocéphalie de l'Eglise macédonienne constitue une source de tension supplémentaire.

A l'Est, la Bulgarie, qui a reconnu l'Etat indépendant de Macédoine en suivant les recommandations de la Commission Badinter dès le mois de janvier 1992, reste cependant soupçonnée par les élites et la société macédoniennes d'avoir des visées irrédentistes sur sa voisine ou, à tout le moins, de ne pas admettre l'existence d'une nation et d'une langue macédoniennes distinctes de la nation et de la langue bulgares. Au sud, la Grèce craint un irrédentisme macédonien et considère que le drapeau et le nom constitutionnellement adoptés par le nouvel Etat constituent des emprunts inadmissibles à l'histoire grecque. Le refus par la Grèce d'accepter le nom de la Macédoine paralyse durablement l'Union européenne, mais aussi les Nations unies où la Macédoine entre en avril 1993 sous le nom de ARYM (Ancienne République yougoslave de Macédoine). Les Etats-Unis, qui reconnaissent l'indépendance de la Macédoine en février 1994, attendront pour leur part le mois de

¹⁸ 72 % de la population ne s'est pas déplacé – l'abstention atteignant des taux records dans les régions à majorité albanaise. Cité dans Denaud, Patrick et Valérie Pras, *Kosovo, naissance d'une lutte armée*, Paris : L'Harmattan, 1999, p.54.

¹⁹ Cette première mission de *monitoring* à la frontière entre la Macédoine et la Serbie résulte d'une extension du mandat de l'UNPROFOR (*United Nations Protection Force*), une mission originellement établie en Croatie en février 1992 et ultérieurement élargie à la Bosnie-Herzégovine. Au mois de septembre 1993, huit cents soldats américains sont déployés sous mandat des Nations unies dans ce cadre. Le 31 mars 1995, UNPROFOR sera remplacée par une nouvelle mission, UNPREDEP (*United Nations Preventive Deployment Force*, effective en février 1996), qui couvrira une zone de 240 kilomètres de frontières entre la Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie (RFY), ainsi qu'entre la Macédoine et l'Albanie. Le 25 février 1999, le Conseil de sécurité des Nations unies décidera de ne pas renouveler la mission en raison du veto posé par la Chine, membre permanent du Conseil, suite à la reconnaissance, par l'Etat de Macédoine, de Taïwan. Notons que huit mois plus tôt, en juillet 1998 (résolution 1186/1998), le mandat de l'UNPREDEP avait été étendu pour couvrir la question des flux illicites d'armes et que la déploiement sur le terrain avait été renforcé pour passer à 1 050 hommes.

novembre 2004 pour revoir leur position sur la question du nom. En attendant, le blocus décrété par la Grèce à l'encontre de la Macédoine, le 16 février 1994, représente un choc politique et économique majeur pour un Etat modeste et enclavé. Il faudra attendre les négociations de New York conduites sous l'égide des Nations unies et la signature d'un compromis sur le drapeau le 13 septembre 1995 (ratifié par le Parlement macédonien le 9 octobre) pour que la question de l'isolement international de la Macédoine commence à trouver une solution²⁰ : la Macédoine entre à l'OSCE le 12 octobre 1995 ; quelques semaines plus tard, elle est également admise au Conseil de l'Europe, le 9 novembre²¹.

Les relations avec les membres des minorités, principalement la communauté albanaise, sont complexes dès la déclaration d'indépendance. Le boycott par les Albanais du référendum de septembre 1991, l'organisation à leur initiative quelques mois plus tard d'une consultation interne, non reconnue par les pouvoirs publics, sur le principe d'une autonomie territoriale²², donnent le sentiment aux représentants de la majorité que les Albanais aspirent à faire sécession, voire à rejoindre une éventuelle « grande Albanie ». Réciproquement, les Albanais de Macédoine acquièrent très vite le sentiment que la nouvelle construction stato-nationale s'accomplit à leurs dépens. Plusieurs épisodes sont de ce point de vue illustratifs : en novembre 1993, la dénonciation, par les autorités macédoniennes, de ce qui est présenté comme un complot albanais contre l'Etat de Macédoine et l'arrestation de plusieurs membres de la communauté, dont le vice-ministre de la Défense, Husein Huskaj après la découverte d'une cache d'armes est perçue, en milieu albanais, comme une humiliante manipulation. Les tensions entre pouvoirs publics et minorité albanaise se cristallisent par ailleurs autour de la question de la nouvelle université privée en langue albanaise, ouverte à Tetovo en février 1995.

En 1995 et 1996, la loi relative à l'autogouvernement des communes et le nouveau découpage territorial²³ viennent, *de facto*, fragmenter les communes à majorité albanaise dans le nord-ouest du pays. Ce faisant, ils illustrent, aux yeux des Albanais, une politique visant à réduire intentionnellement leur marge de manœuvre et à noyer les espaces de peuplement albanais dans un ensemble à dominante slave. Autre pierre d'achoppement : la décision de deux maires, Rufi Osmani et Alajdin Demiri - élus à Gostivar et à Debar lors des élections municipales de 1996 - d'arborer sur le fronton de leur mairie le drapeau albanais à côté du drapeau macédonien est interprétée dans le gouvernement et la population majoritaire comme une tentative de remise en cause des symboles de l'Etat macédonien et, partant, une atteinte à l'intégrité même de l'Etat. La brutale répression, en juillet 1997, par les forces de police des manifestations albanaises organisées à Gostivar contre l'interdiction du drapeau albanais et la condamnation à de lourdes peines de prison des deux maires provoquent de très vifs ressentiments en milieu albanais²⁴. Au final, les années 1990 se caractérisent, au niveau des relations entre majorité slave et minorité albanaise (ainsi qu'entre la minorité majoritaire, albanaise, et les autres minorités, notamment turque, rom, *torbeš*, valaque ou serbe) par une défiance croissante - et ce, en dépit de la participation ininterrompue des partis albanais au pouvoir central à partir de 1992.

²⁰ La Macédoine renonce alors au drapeau qu'elle avait choisi et qui figurait l'étoile de Vergina. Cette dernière est présente sur la tombe de Philippe de Macédoine, le père d'Alexandre le Grand, retrouvée sur le site archéologique de Vergina (l'ancienne Aigai) en 1977. Elle est donc perçue par les Grecs comme appartenant à leur patrimoine historique.

²¹ Voir CHICLET, Christophe. « La Macédoine en 1994-1995. Un pays déstabilisé ». *Les études de la documentation française*, Paris : La Documentation française, 1995, p.172.

²² 276 921 personnes prennent part au référendum des 11 et 12 janvier 1992 organisé par la communauté albanaise de Macédoine. 74% d'entre eux se prononcent pour une autonomie territoriale au contenu mal défini. Chiffres cités dans LUKIC R. (2003), « La République de Macédoine : de la paix à la guerre », in LUKIC, R. *L'agonie yougoslave (1986-2003). Les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*. Laval : Presses universitaires de Laval, p. 407.

²³ Il s'agit de la Loi sur l'autogouvernement local (*Zakon za lokalna samouprava*, J.O., 52/1995) du 15 novembre 1995 et de la Loi sur le découpage territorial (*Zakon za teritorijalnata podelba na Republika Makedonija i opredeluvanje na podračjata na edinicite na lokalnata samouprava*, J.O., 49/96) qui fait passer la Macédoine de 34 à 123 municipalités.

²⁴ Voir, sur ces événements, HUMAN RIGHTS WATCH. « Police Violence in Macedonia ». *Human Rights Watch Report*, 10(1), avril 1998, sur Internet à l'adresse : <http://www.hrw.org/reports98/macedonia/>

Il est essentiel d'avoir en mémoire l'importance accordée au projet de construction stato-national par les élites slaves de Macédoine et la centralité de leur lecture inquiète de leur environnement pour analyser les dynamiques politiques dans cet Etat de deux millions d'habitants :

- premièrement, *aussi bien les inquiétudes sécuritaires que les visées de consolidation du nouvel Etat pèsent sur les chances d'une démocratisation effective des institutions et du jeu politique.* Ce contexte nuit entre autres à l'accomplissement d'un travail de restructuration de l'appareil administratif, des services de sécurité, des entreprises socialisées ou du parti successeur. La crainte de voir les guerres d'ex-Yougoslavie s'étendre en direction de la Macédoine incite en outre les représentants de la communauté internationale, Etats-Unis comme Union européenne, à éviter d'exercer sur les pouvoirs publics macédoniens des pressions en faveur d'une démocratisation politique plus rapide ou de leur adresser des demandes qui pourraient être perçues comme une source de fragilisation de l'Etat. En tant « qu'oasis de paix » (selon l'image que Kiro Gligorov, le président, cherchera à valoriser), la Macédoine doit être préservée : dans cette perspective, les acteurs internationaux - notamment l'OSCE - considèrent avec une certaine indulgence les irrégularités qui accompagnent la tenue de chacun des scrutins électoraux au cours des années 1990. De la même façon, ils ne prêtent pas une attention très soutenue aux tensions intercommunautaires et aux bavures policières (ainsi de la répression de la manifestation du drapeau à Gostivar qui fait trois morts et 57 blessés).²⁵ En ces circonstances, aucune impulsion n'est donnée - ni en interne, ni en externe - afin de garantir que la Macédoine connaisse un processus de transformation politique compréhensif et qu'elle cherche à proposer une lecture de l'Etat qui permette à chacune des populations le composant de se sentir partie intégrante du projet stato-national.
- Le second trait distinctif à la trajectoire macédonienne réside dans le cheminement des alternances politiques : *en Macédoine, les héritiers de l'ancienne Ligue des communistes parviennent à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1998.* Ailleurs, en Europe post-communiste, les premières alternances politiques ont eu lieu plus tôt - en 1992 en Albanie, quelles que soient les limites du renouveau politique ; en 1991 puis de nouveau en 1997, en Bulgarie ; en 1996, en Roumanie, l'un des cas les plus tardifs. Par contraste, dans le nouvel Etat, les cadres de l'ancien système disposent de huit années pour confirmer leur emprise territoriale sur le plan politique, pour créer des réseaux de clientèles locales et pour assurer la captation des ressources entrepreneuriales publiques. La qualité de l'emprise exercée par l'Alliance social-démocrate (SDSM) représentera une difficulté majeure pour le principal parti d'opposition, l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VMRO-DPMNE), lorsqu'elle accèdera au pouvoir, à l'automne 1998, et essaiera de faire nommer ses propres responsables aux principaux postes décisionnels. Sur l'ensemble de la décennie 1990, les structures organisationnelles de la VMRO-DPMNE restent moins développées, moins efficaces et plus sujettes aux divisions que celles de l'Alliance social-démocrate (SDSM).
- Troisième variable importante liée au contexte dans lequel intervient la construction stato-nationale en Macédoine : la gestion économique du pays. *L'éclatement de la Yougoslavie représente un coût économique très élevé pour la Macédoine,* qui figurait parmi les républiques les plus pauvres et bénéficiait des aides du Fonds régional pour les zones plus reculées. Ses entreprises, souvent insérées dans un tissu industriel lié à la Serbie, se retrouvent privées de fournisseurs ou de clients suite à la disparition de l'ancien cadre économique. En lieu et place, se développe une économie grise encouragée par les embargos contre la Serbie (trafic d'essence, notamment) et le blocus grec. Les réseaux d'économie illicite se renforceront également au lendemain de l'intervention occidentale au Kosovo, en 1999, avec le déploiement de pratiques économiques couvrant une large gamme d'illégalismes (du trafic

²⁵ Voir HUMAN RIGHTS WATCH. « Police Violence in Macedonia », *op. cit.*

de cigarettes au trafic de drogue et de femmes)²⁶. Le développement de la contrebande fournit des ressources dont le contrôle est lié à l'occupation de positions privilégiées dans l'appareil d'Etat (douane, police, services de renseignement) et dans l'économie. Ce faisant, l'économie illicite modifie les conditions de la compétition politique en faisant de la captation des prébendes du pouvoir un enjeu majeur. Elle accroît les disparités sociales et les rancœurs, au sein de la population, par rapport à des élites politiques (slaves et albanaises) et des acteurs économiques accusés de prospérer alors que la majorité s'appauvrit. Corrélativement, le processus de privatisation de la propriété socialiste prend du retard : il ne sera réellement mis en œuvre qu'à partir de 2002 sous la pression de la communauté internationale. Autrement dit, la restructuration de la propriété publique, la mise en vente (et souvent en faillite) des anciennes entreprises socialistes, le licenciement des employés de l'ancienne fonction publique vont intervenir en Macédoine à un moment où aucune force politique ne dispose plus du crédit qui lui permettrait de mettre en œuvre de telles réformes et alors que la société est épuisée par une décennie de crise économique et sociale. L'appauvrissement de certains secteurs de la population slave majoritaire (à l'Est de la Macédoine, notamment) et de milieux albanais (ruraux surtout et dans les villages isolés du nord du pays), la distribution inégale des coûts entre les communautés seront autant de facteurs d'aggravation des tensions intercommunautaires. Elles confronteront les élites à une crise de légitimité qui dure jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, une dernière série de remarques s'impose avant d'explorer plus en détail la trajectoire des partis politiques en Macédoine après 1991. *Les affrontements entre guérilla albanaise et forces de l'ordre macédoniennes en 2001 se sont répercutés de manière décisive et durable sur tous les paramètres du jeu politique en Macédoine:*

- les affrontements de 2001 et la signature des accords d'Ohrid sont tout d'abord à l'origine d'un *renforcement très net de la présence et de l'influence internationales sur les débats politiques, le cadre légal et la gestion politique par les élites macédoniennes*. Après 2001, bien que la Macédoine reste nominalement un Etat souverain, elle doit composer avec l'Office de l'envoyé spécial de l'Union européenne en charge de la mise en œuvre des Accords d'Ohrid, ainsi qu'avec le déploiement de plusieurs missions militaires (de l'OTAN d'abord, de l'Union européenne entre mars et décembre 2003), puis d'une mission européenne de police. L'Agence européenne pour la reconstruction (AER) joue également un rôle-pivot en matière d'attribution des aides européennes, tandis que la marge d'influence de la Délégation de la Commission européenne à Skopje tend à aller se renforçant après l'enclenchement d'une dynamique, dans le sillage du Sommet européen de Thessalonique (juin 2003), visant à faire de la Macédoine un pays candidat à l'Union européenne (un statut qui lui a été reconnu en novembre 2005 sans qu'une date pour l'ouverture future des négociations d'adhésion à l'UE soit fixée). D'autres acteurs internationaux jouissent d'une influence sur les processus locaux comme l'OSCE en matière de démocratisation, gestion des minorités et formation de la police ou le FMI sur le plan économique.

Avec l'achèvement du processus d'Ohrid, on devrait assister à un remaniement des dispositifs internationaux déployés en Macédoine, non à leur suppression : l'OTAN n'est plus présente sous la forme d'une mission militaire de sécurisation de la mise en œuvre des Accords d'Ohrid ; mais le désir de la Macédoine de rejoindre le Partenariat pour la paix (PfP) et d'intégrer à terme l'OTAN donne à l'Alliance un poids dans la refonte de l'armée macédonienne. De la même façon, l'ancien Office de l'Envoyé spécial sera à l'avenir reconfiguré afin de permettre une meilleure coordination avec l'AER et la Commission européenne.

²⁶ A ce sujet, voir HAJDINJAK, Marko. *Smuggling in Southeast Europe*. Sofia : Center for the Study of Democracy, 2002.

- Les Accords d’Ohrid ont impulsé une *transformation majeure du cadre constitutionnel, légal et territorial dans lequel la compétition politique intervient*. L’**encadré X** détaille ci-après les réformes introduites. Du point de vue de l’analyse du jeu politique, deux changements sont d’une importance particulière, l’introduction de nouvelles règles de fonctionnement du Parlement (le principe de la double majorité, mais aussi la création d’un Comité aux relations intercommunautaires) ; la redéfinition des contours et des pouvoirs des municipalités. Le nouveau découpage administratif - qui a fait l’objet de débats très vifs en Macédoine entre l’automne 2003 (présentation d’une première version du texte par le gouvernement sur la base de 62 communes) et l’automne 2004 (organisation le 7 novembre 2004 d’un référendum pour protester contre le nouveau découpage en 85 communes sur lequel les partis membres de la coalition gouvernementale et le Parlement étaient convenus) est présenté en **carte 2**.

Encadré 1 - Les accords d’Ohrid

L’accord-cadre signé le 13 août 2001 et venant mettre un terme aux affrontements entre guérilla albanaise et forces de l’ordre macédoniennes se compose de trois parties : des principes de base, des résolutions relatives à la « cessation des hostilités », au « développement d’un gouvernement décentralisé » et à la « non-discrimination et représentation équitable » et enfin, une série d’annexes concernant les amendements constitutionnels et législatifs ainsi que la mise en œuvre de mesures de rétablissement de la confiance.

Le préambule rappelle quelques principes fondamentaux : le refus d’une solution du conflit par la violence ; l’attachement à la souveraineté et à l’intégrité territoriale de la Macédoine ; la préservation du caractère multiethnique du pays et la nécessité de contribuer au développement des pouvoirs locaux et d’une architecture institutionnelle décentralisée. L’accord lui-même propose l’introduction de réformes visant à assurer une meilleure défense des droits collectifs des Albanais en échange du désarmement de l’UÇK(M) et du retour de ses combattants à la vie civile. Les changements les plus significatifs concernent :

Le statut de la langue albanaise

L’article de Constitution de 1991 qui stipulait que « la langue macédonienne, écrite en utilisant son alphabet cyrillique, est la langue officielle de la République de Macédoine » a été amendé de la manière suivante : « la langue macédonienne, écrite en utilisant son alphabet cyrillique, est la langue officielle en République de Macédoine et dans les relations extérieures de la République. Toute autre langue parlée par au moins 20% de la population constitue également une langue officielle, écrite en utilisant son alphabet ». L’albanais peut être utilisé dans l’administration dans les communes où la part de la population albanaise excède les 20%. Ces mesures ont également des incidences sur d’autres communautés, notamment les Serbes dans la région de Kumanovo ou les Roms à Šutka, dans l’agglomération de Skopje.

Le peuplement de Macédoine

L’Accord-cadre prévoyait que soit retenue une définition civique de la nation : le préambule ne devait plus faire désormais référence aux Macédoniens, Albanais, Turcs, Serbes, mais aux citoyens de Macédoine. Après l’expression de désaccords, tant dans les milieux macédoniens-slaves qu’albanais, ce principe a dû être abandonné au profit d’une solution de compromis qui réintroduit un principe « ethnique ». Néanmoins, le texte des accords a satisfait à l’une des exigences des Albanais en évitant tout emploi du terme de « minorité » que ceux-ci jugeaient discriminatoire : il est seulement question de « communautés » ou de « communautés non majoritaires ».

La formulation finalement retenue dans le préambule de la Constitution amendée en 2001 est la suivante : « Les citoyens de la République de la Macédoine, le peuple macédonien, et les citoyens vivant dans ses frontières qui sont membres du peuple albanais, du peuple turc, du peuple valaque, du peuple serbe, du peuple rom, du peuple bosniaque et d’autres ».

Décentralisation et pouvoir local

Le document d’Ohrid prévoyait une meilleure autogestion au niveau local par l’adoption d’une loi sur la décentralisation – précédée par un amendement constitutionnel allant dans ce sens – et d’une loi sur le financement des municipalités. Il était envisagé que les municipalités puissent, dans certaines conditions, décider de fusionner (art. 46 de la proposition de loi soumise au Parlement en octobre 2001 et rédigée avec l’aide d’experts du Conseil de l’Europe).

La nouvelle loi sur l’autogestion locale a été adoptée en janvier 2002, suivie en août 2004 par une loi sur le découpage municipal (11 août 2004) - qui passe de 123 à 85 communes - et d’une loi sur le financement des

communes (14 août 2004) qui accroît la part des impôts revenant aux entités locales. Entre-temps, et comme prévu dans les accords d'Ohrid, un nouveau recensement a été conduit sous la supervision de la communauté internationale à l'automne 2002 dont les résultats ont été connus un an plus tard.

La représentation des membres de la communauté albanaise au sein des instances étatiques et la réforme de la police

L'accord-cadre recommande que « des actions soient prises pour corriger la situation présente de déséquilibres dans la composition de l'administration publique ». La police reste placée sous le contrôle du ministère de l'Intérieur mais il est prévu que les Albanais y soient proportionnellement représentés et deuxièmement, que les élus locaux aient un droit de regard sur la nomination des chefs de police au niveau local. C'est en effet au conseil municipal que revient le choix des responsables à partir d'une liste de candidats soumise par le ministère. En revanche, le ministre est habilité à démettre les chefs de police « en accord avec la loi ». Enfin, en cas d'impossibilité pour le conseil municipal de retenir l'une des candidatures proposées, la décision revient en dernier ressort au ministre de l'Intérieur, après consultation en conseil des ministres.

L'enseignement supérieur

En 2000, le commissaire de l'OSCE aux minorités, Max Van der Stoep, avait suggéré l'ouverture d'une université privée multinationale où les cours seraient dispensés en albanais et en anglais ; cette nouvelle université était conçue comme une alternative possible à l'établissement privé de Tetovo, vu comme un foyer de sédition par les autorités macédoniennes. Sans reconnaître l'université de Tetovo, les accords d'Ohrid prévoient que l'enseignement supérieur en langue albanaise soit partiellement subventionné par l'Etat de Macédoine.

Depuis la signature des accords, l'université pour l'Europe du Sud-Est (autrement connue sous le nom d'université Van der Stoep) a ouvert ses portes - à la rentrée 2003 - et l'université de Tetovo a été reconnue et légalisée en janvier 2004.

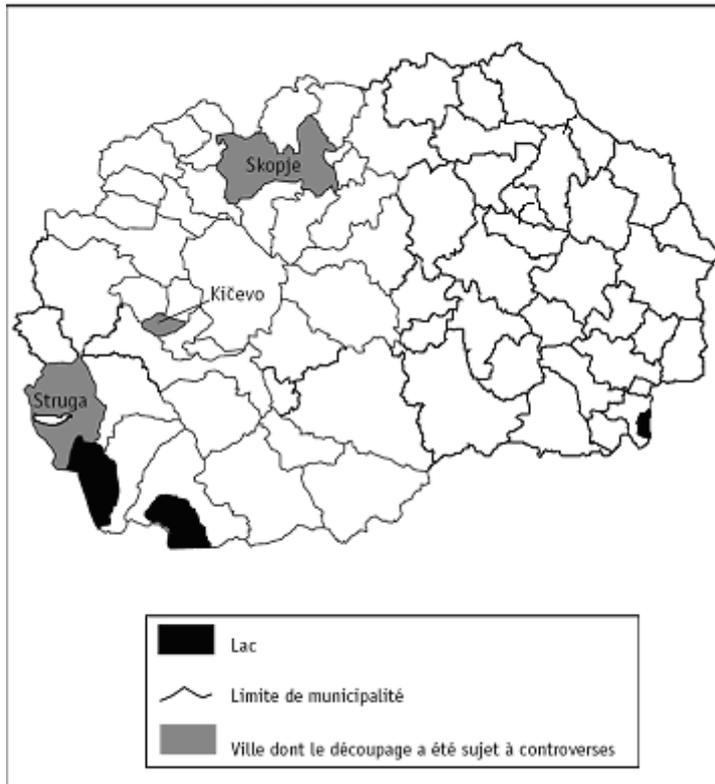
Un droit de regard sur la législation concernant les communautés non majoritaires : le principe de la « boule majorité » (ou majorité Badinter).

Durant les années 1990, les dirigeants albanais s'étaient souvent plaints de ne jouir d'aucune influence réelle au Parlement : toute législation susceptible d'affecter le statut et les droits des minorités se retrouvait régulièrement bloquée par des partis slavo-macédoniens faisant bloc pour interdire les projets déposés par des députés albanais. Les Accords d'Ohrid stipulent que des amendements constitutionnels doivent donner les moyens aux élus albanais de s'opposer à l'adoption de textes de lois qu'ils jugeraient contraires aux intérêts de leur communauté. Cette clause a été incorporée dans les amendements à la Constitution adoptés en novembre 2001 : toute mesure concernant les minorités doit être approuvée à la fois par la majorité des députés au Parlement et par la majorité des élus représentant les minorités.

Le désarmement des forces de l'UÇK(M) et l'amnistie des rebelles

La principale contrepartie aux concessions faites pour satisfaire les demandes de la communauté albanaise concerne le désarmement et le démantèlement de l'UÇK(M). Une opération de l'OTAN était prévue par les accords aux termes de laquelle les combattants albanais devaient accepter de remettre leurs armes. Le retour à la vie civile des membres de la guérilla a été encouragé par l'adoption d'une loi d'amnistie concernant tous les personnels non accusés de crimes contre l'humanité.

Carte 3 - Le découpage municipal de la Macédoine selon la loi du 11 août 2004



Source : RAGARU, Nadège. « Maillage communal, frontières et nation : les imaginaires, pratiques et enjeux de la décentralisation en Macédoine », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 36(3), 2005, p.204.

Notons une dernière transformation majeure intervenue depuis la signature des Accords d'Ohrid (bien qu'elle ne soit pas directement corrélée à ce processus) - la refonte du code électoral : la Macédoine est passée d'un mode de scrutin mixte (parlementaire et proportionnel) à un vote à la proportionnelle de liste fermée sans seuil. Cette transformation a incité le SDSM en particulier à étoffer sa politique de coalition en direction des partis politiques représentant les petites minorités de Macédoine, les Turcs, Serbes, Bosniaques et Roms.

Encadré 2 - Le code électoral en Macédoine

L'élection du chef d'Etat

Le 27 janvier 1991, Kiro Gligorov a été élu président par l'Assemblée nationale (soit au suffrage indirect). Depuis l'adoption de la Constitution de 1991 (amendée en janvier 1992), la Macédoine a opté pour une élection directe à la présidence. Le mode de scrutin est à la majoritaire à deux tours. La durée du mandat présidentiel est de cinq ans.

Au premier tour, un candidat à la présidence est élu s'il a obtenu la majorité au moins des votes. Si tel n'est pas le cas, un second tour de scrutin est organisé auxquels prennent part les deux candidats qui ont reçu le plus de voix. Le second tour a lieu 14 jours après le premier.

Au second tour, un candidat est élu s'il remporte la majorité des suffrages, à condition que plus de 50% des inscrits aient pris part à la consultation électorale.

Si, au terme du second tour, aucun candidat ne parvient à remporter la majorité des voix, l'ensemble de la procédure est réitéré.

Les élections législatives

Le Parlement, chambre unique, comprend 120 sièges. La durée du mandat des députés est de quatre

ans.

Depuis son accession à l'indépendance, la Macédoine a expérimenté plusieurs modes de scrutin et amendé à plusieurs reprises la loi sur l'élection des députés et des conseillers municipaux.

- la Constitution de 1991 ne déterminait pas précisément le nombre des députés, mais indiquait qu'il pourrait se situer entre 120 et 140 et qu'il revenait à la loi de statuer sur cette question. Le mandat des députés était de 4 ans. Le mode de scrutin n'était pas précisé.

- la loi du 28 mai 1998 concernant l'élection des députés (*Zakon za izbor na pratenici vo sobranieto na Republika Makedonija*, 24, SV, 1998) et celle du 24 juillet 1998 relative au découpage électoral (*Zakon za izbornite edinici za izbor na pratenici vo sobranieto na Republika Makedonija*, 36, SV, 1998) ont adopté un mode de scrutin mixte, 35 députés étant élus à la proportionnelle et 85 à la majoritaire à deux tours. Le scrutin à la proportionnelle était organisé sur une seule circonscription électorale (le territoire du pays); tandis que le vote à la majoritaire était organisé dans 85 circonscriptions électorales.

En pratique, en raison de la fréquence des irrégularités, la Macédoine a généralement connu un troisième tour pour chaque scrutin. Tel a été le cas en 1998 également avec la répétition du vote dans 24 sur 85 circonscriptions.

- en juin 2002 deux nouveaux textes (*Zakon za izbor na pratenici vo sobranieto na Republika Makedonija*, 42, SV, 25 juin 2002 et *Zakon za izbornite edinici za izbor na pratenici vo sobranieto na Republika Makedonija*, 43, SV, 26 juin 2002) ont posé un nouveau système électoral avec le passage à un scrutin à la proportionnelle de liste fixes. Le territoire de la Macédoine est découpé en 6 circonscriptions électorales dont les contours sont déterminés par la loi. Chacune d'entre elle élit 20 députés. La répartition des sièges est calculée selon la méthode d'Hondt.

Carte 4 - Les circonscriptions électorales lors des élections parlementaires de 2002



Source : site Internet du SDSM sur Internet à l'adresse :

<http://www.sdsm.org.mk/default.asp?ItemID=5869ABCB003D3141B5662AEB1DE148CE>

Précisons qu'une position de médiateur (*ombudsman*) a été créée : l'*ombudsman* est élu à la majorité des voix de tous les députés, ainsi qu'à la majorité des voix des députés qui appartiennent à des communautés qui ne sont pas majoritaires en Macédoine. Son rôle est de protéger les droits des

citoyens contre l'appareil d'Etat.

Est aussi posée la création d'un *Comité pour les relations intercommunautaires* comprenant 19 députés dont 7 Macédoniens, 7 Albanais, 1 Turc, 1 Valaque, 1 Rom, 1 Serbe et 1 Bosnienne. Si certaines communautés n'ont pas de député, il revient à l'*ombudsman* de nommer les membres restant. L'Assemblée doit ensuite approuver, selon un principe électif, la composition du Comité. Le rôle de ce dernier est de considérer les questions relatives aux relations entre les communautés en Macédoine et de donner des opinions, ainsi que des propositions pour apporter réponse. L'Assemblée est obligée de considérer les propositions faites par le Comité.

Pour les lois relatives à la culture, à l'usage des langues, à l'éducation, aux documents personnels et à l'usage des symboles, l'Assemblée doit voter en réunissant à la fois une majorité des votes des députés présents et une majorité des votes des députés présents appartenant aux communautés qui ne sont pas en majorité en Macédoine. En cas de désaccord dans la mise en œuvre de cette provision, le Comité aux relations intercommunautaires est chargé de le résoudre.

Enfin, un système de quota est introduit pour la représentation des femmes (et des hommes...): chaque sexe doit représenter au moins 30% des candidats sur les listes électorales.

Source: d'après la base de données EPIC, sur Internet à l'adresse :

[http://epicproject.org/ace/compepic/en/country\\$MK+ES](http://epicproject.org/ace/compepic/en/country$MK+ES) et les textes de lois sur l'élection des députés et du président de la République, disponibles en macédonien, sur le site : <http://www.mlrc.org.mk/cd.htm>

II - Trajectoire et clivages des partis slaves de Macédoine

A - L'histoire et l'identité nationale au fondement du système de clivage partisan

Le jeu partisan en Macédoine s'est, dès les premières élections libres de 1990, structuré sur une base communautaire : les partis représentant la population majoritaire recherchent le soutien des électeurs se définissant comme ethniquement macédoniens ; les formations politiques albanaises s'affrontent pour obtenir les suffrages des électeurs albanais ; les petites minorités (turque, rom, serbe, bosnienne, valaque, etc.) se sont elles aussi dotées de leurs propres formations politiques. C'est principalement à l'occasion des élections présidentielles qu'une coopération entre formations slaves macédoniennes et albanaises s'avère indispensable à l'élection d'un candidat slave - mais, là encore, les élites politiques albanaises sont responsables de la gestion des électeurs dans leurs municipalités et de la mobilisation des soutiens nécessaires. Partis slaves et partis albanais seront donc ici envisagés principalement séparément même si la question de leurs choix de coalition est envisagée.

Le deuxième trait caractéristique des partis politiques en Macédoine concerne leur fort degré de personnalisation. La plupart des grandes formations politiques sont dominées par des responsables entrés en politique au début des années 1990 et qui ont dominé la scène électorale pendant toute la décennie. La remarque vaut, du côté de la VMRO-DPMNE, pour Ljubčo Georgievski, fondateur et président de son parti entre 1990 et 2003 ; elle s'applique également à Branko Crvenkovski, leader du SDSM depuis 1991, même si ce dernier ne s'est réellement affirmé comme un acteur politique majeur quand dans la seconde moitié de la décennie (après l'éclipse de Kiro Gligorov). Continuité il y a également au sein du Parti libéral (LP) de Stojan Andov, une formation issue - comme le SDSM - de l'ancien parti communiste macédonien : S. Andov a été président de l'Assemblée nationale, entre 1994 et 1998, d'une part, de 2000 à 2002, d'autre part. Entre-temps, le Parti libéral avait fusionné avec le Parti démocratique (DP) pour former un Parti libéral démocratique (LDP) qui, comme le Parti libéral, entretient des relations d'alliance privilégiées avec le SDSM. L'un des rares cas d'investissement tardif en politique concerne Vasil Tupurkovski, un ingénieur qui a passé les premières années de la transition entre les Etats-Unis et la Macédoine et a fondé en 1998 une Alternative démocratique (DA) désireuse de briser le duopole SDSM/VMRO-DPMNE. Au moment de sa fondation, DA pensait également pouvoir constituer une alternative à un modèle partisan communautarisé en se tournant vers

l'électorat albanais. L'expérience n'a cependant guère été concluante. Aux dernières élections de septembre 2002, DA s'est retrouvée marginalisée - échouant à faire entrer un député au Parlement.

Du point de vue des figures-phare de la classe politique macédonienne, il semblerait toutefois qu'une page soit sur le point d'être tournée : à la direction de la VMRO-DPMNE, en effet, L. Georgievski a dû céder le place à Nikola Gruevski après sa défaite lors des élections parlementaires de septembre 2002. (Jeune) ancien ministre des Finances (1998-2002), Nikola Gruevski souhaitait faire subir une inflexion pragmatique à une formation longtemps marquée par le discours et la personnalité flamboyante de L. Georgievski. Après avoir échoué à garder le contrôle sur la VMRO-DPMNE, ce dernier a fondé une nouvelle VMRO-Parti populaire (VMRO-NP) en juillet 2004, qui n'est pas parvenue à rencontrer son public lors des élections locales de mars-avril 2005. Au sein du SDSM, Branko Crvenkovski reste une figure influente ; toutefois, il doit de plus en plus compter avec le Premier ministre, Vlado Bučkovski, élu à la direction du SDSM en novembre 2004. Après avoir consécutivement occupé les fonctions de Premier ministre et de président, B. Crvenkovski a épuisé la gamme des options politiques à sa disposition. Bien qu'il ne soit âgé que de 43 ans, il tend à faire figure de vétéran dans la vie politique macédonienne. Les prochaines élections parlementaires, prévues en 2006, constitueront un test intéressant pour apprécier l'éventuelle émergence d'une nouvelle génération politique.

Un peu à l'instar de ce que l'on a observé dans le contexte de l'Albanie, la place des individualités dans l'organisation de la compétition partisane en Macédoine ne signifie pas une absence de ligne de clivages entre formations politiques. Les divisions sont profondes depuis le début des années 1990. Elles ne se sont pas organisées autour de programmes de gouvernement distincts (rôle de l'Etat, organisation de l'économie, etc.)²⁷, mais plutôt autour de trois lignes de partage - *la lecture de l'histoire, l'identité nationale et les principaux alliés/ennemis extérieurs de la Macédoine*. Sur ces questions, les divergences d'appréciation séparent post-communistes (SDSM) et anti-communistes (VMRO-DPMNE), mais elles sont également à l'origine de désaccords internes au sein de deux formations. Cette structure particulière de la compétition politique autour de clivages ayant trait à l'histoire et à l'identité a des conséquences décisives dans un contexte où l'Etat de Macédoine se sent, comme c'est le cas dans les années 1990, sur la défensive : on aurait pu imaginer que la crainte de ne pas être reconnu comme Etat conduirait les acteurs politiques en Macédoine à tenter de rechercher une unité autour de la conscience nationale macédonienne. En l'occurrence, le regard porté sur les voisins de la Macédoine est intimement lié à et nourrit, en retour, des divisions politiques internes. On ne saurait comprendre les effets des guerres balkaniques sur la Macédoine sans avoir en mémoire les interactions complexes entre alignements extérieurs et positionnement dans le champ politique interne. Chaque débat de politique extérieure, chaque discussion sur la définition des menaces ou la sécurité nationale est rendu violemment polémique par la porosité des relations entre interne et externe.

La VMRO-DPMNE s'est positionnée d'entrée comme une organisation souhaitant rompre avec une ère communiste présentée comme une phase sombre dans l'histoire de la Macédoine et une période de renoncement aux fondements de l'identité macédonienne. La formation de L. Georgievski était hostile à une *nomenklatura* commun/iste formée à Belgrade, ayant souvent travaillé dans les institutions yougoslaves et la capitale serbe, et accusée d'avoir encouragé une « serbisation » de l'identité et de la langue macédoniennes (en signe de protestation, « Lujpčo » a d'ailleurs modifié l'orthographe de son prénom, en « Ljubčo » pour la reprocher de sa vision d'une authenticité du macédonien). *A contrario*, une fois au pouvoir, la VMRO-DPMNE n'a eu de cesse de favoriser la

²⁷ A titre d'exemple, le SDSM et la VMRO-DPMNE sont l'un comme l'autre favorable à une adhésion de la Macédoine à l'Union européenne et à l'OTAN. Assurément, le gouvernement de L. Georgievski a entretenu des rapports assez tendus avec les Etats-Unis au moment de la gestion de la crise de 2001. Dans le même temps, les Etats-Unis restent perçus par tous les partis slaves de Macédoine comme un acteur crédible et incontournable.

« réhabilitation » d'un « vrai macédonien », une langue qui aurait été libérée des nombreux « serbismes » appris pendant les années yougoslaves²⁸.

S'il ne fallait dès lors pas prioritairement chercher dans la période yougoslave le prélude heureux à la construction stato-nationale macédonienne (la VMRO-DPMNE rappelait d'ailleurs volontiers que les élites communistes n'étaient allées vers l'indépendance qu'à contre-cœur et devaient pendant quelques années encore garder une nostalgie de la période yougoslave), il convenait de réhabiliter la lutte nationale de la fin du XIX^{ème} siècle contre l'Empire ottoman et le rôle de l'Organisation révolutionnaire intérieure (VMRO), fondée en 1893. Cette formation qui avait allié le verbe et les armes pour tenter d'obtenir une émancipation des terres macédoniennes par rapport à la grande Porte, s'était très tôt divisée en deux branches, l'une - soutenue financièrement par la Bulgarie - qui concevait la sortie de l'Empire comme le prélude à une union territoriale des terres libérées avec la Bulgarie et concevait les habitants de la zone géographique de Macédoine comme étant en majorité ethniquement bulgares ; l'autre qui aspirait à un territoire autonome, voire à un Etat de Macédoine distinctif. Après la première Guerre mondiale, les règlements de compte violents entre ces deux courants avaient ensanglanté la vie politique en Bulgarie et sur le territoire du nouveau Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. La branche suprématiste (bulgare) dirigée par I. Mihajlov avait développé des pratiques de mercenariat et s'était notamment rapprochée de l'Italie fasciste. Elle était violemment hostile à une Serbie accusée d'interdire une émancipation nationale en Macédoine ; en Bulgarie, elle allait militer contre le rapprochement bulgare-serbe auquel le Premier ministre agrarien, Stefan Stambolijski (1919-1923), allait chercher à oeuvrer... ce qui devait lui valoir la vie au terme d'un coup d'Etat auquel la VMRO avait pris part en 1923. Disqualifiée par ses activités criminelles, la VMRO a perdu ses soutiens politiques en Bulgarie et été dissoute en 1932.

Avant 1991, dans l'historiographie macédonienne communiste, l'héritage de la lutte nationale de la fin XIX^{ème} siècle était valorisé et l'identité « macédonienne » des combattants revendiquée. Mais la période de l'entre-deux-guerres était traitée de façon plus critique, dénonçant le nationalisme « grand-bulgare » et les dérives de la VMRO. L'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne-Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO-DPMNE), fondée par L. Georgievski, naît toutefois en 1990 comme une formation qui se réclame de l'héritage de la VMRO historique - tant fin XIX^{ème} siècle que début XX^{ème} siècle. Cette posture lui permet d'articuler son anti-communisme à une relecture de l'histoire minorant la contribution des communistes à la réalisation nationale et stato-nationale des Macédoniens²⁹.

Les priorités en matière de relations extérieures de la VMRO-DPMNE se déduisent logiquement de ce qui précède : la VMRO-DPMNE tend à afficher une grande réticence dans les rapports avec la Serbie (dont on n'oublie pas qu'elle relégua la Macédoine au rand de « sud-Serbie » entre-deux-guerres) et envers la Grèce, fréquemment alliée à la Serbie. *A contrario*, les rapports sont plus chaleureux avec la Bulgarie. C'est d'ailleurs sous le gouvernement VMRO-DPMNE de L. Georgievski qu'un compromis a été trouvé, en février 1999, sur la question de la langue macédonienne et de son usage dans les pourparlers bilatéraux entre la Bulgarie et la Macédoine ; plusieurs accords commerciaux restés gelés ont été signés à cette occasion. Pour autant, la relative proximité avec la Bulgarie ne doit pas être conçue comme univoque : premièrement, elle n'équivaut

²⁸ Ulf Bruunbauer rappelle à ce propos que sous le gouvernement Georgievski, une émission intitulée « Parlez macédonien » (*Govorete makedonski*) avait été lancée qui, tous les soirs après les informations de 19H00, devait permettre aux citoyens de Macédoine de se familiariser avec les expressions macédoniennes « justes » (et non « serbisées »). Voir BRUNNBAUER, Ulf. « Pro-Serbian vs. Pro-Bulgarian: Revisionism in Post-Socialist Macedonian Historiography ». *Compass Journal*, 3, 2005, sur Internet à l'adresse: <http://www.history-compass.com/viewpoint.asp?section=7&ref=118>

²⁹ Zoran Todorovski, un des historiens qui ont essayé, après 1990, en Macédoine d'oeuvrer à une relecture de la contribution des activistes de la VMRO de l'entre-deux-guerres à la construction nationale macédonienne, a été nommé responsable des archives nationales au moment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Georgievski fin 1998. Voir BRUNNBAUER, Ulf. « Pro-Serbian vs. Pro-Bulgarian: Revisionism in Post-Socialist Macedonian Historiography », *op.cit.*

pas tissage de relations étroites avec la VMRO bulgare, une formation à la tonalité très nationaliste dirigée par l'historien, Krasimir Karakačanov (dont la vision de l'histoire bulgare est vue comme dépossédant la Macédoine d'une partie de la sienne). Deuxièmement, l'ensemble de la VMRO-DPMNE ne partage par les sentiments de L. Georgievski ou Dosta Dimovska (qui fut ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Georgievski) par rapport à la Bulgarie. Au sein du parti, les divisions portent notamment sur l'appréciation de l'identité « nationale » des combattants pour l'émancipation de la Macédoine de la fin XIXème (bulgares aux yeux des Bulgares, reconnus comme s'identifiant en tant que Bulgares par L. Georgievski, considérés comme macédoniens par une partie des cadres de la VMRO-DPMNE - et par le SDSM)³⁰.

Le profil du SDSM se décalque de celui de la VMRO-DPMNE sur chacun des points évoqués précédemment - les phases historiques jugées centrales dans la constitution d'une identité nationale macédonienne, les définitions de celle-ci et le regard porté sur la Serbie et la Bulgarie. Souvent issus des anciennes élites communistes, les cadres du SDSM marquent tout d'abord un vif attachement envers une période communiste qui a assuré leur promotion sociale. Ils soulignent par ailleurs le rôle de la Yougoslavie communiste dans la consolidation de la nation macédonienne : ne lui doit-on pas la création d'institutions comme un Institut national d'histoire, un Institut d'archéologie ou un Institut de folklore ? Qui a permis la constitution d'une République de Macédoine sur un pied d'égalité avec les cinq autres Républiques yougoslaves si ce n'est l'avènement du pouvoir communiste ? Qui a présidé à la standardisation, en 1944-1945, d'une langue littéraire macédonienne ? Qui a promu, en 1967, la déclaration d'une Eglise autocéphale ? Plus que de rupture avec la période communiste, il est dès lors question d'une continuité allant dans le sens d'un renforcement de la macédonité et d'une autodétermination se concrétisant, dans le contexte de l'effondrement yougoslave, par la réalisation d'un Etat souverain.

Dans cette présentation de l'histoire par les élites SDSM, la Bulgarie est érigée en ennemi constitutif, elle qui aurait eu des intentions irrédentistes envers la Macédoine et aurait entravé la réalisation d'une destinée nationale macédonienne. La Serbie apparaît, par contraste, comme un partenaire privilégié. C'est aussi dans la fréquentation des milieux élitaires serbes à Belgrade qu'une partie des futurs dirigeants politiques macédoniens-slaves a construit sa vision des Albanais (du Kosovo...et de Macédoine) dans les années 1980, avec la peur que la dégradation des relations observées dans la province autonome du Kosovo ne se répercute sur la qualité des rapports entre majorité et minorités en Macédoine. Cette observation nous amène à aborder un quatrième facteur de différenciation des partis macédoniens slaves - le regard porté sur la communauté albanaise et les autres minorités.

Au début des années 1990, la VMRO-DPMNE a tenté de se poser en champion de la cause nationale macédonienne : elle a tôt appelé à une affirmation pleine et entière de la souveraineté étatique ; au moment du débat sur la Constitution de 1991, elle a également pris partie en faveur de l'affirmation du caractère national-macédonien de l'Etat. Certains de ses élus souhaitaient que soit retirée du préambule la mention des peuples - autres que le peuple macédonien - composant la diversité humaine de la Macédoine. Ces amendements n'ont pas été adoptés. Le SDSM est apparu, lui, plus en retrait sur cette question. En définitive, les élites slaves de Macédoine se sont toutefois accordées sur un texte constitutionnel perçu par les Albanais de Macédoine comme marquant une régression par rapport à la période yougoslave. En septembre 1992, le SDSM qui porte Branko Crvenkovski à la tête du pouvoir exécutif choisit cependant d'associer des élus albanais du Parti pour la prospérité démocratique (PPD) au gouvernement afin d'éviter que ne se s'approfondissent les ressentiments nés du référendum sur l'autodétermination de septembre 1991, puis du vote interne à la communauté albanaise de janvier 1992. La VMRO-DPMNE, qui a refusé de participer à un éventuel

³⁰Remarquons que les représentants des nouvelles générations en Macédoine tendent, indépendamment de leurs préférences électorales, à mettre en exergue l'ancienneté de l'identité macédonienne et, partant, à porter un regard prudent sur la Bulgarie.

gouvernement de coalition avec le SDSM, est en désaccord avec cette ouverture en direction des minorités.

Mais la différenciation entre SDSM et VMRO-DPMNE sur certains aspects des représentations sociales des Albanais apparaît parfois moins tranchée que l'on n'aurait pu le penser de prime abord. Ainsi, au moment des débats autour du nouveau projet de loi sur l'autogouvernement local et le découpage municipal, en 1995-1996, le pouvoir SDSM défend-il un projet de division des espaces à peuplement majoritairement albanais qui a explicitement vocation à éviter la création de zones compactes susceptibles de souhaiter faire un jour sécession. Autre surprise : à l'automne 1998, alors qu'elle vient de remporter la majorité absolue aux élections parlementaires, la VMRO-DPMNE nationaliste prend le parti d'établir une coalition avec le parti albanais alors perçu comme le plus « radical » et nationaliste, le Parti démocratique albanais (PDSH) d'Arben Xhaferi. Non content de prendre un partenaire albanais, le parti de L. Georgievski coopère - et somme toute fort bien - avec les élus albanais, acceptant de faire plusieurs concessions importantes telles le vote d'une loi d'amnistie en février 1999 qui permet de faire sortir de prison non seulement les anciens maires de Debar et Gostivar mais également certaines figures albanaises liées à des activités économiques illicites. Les responsables de la VMRO-DPMNE et du PDSH sont par ailleurs réputés gérer la répartition des profits liés à la contrebande avec le Kosovo. En 2001, le gouvernement Georgievski réfléchit en outre à une réforme des communes qui accroîtrait la marge de manœuvre, notamment budgétaires, des municipalités (y compris albanaises). Toutes les lignes de démarcation sur la question « albanaise » semblent en la circonstance bien peu pertinentes.

La gestion du conflit de l'année 2001 par la VMRO-DPMNE - singulièrement par Ljubčo Georgievski et par le ministre de l'Intérieur, Ljube Boškovski - réhabilite cependant la distinction entre un SDSM plus ouvert en direction des minorités et une VMRO-DPMNE radicalisée. Les déclarations de L. Georgievski relatives à la non-viabilité des Etats multiethniques et à la nécessité d'aller dans le sens d'une fédéralisation de l'Etat de Macédoine en 2003 sont de ce point de vue illustratives. *A contrario*, depuis son retour au gouvernement, le SDSM tente de gérer de façon relativement apaisée les rapports avec l'Union pour l'intégration démocratique (BDI), son partenaire de coalition albanais issu de l'ancien mouvement de guérilla. Au final, dans la perception des rapports entre minorité et majorité, les divergences d'appréciation sont aussi affaires de personnes et de structures des opportunités/contraintes. Tendanciellement, au cours des années 1990, les propos les plus anti-albanais ont été tenus par des acteurs politiques dans l'opposition...plus rarement par des responsables devant, au gouvernement, gérer une coalition entre parti slave-macédonien et parti albanais. Par ailleurs, certains acteurs politiques se sont forgés une réputation de plus ou moins grande ouverture : Tito Petkovski, du SDSM, avait mené une campagne très anti-albanaise à l'occasion des élections présidentielles de 1999 ; par contraste, Vlado Bučkovski, l'actuel Premier ministre, était de tous les postulants à ce poste celui qui avait la préférence des élus albanais du BDI. Enfin, il n'est pas rare que des repositionnements s'observent dans les rapports avec les élites albanaises au cours d'une carrière : le jeune Premier ministre, Branko Crvenkovski, du milieu des années 1990 - aux propos parfois très nationalistes -, n'a pas grand-chose à voir avec le chef d'Etat macédonien qui, au moment du débat sur la décentralisation en 2004, tente courageusement de défendre la viabilité d'une vie en commun et appellent les membres de la majorité à accepter de vivre en minorité dans une commune albanaise s'ils veulent que les Albanais acceptent de vivre dans un Etat de Macédoine où ils ne sont pas majoritaires. Entre-temps la situation générale a aussi évolué : la coopération avec les élus albanais et l'acceptation de compromis douloureux d'Ohrid apparaît comme la seule alternative à une dérive vers une guerre civile à terme et un cheminement recommandé avec force par les représentants de la communauté internationale.

B - La trajectoire de la gauche macédonienne

Comme on l'a vu plus haut, les héritiers de l'ancienne Ligue des communistes sont parvenus à s'imposer à la direction de l'Etat nouvellement indépendant dès sa formation et ont tenu les rênes du

pouvoir jusqu'à une première alternance tardive, en novembre 1998. Leur contrôle sur le pouvoir politique s'est exercé à la fois au niveau de la présidence, du Parlement et de l'échelon local :

- en novembre 1990, les anciens communistes arrivent en seconde position derrière la VMRO-DPMNE avec 31 sièges (contre 38 à leur adversaire), mais parviennent cependant à s'imposer en faisant alliance avec le Parti libéral (11 sièges) et le Parti socialiste macédonien (ex-communiste, 4 sièges). La performance est renouvelée avec des résultats magnifiés par le boycott du second tour de scrutin par l'opposition VMRO-DPMNE à l'automne 1994 (58 sièges pour le SDSM et 29 pour les Libéraux).
- C'est l'Assemblée à dominante social-démocrate élue en 1990 qui a porté Kiro Gligorov à la présidence de ce qui n'était alors encore, en janvier 1991, qu'une République au sein de la Yougoslavie. La Constitution adoptée en 1991 prévoyait que le chef de l'Etat soit dorénavant élu au suffrage électoral direct. Plutôt que de remettre son mandat en jeu, Kiro Gligorov a reporté jusqu'en 1994 le moment de se présenter devant les électeurs : les calendriers des scrutins présidentiel et parlementaire ont coïncidé, K. Gligorov étant reconduit dans ses fonctions pour cinq ans. Pendant une année - entre l'automne 1998, date de la victoire aux élections parlementaires de la VMRO-DPMNE, et l'automne 1999, date de l'élection à la présidence de Boris Trajkovski, le candidat de la VMRO-DPMNE -, la Macédoine a donc connu une période de cohabitation entre l'Alliance social-démocrate (SDSM) et la VMRO-DPMNE - une cohabitation non dépourvue de tensions.
- Les premières élections locales organisées après l'adoption de la réforme du découpage municipal et de l'autogouvernement local, à l'automne 1996, ont été remportées par le SDSM, même si son score s'est révélé à cette occasion plus décevant qu'au moment de la consultation générale de 1994.

Cette maîtrise de l'ensemble des leviers de la décision explique tout à la fois *l'image d'un parti de gouvernement disposant de cadres* dont les sociaux-démocrates sont parvenus à se doter, la capacité des élites post-communistes à reconvertir leurs réseaux politiques en ressources économiques, la bonne implantation territoriale au niveau local...et également la réputation de formation clientélaire et corrompue qui a entaché - surtout à partir de son second mandat - la réputation du SDSM et de ses partenaires de coalition, notamment le Parti libéral (LP) de Stojan Andov. Même dans ce domaine, toutefois, l'expérience gouvernementale de la VMRO-DPMNE en 1998-2002 a contribué à accréditer une lecture du SDSM comme un parti établi aux élites moins grossièrement « nouveaux riches » que dans le camp opposé : l'enrichissement trop visible et brutal de proches du Premier ministre, Ljubčo Georgievski (VMRO-DPMNE), avait alors tendu à être lu comme reflétant le manque de tenue de parvenus sans assise sociale propre.

Reléguée dans l'opposition après huit années de gouvernement en 1998, la gauche macédonienne n'a passé qu'une mandature hors du pouvoir. Après 2002, elle a reconquis, un à un, les niveaux d'administration du pays :

- le SDSM a remporté les élections parlementaires de septembre 2002 avec une confortable majorité (59 sièges pour l'alliance dont elle avait pris la direction sur 120) ;
- Branko Crvenkovski a été élu à la présidence en avril 2004 (suite au décès accidentel, le 26 février 2004, de Boris Trajkovski) avec une très large avance (62,7% des voix) sur son adversaire, un médecin relativement peu connu, Saško Kedev (VMRO-DPMNE, 42,5% des voix);
- le SDSM s'est classé premier à l'issue des élections municipales de mars 2005, en remportant 37 des 85 communes que compte le pays. La formation a toutefois perdu plusieurs grands centres urbains, ainsi de Skopje, Bitola et Prilep.

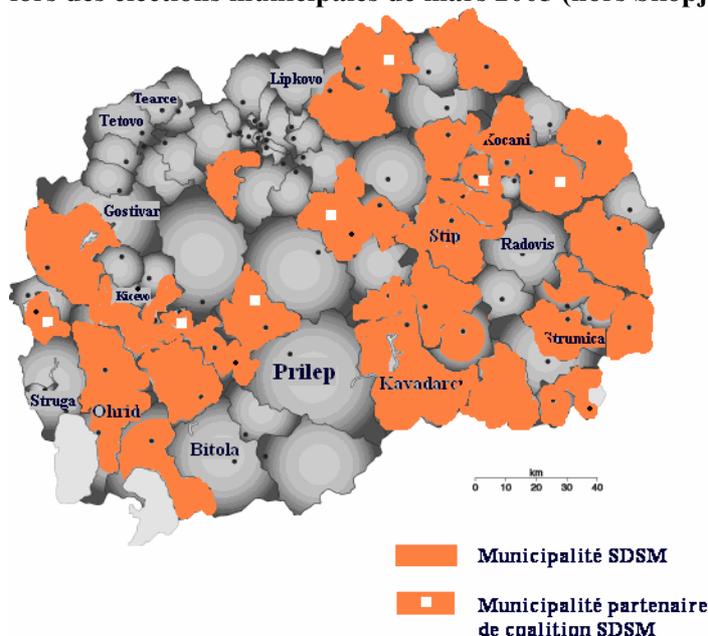
Tableau 1 - Evolution des performances électorales du SDSM et de ses partenaires de coalition entre 1990 et 2004 (en nombre de sièges)

Parti	E.P. 1990	E.P. 1994	E.P. 1998	E.P. 2002
Coalition initiée par le	46	95	27	60

SDSM			(pas de coalition)	
SDSM	31	58	27	43
Parti libéral (LP)	11	29	-	-
Parti socialiste de Macédoine (SPM)	4	8	-	-
Parti libéral-démocrate (LDP)	-	-	-	12
Parti démocratique des Turcs (DPT)		-	-	2
Ligue démocratique des Bosniaques (DLB)		-	-	1
Parti uni des Roms de Macédoine (OPRM)		-	-	1
Parti démocratique des Serbes (DPS)		-	-	1

Source : tableau réalisé par l'auteur à partir des données de la Commission électorale étatique.

Carte 5 - Distribution géographique des résultats du SDSM et de ses partenaires de coalition lors des élections municipales de mars 2005 (hors Skopje)



Source : carte réalisée par l'auteur à partir des résultats électoraux de la Commission électorale étatique.

Essayons de revenir plus en détail sur les raisons de cette influence des acteurs politiques issus de l'ancien ordre communiste. Plusieurs variables peuvent être soulignées :

- le rôle de Kiro Gligorov et la peur du changement dans un contexte d'environnement régional instable - entre 1990 et 1994. Héritier d'une famille ayant joué un rôle dans le mouvement de libération nationale macédonienne au tournant du siècle, K. Gligorov a traversé, lui qui est né à Štip en 1917, les principales étapes de l'histoire politique macédonienne. Diplômé en droit de l'université de Belgrade avant la guerre, il a occupé des fonctions dans la haute administration économique yougoslave jusque dans les années 1970 avant de connaître une éclipse d'une quinzaine d'années (après un passage par le poste de Président de l'Assemblée yougoslave). Ramené sur le devant de la scène politique en 1989 par son

inclusion dans l'équipe des réformistes d'Ante Marković - le Premier ministre désireux d'administrer une thérapie de choc à la Yougoslavie - , K. Gligorov est parvenu à s'imposer en Macédoine comme une figure d'autorité. Son image de sagesse - il a 74 ans au moment de l'indépendance - et de tacticien lui permet de rassurer une population macédonienne incertaine quant aux chances de survie d'un Etat indépendant. L'influence politique de K. Gligorov décroît cependant à partir de la tentative d'assassinat dont il est victime le 3 octobre 1995. Gravement blessé, il ne reprend les rênes du pays qu'au début de l'année 1996.

Entre-temps, plusieurs jeunes cadres du SDSM ont commencé à faire valoir leurs aspirations à sa succession : en lice Branko Crvenkovski, le très jeune Premier ministre (né en 1962) et président du SDSM depuis le 20 avril 1991, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Ljubomir Frčkovski, et le ministre des Finances, Jane Miljovski. C'est finalement le premier qui s'imposera. Elu à la présidence en avril 2004, B. Crvenkovski a hésité à organiser rapidement son remplacement à la direction du SDSM. Pendant plusieurs mois, il a laissé s'installer une présidence collégiale, comprenant le ministre de la Défense, Vlado Bučkovski, la ministre des Affaires étrangères, Ilinka Mitreva, la vice-Premier ministre, Radmila Sekerinska, et le ministre des Finances, Nikola Popovski. C'est finalement Vlado Bučkovski, qui lui a succédé en novembre 2004.

- *la capacité à garder l'essentiel des cadres et diplômés formés dans l'ancienne Yougoslavie.* Cette aptitude se comprend notamment à la lumière du rôle joué par le SDSM dans la construction du nouvel Etat, une activité qui absorbe une partie significative des diplômés et membres de la fonction publique ancienne. L'appel d'air lié à la création d'un Etat et la victoire électorale de 1990 explique l'attractivité du SDSM sur les représentants des milieux éduqués de plus de quarante ans (soit formés à l'époque de la Yougoslavie). La VMRO-DPMNE à sa fondation apparaîtra comme une tentative de remise en cause de ces élites « yougoslaves » par une nouvelle génération.
- *une politique de coalition suivie.* Trois partis sont issus de l'ancienne Ligue des communistes, l'Alliance social-démocrate (SDSM), le Parti socialiste de Macédoine (SPM) et le Parti libéral (LP). Ces trois formations se sont présentées dans le cadre d'une coalition lors des premières élections parlementaires libres de novembre 1990 et c'est sur la base de la même alliance qu'elles ont remporté les élections législatives d'octobre 1994. Le partenariat avec le Parti libéral a toutefois été rompu par le Premier ministre de l'époque, Branko Crvenkovski (SDSM), en février 1996 à la faveur d'un remaniement gouvernemental. Ce calcul politique a sans doute coûté cher au SDSM au moment des élections locales de novembre-décembre 1996 et lors du scrutin législatif de l'automne 1998.

Après la défaite électorale de 1998, le SDSM est revenu à une politique de partenariat assez large : la coalition portée au pouvoir à l'issue des législatives de septembre 2002, « Ensemble pour la Macédoine » comprenait, outre le Parti libéral-démocratique (LDP, désormais dirigé par Risto Penov) et successeur de l'ancien partenaire de coalition traditionnel, le LP, une dizaine de formations de taille modeste représentant les Verts, mais aussi les Turcs, les Serbes, Roms et Bosniaques de Macédoine. Cette politique de coalition s'inscrit dans un effort pour présenter le SDSM comme un parti sensible aux intérêts des petites minorités - même si les relations avec ces dernières ne sont pas dépourvues de tensions, ainsi qu'on a pu le voir au moment de l'annonce des résultats du recensement de 2002 ou lors du débat sur le découpage municipal de 2003-2004.

Enfin, la durée en politique du SDSM s'explique aussi à la lumière des limites inhérentes à l'offre politique proposée par la VMRO-DPMNE - et sur lesquelles nous allons maintenant revenir.

C - La trajectoire de la VMRO

La VMRO-DPMNE n'a exercé le pouvoir que très brièvement en Macédoine indépendante - entre fin 1998 et septembre 2002, soit quatre années à peine. Cette expérience tardive au gouvernement et dans des conditions très complexes (la guérilla albanaise de 2001) n'a pas permis au parti de s'organiser comme une force de gouvernement et d'acquérir la maturité politique qui aurait pu être utile à la constitution d'une réelle alternative au SDSM et d'une force d'opposition en mesure de faire utilement pression sur les sociaux-démocrates lorsqu'ils sont au pouvoir.

Le séjour dans l'opposition pendant près de 8 ans a également conduit la VMRO-DPMNE à se structurer autour d'argumentaires culturels, souvent très vivement nationalistes, plutôt qu'autour de plateformes qui auraient permis de développer une vision de l'économie, de la société, de l'Etat et de son avenir. Le recrutement de ses cadres n'a par ailleurs guère favorisé une telle évolution dans la mesure où la VMRO-DPMNE s'est longtemps identifiée à la personnalité du poète, Ljubčo Georgievski, et d'intellectuels n'ayant pas prioritairement dû leur réussite à l'ancien ordre communiste. Parti neuf, la VMRO-DPMNE a dû déployer un important travail de terrain pour se doter de cellules locales - sans toujours parvenir à s'implanter en dehors des régions où la lecture de la cause nationale et des rapports avec la Bulgarie pouvait faciliter la revendication d'un lien avec le passé de la VMRO historique (comme à Ohrid ou dans une partie de l'Est du pays).

Le manque d'expérience politique des cadres de la VMRO-DPMNE a sans doute constitué un handicap au cours des premières années des changements : le refus très tranché d'une coopération avec le SDSM en 1992 en vue d'une éventuelle coalition constituait-il la meilleure stratégie ? Et que dire du boycott du second tour de scrutin lors des élections d'octobre 1994 ? Les responsables de la VMRO-DPMNE espéraient alors protester contre les irrégularités enregistrées au cours du premier tour de scrutin. Mais ce choix l'a placée dans une situation de marginalisation profonde au sein du Parlement où elle n'a eu aucun élu pendant quatre ans.

Reléguée dans l'opposition, la VMRO-DPMNE s'est retrouvée également plus sujette à des divisions articulées autour de querelles de personnes, mais aussi de désaccords sur les rapports à entretenir avec la formation politique au pouvoir dans le pays. Non que les scissions aient été l'apanage de la VMRO-DPMNE. Comme on l'a vu plus tôt, elles sont un trait récurrent également dans les formations politiques albanaises et, à un moindre degré, dans les rangs des partis issus de l'ancienne Ligue des communistes. Mais ces dynamiques semblent avoir été plus récurrentes et plus fragilisantes dans l'histoire de la VMRO-DPMNE. Le **tableau 2** rappelle ainsi que le groupe parlementaire de la VMRO-DPMNE a perdu 7 membres (sur 38 en 1990) en l'espace de trois années - un chiffre supérieur aux défections observées dans d'autres partis politiques à la même époque.

Tableau 2 - L'effritement du groupe parlementaire de la VMRO-DPMNE entre décembre 1990 et juillet 1994

Partis	Nombre de sièges		
	à l'issue des élections	au 1 ^{er} juillet 1993	au 1 ^{er} juillet 1994
VMRO-DPMNE	38	34	31

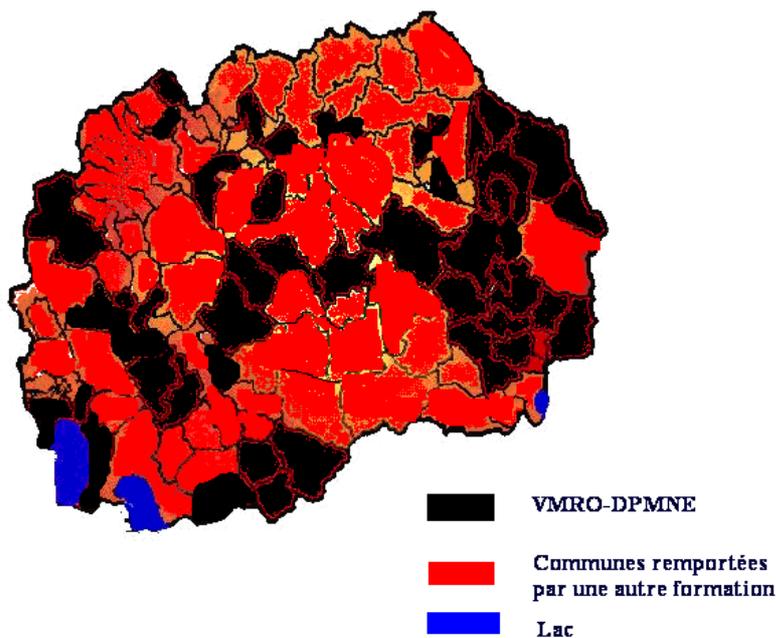
Source : CHICLET, Christophe. « La Macédoine en 1993 ». *Notes et études de la documentation française*, 1994, p.147.

Enfin, doit-on placer sur le compte du manque d'expérience le revirement de tactique, en l'espace d'un an, dans les rapports avec l'Alternative démocratique (DA) de Vasil Tupurkovski ? A l'occasion des élections parlementaires de 1998, l'accord de coopération entre les deux formations prévoyait que la DA ne prétende pas au poste de Premier ministre en cas de victoire à l'issue des élections parlementaires. V. Tupurkovski s'était ainsi contenté du poste de directeur d'une agence en charge du développement. En contrepartie, la VMRO-DPMNE devait lui apporter son soutien en 1999 dans la perspective des élections présidentielles. Contre toute attente, elle a finalement lancé sa propre

candidature - en la personne de Boris Trajkovski, une figure relativement peu connue qui s'était cependant distinguée, au moment de la crise du Kosovo au printemps 1999, alors qu'il occupait le poste de vice-ministre des Affaires étrangères.

La victoire lors des élections législatives de 1998 reflétait par ailleurs davantage l'extrême lassitude des électeurs par rapport au pouvoir virtuellement monopolistique détenu par les anciens communistes pendant près de huit ans qu'une confiance résolue dans l'aptitude gouvernementale des membres de la VMRO-DPMNE. A mi-mandat, lors des élections municipales de 2000, la VMRO-DPMNE était parvenue à enlever 45 sur 123 mairies - dans le sillage de sa victoire aux élections présidentielles de 1999 (voir **carte 6**). Mais son expérience gouvernementale n'a guère convaincu - ni sur le plan des réformes économiques, ni sur celui de la gestion de la guérilla de 2001 -. La campagne électorale en vue des élections législatives de septembre 2002 était de ce point de vue révélatrice de la difficulté des élites VMRO-DPMNE à produire un discours pragmatique. L'accent était mis sur la défense du bilan en matière, notamment, de gestion du conflit de 2001, mais aussi sur une fierté nationale réaffirmée destinée à servir de rempart aux demandes, présentées comme injustes, de la communauté albanaise. La contestation de l'ingérence occidentale et de l'imposition des accords d'Ohrid était énoncée en des termes à peine feutrés.

Carte 6 - Distribution des résultats électoraux de la VMRO-DPMNE aux élections municipales de 2000



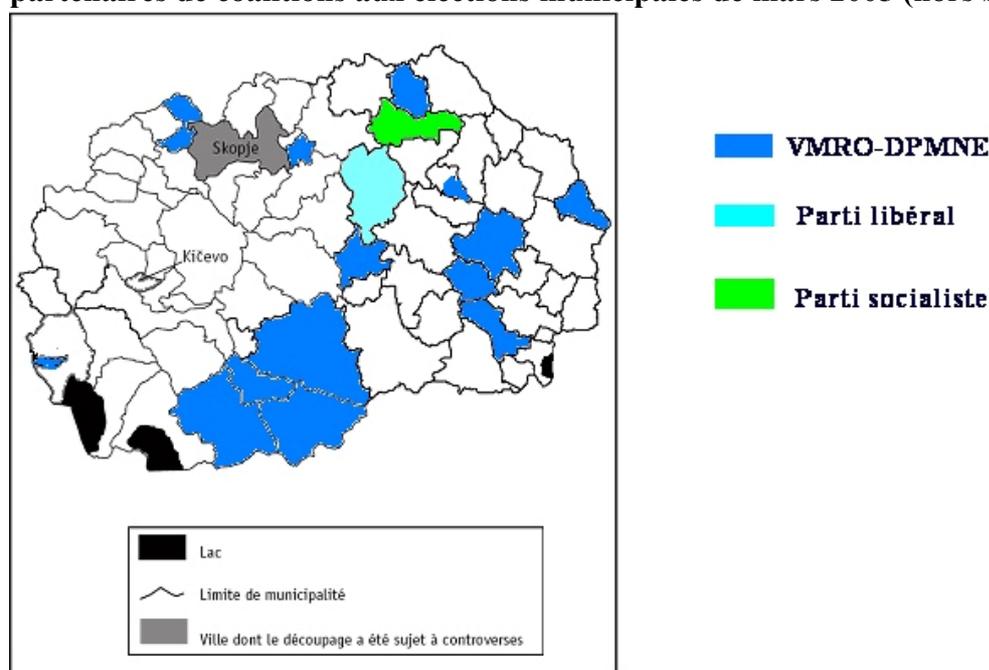
Source : carte réalisée par l'auteur à partir du fonds de carte et des données de la VMRO-DPMNE sur Internet à l'adresse : <http://www.vmro-dpmne.org.mk/izbori.htm#>

Avec le départ de L. Georgievski, en 2003, et la marginalisation de Ljube Boškovski, l'ancien ministre de l'Intérieur radical très populaire à l'est du pays notamment (il fait l'objet de plusieurs procédures d'enquêtes pour son rôle dans les événements de Ljuboten en 2001, mais aussi pour l'assassinat, sur coup monté, de migrants pakistanais présentés, *ex post*, comme des terroristes préparant des opérations contre les ambassades occidentales), la VMRO-DPMNE a été reprise en main par Nikola Gruevski qui a tenté de lui donner un profil plus pragmatique. Au moment des discussions sur le découpage municipal en 2004 et de l'organisation d'un référendum, celui qui voulait changer l'image de sa formation a toutefois dû jouer une fois encore la carte nationaliste pour tenter de mobiliser les supporters du partis en mesure de canaliser le mécontentement suscité, au sein de la

société, par les réformes en cours. Reste à voir dans quelle mesure la mue de la VMRO-DPMNE en parti de gouvernement pourra être menée à son terme.

Les élections municipales de mars-avril 2005 (voir **carte 7**) ont de ce point de vue principalement souligné deux points : premièrement, elles ont mis en évidence la difficulté de l'ex-Premier ministre, Ljubčo Georgievski, à convaincre les cadres locaux de la VMRO-DPMNE de rejoindre sa nouvelle VMRO-NP. Deuxièmement, localement, des alliances originales ont été conclues avec les socialistes ou les libéraux, une démarche nouvelle (née de la solidarité dans la lutte contre le découpage municipal de 2004). La politique d'alliance a été également couronnée de succès à Skopje où la VMRO-DPMNE s'est engagée aux côtés de Trifun Kostovski, le candidat indépendant, ancien élu du SDSM, porté à la tête de la mairie. La VMRO-DPMNE a aussi décroché, seule, plusieurs des dix mairies de l'agglomération de Skopje, à l'instar d'Aerodrom, de Butel, de Centar, de Gazi Baba et de Kisela Voda. A Centar, c'était la toute première fois depuis 1991 que la VMRO-DPMNE s'imposait. Parmi les municipalités à majorité slave, le SDSM n'a gagné la compétition que dans la commune de Karpoš, celle de Gjorče Petrov étant allée à un candidat indépendant³¹.

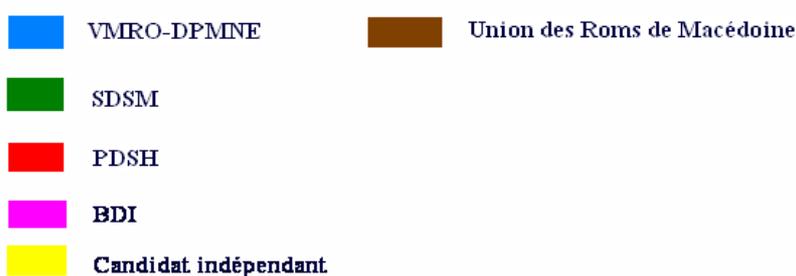
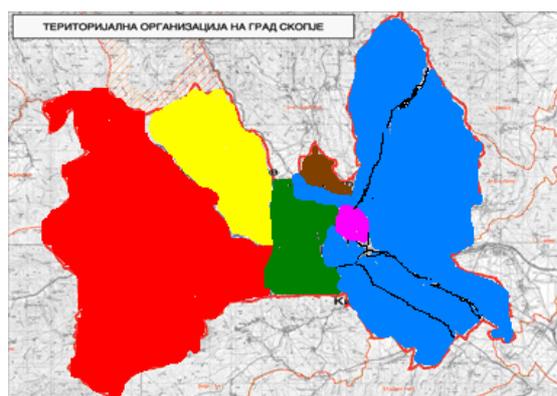
Carte 7 - Distribution géographique des résultats de la VMRO-DPMNE et de ses partenaires de coalitions aux élections municipales de mars 2005 (hors Skopje)



Source : carte réalisée par l'auteur à partir des résultats fournis par la Commission électorale étatique.

³¹ Les deux autres municipalités dépendant de Skopje ont vu la victoire de partis représentant les minorités - l'Union des Roms de Macédoine (SRM) dans la municipalité à population majoritairement rom de Šuto Orizari et au BDI pour la commune de Čair. Saraj, en revanche - l'une des deux municipalités nouvellement ajoutées à la ville de Skopje - est restée entre les mains du PDSH comme en 2000.

Carte 8 - Détail des résultats des élections municipales de mars-avril 2005 à Skopje



Source : carte réalisée par l'auteur à partir d'un fonds de carte de la Commission électorale étatique.

Note : le grand-Skopje compte désormais 10 municipalités : Aerodrom, Butel, Gazi Baba, Gjorče Petrov, Karpoš, Kisela Voda, Saraj (qui comprend l'ancien Saraj plus Kondovo), Centar, Čair et Šuto Orizari. Trois nouvelles municipalités ont été créées par rapport au découpage de 1996 (Aerodrom, Butel et Saraj).

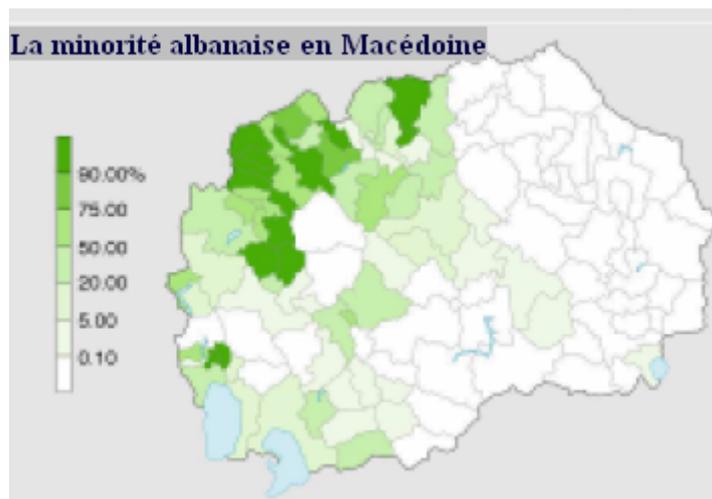
III - Les partis albanais de Macédoine

Comme on l'a suggéré plus haut, en raison de la division communautaire du champ politique, la compétition partisane en Macédoine ne s'organise pas entre les partis des diverses communautés, mais entre les formations politiques émergeant au sein de chaque communauté. Le lieu central de l'affrontement électoral se retrouve dans cette mesure largement déplacé - *la pluralisation du jeu politique s'observe dans chaque groupe*, selon des temporalités et des modalités qui sont amenées à varier.

Dans le contexte albanais, jusqu'en 1993-1994, une formation politique s'impose au niveau local et national - le Parti pour la prospérité démocratique (PPD). De 1992 jusqu'à l'alternance politique de l'automne 1998, elle est présente au gouvernement comme partenaire de coalition du SDSM. Ses leaders se recrutent au sein de la petite élite albanaise éduquée (médecins, avocats, enseignants, etc.) qui a connu une mobilité sociale ascendante pendant la période communiste et a pu occuper des fonctions dirigeantes dans la Ligue des communistes au cours de la période yougoslave. Il faut attendre plusieurs années - et compter avec le rôle du Parti démocratique de Sali Berisha, en Albanie - pour que les divisions internes à la communauté (professionnelles, générationnelles et régionales) soient amenées à se refléter avec la création d'une force politique concurrente, qui prendra en juin 1997 le nom de Parti démocratique albanais (PDSH). Dirigé par Arbën Xhaferi, qui s'appuie sur un ancien garde du corps, Menduh Thaçi, le PDSH aspire à représenter de nouvelles générations non issues de l'ancienne *nomenklatura* communiste. Il adopte, en partie pour se différencier de son concurrent, une posture radicale, revendiquant des droits plus larges pour les Albanais de Macédoine.

Les premières divisions au sein du PPD apparaissent à l'automne 1993, suite à l'arrestation par les autorités macédoniennes de 9 Albanais, dont le vice-ministre de la Défense, Husein Huskaj (PPD), accusés d'avoir formé un groupe paramilitaire, « l'Etat-major de la défense nationale » et préparé des caches d'armes. Les Albanais membres du gouvernement sont accusés par certains cadres du PPD d'avoir trahi les leurs en laissant le coup de filet policier s'opérer³². La contestation, entraînée par Arben Xhaferi et Menduh Thaçi, est particulièrement vive au sein de la section de Tetovo du PPD. Le 4 décembre 1993, elle entraîne la démission de la direction du parti dans l'attente d'un congrès extraordinaire qui se tient au mois de janvier 1994. Dans un contexte où le Parti démocratique de Sali Berisha, en Albanie aspire à jouer un rôle de référence pour les Albanais de Macédoine - considérés non sans une certaine condescendance-, les parties prenantes au conflit tentent de quérir le soutien de S. Berisha. Ce dernier accorde sa préférence aux représentants de la nouvelle génération, derrière A. Xhaferi. En janvier 1994, la rupture entre les deux courants est consommée, chacun revendiquant le nom et l'héritage du parti. S'oppose alors un PPD dirigé par A. Xhaferi et un PPD, qui finira par s'imposer comme le successeur effectif, sous la responsabilité de Xheladin Murati, alors membre du gouvernement. Ces recomposition induisent une scission au sein du groupe parlementaire PPD : en octobre 1994, 4 députés, dont Arbën Xhaferi et Menduh Thaçi, forment un PPDSH (ajoutant à l'abréviation du PPD les initiales SH pour *shqiptare*). En juin 1997, ce PDPSH fusionnera avec une autre petite formation albanaise, le Parti populaire démocratique pour devenir le Parti démocratique albanais (PDSH, *Partia demokratike shqiptare*)

Carte 9 - La distribution géographique des Albanais de Macédoine (chiffres du recensement de 2002, découpage municipal de 1996)



Source : d'après les résultats officiels du recensement de 2002.

Encadré 3 - Peuplement et place des minorités dans la structure démographique de la Macédoine

Les résultats du recensement de novembre 2002 confirment la tendance sur moyenne période à une dualisation de la structure démographique en Macédoine, avec, d'un côté, une majorité slave, et de l'autre, une "minorité majoritaire", albanaise. Les communautés turques, serbes et valaques ont pour leur part connu une contraction, soit par déclin démographique ou par assimilation progressive à l'un des deux principaux groupes de peuplement en Macédoine. La seule petite communauté dont le poids démographique ait été renforcé est la communauté rom (dont la part est passée de 2,2% en 1994 à 2,66% en 2002). Par comparaison avec 1994, la population totale a légèrement augmenté passant de 1,945932 habitants en 1994 à 2,022.547 millions d'habitants en 2002. 467.257, soit 23,1%, habitent la capitale, Skopje.

³² Voir CHICLET, Christophe. « La Macédoine en 1993. Une reconnaissance imparfaite ». *Notes et études documentaires*, 1994, p.140-141.

Tableau 3 - Structure de la population en fonction de l'affiliation ethnique déclarée lors des recensements depuis 1948

Affiliation	1948	1953	1961	1971	1981	1991	1994	2002
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0 (2 022 547)
Macédoniens	65,8	66,0	71,2	69,3	67,0	65,3	66,6	64,18 (1 297 981)
Albanais	17,1	12,5	13,0	17,0	19,8	21,7	22,7	25,17 (509 083)
Turcs	8,3	15,6	9,4	6,6	4,5	3,8	4,0	3,85 (77 959)
Roms	1,7	1,6	1,5	1,5	2,3	2,6	2,2	2,66 (53 879)
Valaques	0,8	0,7	0,6	0,4	0,3	0,4	0,4	0,48 (9 695)
Serbes	2,6	2,7	3,0	2,8	2,3	2,1	2,1	1,78 (35 939)
Autres	1,0	1,0	1,4	2,3	3,8	4,1	2,0	1,88

Source: sur Internet à l'adresse:

[http://www.coe.int/t/e/human_rights/Minorities/2._FRAMEWORK_CONVENTION_\(MONITORING\)/2._Monitoring_mechanism/3._State_reports/State%20Report%20FYROM%20provisional%20E.pdf](http://www.coe.int/t/e/human_rights/Minorities/2._FRAMEWORK_CONVENTION_(MONITORING)/2._Monitoring_mechanism/3._State_reports/State%20Report%20FYROM%20provisional%20E.pdf) complété par http://www.delmkd.cec.eu.int/en/whatsnew/Census_2002/Census_2002.htm

Il n'est pas non plus inintéressant de constater que la tendance à une séparation accrue entre les diverses communautés de Macédoine ne date pas de 2001. Le rapport que le gouvernement macédonien a soumis au Conseil de l'Europe dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre de la Convention sur la protection des minorités nationales, en septembre 2003, fournit de ce point de vue des données importantes pour la période avant l'année 2000. Si l'on prend comme indicateur le nombre des mariages mixtes, il était passé de 10,4% en 1970 à 9,5% en 2000, tandis que corrélativement la part des mariages "homogènes" passait de 89,6% à 90,5% (voir **tableau 4**). Ces statistiques globales, décomposées par communauté, laissent apparaître une augmentation très sensible de la part des mariages intra-albanais dans les mariages dits "homogènes" et un déclin sensible de la contribution des Slaves de Macédoine (voir **tableau 5**). Les statistiques ne nous permettent cependant pas de mettre en relation l'augmentation des mariages intra-albanais en regard avec l'évolution de l'ensemble des mariages dans la communauté albanaise. Surtout, elles ne nous permettent pas d'apprécier l'évolution du nombre des mariages entre Slaves et Albanais de Macédoine.

Tableau 4 - Mariages mixtes et mariages homogènes dans le nombre total des mariages conclus en fonction des affiliations ethniques entre 1970 et 2000 (en %)

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Mariages homogènes	89,6	88,4	89,9	90,2	89,4	91,5	90,5
Mariages mixtes	10,4	11,6	10,1	9,8	10,6	8,5	9,5

Source: *Initial Report of the Republic of Macedonia on the Framework Convention for the Protection of National Minorities*, septembre 2003, Strasbourg, Conseil de l'Europe, p.14.

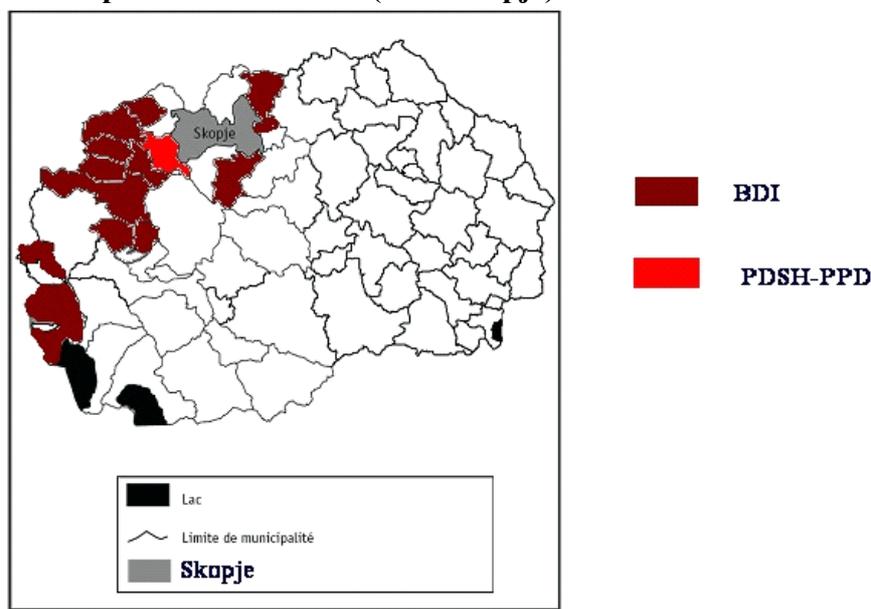
Tableau 5 - Structure des mariages homogènes par affiliation ethnique entre 1970 et 2000 (en %)

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000
Macédoniens-slaves	63,9	65,5	63,6	61,6	57,0	55,1	50,8
Albanais	17,8	16,5	19,1	21,4	25,3	29,0	32,1
Turcs	4,8	4,0	4,2	3,8	3,5	3,6	3,6
Roms	2,1	2,4	3,3	3,3	3,5	3,3	3,7

Source: *Initial Report of the Republic of Macedonia on the Framework Convention for the Protection of National Minorities*, septembre 2003, Strasbourg, Conseil de l'Europe, p.14.

Le deuxième trait propre aux dynamiques internes à la communauté albanaise - outre une différenciation tardive du spectre interne - concerne la *difficulté des formations en concurrence à s'ancrer territorialement dans la durée*. Le PPD apparaît comme la principale force politique albanaise jusqu'en 1998, date de l'arrivée au pouvoir du PDSH qui passe alliance avec l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VMRO-DPMNE). Alors que celle-ci est parvenue à accroître ses ressources significativement au cours de son mandat (jusqu'en septembre 2002), à élargir son recrutement, à développer des réseaux de soutien dans les milieux économiques, elle est vaincue par l'Union démocratique pour l'intégration (BDI) en 2002 et voit ses soutiens décliner rapidement. Dans le même temps, le PPD connaît un processus de marginalisation accéléré, avec un exode d'une partie de ses cadres vers le BDI (à l'instar d'Aziz Pollozhani) et finit par passer alliance avec son ancien rival, le PDSH, lors des élections municipales de mars-avril 2005.

Carte 10 - Distribution géographique des résultats des partis albanais aux élections municipales de mars 2005 (hors Skopje)



Source : carte réalisée par l'auteur à partir des résultats de la Commission électorale étatique

Nous sommes donc ici en présence d'une situation de relativement rapide obsolescence des formations politiques ayant été portées au pouvoir le temps d'un ou deux mandats. Cette obsolescence ne signifie pas que les cadres politiques sont exclus de la concurrence politique en cas de défaite, mais que leur investissement doit suivre des réalignements partisans. La configuration présentée par la Macédoine apparaît à ce niveau singulièrement différente de celle observée en Albanie, par exemple (où le jeu politique continue depuis 14 ans à s'organiser principalement autour des mêmes lignes d'affrontement entre Parti démocratique et Socialistes) ou encore au Kosovo (où les choix politiques sont relativement constants depuis six ans).

La structure des clivages et les effets d'une posture minoritaire

Ce rapide épuisement des figures et formations politiques en milieu albanais peut être en partie expliqué par la *nature des clivages et argumentaires autour desquels la compétition politique s'organise*, ainsi que par les *stratégies d'alliance qui sont utilisées par les formations albanaises avec*

les partis représentant la majorité slave. Dans une situation où les Albanais, en tant que communauté minoritaire, n'ont jusqu'en 2001 jamais eu l'opportunité de déterminer l'agenda politique en Macédoine, leur rôle dans la formation des politiques publiques de l'Etat macédonien s'est retrouvé limité. Au niveau local, en raison de la très forte centralisation de l'Etat et de la faiblesse des prérogatives et des ressources des communes, il leur était par ailleurs difficile de déployer des politiques ambitieuses en matière d'éducation, d'urbanisme, d'infrastructures ou encore de développement économique local. Dans ces conditions, les argumentaires des élites partisanes albanaises ont été amenés à se concentrer autour de la seule défense - plus ou moins accomplie, plus ou moins exigeante - des droits albanais, soit, principalement, selon une échelle présentée par les observateurs extérieurs comme une échelle de radicalité. Les formations, dans l'opposition, accusaient les partis de gouvernement d'être trop « modérés » et prêts à faire des compromis avec la classe politique slave, oubliant les attentes de leurs électeurs, tandis que les partis ayant gagné un maximum de voix se retrouvaient dans une situation de relative impuissance une fois parvenus au pouvoir central, si ce n'est pour tenter de capter des postes et d'en faire des lieux de gestion de certaines ressources clientélares (emplois, permis, licences, gestion de flux économiques).

Une telle logique a tendu à entraîner un durcissement progressif des demandes au fur et à mesure que le décalage entre les espoirs entretenus et les réalisations s'approfondissait, l'intensification des promesses ayant vocation à remobiliser les électeurs dans une projection vers un futur meilleur. Elle a par ailleurs prévenu une consolidation du jeu politique intra-albanais autour d'enjeux de politiques publiques, de choix du système et du niveau d'imposition, de stratégie de développement économique, etc. Elle a enfin débouché sur une situation dans laquelle l'émergence d'un nouveau protagoniste sur la scène politique est toujours envisageable si ce dernier parvient à se crédibiliser comme étant celui qui parviendra à tenir et/ou à surenchérir sur les promesses faites par ses prédécesseurs.

De ce point de vue, il est possible que le renforcement des pouvoirs locaux, les nominations et recrutements d'Albanais à divers niveaux de responsabilité ainsi que l'introduction du principe de la double majorité viennent changer le système de contraintes et d'opportunité existant. Nouvelles contraintes, tout d'abord, dans la mesure où des acteurs politiques albanais, il sera possible d'attendre des politiques spécifiques. Or il n'est pas évident que les ressources humaines ou les conceptions de l'exercice du pouvoir et de la vie partisane existant facilitent une réorientation des façons de faire des acteurs politiques albanais. Nouvelles opportunités, cependant, si les élus locaux albanais parviennent à se doter de savoirs et à entreprendre des initiatives en matière de développement local.

Néanmoins, et c'est ici que l'on rejoint la question des stratégies d'alliance des partis albanais, l'existence - au niveau national - d'une organisation communautaire de la compétition politique tend à prévenir une telle évolution du jeu politique albanais. Comment, en effet, s'articulent les échelons local et national en Macédoine ? Bien que minoritaire, le vote albanais est indispensable à tout candidat prétendant au poste de président de la République. Au deuxième tour, en particulier, le vote albanais - qui est mobilisé avec énergie par les acteurs politiques albanais, une mobilisation monnayée sous forme de rétributions en terme de positions de pouvoir et de postes - est susceptible de faire la différence comme cela a été le cas, par exemple, lors des élections présidentielles de 1999 ou, à un moindre degré, en 2004. La nécessité de pouvoir pour l'acteur politique albanais dont le parti est, à un moment donné, dominant dans la compétition intra-albanaise, mobiliser très largement l'électorat albanais suppose que celui-ci soit suffisamment homogène. Il faut qu'il puisse voter « comme un seul homme ». Cette nécessité d'une mobilisation large tend à prévenir une réelle différenciation interne du jeu politique albanais.

Par ailleurs, se retrouver en situation de parti minoritaire dans un jeu où la majorité est tenue par des Slaves de Macédoine, conduit également les principales formations albanaises à choisir leur partenaire privilégié au sein de la classe politique slave non pas en fonction des options de gauche ou de droite qu'il peut privilégier, mais en fonction des chances d'accès au pouvoir. En dernier ressort, les alliances sont alliances de convenance et non pas fondées sur des grilles de lecture partagées de la

politique économique, sociale ou étrangère à mettre en oeuvre. Cette logique d'alliances avait ainsi conduit le PDSH, pourtant jugé plus « radical » à passer alliance avec la VMRO-DPMNE (elle aussi plus « nationaliste ») au lendemain des élections législatives de 1998, le PPD étant vu comme le partenaire de l'Alliance social-démocrate (SDSM), l'adversaire de la VMRO-DPMNE.

A ce niveau, la trajectoire des partis albanais de Macédoine ne diffère guère de celle d'autres partis minoritaires dans les Balkans : par exemple, le Mouvement des droits et libertés (MDL), représentant la minorité turque en Bulgarie, a été amené à se présenter comme relativement agnostique en matière des politiques publiques (bien que son électorat, pauvre en majorité, incline vers des politiques plus marquées à gauche) pour pouvoir être tour à tour l'allié des socialistes, des anti-communistes de l'Union des forces démocratiques ou encore du Mouvement national Siméon II (parti « attrape-tout »). De la même façon, l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) a, elle aussi, tantôt pris le parti des anciens communistes, tantôt celui des formations de droite. En bref, dans un système de partis minoritaires, la recherche d'alliances avec les formations majoritaires tend à rendre plus difficile une structuration des clivages au sein de la minorité selon des lignes de démarcation comme l'économie, la vie en société, les questions sociales, etc. La spécificité de la trajectoire albanaise de Macédoine réside, cependant - par rapport aux cas bulgare et roumain évoqués ci-avant - dans le fait que plusieurs partis albanais sont apparus qui ont pu privilégier des alliances variées avec les formations slaves. Mais leur positionnement reste dépendant de la nécessité d'être associés au gouvernement et dépendant, dès lors, des évolutions de rapports de force au sein de la communauté majoritaire.

L'un des moyens pour sortir de ce dilemme aurait pu être de chercher à tisser des alliances entre formations minoritaires en cherchant à développer des partenariats avec des partis représentant certaines des autres minorités de Macédoine - lesquelles, pour l'instant, misent davantage sur une alliance avec une formation slave. La construction d'un positionnement minoritaire partagé se heurte toutefois à des obstacles majeurs. On aurait pu imaginer que des solidarités pourraient être nouées avec des membres de la communauté turque - avec qui la religion, musulmane, est partagée. En pratique, les rapports entre les deux communautés ne sont pas dénués de tensions, en raison notamment de la place grandissante des Albanais dans les institutions religieuses musulmanes et de la marginalisation de la communauté turque. L'élite de la communauté turque, à Skopje, a par ailleurs tissé des liens avec l'élite sociale macédonienne-slave et tend à se dissocier d'une communauté albanaise dont les ancrages ruraux sont encore importants. Il n'est pas rare, par ailleurs, que les membres des petites minorités, à l'instar des Valaques, par exemple, partagent avec la majorité slave des représentations extrêmement négatives des Albanais de Macédoine. Enfin, le processus de bipolarisation des relations communautaires accéléré depuis les affrontements de 2001 tend à placer les membres des communautés numériquement plus modestes dans une situation délicate où le tissage de liens trans-communautaires apparaît plus complexe encore que par le passé.

Il reste dès lors, pour les partis albanais de Macédoine, à parvenir à se doter de registres argumentatifs, de cadres et de ressources qui leur fourniraient une alternative à un mode de gestion reposant sur, d'une part, la rotation des cadres par création régulière de nouvelles organisations, et, d'autre, part, la mobilisation de registres discursifs opérant dans la surenchère par rapport au concurrent au pouvoir (dénoncé comme traître à une cause nationale albanaise qui serait mal défendue).

ANNEXES

Table des annexes

A - Chronologie des principales élections en Macédoine

B - Les principaux partis politiques de Macédoine

C - Résultats des scrutins depuis 1990

D - Bibliographie

A - Chronologie des principales élections en Macédoine

27 janvier 1991

Election de Kiro Gligorov à la présidence par le Parlement de Macédoine.

8 avril 1993

La Macédoine entre aux Nations unies sous le nom d'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARUM).

22 avril 1993

Entrée de la Macédoine au FMI.

27 juin 1993

Formation du Parti démocratique (D), auquel se joignent notamment d'anciens membres du SDSM.

10 novembre 1993

Après la découverte d'une cache d'armes, «révélation» de l'existence d'un complot pour des Albanais qui auraient fond un groupe paramilitaire «Etat-major de la défense nationale». Neuf membres de la communauté albanaise sont arrêtés, dont le vice-ministre de la Défense, Husein Haskaj. Les interprétations restent controversées quant à la réalité de ce «complot».

16 décembre 1993

Reconnaissance de la Macédoine par l'Allemagne, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas.

janvier 1994

Congrès du Parti pour la prospérité démocratique (PPD), qui concrétise l'existence d'un conflit entre une tendance perçue comme plus modérée et une nouvelle fraction, plus jeune, derrière Arben Xhaferi et Menduh Thaçi.

8 février 1994

Reconnaissance de la Macédoine par les Etats-Unis

16 février 1994

Début de l'embargo grec à l'encontre de la Macédoine pour protester contre les symboles choisis par le nouvel Etat (nom et drapeau, notamment) qui sont perçus comme des atteintes à l'héritage national grec et une preuve des visées irrédentistes de l'Etat de Macédoine.

16 octobre 1994

Election au suffrage directe à la présidence de Kiro Gligorov dont c'est le deuxième mandat.

16-30 octobre 1994

Elections législatives remportées par le SDSM (59 sièges sur 120) et son allié, le Parti libéral (LP, 29 sièges), qui gouvernent en coalition avec le PDP albanais.

13 septembre 1995

Signature d'un compromis gréco-macédonien à New York dans le cadre des négociations conduites sous l'égide des Nations unies sur le drapeau macédonien. L'accord est ratifié par le Parlement macédonien le 9 octobre.

12 octobre 1995

Entrée de la Macédoine à l'OSCE

9 novembre 1995

Admission de la Macédoine au sein du Conseil de l'Europe

17 novembre-1^{er} décembre-22 décembre 1996

Elections municipales remportées par le SDSM, loin devant l'alliance de la VMRO-DPMNE.

18 octobre, 1^{er} et 15 novembre 1998

Elections législatives remportées par la VMRO-DPMNE (49 sièges contre 27 pour le SDSM). Une coalition post-électorale est scellée entre la VMRO-DPMNE et le PDSH.

31 octobre, 14 novembre et 5 décembre 1999

Elections présidentielles remportées au troisième tour par Boris Trajkovski (VMRO-DPMNE). Le vote a dû être réorganisé dans 24 circonscriptions dont les résultats avaient été invalidés.

10 septembre 2000

Elections municipales remportées par la VMRO-DPMNE.

15 septembre 2002

Elections législatives remportées par le SDSM en coalition avec le Parti libéral démocratique libéral (LDP). Une coalition post-gouvernementale est scellée avec le BDI d'Ali Ahmeti.

14 et 18 avril 2004

Elections présidentielles organisées suite au décès de Boris Trajkovski dans un accident d'avion. Elles sont remportées par le candidat SDSM, Branko Crvenkovski, par 62,7% des voix (contre 37,3% pour Saško Kedev, candidat VMRO-DPMNE).

13 et 27 mars, 10 avril 2005

Elections municipales remportées par le SDSM, côté slave, et le BDI, côté albanais. Skopje est enlevée par Trifun Kostovski, un indépendant soutenu par le VMRO-DPMNE.

B - Les principaux partis politiques de Macédoine

DA :	Alternative démocratique.
SDSM :	Alliance sociale-démocrate de Macédoine (ex-Ligue des communistes de Macédoine). Site Internet : http://www.vmro-dpmne.org.mk/
DLB :	Ligue démocratique des Bochniaques.
PDSH/DPA* :	Parti démocratique albanais Site Internet : www.pdsh.org
DPS :	Parti démocratique des Serbes.
DPT :	Parti démocratique des Turcs.
PPD/PDP* :	Parti pour la prospérité démocratique. Site Internet : www.prosperiteti.org

LDP :	Parti libéral démocratique.
LP :	Parti libéral.
OPRM :	Parti uni des Roms de Macédoine.
SPM :	Parti socialiste macédonien.
VMRO - DPMNE :	Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne – Parti démocratique pour l’unité nationale macédonienne (nationaliste) Site Internet : http://www.vmro-dpmne.org.mk/
VMRO – VMRO :	Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne – Option réelle macédonienne réformiste.
VMRO- NP :	Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne – Parti populaire (formé par L.Georgievski le 10 juillet 2004)
SRM :	Alliance des Roms de Macédoine.
NDP :	Parti national démocratique.
BDI/DUI* :	Union démocratique pour l’intégration Site Internet : www.bdi-press.org

* Acronyme en albanais/en macédonien

C - Résultats des principaux scrutins depuis 1990

Tableau 1 - Les résultats du référendum du 7 novembre 2004

	Nombre	Taux de participation (en %)
Electeurs sur la listes électorales	1 709 536	100,00
Votants	454 347	26,58
Bulletins valides	449 324	26,28
Bulletins non valides	5 023	0,29
Résultats du vote		
	Nombre	Résultats en %
1. Oui	427 112	94,01
2. Non	22 212	4,89
Total	449 324	98,89

Source : Commission électorale étatique, 2004.

Tableau - Distribution par municipalité (découpage municipal d'avant août 2004) du taux de participation et des résultats au référendum du 7 novembre 2004

Commission électorale locale	Inscrits	Nombre de votants	Taux de participation	Votes non valides	% des votes non valides	Nombre de votants			
						Pour	en % des votants	Contre	en % des votants
Total	1709536	454347	26,58	5023	1,11	427112	94,01	22212	4,89
01 Berovo	16201	5463	33,72	62	1,13	5240	95,92	161	2,95
02 Bitola	87699	30478	34,75	303	0,99	28740	94,30	1435	4,71
03 Makedonski brod	5960	1867	31,33	32	1,71	1746	93,52	89	4,77
04 Valandovo	9933	2949	29,69	51	1,73	2764	93,73	134	4,54
05 Vinica	16814	5277	31,38	72	1,36	5003	94,81	202	3,83
06 Gevgelija	29051	8269	28,46	88	1,06	7851	94,94	330	3,99
07 Gostivar	113174	3851	3,40	51	1,32	3629	94,24	171	4,44
08 Debar	20985	165	0,79	1	0,61	142	86,06	22	13,33
09 Delčevo	21495	5600	26,05	77	1,38	5310	94,82	213	3,80
10 Demir Hisar	8412	2958	35,16	35	1,18	2822	95,40	101	3,41
11 Kavadarci	35404	12395	35,01	113	0,91	11504	92,81	778	6,28
12 Kičevo	33785	9969	29,51	162	1,63	9583	96,13	224	2,25
13 Kočani	41857	11111	26,55	155	1,40	10471	94,24	485	4,37
14 Kratovo	11757	4379	37,25	96	2,19	4076	93,08	207	4,73
15 Kriva Palanka	20830	4306	20,67	41	0,95	4082	94,80	183	4,25
16 Kruševo	19058	4170	21,88	56	1,34	4020	96,40	94	2,25
17 Kumanovo	107864	20566	19,07	223	1,08	19170	93,21	1173	5,70
18 Negotino	18946	6672	35,22	67	1,00	6262	93,85	343	5,14
19 Ohrid	57406	20988	36,56	168	0,80	20031	95,44	789	3,76
20 Prilep	84183	31147	37,00	336	1,08	29511	94,75	1300	4,17
21 Probištip	13348	3393	25,42	38	1,12	3201	94,34	154	4,54
22 Radoviš	25251	8166	32,34	73	0,89	7818	95,74	275	3,37
23 Resen	18174	3513	19,33	39	1,11	3369	95,90	105	2,99
24 Sveti Nikole	17345	6036	34,80	86	1,42	5648	93,57	302	5,00
25 Struga	54770	16289	29,74	121	0,74	15747	96,67	421	2,58
26 Strumica	79772	25084	31,44	215	0,86	24137	96,22	732	2,92
27 Tetovo	155107	8202	5,29	132	1,61	7681	93,65	389	4,74
28 Veles	78488	28881	36,80	291	1,01	27159	94,04	1431	4,95
29 Štip	44567	13300	29,84	156	1,17	12330	92,71	814	6,12
30 Karpoš	77306	21661	28,02	272	1,26	19939	92,05	1450	6,69

31	Centar	75682	18626	24,61	246	1,32	17061	91,60	1319	7,08
32	Gazi Baba	67531	25280	37,43	296	1,17	23473	92,85	1511	5,98
33	Čair	113751	33893	29,80	370	1,09	31571	93,15	1952	5,76
34	Kisela voda	127630	49443	38,74	499	1,01	46021	93,08	2923	5,91

Source : Commission électorale étatique, 2004.

Les élections parlementaires

Tableau - Résultats des élections législatives des 12 novembre et 9 décembre 1990 et effets des scissions de 1993 et de 1994

Taux de participation : 84,8% au premier tour ; 80,3% au second tour

Partis	% des voix au premier tour	% de voix au second tour	Répartition des sièges		
			à l'issue des élections	au 1 ^{er} juillet 1993	au 1 ^{er} juillet 1994
VMRO-DPMNE	11,5	22,0	38	34	31
SDSM	17,5	20,4	31	30	30
Parti pour la prospérité démocratique (PPD)	12,3	5,3	17	17	18
Parti libéral (LP)	10,6	11,9	11	16	17
AFR	-	2,9	6	0	0
Parti populaire démocrate	-	1,2	5	5	5
Parti socialiste macédonien (SPM)	5,8	3,6	4	4	4
Candidats indépendants	1,4	1,2	3	5	6
Parti des Yougoslaves de Macédoine (YPM)	1,3	1,2	2	2	2
Parti pour l'émancipation complète des Roms	-	0,4	1	1	1
Parti démocratique populaire (DPP, centriste)	0,3	0,4	1	1	0
Jeune parti démocrate progressiste (Jeunesses du SPM)	-	0,6	1	1	0
VMRO-Parti démocratique (VMRO-DP)	-	-	0	3	0
Ilinden-Démocrates libres (ISD)	-	-	0	3	0
VMRO-Mère patrie	-	-	0	0	1
Parti démocratique (DP)	-	-	0	0	3
SDSM+PSM+PL	-	-	0	0	1
Total			120	120	120

Source : CHICLET, Christophe. « La Macédoine en 1993 ». *Notes et études de la documentation française*, 1994, p.147.

Tableau - Résultats des élections législatives des 16 et 30 octobre 1994

Taux de participation : 76,68%

Partis	Nombre de sièges obtenus à l'issue du premier tour	Nombre de sièges obtenus à l'issue du second tour	Nombre de sièges total
SDSM	7	51	58
Parti libéral (LP)	0	29	29
Parti de la prospérité démocratique (PPD, représentant la minorité albanaise)	1	7	8
Parti socialiste macédonien (SMP, ex-communistes réformateurs)	1	7	8
Parti populaire démocrate (NDP, représentant la minorité albanaise)	0	4	4
Parti pour l'émancipation complète des Roms	0	1	1
Parti social-démocrate de Macédoine (SDPM)	0	1	1
Parti démocratique de Macédoine (MDP)	0	1	1
Parti démocratique turc de Macédoine + Parti démocratique de la voie islamique	0	1	1
Indépendants	0	7	7*

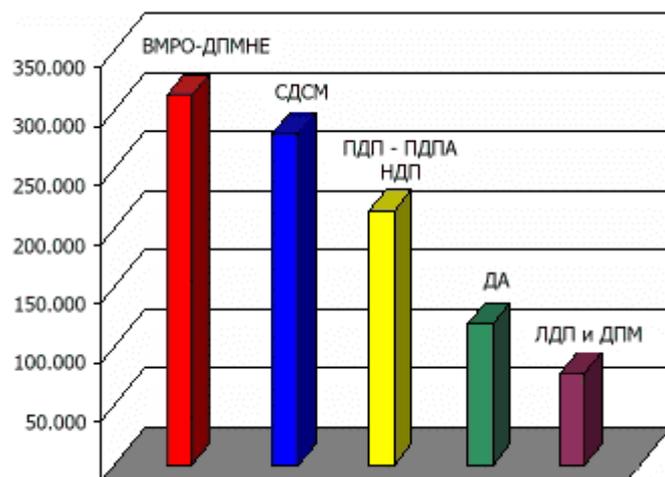
* dont trois députés proches de la tendance M. Taçi du Parti pour la prospérité démocratique des Albanais de Macédoine, le parti né d'une scission au sein du PDP en 1994.

Source : CHICLET, Christophe. « La Macédoine en 1994-1995 ». *Les études de la documentation française*, 1996, p.181.

Note : la VMRO-DPMNE, alors le principal parti d'opposition en milieu slave avait boycotté le second tour des élections.

Tableau 2 - Résultats des élections législatives des 18 octobre, 1^{er} et 15 novembre 1998

Graphique - Résultats en nombre de voix des partis ayant obtenu plus de 5% des suffrages



Partis et coalitions	Nombre de voix
VMRO-DPMNE	312 627
SDSM	279 795
PDP, PDPA-NDP	214 360
DA	119 351
LDP, DPM	77 788

Sièges obtenus à la proportionnelle

Partis et coalitions	Nombre de sièges
VMRO-DPMNE	11
SDSM	10
PDP, PDPA-NDP	8
DA	4
LDP, DPM	2

Sièges obtenus à la majoritaire

Partis et coalitions	Nombre de sièges		
	1 ^{er} tour	2d tour	3 ^{ème} tour
VMRO-DPMNE et DA	6	41	47
SDSM	4	13	17
PDP	9	1	10
PDPA-NDP	3	4	7
LDP		2	2
SPM	1		1

Partis et coalitions	Nombre total de sièges
Coalition VMRO-DPMNE et DA	62
VMRO-DPMNE	49
Alternative démocratique (DA)	13
SDSM	27
Parti pour la prospérité démocratique (PPD)	14
Parti démocratique albanais (PDSH)	11
Parti libéral démocratique (LDP)	4
Parti socialiste macédonien (SPM)	1
Alliance des Roms	1
Total	120

DPM		1	1	
-----	--	---	---	--

Source: site Internet du SDSM à l'adresse

<http://www.sdsm.org.mk/default.asp?ItemID=30C645751AE6DC49AD2D907305CE202E>

et Commission électorale étatique, sur Internet à l'adresse : <http://www.izbori98.gov.mk/rezultati/>

Tableau 3 - Résultats des élections législatives du 15 septembre 2002

Taux de participation : 73,5%

Pour la Macédoine ensemble	ZMZ	40,5	60
- SDSM	SDSM		43
- Parti libéral-démocrate	LDP		12
- Parti démocratique des Turcs	DPT		2
- Ligue démocratique des Bosniaques	DLB		1
- Parti uni des Roms de Macédoine	OPRM		1
- Parti démocratique des Serbes	DPS		1
- Union démocratique des Valaques	DSV		0
- Parti agrarien ouvrier	RZP		0
- Parti socialiste chrétien de Macédoine	SCPM		0
- Parti vert de Macédoine	ZPM		0
Coalition VMRO-DPMNE et LPM	VL	24,4	33
- VMRO-DPMNE	VMRO		28
- Parti libéral de Macédoine	LPM		5
Union démocratique pour l'intégration (albanais)	BDI	11,9	16
Parti démocratique albanais (albanais)	PDSH	5,2	7
Parti pour la prospérité démocratique (albanais)	PPD	2,3	2
Parti national démocratique (albanais)	NDP	2,1	1
Parti socialiste de Macédoine	SPM	2,1	1
Alternative démocratique	DA	1,4	0
Union démocratique	DS	1,2	0

Source: www.izbori.org.mk et Agence d'information macédonienne (MIA)

* La coalition « Pour la Macédoine ensemble » comprenait les partis suivants: la Ligue social-démocrate de Macédoine (SSM), le Parti libéral-démocratique (LDP), la Ligue démocratique des Bosniaques (DLB), le Parti uni des Roms de Macédoine (OPRM), le Parti démocratique des Serbes (DPS), le Parti démocratique des Turcs (DPT), l'Union démocratique des Valaques (DSV), le Parti agraire des travailleurs (RZP), le Parti socialiste-chrétien de Macédoine (SCPM), le Parti vert de Macédoine (ZPM).

** La coalition VMRO-DPMNE-LPM comprenait l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne-Parti démocratique de l'Union nationale macédonienne) et le Parti libéral de Macédoine (LPM)

Les élections présidentielles

Trois élections présidentielles directes se sont déroulées depuis l'accession de la Macédoine à l'indépendance en septembre 1991 :

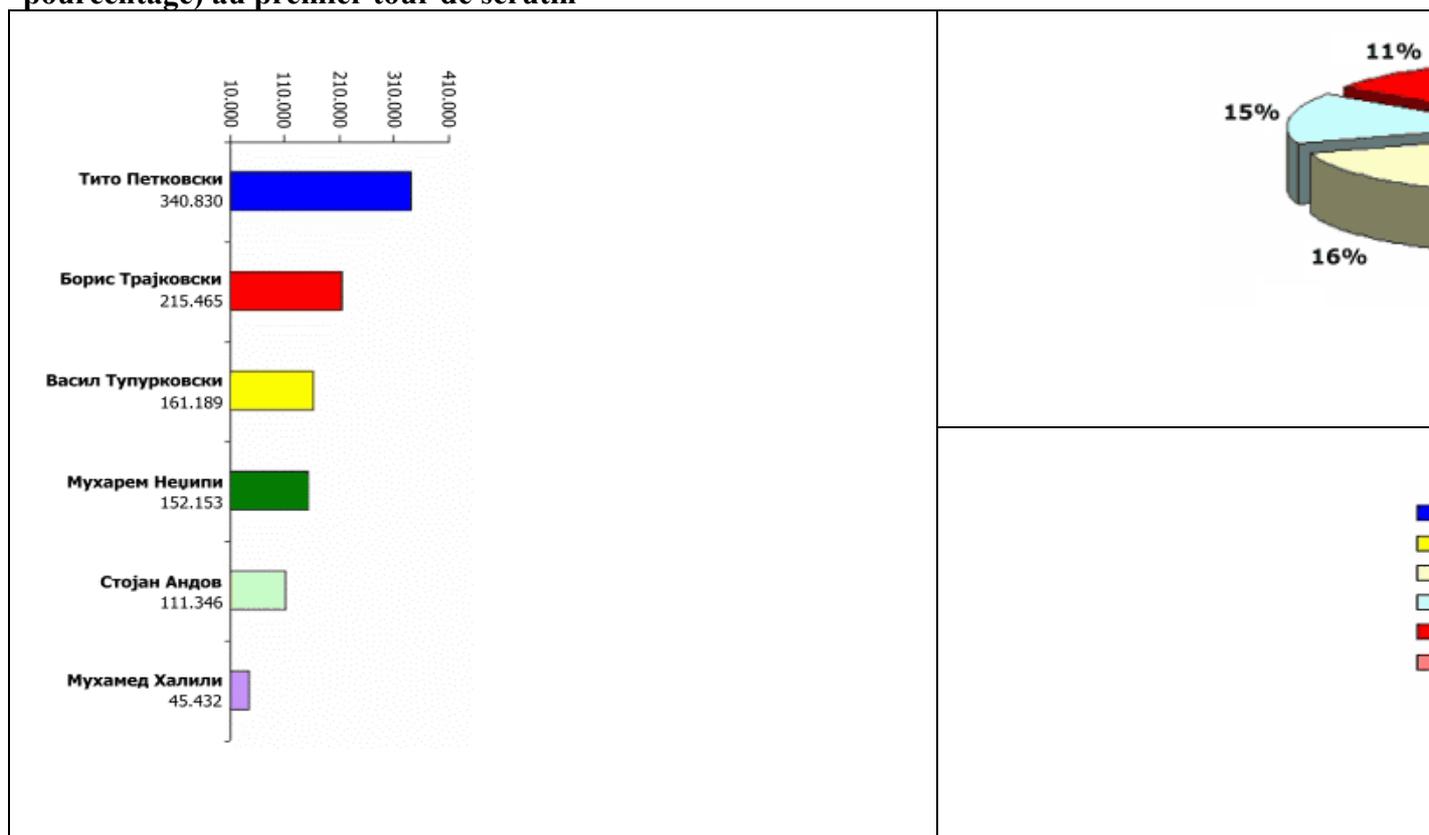
- le 16 octobre 1994 ;
- les 31 octobre, 14 novembre et 5 décembre 1999 ;
- les 14 et 28 avril 2004 .

Tableau - L'élection présidentielle du 16 octobre 1994 - résultats du premier (et unique tour)

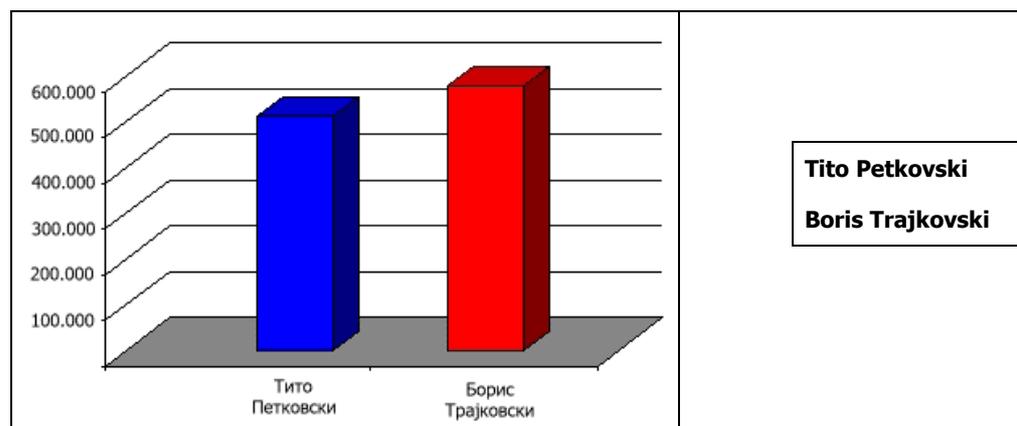
1,3 millions d'inscrits, taux de participation : 77,2%

Candidats	Résultats en pourcentage
Kiro Gligorov (SDSM)	52,44
Ljubiša Georgievski (VMRO + PD)	14,47

Encadré - Résultats de l'élection présidentielle de 1999 : répartition des voix (nombre et pourcentage) au premier tour de scrutin



Les élections présidentielles de 1999 : les résultats du second tour



Source : Site Internet du SDSM, à l'adresse :

<http://www.sdsm.org.mk/default.asp?ItemID=822FDCA49A6F8C4EAF666AF181C52328>

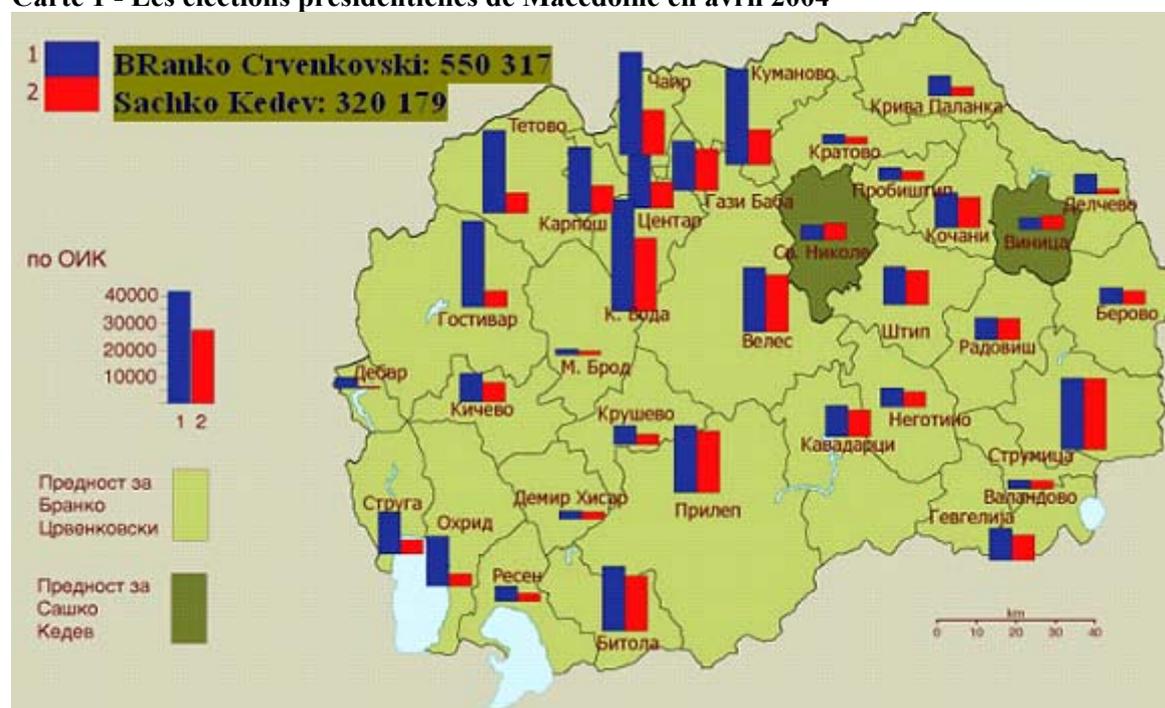
Tableau - Les résultats de l'élection présidentielle des 14 et 28 avril 2004

Taux de participation au premier tour : 55,1%, au second tour : 53,8%

Candidats	% des voix au premier tour	% des voix au second tour
Branko Crvenkovski (SDSM)	42,5	62,7
Saško Kedev (VMRO-DPMNE)	34,1	37,3
Gëzim Ostreni (BDI)	14,8	-
Zidi Xhelili (PDSH)	8,6	-

Source : Commission électorale étatique, Skopje, 2004.

Carte 1 - Les élections présidentielles de Macédoine en avril 2004



Source : d'après le site de la Commission électorale étatique, sur Internet à l'adresse :

<http://www.izbori.gov.mk/pretsedatelski2004/IIgrafickikonecniKAND.php>

Les élections municipales

Tableau 1 - Résultats des élections municipales des 17 novembre et 1^{er} décembre 1996

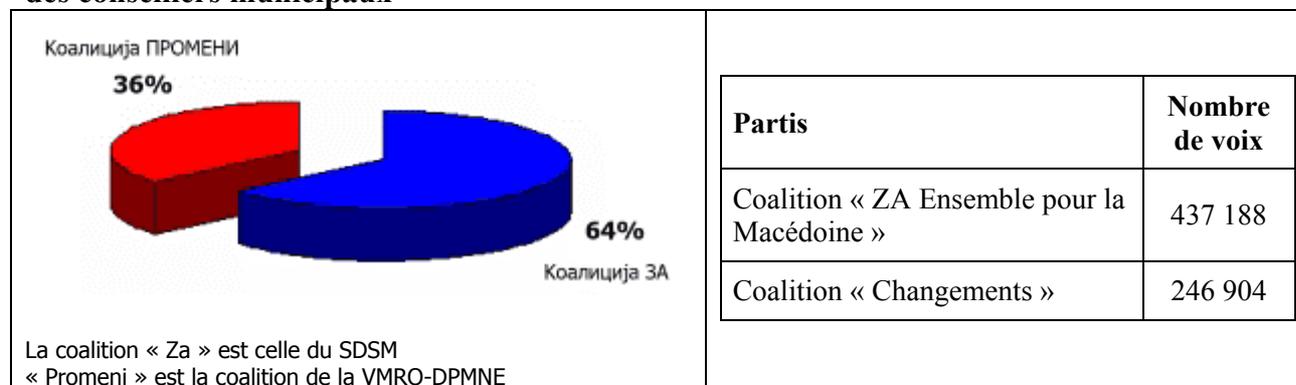
Taux de participation au premier tour : 65%

Nombre total de municipalités en jeu : 123 (estimations aux 20 décembre pour 116 municipalités)

Partis et coalitions	Nombre de municipalités
SDSM	53
VMRO-DP-MAAK	28
PPD	13
MSP (Parti socialiste macédonien, ex-communiste réformateur)	8
PPDSHM (Parti pour la prospérité démocratique des Albanais de Macédoine, né de la scission avec le PPD)	5
PPDSHM+PPD	3
DPTM (Parti démocrate des Turcs de Macédoine)	2
PPD+PDP	1
PPOR (Parti pour l'émancipation complète des Roms)	1
SDPM (Parti social-démocrate de Macédoine)	1
Indépendant	1

Source : *L'Europe centrale et orientale*, éd. 1997. Notes et études documentaires. La documentation française, 1997, p.100.

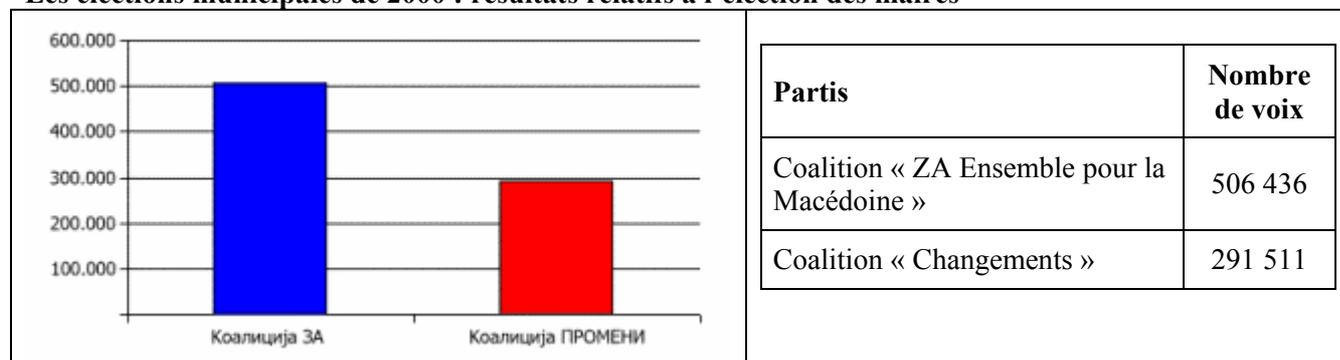
Les élections municipales de 2000 : répartition en pourcentage des résultats à l'élection des conseillers municipaux



Source : Site du SDSM, sur Internet à l'adresse :

<http://www.sdsm.org.mk/default.asp?ItemID=7FEC5D289E16284DB682F5A6E4EA8220>

Les élections municipales de 2000 : résultats relatifs à l'élection des maires



Source : Site du SDSM, sur Internet à l'adresse :

<http://www.sdsm.org.mk/default.asp?ItemID=7FEC5D289E16284DB682F5A6E4EA8220>

Tableau - Les résultats électoraux en zone albanaise de Macédoine (2000 et 2005)

Ville	Nombre d'habitants (découpage de 1996/découpage de 2004)	Affiliation du maire élu en 2000	Maire	Affiliation du maire élu en 2005
Tetovo	70 841/86 580	PDSH	Hazbi Lika	BDI
Čair	68 395/64 823	VMRO-DPMNE	Izet Mexhiti	BDI
Gostivar	49 545/81 042	PDSH	Nevzat Bejta	BDI
Struga	36 892/63 376	VMRO-DPMNE	Ramiz Merko	BDI
Studeničani			Zekiri Alaudin	BDI
Lipkovo	27 058/27 058	PDSH	Beqir Sakipi	BDI
Želino	24 390/24 390	-	Kenan Aliu	PDSH-PPD
Saraj	24 253/35 408	PDSH	Imer Selmani	PDSH-PPD
Tearce	22 454/22 454	PDSH	Rami Qerimi	BDI
Debar	17 952/19 542	-	Argetim Fida	BDI
Brvenica	15 855/15 855	PDSH	Xhelal Ramadani	BDI
Bogovinje	14 555/28 997	-	Nevzat Elezi	BDI
Aračinovo	11 992/11 597	PDSH	Musafer Bislimi	BDI
Zajas	11 605/11 605	PDSH	Rufat Huseini	BDI
Oslomej	10 425/10 420	PDSH	Sanije Sadiku	BDI
Vrapčište	8 586/25 399	-	Esat Salai	BDI

Source : réalisé par l'auteur d'après les données de la Commission électorale étatique, 2005, 2004 et 2000, sur Internet à l'adresse : <http://www.dik.mk/>. Les chiffres concernant le peuplement des diverses municipalités selon le découpage de 2004 proviennent du ministère de l'Autogouvernement local.

Tableau - Les résultats des élections municipales de 2005

Partis en lice	Nombre de mairies	Conseillers municipaux
SDSM	37	435
VMRO-DPMNE	21	323
BDI/DUI	14	213
Comité d'initiative (candidature indépendante)	7	64
VMRO-NP	3	136
PDSH et PPD	2	131
Union des Roms de Macédoine	1	6
Alternative démocratique (DA)	0	20
Total	85	-

Source : Commission électorale étatique, Skopje, avril 2005, sur Internet à l'adresse : <http://www.dik.mk/>

Les principaux élus locaux du SDSM aux élections municipales de mars 2005 (selon les sources du SDSM)

PS : On notera que les résultats fournis par le SDSM et par la Commission électorale étatique divergent d'un maire (38 contre 37) et de 2 conseillers municipaux (437 au lieu de 435).

Nombre de voix obtenues pour l'élection des conseillers municipaux : 328811

Nombre de conseillers municipaux : 437

Nombre de maires : 38

Source : Site Internet du SDSM

<http://www.sdsm.org.mk/default.asp?ItemID=E4DFD3F607D9A2499855AE421A58E037>

D - Bibliographie

Ouvrages

ACKERMANN, A. *Making Peace Prevail: Preventing Violent Conflict in Macedonia*, Syracuse: Syracuse University Press, 2000.

ADAMS, J. *Assessment of Intra-Municipal Relations and the Role of Neighborhood Self-Government. Commissioned by OSCE Spillover Monitor Mission to Skopje*, Skopje: OSCE, juillet 2004.

ANDONOVSKI, N. « Les Albanais de Macédoine : perspectives et limites d'une double identité », in : C. CHICLET et B. LORY (dir.), *La République de Macédoine*, Paris : L'Harmattan, 1998, p.65-73.

BROWN, K. *The Past in Question: Modern Macedonia and the Uncertainties of Nation*, Princeton : Princeton University Press, 2003.

BROWN, K. « A Rising To Count On : Illinden Between Politics and History in Post-Yugoslav Macedonia », In : ROUDOMENTOF, V. (ed.), *The Macedonian Question, Culture, Historiography, Politics*, Boulder : East European Monographs, 2000.

BROWN, K. « In the Realm of the Double-Headed Eagle: Parapolitics in Macedonia, 1994-1999 », in : COWAN, J. (ed.), *Macedonia. The Politics of Identity and Difference*, London : Pluto Press, 2000, p.122-139.

BRUNNBAUER, U. « The Consequences of Identity Politics : Security Dilemmas in the Republic of Macedonia », in : FATIC, A. (ed.), *Security in South-Eastern Europe*. Belgrade: Security Policy Group, The Management Center, 2004.

BRUNNBAUER, U. « Historiography, Myths and the Nation in the Republic of Macedonia », In : BRUNNBAUER, U. (ed.), *(Re)writing History: Historiography in Southeast Europe after Socialism*, New Brunswick and London: Transaction Publishers, 2004, p.165-200.

CACA, G. « Status and Rights of Nationalities in the Republic of Macedonia », in : PETTIFER, J. (ed.), *The New Macedonian Question*, New York : Saint Martin's Press, 2001, p.148-164.

CHICLET, Christophe et Bernard LORY (dir.). *La République de Macédoine*. Paris : L'Harmattan, 1998.

CLAYER, N. « L'islam, facteur de recompositions internes en Macédoine et au Kosovo », in : BOUGAREL, X. et N. CLAYER, *Le nouvel islam balkanique*, Paris : Maisonneuve & Larose, 2000, p.207-210.

DREZOV, K. « Macedonian Identity : An Overview of the Major Claims », in : PETTIFER, J. *The New Macedonian Question*, New York : Saint Martin's Press, 2001, p.47-59.

GOSSIAUX, J.F. *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris : PUF, 2002.

HARDTEN, E. « Administrative Units and Municipal Reforms in Kosovo (1959-92) », in : DUIJZINGS, G. et al., *Kosovo-Kosova Confrontation or Coexistence*, Nijmegen : Peace Research Centre, University of Nijmegen & Political Cultural Centre 042, 1996, p.158-170.

LUKIC, R. « La République de Macédoine : de la paix à la guerre », in : LUKIC, R., *L'agonie yougoslave (1986-2003). Les Etats-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*, Laval : Presses universitaires de Laval, 2003, p.377-437.

PALMER, R. et S. KING. *Yugoslav Communism and the Macedonian Question*, Hamden : Archon Books, 1971.

PETTIFER, J. « The Albanians in Western Macedonia », in : PETTIFER, J. (ed.), *The New Macedonian Question*, New York : Palgrave, 2001, p.137-147.

POULTON, H. « Non-Albanian Muslim Minorities in Macedonia », in : PETTIFER, J. (ed.), *The New Macedonian question*, New York : Palgrave, 2001, p.107-125.

POULTON, H. *Who are the Macedonians?* Londres : Hurst & Co., 1995.

ROUX, M. *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*. Paris : Editions de la maison des sciences de l'homme, 1992.

SCHWARTZ, J. *Pieces of Mosaic : An Essay on the Making of Macedonia*, Hojbjerg : Intervention Press, 1996.

SHEA, J. *Macedonia and Greece. The Struggle to Define a New Balkan Nation*, London : MacFarland, 1997.

TROEBST, S. « IMRO+100=FYROM? The Politics of Macedonian Historiography », In : PETTIFER, J., *The New Macedonian Question*, New York : Saint Martin's Press, 2001, p.60-78.

Rapports

DE RAPPER, G., DESLONDES, O. et M. ROUX. *La question nationale albanaise dans les Balkans après le conflit de 1998-1999 au Kosovo*, Paris, étude réalisée pour la Délégation aux affaires stratégiques, ministère de la Défense, 2001.

EUROPEAN COMMISSION AGAINST RACISM AND INTOLERANCE. *Third Report on "the Former Republic of Macedonia"*, Strasbourg : Council of Europe, 15 février 2005, sur Internet à l'adresse : http://www.coe.int/T/E/Human_Rights/Ecri/1-ECRI/2-Country-by-country_approach/FYROM/The_Former_Yugoslav_Republic_of_Macedonia_CBC_3.pdf

EUROPEAN STABILITY INITIATIVE. « Ali Ahmeti's Village. The Political Economy of Interethnic Relations in Macedonia », Skopje/Berlin, 1er octobre 2002, sur Internet à l'adresse : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_36.pdf

HUMAN RIGHTS WATCH. « Police Violence in Macedonia », *Human Rights Watch Report*, 10(1), avril 1998, sur Internet à l'adresse : <http://www.hrw.org/reports98/macedonia/>

INTERNATIONAL CRISIS GROUP. «Macedonia's Name : Why the Dispute Matters and How to Resolve It», *ICG Balkans Report*, n°.122, 2001, Skopje/Bruxelles, sur Internet à l'adresse : <http://www.crisisweb.org>

INTERNATIONAL CRISIS GROUP. « Macedonia : The Last Chance for Peace », *ICG Balkans Report*, n°.113, Skopje/bruxelles, 20 juin 2001, sur Internet à l'adresse : <http://www.crisisweb.org>

INTERNATIONAL CRISIS GROUP. « The Albanian Question in Macedonia : Implications of the Kosovo Conflict for Inter-Ethnic Relations in Macedonia », *ICG Balkans Report*, n°.38, 11 août 1998, Skopje/ Sarajevo, sur Internet à l'adresse : <http://www.crisisweb.org>

OSCE. *Former Yugoslav Republic of Macedonia. 7 November 2004 Referendum. Report of the OSCE/ODIHR Expert Visit*, 13-16 septembre 2004, sur Internet à l'adresse : http://www.osce.org/documents/odihr/2004/09/3654_en.pdf?PHPSESSID=e28c36e8e29a341a2d873378a3b83767

TODOROVSKI, I. « Local Government in Macedonia », in : KANDEVA, E. (ed.), *Stabilization of Local Governments*, LGI, 2001, p.243-287.

Périodiques

BALALOVSKA, K. « A Historical Background to the Macedonian-Albanian Inter-Ethnic Conflict », *New Balkan Politics*, 3, 2001, sur Internet à l'adresse : http://www.newbalkanpolitics.org.mk/OldSite/Issue_3/kristina.eng.asp

BABUNA, A. « The Albanians of Kosovo and Macedonia. Ethnic Identity Superseding Religion ». *Nationalities Papers*, 28(1), 2000, p.67-92.

BERTRAND, G. « Les meilleures intentions: l'ex-République de Macédoine face à la guerre dans les Balkans ». *Etudes helléniques/Hellenic Studies*, 3(1), 1994, p.81-96.

BUECHSENSCHUETZ, U. « Macedonia's Government under Growing Pressure ». *RFE/RL Newline*, 28 juillet 2004, sur Internet à l'adresse : <http://www.rferl.org/featuresarticle/2004/07/7ec5de2d-2fdc-4a01-83ed-759b825e31cf.html>

CHICLET, Christophe et Assen SLIM. « Macédoine 1999-2000. Des tensions extrêmes ». *Le courrier des pays de l'Est*, 1006, juin-juillet 2000, p.118-131.

CHICLET, Christophe. « La Macédoine en 1996. Un pays en transition ». *Notes et études de la documentation française*, 1996, p.93-1002.

DE WAELE, Jean-Michel et Kolë GJELOSHAJ. « L'Albanie face aux minorités : facteurs internes et facteurs externes », *Transitions*, 36(1-2), 1995, p.87-104.

DESLONDES, O. « La Macédoine fragilisée par les élections municipales », *La Nouvelle Alternative*, 2(54), 2001, p.106-111.

FRIEDMAN, V. « Macedonian Language and Nationalism During the Nineteenth and Early Twentieth Centuries », *Balkanistica*, 2, 1975, p.83-98.

JUDAH, T. « Macedonia : 'Greater Albania' Gathers Support ». *Balkan Crisis Report (IWPR)*, 341, 7 juin 2002, sur Internet à l'adresse : http://www.iwpr.net/index.pl?archive/bcr2/bcr2_20020607_4_eng.txt

JUDAH, T. « Albanians Back Macedonian Unity ». *Balkan Crisis Report (IWPR)*, 250, 25 mai 2001, sur Internet à l'adresse : http://www.iwpr.net/index.pl?archive/bcr/bcr_20010524_2_eng.txt

PERRY, D. « Macedonia : Melting Pot or Meltdown ? ». *Current History*, 100(649), novembre 2001, p.362-368.

RAGARU, Nadège. « Maillage communal, frontières et nation : les imaginaires, pratiques et enjeux de la décentralisation en Macédoine ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 36(3), 2005, p.163-204.

RAGARU, N. « Macédoine : le bilan en demi-teinte de la politique européenne ». *Critique internationale*, 24, juillet 2004, p.9-20.

RAGARU, N. « Dits et non-dits de la crise macédonienne ». *Politique internationale*, n° 92, été 2001, p.165-201.

RAGARU, N. et SLIM, A. « Macédoine. Entre semi-protectorat et espoirs d'intégration euro-atlantique ». *Le courrier des pays de l'Est*. 1036-1037, juin/août 2003, p.131-146.

ROUX, M. « Controverses sur les frontières du Kosovo ». *Balkanologie*, 7(2), 2003, p.183-197.

SOFOS, S. « The Albanian Question. Macedonia at the Crossroads ». *Journal of Southern Europe and the Balkans*, 3(2), 2001, p.145-151.

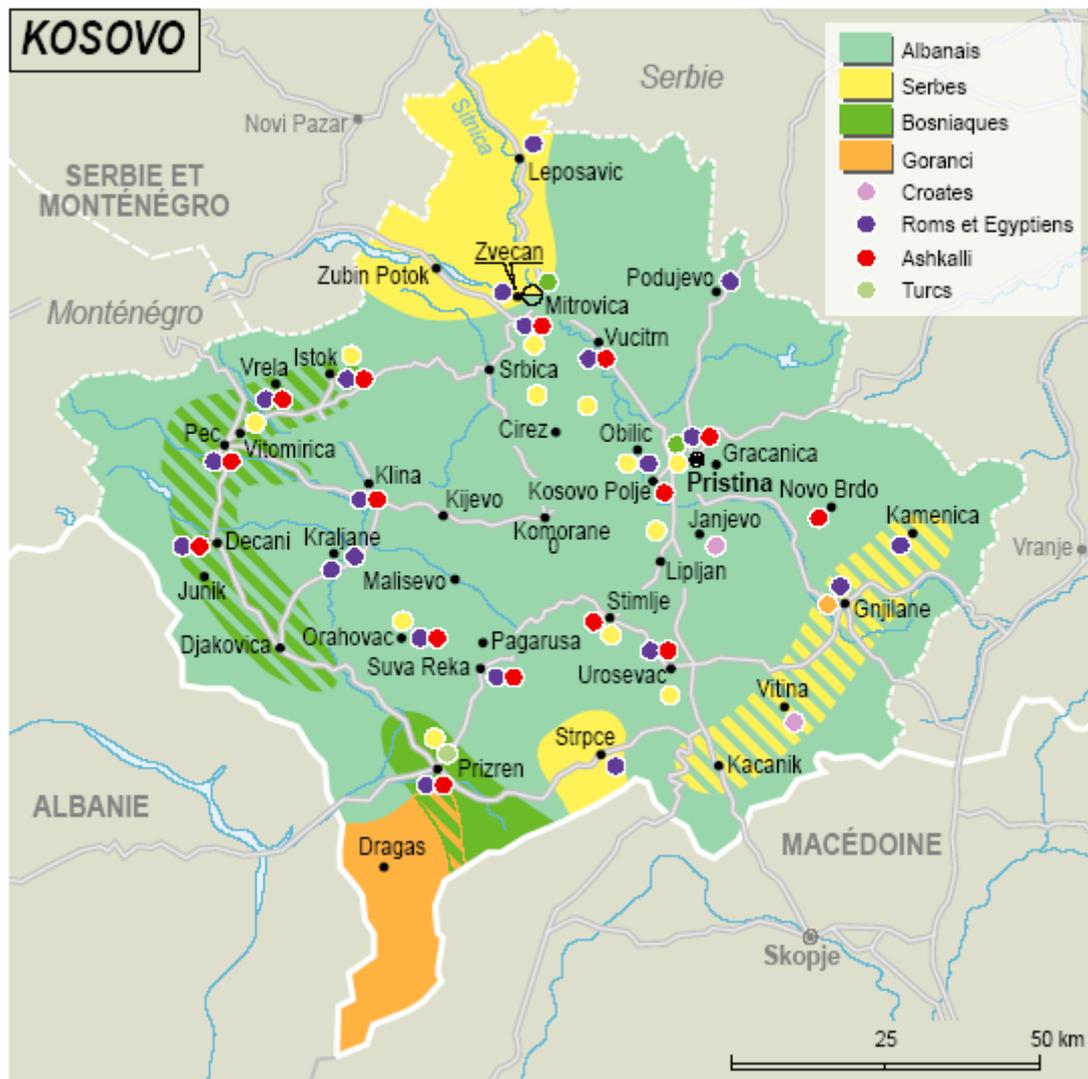
http://216.239.59.104/search?q=cache:bLXX3yB1GwgJ:www.iwpr.net/pdf/ohrid_book.pdf+&hl=en

Chapitre III - Le Kosovo

Carte 1 - Le Kosovo et les zones de présence internationale de la KFOR



Source : KFOR, reproduite dans le *Monde diplomatique* à l'adresse : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/kosovokfor>



Carte 2 - La distribution géographique des principales communautés au Kosovo

Source : http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/DERENS/IMG/pdf/voivo_koso.pdf

I - Contexte et dynamiques politiques depuis le 10 juin 1999

Une analyse du système partisan et de l’ancrage territorial des partis politiques au Kosovo - une province administrée en vertu de la résolution 1244 des Nations unies du 10 juin 1999- ne saurait être menée sans tenir compte de plusieurs variables relatives au contexte spécifique de déploiement de la vie politique dans la province³³. Deux facteurs doivent être mis en exergue, les effets de la présence internationale et le legs des années 1990 (son rôle, notamment, dans le rapport aux institutions et l’émergence d’acteurs disposant d’un savoir-faire violent) :

1 - *La résolution 1244 prévoyait la mise en place d’une administration internationale intérimaire, étayée par le déploiement de quelque 50 000 soldats de la KFOR et par la création de structures décisionnelles dépendant de la Mission des Nations unies pour le Kosovo (MINUK). Par ailleurs, la création d’institutions d’auto-gouvernement ne devait en aucune façon présager de l’issue qui pourrait être donnée à de futures négociations sur le statut final. Dans ces conditions, la vie politique kosovare a été contrainte par une double situation d’incertitude sur le statut et de forte dépendance par rapport*

³³ Le texte de la résolution peut être consulté sur Internet à l’adresse : <http://www.un.org/Docs/scres/1999/sc99.htm>

aux représentants d'une communauté internationale dont les priorités et le leadership ont évolué en l'espace de 6 ans.

Le 15 mai 2001, un Cadre constitutionnel pour l'auto-administration transitoire du Kosovo (*Constitutional Framework for Provisional Self-Government in Kosovo*) a été adopté au terme de longues négociations entre acteurs politiques et juristes albanais, représentants de la MINUK et juristes travaillant au quartier général des Nations unies à New York (les représentants de la communauté serbe ne se sont joints aux discussions que très brièvement au début et à la fin). Le Cadre constitutionnel a adopté le principe d'une élection d'une Assemblée nationale (*Kuvendi i Kosovës*), d'un président et la mise en place d'une gamme d'institutions (notamment dans le domaine de la justice). Toutefois, il a donné au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies (RSSG), alors Hans Haekkerup, les moyens d'invalider (*overturn*) les décisions et lois adoptées par le Parlement. Par ailleurs, les compétences de l'Assemblée et des ministères ont été limitées à certains champs d'activité, à l'exclusion par exemple de la politique étrangère, de la défense et de la sécurité. En matière budgétaire, le Cadre constitutionnel a posé que le Parlement kosovar pouvait soumettre et débattre de propositions ; mais il revenait en dernière instance au RSSG de définir et d'approuver les paramètres budgétaires pour l'année. C'est également à lui qu'a été conférée l'autorité pour administrer les entreprises relevant de la propriété sociale.

En outre, l'élaboration du code électoral a été assurée par les représentants de la communauté internationale, tandis que les scrutins étaient conduits sous la responsabilité de l'OSCE jusqu'à ce qu'un transfert partiel des compétences en matière d'organisation des consultations électorales soit décidé à l'été 2003. Seules les élections d'octobre 2004 ont ainsi été partiellement prises en charge par les autorités kosovares, l'OSCE conservant toutefois une influence dans le suivi du processus électoral. Le type de scrutin retenu par les responsables de l'OSCE avait pourtant fait l'objet de controverses : les élites politiques albanaises auraient préféré un système de circonscriptions plurales permettant aux élus de représenter directement des territoires spécifiques et, dès lors, de conforter l'établissement de liens représentatifs entre élus et électeurs. L'encadré ci-après détaille le principe finalement retenu par les représentants de la communauté internationale (**encadré 1**).

Encadré 1 - Le mode de scrutin au Kosovo

L'Assemblée du Kosovo comprend **120 sièges** qui sont répartis comme suit :

- 100 sièges sont alloués à tous les sujets politiques ;
- 10 sièges sont réservés selon un principe de quota aux représentants de la communauté serbe ;
- 10 sièges sont alloués aux représentants des autres communautés dont :
 - 4 pour les Roma, les Ashkali et les Egiptiani,
 - 3 pour les Bosniaques,
 - 2 pour les Turcs,
 - 1 pour les Gorani.

Le scrutin est proportionnel de liste. Depuis 2001, les listes sont fermées (c'est-à-dire que les électeurs ne peuvent choisir de changer l'ordonnement des candidats en fonction de leurs préférences). A l'occasion des élections municipales d'octobre 2000, un principe de listes ouvertes avait été retenu - il s'était traduit par la non-élection d'une partie des femmes candidates. Afin de préserver la représentation des femmes (logique de quotas), l'OSCE a dès lors choisi de revenir aux listes fermées en 2001.

Il n'y a pas de seuil électoral (système de décompte des voix Saint-Lague utilisé depuis les élections municipales de 2000). Les élections municipales sont également organisées à la proportionnelle, sans seuil électoral (pour la composition des conseils municipaux).

Le territoire n'est pas découpé en circonscriptions - il fonctionne selon le principe d'une circonscription unique. Trois arguments ont été mis en avant pour valider le choix d'une circonscription unique (et non pas un découpage qui aurait repris les délimitations des 30 municipalités que compte le Kosovo) :

- l'OSCE a indiqué que faute de données démographiques précises, l'option de 30 circonscriptions était difficilement réalisable ;
- l'objectif était de limiter les risques de développement de fiefs régionaux ;
- le système électoral était vu comme présentant l'avantage de réduire les chances qu'une majorité absolue ne soit formée et, partant, d'inciter les acteurs politiques à négocier des compromis et à forger des coalitions gouvernementales. Dans le dispositif actuel (en présence de sièges réservés pour les minorités), il faut aux partis majoritaires 61 sièges sur les 100 disponibles pour obtenir la majorité - ce qui introduit un seuil d'exigence plus élevé.

Enfin, **un principe de quotas a été retenu pour assurer la représentation des femmes au Parlement** : les partis politiques doivent présenter une candidature féminine sur trois dans les deux premiers tiers de leurs listes électorales.

En 2005, plusieurs ONG kosovares se sont mobilisées en vue de promouvoir des amendements au système électoral : il s'agissait d'opter pour un système mixte avec des circonscriptions à mandat unique (élection majoritaire) et une partie des élus choisis à la proportionnelle. Une telle mesure visait à réduire le contrôle des instances centrales des partis politiques dans le choix et l'élection des candidats ; elle devait également favoriser le développement des liens plus étroits entre les députés et leur circonscription. L'OSCE n'a pas retenu ces propositions.

Notons enfin que **le Président du Kosovo est élu au suffrage indirect par l'Assemblée. C'est en revanche lui qui, après consultation avec les partis politiques, propose un candidat au poste de Premier ministre.** Dans la pratique, cette clause a conduit la date de l'élection à la présidence et de l'approbation du gouvernement par le Parlement à coïncider. Tel a été le cas en mars 2002 (élection d'Ibrahim Rugova à la présidence et de Bajram Rexhepi comme chef de gouvernement) et en décembre 2004 (réélection d'I. Rugova et vote en faveur de Ramush Haradinaj au poste de Premier ministre).

Pour le détail des réglementations adoptées en 2001 se reporter à :

<http://www.unmikonline.org/regulations/2001/RE%202001-33.pdf>

Voir aussi INTERNATIONAL CRISIS GROUP. « Kosovo : Landmark Elections ». *ICG Balkans Report*, 120, 21 novembre 2001, p.5-6.

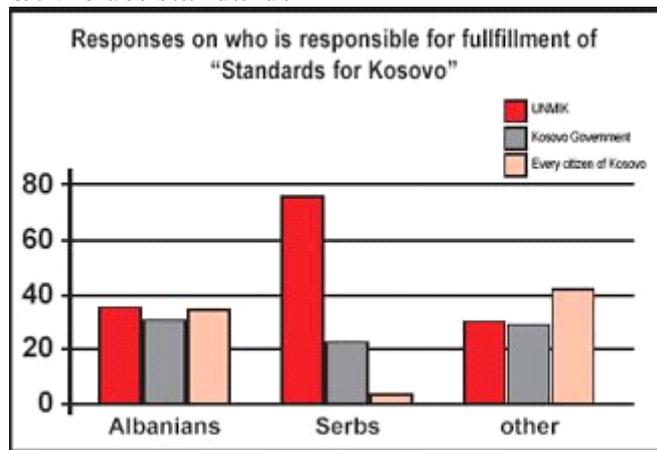
En mars 2002, le nouveau RSSG, Michael Steiner, a introduit un système de *benchmarks* pour évaluer les avancées kosovares dans le déploiement de politiques jugées prioritaires par les représentants de la communauté internationale comme la défense des droits des minorités, l'encouragement au retour des réfugiés ou encore la décentralisation. Cette politique, connue sous le nom de *Standards before Status*, avait pour vocation de définir un ensemble de domaines dans lesquels des réformes devaient être engagées avant que la question du statut final du Kosovo ne puisse être envisagée. Elle s'est toutefois rapidement heurtée à des difficultés - parmi lesquelles l'impossibilité de concevoir des politiques publiques si l'on ne sait pas à quelle population, sur quels territoires et dans quelles conditions elles seront appliquées, une coordination insuffisante entre communauté internationale et élites locales, et enfin des ressources humaines et budgétaires insuffisantes.

Face à ces blocages et devant la lassitude des acteurs politiques locaux confrontés à une supervision internationale jugée paternaliste, la MINUK s'est prononcée en faveur d'un transfert progressif de compétences aux décideurs locaux. Cette réorientation a, par exemple, trouvé une application dans la gestion des postes de police et l'accroissement des responsabilités conférées aux acteurs locaux en 2005 (partiellement en réponse aux défaillances de la MINUK mises en évidence lors des émeutes des 17 et 18 mars 2004). Le 19 juillet 2005, le RSSG Soren Jessen-Petersen a de la

même façon présenté au Premier ministre, Bajram Kosumi, des propositions relatives à la dévolution de compétences nouvelles dans le domaine de la police et de la justice : le plan envisage la création de deux ministères - la Justice et l'Intérieur - d'ici la fin de l'année 2005. Ces ministères devraient recevoir des prérogatives élargies après observation de leur fonctionnement pendant quelques mois.

En bref, le contexte général dans lequel l'activité des responsables politiques kosovars a été amenée à se déployer est celui d'une capacité limitée à définir l'agenda gouvernemental et à poser les conditions d'un débat politique autour des priorités de politiques publiques. Pendant les premières années du protectorat international a prévalu une situation dans laquelle la décision était concentrée entre les mains des représentants de la communauté internationale. Aujourd'hui encore, il est intéressant de considérer la persistance de perceptions contrastées - au sein des principales communautés du Kosovo - du poids de la MINUK, du gouvernement kosovar et des citoyens dans l'application des Standards pour le Kosovo. Selon un sondage réalisé pour la MINUK, en janvier 2005, là où les Albanais du Kosovo plaçaient plus ou moins à parité le gouvernement, la MINUK et les citoyens, les membres de la communauté serbe conféraient un rôle prépondérant aux acteurs internationaux (75%), ne concédaient qu'une marge d'action limitée au gouvernement et quasiment aucune aux électeurs (voir **graphique 1**).

Graphique 1 - Perceptions relatives aux distributions des responsabilités dans la mise en œuvre des standards



Source : <http://www.unmikonline.org/pub/focuskos/feb05/standards3.htm>

Depuis 2003-2005, avec la plus grande implication des responsables locaux dans la formulation de la politique gouvernementale, la configuration a cependant évolué, quoique de façon complexe : les partis politiques représentés au gouvernement sont parvenus à s'imposer comme acteurs et partenaires de la communauté internationale. Dans le même temps, ils commencent à avoir les moyens de se poser en intermédiaires privilégiés dans la gestion des commandes publiques et l'octroi des contrats au niveau local - soit, de déployer une conception clientélaire de l'action publique. Les soupçons de corruption dans les rangs des ministères, et notamment du ministère de Services publics sous le gouvernement de coalition de Bajram Rexhepi (2002-2004), se sont concurremment multipliés. La compétition pour l'accès au pouvoir politique tend également à changer de nature, dans la mesure où le pouvoir central constitue désormais un levier plus important pour le contrôle de ressources budgétaires et la distribution d'emplois. Cette évolution figure parmi les facteurs explicatifs du renforcement des tensions entre partis politiques et, particulièrement, entre le PDK (resté en dehors du gouvernement de coalition LDK-AAK formé en décembre 2004) et la LDK au cours des six derniers mois.

Par ailleurs, il semblerait que cette prise de contrôle sur les leviers de décision intervienne dans un contexte où la LDK et le PDK continuent à mêler investissements dans les institutions publiques et recours à des services de renseignements partisans : au SHIK (*Shërbimi informativ i*

Kosovës, Service de renseignement du Kosovo), colonne vertébrale du PDK, répondrait ainsi le SIA (*Sigurimi i atdheut*, Sécurité de la patrie) de la LDK. Au printemps 2005, la révélation du rôle du SIA par des responsables du PDK qui ont remis au RSSG deux rapports à son sujet (un premier de 33 pages en avril et un second de 488 pages en mai), tout en s'inscrivant dans le cadre de la concurrence politique, est venue souligner la difficulté à rendre entièrement transparents les canaux de l'action politique.

2. *Le legs de la décennie des années 1990* : la deuxième variable centrale pour comprendre le mode d'opération des partis politiques et des institutions au Kosovo aujourd'hui concerne la succession des transformations politiques et sociétales intervenues dans les années 1990. La suppression du statut d'autonomie du Kosovo en mars 1989, l'introduction de l'état d'urgence et le licenciement des cadres de la fonction publique albanaise ont tout d'abord conduit les élites albanaises du Kosovo à mettre en place et à savoir opérer des institutions parallèles - santé, enseignement, etc. Des réseaux se sont alors constitués ; des pratiques sociales et des habitudes ont été adoptées qui tendent à rendre difficile une lecture des institutions publiques officielles comme étant le seul ou même le principal canal de l'exercice de l'influence politique.

L'émergence d'un mouvement de guérilla et les remaniements de personnels politiques intervenus juste après la fin du conflit de 1999 ont, à un second niveau, transformé les conditions de la légitimation et de l'action publique. Pendant le conflit des savoir-faire (violents) ont été acquis, qui ont été au fondement des stratégies de légitimation et d'investissement en politique et continuent à peser sur le jeu politique post-conflit. La violence comme mode de règlement des rivalités inter-partisanes reste ainsi une option envisageable - que ce soit sous forme d'assassinats (plus rares désormais si l'on exclut l'assassinat du frère, Enver, de Ramush Haradinaj tué en avril 2005) ou de menaces. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'attentat contre le cortège du président Rugova au mois de mars 2005 : celui a été imputé tour à tour à des proches du PDK (par la LDK), puis à des membres de l'entourage de la LDK (soit en raison de divisions internes, soit afin de conforter l'aura du président au moment où son influence risquait d'être remise en cause). L'influence prêtée à Ramë Maraj, chef de la sécurité personnelle et conseiller d'I. Rugova, suggère également la prégnance des interactions entre dynamiques politiques et sécuritaires.

En parallèle, et l'on y reviendra dans l'étude des clivages entre partis politiques, le passage par la guerre de 1998-1999 a été à l'origine de loyautés nouvelles (solidarités de guerre, puis entre vétérans) et d'oppositions inédites (entre les partisans de la résistance passive vs. du recours à la force, entre les membres de l'UÇK et des FARK dans l'ouest de la province notamment, entre les dirigeants de l'UÇK issus des rangs du Mouvement populaire du Kosovo - LPK - basés en Suisse et certains cadres locaux de la résistance, etc...). La compréhension du jeu politique kosovar suppose dès lors que l'on considère non seulement les préférences politiques affichées les acteurs, mais aussi leur rôle au moment du conflit, les trajectoires de mobilités sociales qu'ils ont suivies au lendemain de la guerre et les soutiens locaux dont ils peuvent jouir dans les anciens milieux de l'UÇK. Les vétérans, rassemblés dans des organisations influentes, fournissent un maillage en quelque sorte parallèle à celui des partis politiques dont ils viennent tantôt recouper, tantôt relativiser, les divisions. Parvenir à approprier l'héritage de la lutte armée constitue en tout cas un enjeu politique majeur. Ces précisions étant effectuées, il convient maintenant de revenir plus en détail sur la trajectoire des principaux partis politiques kosovars et leurs performances électorales.

II - Les principaux acteurs politiques et leurs résultats

Depuis l'établissement de la MINUK au Kosovo, la province sous administration internationale a connu 4 scrutins : deux élections municipales (respectivement en octobre 2000 et en octobre 2002) et deux consultations législatives (en novembre 2001 et en octobre 2004). L'élection du président du Kosovo est, elle, indirecte : Ibrahim Rugova a été élu par l'Assemblée le 4 mars 2002,

puis obtenu un second mandat le 3 décembre 2004 - le jour même où le gouvernement de Ramush Haradinaj (une coalition entre la LDK et l'AAK) était investi par le Parlement.

De ces quatre consultations électorales se détachent trois formations politiques - la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le Parti démocratique du Kosovo (PDK) et l'Alliance pour le futur du Kosovo (AAK) dont la hiérarchie est demeurée inchangée au cours des cinq dernières années. Récemment, plusieurs acteurs ont tenté un investissement en politique et une diversification de l'offre partisane : en 2004, Edita Tahiri a quitté une LDK perçue comme autoritaire et déconnectée des attentes des électeurs pour aller former une Alternative démocratique du Kosovo (ADK). La seconde tentative est due au journaliste, Veton Surroi, dont l'organisation, ORA (Heure), est parvenue à séduire plus de 6% des électeurs pour sa première participation à un scrutin en octobre 2004. Ce résultat reste cependant insuffisant pour changer les équilibres partisans au Parlement.

Notons enfin qu'en mars 2002 comme en décembre 2004 ce sont des gouvernements de coalition qui ont été mis en place à l'issue des consultations générales. Dans un cas comme dans l'autre, la formation des équipes gouvernementales avait été précédée de longues discussions sur les vertus comparées de deux modèles - la coalition large, censée permettre une politique aussi inclusive que possible mais risquant de souffrir de paralysie en cas de désaccord entre les principaux membres, et une version étroite reposant sur la cohésion des parties prenantes, mais présentant l'inconvénient de laisser dans l'opposition des forces politiques dont le soutien à certaines décisions sensibles aurait pu fournir une ressource de légitimité bienvenue. Au final, en 2002, le gouvernement Rexhepi (PDK) a opté pour la première solution et s'est retrouvé très vite confronté à des rivalités et à des blocages. En décembre 2004, le parti d'une alliance entre la LDK et l'AAK a été fait - avec un certain succès pendant les mois où Ramush Haradinaj a assuré la direction du pouvoir exécutif. Reste à déterminer dans quelle mesure les performances du gouvernement Haradinaj ont été imputables à la capacité du Premier ministre à faire preuve de *leadership* et de pragmatisme ou aux avantages d'une petite coalition.

Le choix d'une coalition étroite représentait par ailleurs une hypothèque pour l'avenir - dans la perspective de la future négociation du statut final du Kosovo : en laissant le PDK dans l'opposition, les élites kosovares ont pris le risque d'aliéner une formation influente. Or l'ouverture des pourparlers sur le statut final requiert l'élaboration d'un consensus au sein des élites politiques albanaises et, partant, une capacité à élaborer des positions communes lors de la conduite des pourparlers - une tâche actuellement plus ardue et rendue délicate par les tensions très vives entre les représentants du PDK, dans l'opposition et qui craint d'être marginalisé (en dépit de l'inclusion de Hashim Thaçi dans l'équipe chargée de réfléchir à une position kosovare sur le statut), la LDK, dont l'emprise sur le pouvoir s'est accrue après le départ de Ramush Haradinaj, et une AAK un peu affaiblie.

On remarquera qu'en 2002 comme en 2004, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova a décidé de ne pas s'engager seule dans la direction des affaires du pays et a choisi de laisser à un membre d'un autre parti, le PDK puis l'AAK, le poste de Premier ministre. Cette tactique a permis à Ibrahim Rugova, élu président à deux reprises, de continuer à se positionner comme une figure de référence par-delà l'administration quotidienne des tâches gouvernementales.

Une faible mobilité électorale

L'une des spécificités du Kosovo réside, par rapport aux autres territoires des Balkans de l'ouest étudiés dans le cadre de cette étude, dans la très forte continuité observée depuis 1999 dans les aires d'influence des principales forces politiques. Les résultats enregistrés lors des élections parlementaires de 2001 et celles de 2004 se sont révélés quasiment identiques, ne donnant à voir qu'une légère érosion, au niveau national, dans l'emprise de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova³⁴. A la différence de ce que l'on peut noter, en Albanie par exemple - où les modes

³⁴ Cette réduction de l'emprise de la LDK avait été également mise en évidence à l'occasion des élections municipales de 2002 (où la LDK avait remporté 44,6% des voix contre 58% lors du précédent scrutin, en 2000).

d'allégeance partisans sont également emprunts de sociabilités traditionnelles, d'appartenances locales et de logiques clientélares -, les partis politiques sont jusqu'alors parvenus au Kosovo à éviter les grandes vagues de mobilité électorale qui ont accompagné, en Albanie, la désillusion par rapport aux performances gouvernementales des partis ayant successivement accédé au pouvoir (à savoir les socialistes et les démocrates).

La très faible mobilité électorale, illustrée par les **tableaux 1 et 2**, peut s'expliquer de trois façons au moins :

- premièrement, la présence d'une communauté internationale en charge pendant plusieurs années de l'administration de la province a ôté aux élites partisans locales une partie de la responsabilité gouvernementale et a entravé la formulation du lien politique autour de l'évaluation des performances gouvernementales des élites ;
- en second lieu, l'indétermination du statut du Kosovo a conduit les acteurs politiques à concentrer l'essentiel de leur argumentation partisane autour de la question de la gestion du passé (la résistance pacifique et la guerre) ainsi que sur l'objectif de la lutte pour l'indépendance. Les partis n'ont dès lors jamais dû formuler explicitement des options de gouvernement qui auraient pu faire débat, être relativisables et contestables. Au lieu de cela, les liens entre sympathisants, activistes et responsables partisans se sont scellés autour de notions et de loyautés peu négociables (comme les allégeances familiales et le positionnement lors du conflit de 1998-1999).
- Enfin, à un troisième niveau, cette stabilité tend à suggérer la capacité des partis politiques à assurer un contrôle territorial efficace de leurs zones d'influence.

Tableau 1 - Les résultats comparés de la LDK, du PDK et de l'AAK aux élections parlementaires de 2001 et 2004

Partis politiques	Elections p. 2001			Elections p.2004		
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges
LDK	334 580	45,7	47	313 437	45,4	47
PDK	184 603	25,7	26	199 112	28,8	30
AAK	56 530	7,8	8	57 931	8,4	9
Autres	-	20,8	39	-	17,4	34
Total	-	100	120	-	100	120

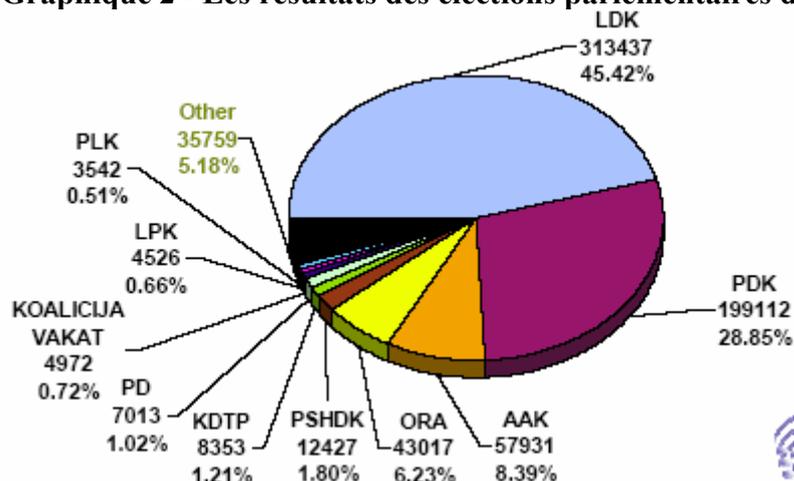
Source : tableau réalisé d'après les résultats des élections de 2001 et 2004 fournis par le Mission de l'OSCE au Kosovo.

Tableau 2 - Les résultats comparés de la LDK, du PDK et de l'AAK aux élections municipales de 2000 et de 2002

Partis politiques	Elections m. de 2000 Résultats en % des voix	Elections m. de 2002 Résultats en % des voix
LDK	58,0	44,6
PDK	27,3	29,6
AAK	7,7	8,8
Autres	7,0	17,0
Total	100,0	100,0

Source : tableau réalisé d'après les résultats des élections de 2000 et de 2002 fournis par le Mission de l'OSCE au Kosovo.

Graphique 2 - Les résultats des élections parlementaires d'octobre 2004 au Kosovo



Source : site de la mission des Nations unies au Kosovo consacré aux élections de 2004

<http://kosovoelections.org/Common/results/CRC%20Election%20Results%202004%20Presentation.pdf>

Graphique 3 - Répartition des sièges à l'issue des élections parlementaires d'octobre 2004 au Kosovo

Répartition des 100 sièges ordinaires		Répartition des 20 sièges réservés aux minorités	
LDK	47	СЛКМ	8
PDK	30	KDTP	2
AAK	9	IRDK	2
ORA	7	GRAĐANSKA INCIJATIVA SRBIJA	2
PSHDK	2	KOALICIJA VAKAT	2
KDTP	1	PDAK	1
PD	1	SDA	1
KV	1	GIG	1
LPK	1	PREBK	1
PLK	1		

Source : site de la mission des Nations unies au Kosovo consacré aux élections de 2004

<http://kosovoelections.org/Common/results/CRC%20Election%20Results%202004%20Presentation.pdf>

Cette présentation - plutôt lisse - de la continuité dans les préférences électorales affichées depuis 5 ans laisse cependant de côté certaines des fluctuations intervenues dans la vie politique kosovare. La trajectoire de la LDK est de ce point de vue particulièrement éclairante : au printemps 1999, la LDK avait été affaiblie par le triomphe de l'option lutte armée et par la rencontre Rugova/Milošević. En outre, la fin du conflit devait fournir l'opportunité aux anciens leaders de l'UÇK de prendre physiquement contrôle de la plupart des municipalités, ainsi que des entreprises socialisées et de biens immobiliers ayant appartenu à des Serbes réfugiés en Serbie. Il aurait été possible d'anticiper, dans ces conditions, un effritement du poids politique de la LDK - accéléré par la re-pluralisation du spectre politique. Lors des élections municipales d'octobre 2000, la formation d'Ibrahim Rugova a toutefois bénéficié de la lassitude des électeurs (des élites urbaines notamment) devant ce qui était perçu comme l'arrogance des anciens guérilleros, le manque de compétence de certains cadres et le désordre politique propice au développement de réseaux d'économie illicite.

Deux ans plus tard, à l'issue des élections municipales, en octobre 2002, la LDK perdait 13,4% de ses soutiens (44,6% contre 58% des voix en 2000). La moindre performance du parti de Rugova s'expliquait principalement de deux façons. Premièrement, I. Rugova avait été tenu pour partiellement responsable des lenteurs de la reconstruction. Dans la mesure où sa formation était sortie vainqueur des élections générales de novembre 2001 et bien qu'un gouvernement de large coalition ait été mis en place, il portait une partie du blâme pour une situation sociale préoccupante, une gestion corrompue des budgets et des équilibres politiques précaires. En second lieu, bien que demeurant prestigieux, le chef de la LDK se voyait reprocher une gestion autoritaire et personnalisée du parti, ainsi que, du point de vue des jeunes, un certain manque de leadership et d'initiative. Pour autant, l'alternative offerte par le PDK n'a pas semblé suffisamment convaincante pour entraîner un revirement électoral massif. La raison en tient notamment à l'omniprésence, dans son discours, des références à une guerre que beaucoup souhaitaient oublier. Plutôt que de donner leur suffrage au PDK, une partie des électeurs a préféré ne pas aller voter.

La réponse apportée par la LDK à cette déception électorale a été efficace : le parti d'I. Rugova s'est placé en retrait, laissant le Premier ministre, Bajram Rexhepi, du PDK, porter l'essentiel de la responsabilité gouvernementale. En décembre 2004, la formation d'un gouvernement de coalition avec l'AAK - qui paraissait de prime abord « contre nature », elle qui plaçait côte à côte une formation liée à l'héritage de l'UÇK et entrée en conflit avec les représentants des FARK dans la Dukagjin - a par ailleurs permis à la LDK de contester au PDK le monopole sur le symbole « vétérans ». Un éventuel décès prochain d'I. Rugova (atteint d'un cancer) pourrait bouleverser cette configuration et provoquer une très vive concurrence pour l'occupation de sa succession.

L'enjeu de la participation électorale

Depuis 2000, la participation électorale - tout particulièrement celle des minorités - a constitué l'un des critères principaux d'évaluation des scrutins par la communauté internationale. Une mobilisation électorale soutenue était perçue comme apportant la preuve que les réformes engagées jouissaient d'un réel soutien populaire et qu'une stabilisation politique pouvait être escomptée. La réservation aux minorités (serbes et non-serbes) de 20 sièges sur les 120 que compte le Parlement avait précisément vocation à donner à ces dernières les moyens de contribuer à la formation de la volonté générale. Les émeutes des 17-18 mars 2004 - qui ont mis en évidence l'extrême volatilité des rapports intercommunautaires - ont encore renforcé ce souci d'inclusion des communautés minoritaires dans les institutions politiques en cours d'élaboration.

En pratique, l'encouragement à une participation de la communauté serbe a rencontré des résultats mitigés, le vote de la minorité dépendant très fortement des consignes prodiguées par les élites de Serbie (**tableau 3**). A l'occasion des élections municipales d'octobre 2000, les Serbes du Kosovo avaient pris le parti du boycott. Un an plus tard - après la chute de Milošević à Belgrade -, ils changeaient d'optique, permettant aux partis serbes de remporter 11,3% des voix et 22 sièges. En 2002, les secondes élections municipales ont marqué un nouveau revers, alors que la Serbie envoyait des signaux contradictoires aux électeurs serbes du Kosovo : les élections à Mitrovica-nord ont été boycottées, tandis que 14% seulement des réfugiés résidant en Serbie et au Monténégro prenaient part au scrutin³⁵. A cette occasion, toutefois, des contrastes significatifs sont

³⁵A une semaine du vote, le mot d'ordre à Belgrade était de ne voter que dans les municipalités où les Serbes, étant en majorité, avaient des chances de l'emporter ; deux jours avant les municipales, Rada Trajković, présidente du groupe parlementaire de la *Koalicija Povratak* (Coalition Retour), établie à la veille des élections générales du 17 novembre 2001, soulignait cependant la nécessité d'une participation sur l'ensemble du territoire. Ces changements de consigne ont laissé les citoyens serbes désarmés. Toutefois, le boycott des élections n'a été total qu'à Mitrovica nord, les Serbes réfutant la tenue d'un scrutin sur la base d'une municipalité unifiée. Dans les cinq municipalités où les Serbes sont majoritaires - Leposavić/Leposaviq, Zubin Potok/Zubin

apparus entre les trois municipalités à forte concentration de peuplement serbe au nord de la province, Leposaviq/Leposavić, Zvečan/Zvečan et Zubin Potok (où le taux de participation a été plus faible) et les enclaves à l'intérieur du Kosovo (moindre abstention) (voir **tableau 4**). Ces contrastes suggéraient la possibilité d'une différenciation entre la trajectoire des zones enclavées au sud de la province - conscientes de la nécessité de trouver leur place dans les institutions kosovares - et les municipalités du nord de la rivière Ibar, proches de la frontière avec la Serbie et envisageant leur futur principalement en relation avec elle. Le scrutin d'octobre 2004 - influencé par le durcissement de la politique de Belgrade et le positionnement du Premier ministre, Vojislav Koštunica - a cependant déçu ces attentes de diversification des profils : selon les données fournies par l'OSCE, sur les 108 746 personnes inscrites sur les listes hors-Kosovo (vote en personne), seules 428 se sont rendu aux urnes. Au final, seuls deux députés serbes de l'une Initiative citoyenne serbe (GIS), une structure faiblement implantée dans la province qui avait bravé les consignes d'appel au boycott de Belgrade, ont été élus. Slaviša Petković, le leader de GIS, a accepté en mars 2005 d'entrer au gouvernement en qualité de ministre en charge des Retours.

Tableau 3 - Participation des Serbes aux élections du Kosovo depuis 1999

	E.M. 2000	E.P.2001	E.M. 2002	E.P. 2004
Situation d'ensemble	Boycott	Participation dans le cadre d'une coalition <i>Povratak</i>	- Boycott à Mitrovica-nord - Vote faible en Serbie et Monténégro - Fortes disparités dans les enclaves	Boycott
Taux de participation (total)	79,0	64,3	53,9	49,52
Taux de participation au Kosovo	-	64,91	vote serbe : 32,47	53,57
Taux de participation en Serbie et au Monténégro	-	57,38	14,00	0,01
Votes par correspondance	-	65,71	-	63,87

Source : tableau réalisé à partir des données de l'OSCE et de CESID pour les élections municipales de 2002 (voir tabelau 4).

Potok et Zvečan/Zvečan, mais aussi à Štrepce/Štrëpcë et à Novo Brdo/Novobërdë -, en revanche, la mobilisation électorale a porté ses fruits puisque ce sont des partis serbes qui ont enlevé les mairies.

Tableau 4 - La diversification des trajectoires électorales au sein de la communauté serbe : le cas des élections municipales d'octobre 2002

Lieu	Taux de participation (en %)
Serbie et Monténégro	14,00*
Kosovo (total)	32,47 (soit 24 485)
Novobërdë/Novo Brdo	78,98
Zveçan/Zveçan	44,51
Leposaviq/ Leposavić	31,00
Zubin Potok/Zubin Potok	69,15
Prizren/Prizren	54,10
Gjilan/Gnjilane	41,10
Pejë/Peć	3,88
Shtërpçë/ Štrpce	68,79
Vushtrri/Vučitrn	5,58
Kamenicë/Kamenica	29,13
Pristinë/Priština	20,29
Viti/Vitina	8,70
Rahovec/Orahovac	55,91
Fushë Kosovë/Kosovo Polje	11,60
Obiliq/Obilić	24,71
Lipjan/Lipljan	16,47

Source : tableau réalisé à partir du monitoring électoral réalisé par l'ONG serbe, CESID - qui disposait de 439 observateurs accrédités - : « Kosovo Elections: CESID's Final Information on Turnout of Serb Voters », sur Internet à l'adresse : <http://www.cesid.org/english/vesti/index.shtml?y=2002&m=10&am;d=27#1405>

*Le taux de participation de 14% (sur un total de 119.316 inscrits) concernant les personnes enregistrées en Serbie et au Monténégro ne permet par ailleurs pas de distinguer selon l'origine « ethnique » des votants, principalement serbes.

Graphique 4 - Détail de la participation aux élections parlementaires de 2004 au Kosovo

	Ballots
In Kosovo	695,285
Serbia & Montenegro Serbi dhe Mal i Zi Srbija i Crna Gora	428
By Mail Përmes postës Putem pošte	3,806
Total Gjithsej Ukupno	699,519

Source : site de la mission des Nations unies au Kosovo consacré aux élections de 2004
<http://kosovoelections.org/Common/results/CRC%20Election%20Results%202004%20Presentation.pdf>

Cette évolution dans le taux de participation a pu peser de façon marginale sur les majorités dont les formations politiques albanaises disposaient à l'Assemblée. Elle n'a guère influencé, en revanche, la distribution géographique des soutiens dont les partis albanais disposent et la structuration des systèmes de clivage intra-albanais sur lesquelles nous allons maintenant revenir.

III - L'implantation territoriale et l'électorat des partis politiques

L'assise territoriale des partis

Du point de vue de l'implantation territoriale des partis, une première distinction s'impose entre :

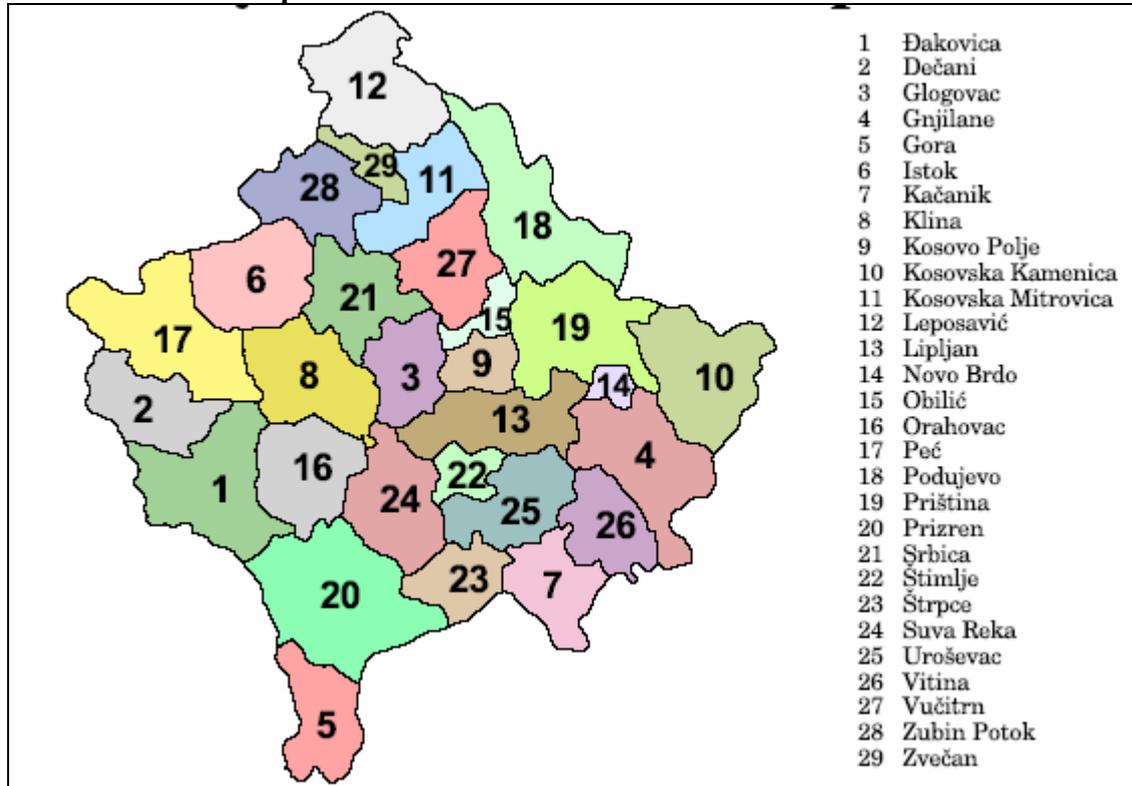
- *la LDK peut se prévaloir de structures organisationnelles et de soutiens distribués à travers l'ensemble du territoire albanais.* Cette large diffusion des soutiens, la LDK la doit notamment à son héritage communiste et son rôle monopolistique au moment de la résistance pacifique des années 1990. L'organisation d'Ibrahim Rugova est très hiérarchisée ; la contestation interne est peu admise et le pouvoir décisionnel se concentre autour de quelques figures - Ibrahim Rugova, son fils Ike, ainsi que Ramë Maraj. Fondamentalement, la LDK apparaît comme une formation héritière d'un parti communiste qui n'aurait pas été amené ni par une pression externe (émergence du pluralisme politique), ni par des dynamiques internes à connaître un début de restructuration. Au cours des dernières années, l'affichage d'opinions politiques divergentes par rapport à celles d'I. Rugova et de son cercle proche a généralement valu à ses auteurs une expulsion ou une désignation comme traître.
- *L'AAK se présente comme un parti politique à assise régionale précise,* la région de la Dukagjin, même s'il tente depuis plusieurs années (avec quelque succès) d'élargir cette base territoriale. En 2002, l'AAK a remporté, seule, les trois communes de Deçan/Deçani, Pejë/Peç et de Gjakovë/Djakovica.
- *Le PDK occupe une position intermédiaire entre les deux autres structures en concurrence.* Sans disposer du très large maillage territorial dont peut se prévaloir la LDK, le PDK excède le strict cadre régional imparti à l'AAK. Son implantation reste particulièrement notable dans la région de la Drenica dont sont originaires Hashim Thaçi et Jakup Krasniqi, ainsi que dans le Kosovo central. Au niveau local, le PDK ne contrôle aucune des larges communes urbaines ; il est principalement présent dans les milieux ruraux, dont sont issus une large partie des combattants de l'ex-UÇK.

Par-delà ces éléments distinctifs dans l'enracinement des trois principaux partis du Kosovo, force est de constater certaines similitudes dans leur organisation interne et leur fonctionnement : si la LDK apparaît comme l'organisation la moins ouverte sur l'extérieur (et R. Haradinaj l'acteur politique le plus susceptible, par contraste, de chercher à recourir à des conseillers extérieurs, y compris occidentaux), les trois structures partisans sont personnalisées, centrées autour de figures dirigeantes charismatiques et tendent à multiplier les cellules locales avec activistes et forces de sécurité.

La centralité des figures dirigeantes ne signifie cependant pas que l'on soit en présence de structures partisans dépourvues de conflits internes : l'échec de la LDK à impulser des réformes, la distance accrue d'Ibrahim Rugova par rapport aux réalités de terrain, d'une part, les désaccords relatifs à la pertinence d'une alliance gouvernementale avec l'AAK en décembre 2004, d'autre part, ont suscité des tensions au sein de l'organisation. Le PDK est également l'objet de rivalités entre ses principales élites dirigeantes, Hashim Thaçi se retrouvant (plus que I. Rugova ou R. Haradinaj dans

leurs partis respectifs) concurrencé par des figures comme Jakup Krasniqi, le secrétaire général du PDK, et Xhavit Haliti.

Carte 3 - Les municipalités au Kosovo en 1999



Source : MINUK, sur Internet à l'adresse : <http://www.unmikonline.org/maps/big.pdf>

Encadré 2 - La distribution des aires d'influence lors des élections municipales de 2002

Les données indiquées ci-après concernent seulement les municipalités dans lesquelles chacune des grandes formations a gagné la mairie hors coalition.

La LDK l'a emporté, seule, dans onze municipalités :

Pristinë/Priština,
Mitrovicë/Mitrovica,
Gjilan/Gnjilane,
Suharekë/Suva Reka,
Podujevë/Podujevo,
Istog/Istok,
Fushë Kosovë/Kosovo Polje,
Obiliq/Obilić,
Ferizaj/Uroševac,
Viti/Vitina
Vushtrri/Vučitrn.

Le PDK a emporté, sans coalition, quatre municipalités :

Skenderaj/Srbica
Glogoc/Glogovac
Shtimje/Štimlje
Malishevë/Mališevo

L'AAK s'est imposée dans trois municipalités de la Dukagjin (Metohija) :

Deçan/Dečani,
Pejë/Peć
Gjakovë/Djakovica

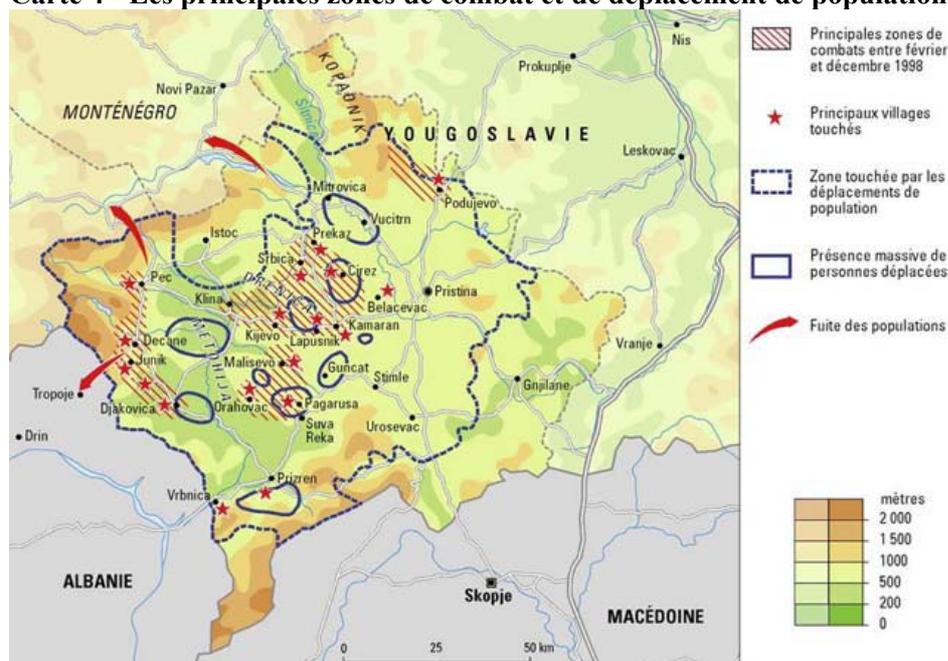
Source : OSCE, Pristina, 29 octobre 2002.

En termes de région, *l'ouest du Kosovo, la Dukagjin (Metohija)* revêt un profil spécifique. L'autorité centrale s'impose historiquement moins aisément dans cette zone où les identités familiales et locales sont fortes et organisées autour de quelques notabilités. Pendant la période yougoslave, la Dukagjin a pu bénéficier d'une relative prospérité (richesse des terres agricoles, implantation d'industries socialistes, rôle dans le commerce de villes comme Pejë/Peć). Cette position a été fragilisée après 1999 par l'épuisement du modèle de la propriété socialisée et le développement rapide du chômage. L'héritage de la guerre et le rapport aux minorités sont par ailleurs pesants : la zone centrale de la Dukagjin a connu des combats très rudes en 1998-1999 qui ont laissé des traces (voir **carte 4**). En 1999, elle est la seule région au Kosovo à avoir assisté à une émigration massive des Serbes aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines : selon les données fournies par le recensement yougoslave, en 1991 environ 50 000 Serbes résidaient à l'ouest du Kosovo, soit environ un quart de la population serbe totale ; d'après les données d'enregistrement scolaires utilisées par European Stability Initiative (ESI) pour évaluer la population serbe au Kosovo, ils ne seraient plus aujourd'hui que 2,4% à vivre à l'ouest du Kosovo³⁶. Ailleurs, les départs ont principalement touché les milieux urbains dont l'emploi dans la fonction publique ou les entreprises socialisées était remis en cause par le retrait de l'autorité serbe. Dans la Dukagjin, la gestion de retours de réfugiés serbes apparaît particulièrement délicate. Enfin, les associations de vétérans jouent un rôle particulièrement important dans cette région du Kosovo, où le nombre des armes en circulation illégale serait le plus élevé³⁷.

³⁶ Voir, à ce sujet, EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principale. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs ». Berlin & Pristina, 7 juin 2004, sur Internet à l'adresse : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_53.pdf

³⁷ Ce point est souligné dans INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Kosovo after Haradinaj ». *ICG Europe Report*, 163, 26 mai 2005, esp. p.6-11.

Carte 4 - Les principales zones de combat et de déplacement de population au Kosovo en 1998



Source : Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), sur Internet à l'adresse : <http://www.unhcr.ch/refworld/maps/europe/>, reproduite par le *Monde diplomatique*, à l'adresse : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/kosovomdv1999>

Sur le plan politique, la région de la Dukagjin constitue la base arrière de l'AAK. Cette formation, créée en mai 2000, a en effet émergé sur une base régionale et n'est parvenue qu'en 2004 à élargir partiellement son électorat dans d'autres zones, notamment en direction de la jeunesse éduquée des grandes villes (à l'instar de Pristina) séduite par le discours pragmatique et énergique de Ramush Haradinaj. En contrepartie, l'AAK a tendu à voir une partie de ses soutiens affaiblis au profit de la LDK qui a conquis une influence nouvelle : à Pejë par exemple, le LDK a emporté 47,93% des voix (soit 20 488 voix) loin devant une AAK n'enlevant que 20,45% des votes (8 742 voix). A Deçan, l'AAK est restée plus solidement implantée, avec 39,41% des voix (7 782), mais a toutefois dû céder la primeur à la LDK (52,22% et 10 312 voix).

Plusieurs variables sont par ailleurs susceptibles de peser sur les chances de consolidation de l'AAK. Premièrement, la formation d'un gouvernement de coalition avec la LDK en décembre 2004 a été accueillie avec une certaine hésitation par les supporters de l'AAK et dans les milieux vétérans, qui se sentaient localement plus proches du PDK que de la LDK. Il a fallu l'autorité de R. Haradinaj pour faire taire les critiques. Deuxièmement, le transfèrement à La Haye de Ramush Haradinaj a fortement affaibli l'AAK, ainsi que la capacité des cadres du parti à éviter le développement de conflits avec les représentants locaux de la LDK dans la Dukagjin. Le vice-président du parti, Bajram Kosumi, qui a pris la direction du gouvernement en mars 2005 ne jouit pas de la même aura que son prédécesseur, ni des mêmes raisons sociales lui qui n'est pas issu de l'UÇK. Or, en l'occurrence, les sources de tensions locales sont vives à Deçan notamment. L'enlèvement de 5 membres des FARK et l'assassinat de 4 d'entre eux (deux membres des influentes familles Musaj et Muriqi figuraient parmi les kidnappés, seul le second, Vesel Muriqi, a survécu), à la fin du conflit de 1999 par des membres de l'UÇK (dont l'un des frères de Ramush Haradinaj, Daut) a suscité des tensions entre familles liées à l'AAK et à la LDK dans la région qui peuvent aisément ressurgir. Le meurtre d'Enver Haradinaj, en avril 2005, a pu être interprété comme venant s'inscrire dans un registre de la revanche pour l'assassinat, en janvier 2005, de Sadik Musaj, un des membres de la famille Musaj³⁸.

³⁸ Cité dans INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Kosovo after Haradinaj », *op. cit.*, mai 2005, p.11.

Le système des clivages des partis albanais du Kosovo

Au Kosovo, les clivages partisans apparaissent comme la résultante de plusieurs niveaux d'interaction qui ne sont pas nécessairement lisibles en termes de programmes ou encore de préférences idéologiques. La création des partis politiques avant et après 1999 a mis en jeu la mobilisation des loyautés familiales et sociales de l'avant 1999 (ainsi que des rivalités entre familles antécédentes), les réseaux de vétérans de la guerre, les effets de la redistribution des ressources et des territoires après le conflit (la réussite politique des « ruraux » du PDK et l'affrontement avec les élites urbaines). Il apparaît dans ces circonstances hasardeuses de se limiter à un examen des plateformes partisans pour apprécier la nature des clivages.

Ces précautions prises, quelques lignes de démarcation peuvent apparaître autour de thématiques mobilisant des grilles de lectures très contrastées. Parmi celles-ci figurent la lecture des années 1990 (et du rôle du recours à la force armée dans le départ des forces serbes), les modalités envisagées pour atteindre l'indépendance et le contenu à donner à ce projet, ainsi que les relations avec les représentants de la communauté internationale, la MINUK et la KFOR. A chacun de ces niveaux, il convient cependant de ne pas sous-estimer les différences qui peuvent exister entre le positionnement des élites politiques centrales (les leaders de partis) et les branches locales des partis. Les partis kosovars se distinguent également, quoique ces thèmes ne figurent pas au premier plan des discussions politiques, en terme de style idéologico-politique et de préférences économiques (même si celles-ci ne s'accompagnent pas de prescriptions en termes de politiques publiques).

Grossièrement, ces clivages peuvent être résumés comme suit : issus d'une tradition marxiste-leniniste, H.Thaçi et R.Haradinaj ont fait évoluer leurs structures partisans dans deux directions sensiblement différentes : l'un et l'autre gardent un attachement à une vision du changement comme positive, et pouvant être encouragée par un certain volontarisme politique, et affichent une volonté de se tourner vers le futur, le premier a gardé plus longtemps un ancrage politique révolutionnaire – qui s'est notamment traduit par le désir d'adopter un profil plus haut par rapport à la communauté internationale afin de résoudre la question du « statut final » du Kosovo. Depuis 2002, il cherche toutefois à impulser une orientation progressive de sa formation vers une posture social-démocrate, tout en sachant arguer, auprès des représentants de la communauté internationale, de la nécessité de faire avec une base arrière parfois radicale, pour obtenir des conditions et une inclusion dans le jeu politique (en dépit de sa présence au sein de l'opposition parlementaire).

La direction de l'AAK s'est plus vite détachée de cet héritage politique pour évoluer vers un positionnement plus centriste, avec quelques accents libéraux. Pour l'AAK, il s'agit de se positionner entre les deux « grandes » formations et de parvenir à incarner une alternative politique. Au niveau du discours, l'AAK est sans doute le parti qui a suivi la trajectoire la plus originale en essayant d'intérioriser certains des modèles et contraintes définis par la communauté internationale. En termes de pratiques politiques et sociales, dans les mairies qui sont contrôlées par l'AAK, l'évolution ne semble pas être aussi sensible : au niveau local, l'Alliance se voit souvent reprocher le comportement violent et l'implication d'anciens commandants dans des activités économiques illicites.

Par contraste, la LDK fait figure de parti conservateur, attaché à la préservation des valeurs du Kosovo, à une certaine idée de la société rétive aux brutalités révolutionnaires ou à l'exaltation du culte du guerrier (ce qui n'empêche pas la LDK, à l'occasion, de chercher à ne pas laisser à ses concurrents politiques la référence aux martyrs de la guerre). La LDK singularise notamment dans sa lecture des années 1990 : le recours aux armes n'est pas vu comme le premier facteur explicatif du départ des autorités serbes du Kosovo. Ce résultat est présenté comme imputable plutôt au travail de sensibilisation de l'opinion internationale accompli pendant la période de résistance passive. L'avenir du Kosovo est par ailleurs vu comme impliquant un dépassement des souvenirs de la guerre. Mais, en contrepoint, la LDK peine à incarner un Kosovo moderne, alors même que la jeunesse kosovare a

souvent passé plusieurs années dans l'émigration et ne saurait souscrire à une vision « datée » des traditions (voir **Tableau 5**).

Tableau 5 – Les lignes de clivage partisans dans la vie politique albanaise au Kosovo

Partis	Lecture de la guerre et de l'avenir du Kosovo	Positionnement idéologique	Choix économiques
LDK	<ul style="list-style-type: none"> - C'est grâce à la longue résistance passive et à l'internationalisation du conflit que la « libération » du Kosovo a été rendue possible. - Tendance à minorer la contribution armée de l'UÇK. - Soutien à l'indépendance par une coopération avec la communauté internationale. - Vision d'un Kosovo « citoyen » où pourraient coexister diverses communautés prêtant allégeance à l'Etat 	Parti conservateur insistant sur l'importance de défendre une certaine idée des valeurs, des traditions, de la famille et de la religion. Importance accordée à la tradition culturelle et historique du Kosovo.	Préférence accordée à un modèle d'économie de marché où les anciennes entreprises socialistes seraient massivement privatisées et vendues si possibles à des firmes occidentales. Discours centré sur l'effort pour attirer des investissements étrangers.
PDK	<ul style="list-style-type: none"> - La mobilisation armée a été essentielle à l'indépendance ; - Attaque de la passivité d'une LDK qui n'a pas fait la guerre - La LDK est trop modérée pour pouvoir conduire le Kosovo vers une indépendance effective. - Vision d'un Kosovo à la définition « ethnique ». 	Ancrage dans une tradition marxiste qui propose une approche encore militante et révolutionnaire du devenir collectif, même si une grande partie des traits marxistes a été progressivement effacée. Plus grande ouverture vers des changements sociétaux et vers une transformation volontariste des valeurs.	Préférence accordée à la propriété d'Etat tout en sachant que certaines privatisations et liquidations seront nécessaires.
AAK	<ul style="list-style-type: none"> - La mobilisation armée a été essentielle - Attaque de la LDK qui n'a pas fait la guerre. - La coopération avec la communauté internationale est nécessaire. - Vision d'un Kosovo où peuvent coexister diverses communautés 	Evolution depuis une origine marxiste-révolutionnaire vers un positionnement centriste, mettant en avant la défense d'idées libérales. Ouverture au changement et discours orienté vers l'avenir.	Plutôt favorable à la privatisation, tout en gardant un accent social.

Le profil des électeurs des formations albanaises du Kosovo

Il est difficile, en l'absence d'enquêtes menées à la sortie des urnes (*exit polls*), de proposer une cartographie détaillée du profil des électeurs des partis au Kosovo. Une enquête réalisée par le Centre Gani Bobi au printemps 2002³⁹ a toutefois identifié trois profils électoraux : les supporters

³⁹ L'enquête a été réalisée dans le cadre d'une opération de conseil pour Bujar Bukoshi, qui souhaitait préciser la nature du champ politique dans la perspective de l'entrée en lice de sa nouvelle formation, le Nouveau parti du Kosovo (PreK, *Partija e Re e Kosovës*). Le Centre d'études humanistes, Gani Bobi, est une ONG qui œuvre souvent en coopération avec le Kosovo Action for Civil Initiative (KACI, *Aksioni Kosovar për Iniciativë Civile*) créée en 1998. KACI avait également réalisé une étude d'opinion au lendemain des élections générales du 17

de la LDK se recrutent principalement dans les tranches d'âge élevées (62,9% des personnes de plus de 55 ans déclarent ainsi soutenir la LDK), les populations originaires de milieu rural (50,0% de soutien, contre 42,1% en milieu urbain) ainsi que dans les strates sociales les moins éduquées (51,5% de supporters parmi les électeurs à éducation primaire, contre 46,8% chez les diplômés d'université). Par contraste, les formations qui sont issues de l'ancienne guérilla de l'UÇK sont parvenues à séduire un électorat plus jeune. Le PDK et l'AAK se différencient, cependant, par le niveau d'éducation de leurs supporters. En moyenne, les électeurs du PDK restent relativement peu éduqués (35,3% de soutien chez les électeurs sortis du primaire, mais 30,6% parmi les diplômés de l'enseignement supérieur) et à part égale partagés en habitants de zones rurales et urbaines (29,4% en milieu rural et 26,3% en zone urbaine); l'AAK, en revanche, semble s'être orientée vers un électorat plus urbain (14,5% de supporters en ville contre 12,7% en milieu rural) et plus éduqué (11,3% de diplômés du supérieur contre 7,3% d'électeurs à éducation primaire - voir **Tableau 6**).

Tableau 6 - Le soutien accordé aux partis albanais en fonction des tranches d'âge, du lieu d'habitation et du niveau d'éducation (en pourcentage)

Partis	Tranches d'âge		Lieux d'habitation		Niveau d'éducation		
	Plus de 55 ans	Moins de 24 ans	Village	Ville	Primair e	Secondai re	Supérieur e
LDK	62,9	22,4	50,0	42,1	51,5	45,5	46,8
PDK	17,1	38,8	29,4	26,3	35,3	25,9	30,6
AAK	5,7	20,4	12,7	14,5	7,3	14,3	11,3

Source : enquête réalisée par le Centre « Gani Bobi » pour les études humanistes que dirige Shkelzën Maliqi, Pristina, 28 octobre 2002.

L'évolution intervenue depuis 2002 ne peut être appréciée qu'en termes qualitatifs : premièrement, l'espoir du PDK de voir sa part des suffrages électoraux augmenter en raison de la structure démographique du Kosovo et des soutiens dont il jouissait dans les jeunes générations ne s'est pas réalisé, ainsi que le suggère la quasi-stabilité de ses performances électorales entre 2001 et 2004. Une partie de la jeunesse, notamment urbaine et éduquée, s'est en revanche progressivement tournée vers une offre électorale alternative, en partie l'AAK en 2004 et essentiellement la nouvelle formation de Vetton Surroi, ORA, dont les résultats ont été particulièrement notables à Pristina (14,24% des voix, soit 11 100 voix), ainsi qu'à Gjakova/Djakovica (16,67% et 6 731 voix). Comme le suggère le **tableau 7**, on notera par ailleurs que le vote d'ORA a été concentré dans un nombre limité de communes puisque 6 d'entre elles ont concentré 77,0% des voix revenues à ORA. Il s'agit pour l'essentiel de centres urbains qui ont ou eurent un rôle commercial important dans le pays (outre Pristina, on peut penser à Prizren ou à Pejë/Peć) par exemple, ou qui ont connu des relations intercommunautaires relativement peu tendues après 1999 (à l'image de Gjilan/Gnjilane).

Tableau 7 - L'implantation territoriale d'ORA (élections 2004)

Municipalités (total 30)	Résultats électoraux	
	Voix	Pourcentage
Municipalités où ORA a enregistré des résultats supérieurs à sa moyenne nationale (6,23%)		
Gjakova/Djakovica	6 731	16,67

novembre 2001. Voir KACI, *Elektorati Kosovar. Profil dhe Sfidat. Hulumtimi i opinionit i qytetarëve kosovarë për zgjedhjet parlamentare 2001 dhe referencat e hulumtimit të zgjedhjeve lokale 2000*, Prishtinë, 2002.

Gjilan/Gnjilane	2 956	7,43
Mitrovicë/Mitrovica	2 542	8,29
Pejë/Peć	4 661	10,90
Prishtinë/Priština	11 100	14,24
Prizren	5 056	7,90
Sous-total pour les 6 municipalités ci-avant	33 046	
Total	43 017	6,23

Source : tableau réalisé d'après les sources OCSE, résultats des élections parlementaires d'octobre 2004.

Une communauté serbe aux profils variés : nord et sud de la rivière Ibar

Pour apprécier les rapports intercommunautaires, la situation des Serbes du Kosovo et, partiellement, les stratégies des partis politiques aspirant à représenter la communauté serbe, plusieurs variables doivent être prises en considération, qui concernent la distribution et le profil socio-économique des Serbes présents au Kosovo avant l'émigration de 1999, la sociologie des départs au moment de l'intervention occidentale et dans son sillage, ainsi que les retours intervenus depuis lors dans le cadre de la politique internationale d'encouragement à une réinstallation des personnes réfugiées en Serbie et au Monténégro, au Kosovo.

Les estimations du nombre de Serbes résidant au Kosovo en 1999 varient, tout comme celles relatives aux Xerbes ayant quitté la province pendant les bombardements et l'OTAN et après le déploiement des forces internationales. Les recherches conduites par la *European Stability Initiative* (ESI) sur la base du taux d'enrôlement des élèves serbes dans les écoles primaires en 2004 (14 368) suggère qu'il restait *en 2004 au Kosovo environ 128 000 Serbes* - des chiffres qui correspondent à ceux fournis par le Centre de coordination du Kosovo (CCK) en Serbie⁴⁰. Les données relatives aux départs en direction de la Serbie oscillent, elles, entre 65 000 (chiffres ESI) et 141 396 (chiffres fournis par le gouvernement serbe en avril 2000). En janvier 2003, cependant, le Centre de coordination du Kosovo proposait un chiffre revu à la baisse de 110 287 (voir **tableau 8**). L'UNHCR qui opère en Serbie à l'invitation des autorités serbes n'a pu conduire ses propres investigations, mais suggère que les données effectives pourraient être inférieures⁴¹.

Tableau 8 - Les Serbes déplacés du Kosovo réfugiés en Serbie

Source	Nombre
Gouvernement serbe (enregistrement avril 2000)	141 396
Centre de coordination du Kosovo (janvier 2003)	110 287
ESI estimations (fondées sur le recensement de 1991, les données de population du CCK et l'inscription dans des écoles primaires)	65 000

Source: EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs ». Berlin & Pristina, 7 juin 2004, p.18, sur Internet à l'adresse : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_53.pdf

Le chiffre global de 128 000 Serbes environ au Kosovo⁴² suggère dès lors qu'environ 2/3 de la population serbe d'avant le conflit vivrait toujours au Kosovo, dont 75 000 au sud de la rivière Ibar⁴³.

⁴⁰ En 2002, le CCK parlait de 129 474 Serbes au Kosovo. Voir Kosovo Coordination Center (Government of Serbia). *Principi organizovanja samouprave nacionalnih zajednica na kosovo i Metohiji*. Belgrade, janvier 2003 cité dans EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs ». Berlin & Pristina, 7 juin 2004, p.6, sur Internet à l'adresse : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_53.pdf

⁴¹ Voir UNHCR. *Critical Appraisal of Response Mechanisms Operating in Kosovo for Minority Returns*. Pristina, février 2004, p.14, cité dans EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs », *op. cit.*, p.19.

⁴² Notons que les émeutes des 17-18 mars 2004 ont provoqué le déplacement de 2 638 Serbes, dont 892 dans la région de Mitrovica, 1 139 dans la région de Pristina et 151 à Gjilan/Gnjilane. En outre, 227 Ashkalis ont dû

- *En termes de zones de peuplement*, deux espaces distincts apparaissent : d'un côté, les quelques communes du nord de la province, qui connaissent une forte concentration de population serbe (Mitrovica-nord - voir **carte** -, mais aussi Leposaviq/Leposavić, Zubin Potok et Zvečan/Zvečan), et, d'autre part, les enclaves et les zones de peuplement minoritaire serbe distribuées dans le reste de la province (comme à Gjilan/Gnjilane, Novobërdë/Novo Brdo, Viti/Vitina et Kamenicë/Kamenica au sud-est de la province, à Strëpcë/Štrepce au sud et à Gracanica dans la région de Pristina). Sur la base des inscriptions à l'école primaire, ESI propose la distribution des membres de la minorité serbe résumée dans le **tableau 9** :

Tableau 9 - Le lieu de résidence des Serbes du Kosovo d'après les inscriptions à l'école primaire des enfants serbes

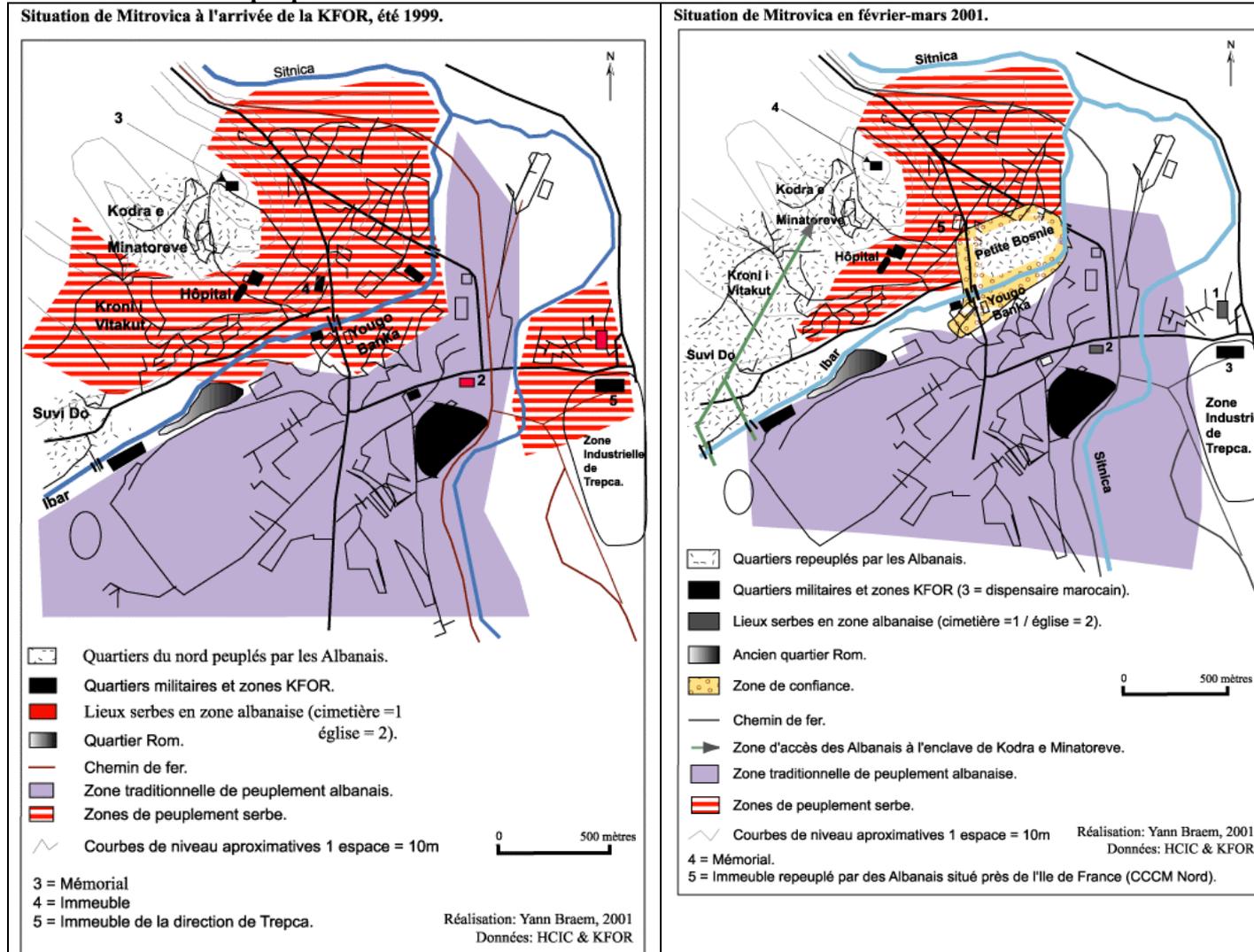
Municipalité	Elèves à l'école primaire en nombre	Pourcentage du total des élèves serbes inscrits
Gjilan/Gnjilane	1 936	13,5
Leposaviq/Leposavić	1 819	12,7
Mitrovica-nord	1 630	11,3
Kamenicë/Kamenica	1 325	9,2
Pristina/Pristina	1 229	8,6
Strëpcë/Štrepce	1 217	8,5
Zvečan/Zvečan	981	6,8
Lipjan/Lipljan	969	6,7
Zubin Potok	869	6,0
Vushtrri/Vucitrn	619	4,3
Viti/vitina	474	3,3
Obiliq/Obilić	408	2,8
Fushe Kosovë/Kosovo Polje	348	2,4
Pejë/Peć	180	1,3
Novobërdë/Novo Brdo	164	1,1
Rahovec/Orahovac	137	1,0
Istog/Istok	33	0,2
Skenderaj/Srbica	30	0,2
Total	14 368	100,0

Source: EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs », op.cit., p.7.

quitter le village de Novo Selo, près de Mitrovica. Chiffres de UNHCR Pristina. IDP Locations, 7 mai 2004, cités dans EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs », *ibid.*, p.5.

⁴³ Voir EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs », *ibid.*, p.2.

Carte 5 - Les zones de peuplement à Mitrovica en 1999 et en 2001



Source : BRAEM, Yann. « Mitrovica/Mitrovicë : géopolitique urbaine et présence internationale ». *Balkanologie*, 8(1), juin 2004.

- *En termes sociologiques*, les départs ont principalement affecté la population urbaine, qui résidait dans les grandes villes comme Pristina, Prizren et Pejë/Peć dont l'emploi était dépendant de la présence d'une autorité publique serbe (fonction publique, services publics, entreprises socialisées). Par contraste, ce sont principalement les populations rurales qui sont demeurées au Kosovo : sur 63 écoles primaires serbes au Kosovo, 47 sont situées dans des villages de moins de 5 000 habitants⁴⁴. Les principales exceptions à cette règle concernent Mitrovica-nord où un important secteur public demeure autour de l'université et de l'hôpital (dont le financement reste dépendant du soutien de la Serbie), ainsi qu'à Gracanica (avec une école secondaire, une faculté d'université et un centre de santé).

Dans les zones situées au sud de la rivière Ibar, c'est dans l'aire de Gjilan/Gnjilane que les relations intercommunautaires semblent avoir été les moins ébranlées par le conflit : la minorité serbe des villages est restée pour l'essentiel après 1999 ; le maire de Gjilan/Gnjilane, Lutfi Haziri (LDK) - devenu depuis décembre 2004 ministre du Gouvernement local - aurait, semble-t-il, réussi à faciliter un certain dialogue entre majorité albanaise et minorité serbe - même si la région n'a pas été

⁴⁴ Voir EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle », *op.cit.*, p.11.

totale­ment épargnée par les émeutes des 17 et 18 mars 2004. Là où une focalisation exclusive sur la zone de Mitrovica inciterait à un jugement pessimiste sur l'avenir des relations entre Albanais et Serbes au Kosovo, une prise en compte de l'ensemble des configurations locales invite à un jugement nuancé. Certes, les minorités – serbes, mais aussi roms, ashkaelis, égyptiennes, bosniaques et turques, etc. - se heurtent à des difficultés en matière de sécurité, de liberté de mouvement, d'accès à l'emploi et aux services publics.

Cependant, on observe une différenciation des représentations sociales du futur Kosovo chez les Serbes. Au nord du pays, les habitants, dont les contacts avec la population albanaise sont rares, se sentent très liés à Belgrade dont ils dépendent financièrement (rémunération des personnels de l'hôpital de Mitrovica et de l'université, par exemple). Les élites politiques locales n'ont guère contribué à dissiper les espoirs de rétablissement d'une autorité de Belgrade sous une forme ou une autre. Dans les enclaves, en revanche, il semblerait que l'on évolue vers une acceptation du « fait kosovar ». C'est cette évolution qui avait facilité la participation aux élections municipales de 2002, la création de nouvelles initiatives citoyennes et les candidatures indépendantes locales⁴⁵.

Ainsi, en octobre 2002, à Štrepce/Strëpcë, par exemple, sont arrivés en première position les Socialistes de la vallée Sirina (*Socialisti Sirničke Župe*) – 18,42% -, une initiative citoyenne qui n'a présenté de candidats que dans cette seule municipalité⁴⁶. Le reste des votes serbes s'est réparti entre le Parti démocrate serbe (DSS, *Demokratska stranka Srbije*) de V.Kostunica – 11,68% - ; la Coalition *Povratak* – 9,25% - et le Mouvement pour le Kosovo et la Metohija (PKM, *Pokret za Kosovo i Metohiju*), également une initiative citoyenne - 8,38% -. De même, dans la municipalité de Novo Brdo/Novobërdë, la prime est allée à une autre structure locale, Vivre ensemble (DZZ, *Da Živimo Zajedno*) qui était arrivée en première place sur la base des bulletins dépouillés au Kosovo même - 18,15%, selon les résultats préliminaires fournis par l'OSCE le 29 octobre -⁴⁷, et ne s'est retrouvée distanciée par la Coalition *Povratak* qu'à la faveur de la comptabilisation des suffrages en provenance du Kosovo et du Monténégro (598 personnes s'y étaient enregistrées, pour 2.171 au Kosovo). Ces derniers, qui ont fait basculer la municipalité côté serbe, ont finalement donné une longueur d'avance à *Povratak* avec 25,16% des voix, suivi par DZZ – 15,98%- et DSS – 9,41%.

La politique des retours conduite depuis 1999, cependant, a obtenu des résultats décevants - non seulement en termes statistiques (l'UNHCR estime à 12 398 le nombre des retours entre janvier 2000 et mars 2005 avec un ralentissement net à partir de 2003⁴⁸), mais également parce que les retours ne sont pas nécessairement économiquement et socialement viables. Souvent, en effet, ils créent des rapports de dépendance exclusive par rapport à la protection physique et à l'aide humanitaire que la communauté internationale. L'emploi est rare, l'accès aux services publics défail­lant et la question des droits de propriété n'est pas encore aplanie. Au lendemain des bombardements de l'OTAN et dans le sillage du départ des réfugiés serbes, nombreux ont été les cas d'appropriation illégale par des Albanais – et singulièrement d'anciens combattants de l'Armée de libération du Kosovo – d'appartements et de maisons qui appartenaient précédemment à des Serbes et membres d'autres

⁴⁵ Il existe quatre voies pour se présenter aux élections au Kosovo - en s'enregistrant comme parti politique, initiative citoyenne, candidature indépendante ou coalition. En 2000, l'OSCE avait décidé, en proposant une lecture stricte de la résolution 1244, de considérer que les partis politiques serbes basés à Belgrade étaient habilités à s'enregistrer et à établir des branches au Kosovo. De sorte que c'est selon une autre modalité – les initiatives citoyennes – que les acteurs serbes locaux, dans la province même, se sont organisés. Le problème des initiatives citoyennes réside dans le fait qu'elles ne sont pas censées jouir d'une existence autonome en tant que « formations politiques » en dehors de la période électorale, ce qui nuit à leur institutionnalisation.

⁴⁶ Par contraste, dans les trois municipalités du nord, la victoire est allée respectivement au Conseil national serbe à Zvečan/Zveçan, et au Parti démocratique de Serbie (DSS) de Koštunica à Leposavić/Leposaviq et à Zubin Potok/ Zubin Potok.

⁴⁷ Voir OSCE Mission in Kosovo, CEC and UNMIK, *Elections 2002, Partial Results* (notamment publiés, en albanais, dans *Epoka e Re*, 29 octobre 2002).

⁴⁸ Le nombre des retours était de 11 411 pour la période 2000-2004. Chiffres cités dans UNDP. « Kosovo ». *Early Warning Report*, 10, avril-juin 2005, p.1.

minorités. Permettre aux anciens propriétaires serbes de recevoir des dédommagements⁴⁹ et aux nouveaux propriétaires de régulariser leurs titres de propriété fait partie des tâches du *Housing and Property Directorate* (HPD), partie intégrante d'HABITAT (de l'UNCHS), mais cela reste encore souvent une perspective lointaine.

Au final, l'évolution du positionnement des communautés serbes du Kosovo risque d'être conditionné par deux facteurs – d'une part, l'attitude de Belgrade et, d'autre part, la capacité des acteurs internationaux et locaux à proposer aux minorités une perspective d'avenir sur le plan de la participation effective aux institutions du Kosovo, des conditions de réalisation socio-professionnelle et une certaine qualité de vie (sûreté, services publics, enseignement, etc.). Elle dépendra également, bien sûr, du statut, du cadre constitutionnel, des clauses relatives à la protection des minorités et des biens patrimoniaux, du règlement des questions de droits de propriété qui seront décidés au terme des négociations sur le statut final du Kosovo.

⁴⁹ Au cours actuel du parc immobilier, à surface égale, un appartement au cœur de Pristina correspond à deux appartements et demi à Belgrade.

ANNEXES

Table des annexes

- A - Chronologie des principaux événements et scrutins politiques depuis 1999
- B - Acronymes des partis politiques
- C - Composition du gouvernement kosovar (au 20 octobre 2005)
- D - Résultats des élections conduites depuis 1999
- E - Bibliographie

A - Chronologie des principaux événements et scrutins politiques depuis 1999

23 mars 1999

Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN donne l'ordre de « lancer des opérations aériennes en République fédérale de Yougoslavie », après l'échec d'une ultime tentative de négociation entre l'émissaire américain Richard Holbrooke auprès du M. Slobodan Milosevic. Les bombardements de la RFY commencent dès le lendemain.

9 juin 1999

Accord militaire entre l'OTAN et l'état-major des forces yougoslaves.

10 juin 1999

Adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1244 qui prévoit « un déploiement rapide de présences internationales civile et de sécurité efficaces au Kosovo » et l'établissement d'une « administration intérimaire dans le cadre de laquelle la population du Kosovo pourra jouir d'une autonomie substantielle au sein de la République fédérale de Yougoslavie ».

21 septembre 1999

Annonce officielle du désarmement des soldats de l'UÇK. Il est prévu que 5 000 d'entre eux intègrent un Corps de protection du Kosovo (TMK) civil.

3 novembre 1999

Dans un rapport conjoint, le HCR et l'OSCE dénoncent le climat de violence et d'impunité dont sont victimes les non-Albanais et certains Albanais modérés. Ils dénombrent, en quatre mois, 348 meurtres, 116 enlèvements, 1070 actes de pillage et 1106 incendies criminels. Pour leur part, les enquêteurs du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ont exhumé 2 108 corps de Kosovars albanais.

15 décembre 1999

La MINUK et les principaux partis albanais s'entendent pour constituer un Conseil de huit membres (quatre Kosovars et quatre représentants de la MINUK) présidé par Bernard Kouchner et chargé de diriger l'administration de la province. 19 départements administratifs sont créés qui doivent être codirigés par des représentants politiques locaux et ceux de la MINUK. Les représentants de la communauté serbe ne signent pas l'accord.

28 octobre 2000

Premier scrutin municipal au Kosovo depuis l'instauration d'une administration internationale intérimaire. Sa tenue même - dans un contexte de violences politiques intra-albanaises notamment mettant aux prises activistes du LDK et du PDK - est perçue comme un succès pour la communauté internationale.

17 novembre 2001

Les premières élections parlementaires depuis la fin du conflit sont remportées par le LDK, suivie par le PDK et l'AAK.

4 mars 2002

Trois sessions plénières de l'Assemblée (10 janvier, 13 janvier, 4 mars) ont été nécessaires à l'élection, au terme d'un compromis élaboré par le représentant spécial du secrétaire-général de l'ONU (SRSG) Michael Steiner, du président du Kosovo (Ibrahim Rugova) et du nouveau gouvernement kosovar dirigé par **Bajram Rexhepi** (PDK). Le 4 mars, le PDK désigne les deux membres (sur un total de sept) de la présidence du parlement que son parti était, en tant que seconde force élue, habilité à choisir - les autres ayant été choisis dès le 10 décembre 2001.

26 octobre 2002

Secondes élections locales. Le taux de participation reste relativement élevé, à 58%. Les représentants de la communauté internationale se félicitent de la rareté des incidents violents dans la préparation et la conduite du scrutin.

23 octobre 2004

Les élections parlementaires sont remportées par la LDK, devant le PDK et l'AAK - une distribution inchangée par rapport au scrutin de 2001 pour un taux de participation proche (63,87%). Ora, la nouvelle formation lancée par le journaliste et publiciste, Veton Surroi, effectue une percée en remportant 7 sièges (pour 6,2% des voix).

3 décembre 2004

Formation d'un gouvernement de coalition entre le LDK, l'AAK, le PSHDK (Parti albanais démocrate-chrétien du Kosovo) et plusieurs partis minoritaires non-serbes. Ramush Haradinaj devient Premier ministre (72 votes en faveur de son gouvernement sur 120); Ibrahim Rugova est réélu pour un second mandat à la présidence du Kosovo (par 64 votes au troisième tour de scrutin), tout comme le président du Parlement, Nexhat Daci. La répartition des postes de ministres retenue est la suivante : 6 pour la LDK et son allié le PSHDK, 4 pour l'AAK et 1 pour les partis minoritaires. Pour la première fois depuis 1999 sont créés des postes de vice-premier ministre et de vice-ministres.

24 janvier 2005

Slaviša Petković, de l'Initiative civique serbe (GIS), est nommé Ministre des Retours et des Communautés sur décision du Premier ministre, Ramush Haradinaj.

13-14 février 2005

Première visite d'un chef d'Etat serbe au Kosovo depuis 1999. Le président Boris Tadić s'entretient notamment avec le Représentant spécial du Secrétaire général des NU pour le Kosovo, Soren Jessen-Petersen, le responsable de la KFOR, Yves de Kermabon et les leaders de la communauté serbe au Kosovo.

8 mars 2005

Le Premier ministre, Ramush Haradinaj, officiellement inculpé par le TPIY, démissionne de son poste et est transféré à La Haye, après avoir appelé ses partisans au calme et à ne pas entraver l'avancée du Kosovo vers la résolution du statut final

15 mars 2005

Une bombe explose sur le passage d'un cortège transportant le président, Ibrahim Rugova, ne faisant que quelques dommages matériels. L'enquête ultérieurement conduite suggère que l'attentat pourrait être lié à des tensions croissantes au sein de la LDK. La sécurité personnelle d'I. Rugova a été depuis lors renforcée.

18 mars 2005

Bajram Kosumi est nommé Premier ministre en remplacement de Ramush Haradinaj, transféré à La Haye. La composition du gouvernement de coalition entre la LDK et l'AAK reste par ailleurs inchangée.

17 avril 2005

R. Haradinaj est autorisé à quitter La Haye pour se rendre à l'enterrement de l'un de ses frères, Enver, assassiné quelques jours plus tôt. Accompagné de Daut Haradinaj, un autre frère en prison depuis 2002 (suite au procès du « groupe de Dukagjini »), il prononce dans son oraison funèbre, un nouvel appel à la sérénité.

6 juin 2005

Ramush Haradinaj, l'ex-Premier ministre et leader de l'AAK, inculpé par le TPIY, bénéficie d'une remise en liberté conditionnelle.

14 août 2005

Arrivée de l'envoyé spécial des Nations unies (NU), Kai Eide, au Kosovo, pour entreprendre une évaluation compréhensive de l'application des standards pour le Kosovo (*Standards Implementation Plan in Kosovo*).

5 septembre 2005

Le président, Ibrahim Kosovo, annonce qu'il est atteint d'un cancer des poumons.

13-14 octobre 2005

Un jour après avoir indiqué que Ramush Haradinaj serait autorisé à mener une activité politique pendant sa remise en liberté provisoire, le TPIY revient sur sa décision - notamment en réaction des très vives protestations enregistrées en Serbie.

5 octobre 2005

L'ambassadeur norvégien, Kai Eide, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies chargé d'évaluer le respect des standards, remet à Kofi Annan un rapport dans lequel il engage la communauté internationale à entamer des pourparlers sur le statut final du Kosovo.

24 octobre 2005

Le Conseil de sécurité des Nations unies annonce l'ouverture de pourparlers d'adhésion sur le statut final du Kosovo. Les représentants de la communauté internationale espèrent que ceux-ci se concluront d'ici le printemps 2006

Source : d'après *Le monde diplomatique* pour l'année 1999 ; les dates ultérieures reposent sur des données d'archive de l'auteur.

B - Liste et acronymes des principaux partis politiques (par ordre alphabétique)

AAK : Alliance pour le futur du Kosovo (*Aleanca për ardhmërinë e Kosovës*). Président : Ramush Haradinaj. En mars 2005, R. Haradinaj, inculpé par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, a été transféré à La Haye. Remis en liberté conditionnel, il n'a pour l'instant toutefois pas été autorisé à mener des activités politiques.

ADK : Alternative démocratique du Kosovo (*Alternativa demokratike e Kosovës*). Formation issue d'une scission au sein de la LDK intervenue en 2004 et dirigé par Edita Tahiri.

GIG : Initiative citoyenne En haut (*Gradjanska inicijativa Gore*).

GIS : Initiative citoyenne serbe (*Gradjanska inicijativa Srbija*).

KDTP : Parti démocratique turc du Kosovo (*Kosova demokratik türk partisi*).

LDK : Ligue démocratique du Kosovo (*Lidhja demokratike e Kosovës*). Président : Ibrahim Rugova a officiellement quitté ses fonctions à la tête de la LDK en février 2005, suite à son élection à la présidence du Kosovo ; mais il reste de fait l'acteur le plus influent au sein du parti.

ORA : Heure/horloge. Président : Veton Surroi.

PD : Parti de la Justice (*Partia e drejtësisë*).

PDK : Parti démocratique du Kosovo (*Partia demokratike e Kosovës*). Président : Hashim Thaçi.

PLK : Parti libéral du Kosovo (*Partia liberale e Kosovës*).

PRBK : Parti rom uni du Kosovo (*Partia rome e bashkuar e Kosovës*).

PSHDK : Parti albanais démocrate-chrétien du Kosovo (*Partia shqiptare demokristiane e Kosovës*).

SLKM : Liste serbe pour le Kosovo et la Metohija (*Srpska lista za Kosovo i Metohiju*).

Vakat : Coalition Vakati (Koalicija Vakati) [formation représentant les intérêts de la minorité bosniaque].

C - Composition du gouvernement kosovar (au 20 octobre 2005)

Premier Ministre : Bajram Kosumi

Vice-Premier ministre : Adem Salihaj

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Bujar Bugolli

Ministre du Travail et des Affaires sociales : Ibrahim Selmanaj

Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports : Astrit Haraqija

Ministre de l'Energie et des Mines : Ethen Çeku

Ministre de la Santé : Sadrik Idrizi

Ministre de l'Economie et des Finances : Haki Shatri

Ministre des Services publics : Melihate Tërmkolli

Ministre de l'Education, des Sciences et des Technologies : Agim Veliu

Ministre de l'Environnement et de la Planification territoriale : Ardian Gjini

Ministère des Forêts, de l'Agriculture et du Développement rural :

Ministre du Gouvernement local : Lufti Haziri

Ministre des Transports et des Télécommunications : Qemajl Ahmeti

Ministre des Communautés et des Retours : Slaviša Petković

Source : Office du Premier ministre, sur Internet à l'adresse : <http://www.pm-ksgov.net/cabinet.php?lang=sq>

D - Résultats des consultations électorales depuis 1999

Tableau 1 - Résultat des élections municipales d'octobre 2000

49 partis politiques ont pris part aux élections d'octobre 2000; mais seulement 3 ont obtenu plus de 2% des votes. Le nombre des votants enregistrés sur les listes était de 913 179. Le taux de participation a été de 79%

Partis politiques	Pourcentage des voix
LDK	58,0
PDK	27,3
AAK	7,7
Autres	7,0
Total	100

Source : OSCE, Pristina et l'Institut national statistique du Kosovo, sur internet à l'adresse : <http://www.ks.gov.net/esk/statistics/elections.htm>

Tableau 2 - Résultats des élections parlementaires de novembre 2001

35 partis politiques se sont présentés aux élections, dont 4 ont obtenu plus de 2% des suffrages. 34 femmes ont été élues (soit 28%). Le nombre des inscrits était de 1,249987 et le taux de participation a été de 64,3% (803796 votants). Au Kosovo, la participation a été de 64,91% ; en Serbie et Monténégro, elle a été de 57,38%. Le taux de participation pour les votes par courrier postal et *special needs* a été de 65,72%

Partis politiques	Nombre de voix	Pourcentage des voix	Nombre de sièges
LDK	334 580	45,7	47
Koalicija Povratak	790195	11,3	22 (dont 10 réservés au titre de la minorité serbe)

PDK	184 603	25,7	26
AAK	56 530	7,8	8
VATAN (Bosniaques et Gorani)	8 299	1,0	4 (dont 3 réservés)
Parti démocratique turc du Kosovo (KDTP)	-	-	3 (dont 2 réservés)
Nouvelle initiative pour un Kosovo démocratique (IRDK, représentant la minorité rom)	-	-	2 (dont 1 réservé)
Parti démocratique albanais ashkali (PDASHK)	-	-	2
Parti bosniaque de l'action démocratique du Kosovo (BSDAK)	-	-	1
Parti rom uni du Kosovo (PREBK)	-	-	1 (1 réservé)
Mouvement national pour la libération du Kosovo (LKCK)	-	-	1
Mouvement populaire pour le Kosovo (LPK)	-	-	1
Parti de la justice (PD)	-	-	1
Parti albanais chrétien-démocratique du Kosovo (PSHDK)	-	-	1
Total	-	100	120

Source : OSCE, Pristina et l'Institut national statistique du Kosovo, sur internet à l'adresse : <http://www.ks.gov.net/esk/statistics/elections.htm>; <http://www.osce.org/item/6431.html>

Tableau 3 - Les élections municipales du 26 octobre 2002

Le nombre des inscrits était de 1,32 millions et le taux de participation a atteint 53,9% (soit 711 000 votants). Les femmes représentent 28,5% des conseillers municipaux (262 élues)
68 partis politiques ont pris part au vote dont 4 ont dépassé les 2%.

Partis politiques	Pourcentage des voix
LDK	44,6
PDK	29,6
Koalicija Povratak	2,0
AAK	8,8
Autres	15,0
Total	100,0

Source : OSCE, Pristina et l'Institut national statistique du Kosovo, sur internet à l'adresse : <http://www.ks.gov.net/esk/statistics/elections.htm>

Tableau 4 - Les élections parlementaires du 23 octobre 2004

33 formations politiques se sont présentées aux élections. Le nombre des inscrits était de 1 412 680 et le taux de participation a été de 49,52% (699 519 votants) si l'on prend en considération les votes au Kosovo, en Serbie-et-Monténégro et à distance (par courrier).

Partis politiques	Nombre de voix	Pourcentage des voix	Nombre de sièges
LDK	313 437	45,42	47
PDK	199 112	28,85	30
AAK	57 931	8,39	9
SLKM (Liste serbe pour le Kosovo et la Methohija)	1414	0,20	8
ORA	43 017	6,23	7
Koalicija Vakut	40972	0,72	3
KDTP (Parti démocratique turc du Kosovo)	8353	1,21	3
PSHDK (Parti albanais chrétien-démocrate du Kosovo)	12 427	1,80	2
GIS (Initiative citoyenne serbe)	369	0,05	2
IRDK	2658	0,39	2
PD (Parti de la justice)	7013	1,02	1
LPK (Mouvement populaire du Kosovo)	4 526	0,66	1
PLK (Parti libéral du Kosovo)	3542	0,51	1
PDAK (Parti démocratique des Ashkali albanais du Kosovo)	2 555	0,37	1
SDA (Stranka demokratske akcije)	2520	0,37	1
GIG (Initiative citoyenne En haut)	1358	0,20	1
PREBK (Parti des Roms ensemble du Kosovo)	1049	0,15	1

Source : OSCE Mission in Kosovo, Pristina, 2004.

E - Bibliographie

A - Ouvrages sur le Kosovo, le conflit et l'intervention occidentale de 1999.

BIEBER, Florian and Zidas DASKALOVSKI (eds.). *Understanding the war in Kosovo*. London ; Portland : Frank Cass, 2003.

BUCKLEY, William Joseph. *Kosovo : Contending Voices on Balkan Intervention*. Eerdmans, 2000.

DAALDER, Ivo and Michael O'HANLON. *Winning Ugly: Nato's War to Save Kosovo*. Brookings Institute, 2000.

DE WAELE, Jean-Michel et Kolë GJELOSHAI (dir.). *De la question albanaise au Kosovo*. Bruxelles : Complexe, 1999.

- GARAPON, Antoine et Olivier MONGIN (DIR.). *Kosovo, un drame annoncé*. Paris : Ed. Michalon, 1999.
- HUBRECHT, Joël. *Kosovo : 1981, 1989, 1999, 2001 : établir les faits*. Paris: Editions Esprit, 2001.
- JUDAH, Tim. *Kosovo: War and Revenge*. Yale : Yale University Press, 2000, 288 p.
- MALCOLM, Noël. *Kosovo : A Short History*. New York: New York University Press, 1998, 544 p.
- PIPA, Arshi and Sami REPISHTI (eds.). *Studies on Kosova*. Boulder : East European Monographs dist. By Columbia University Press, New York, 1984.
- PRIFTI, Peter. *Confrontation in Kosovo : The Albanian-Serb Struggle, 1969-1999*. East European Monographs 537, 300 p.
- ROUX, Michel. *Le Kosovo : dix clés pour comprendre*. Paris : La Découverte, 1999, 128 p.
- ROUX, Michel. « Le calme trompeur du Kosovo ». In : Rupnik, Jacques (dir.). *Les Balkans. Paysages après la bataille*. Bruxelles : Complexe, 1996, p.107-121.
- ROUX, Michel. *Les Albanais en Yougoslavie: minorité nationale, territoire et développement*. Paris : Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1992, 546 p.
- SWANDNER-SIEVERS, Stephanie and Bernd FISCHER (eds.). *Albanian Identities : Myth, Narratives and Politics*. London : Hurst & co., 2001.
- TOMUSCHAT, Christian (ed.). *Kosovo and the International Community : A Legal Assessment*. Londres: Kluwer Law International, 2001, 368p.
- VICKERS, Miranda. *Between Serb and Albanian : A History of Kosovo*. New York : Columbia University Press, 1998, 280 p.

B - Rapports d'organisations internationales, d'ONG et de centres de recherche

- BRAEM, Yann. « Les relations armées-ONG, des questions de pouvoir? Caractéristiques et enjeux de la coopération civilo-militaire française : le cas du Kosovo ». Etudes du C2SD, février 2004, sur Internet à l'adresse : http://www.c2sd.sga.defense.gouv.fr/html/recherche/catalogue/c_etudes_publicees.htm
- EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Helsinki Moment - European Member State Building In The Balkans », 12 février 2005, sur Internet à l'adresse: http://www.esiweb.org/docs/showdocument.php?document_ID=65
- EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « Towards A Kosovo Development Plan. The State Of The Kosovo Economy And Possible Ways Forward ». Berlin & Pristina, 2005, sur Internet à l'adresse: http://www.esiweb.org/docs/showdocument.php?document_ID=58
- EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « The Lausanne Principle. Multiethnicity, Territory and the Future of Kosovo's Serbs ». Berlin & Pristina, 7 juin 2004, sur Internet à l'adresse : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_53.pdf
- EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (ESI). « Desindustrialisation and its Consequences. A Kosovo Story ». Pristina & Berlin : 1er mars 2002, sur Internet à l'adresse: http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_33.pdf
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Bridging Kosovo's Mitrovica Divide ». *ICG Europe Report*, 165, 13 septembre 2005.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Kosovo after Haradinaj ». *ICG Europe Report*, 163, 26 mai 2005.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Kosovo : Toward Final Status ». *ICG Europe Report*, 161, 24 janvier 2005.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP. « Kosovo : Landmark Elections ». *ICG Balkans Report*, 120, 21 novembre 2001.

KACI, *Elektorati Kosovar. Profil dhe Sfîdat. Hulumtimi i opinionit i qytetarëve kosovarë për zgjedhjet parlamentare 2001 dhe referencat e hulumtimit të zgjedhjeve lokale 2000*. Prishtinë : KACI, 2002.

OSCE/UNHCR. tenth Assessment of the Situation of Ethnic Minorities in Kosovo. Pristina, mars 2003, sur Internet à l'adresse: <http://www.unmikonline.org/press/reports/MinorityAssessmentReport10ENG.pdf>

Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, Alvaro Gil-Robles. "Kosovo : the human rights situation and the fate of persons displaced from their homes", sur Internet à l'adresse:

UNDP. *Early Warning Report Kosovo*. 10, avril-juin 2005, sur Internet à l'adresse: http://www.kosovo.undp.org/publications/ews10/ewr_10_eng.doc

UNHCR. *UNHCR Position on the Continued International Protection NEEDS of Individuals from Kosovo*. Mars 2005, sur Internet à l'adresse: <http://www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/home/opendoc.pdf?tbl=SUBSITES&id=425545362>

US INSTITUTE OF PEACE. « Kosovo Decision Time », Special Report, 100, février 2003, sur Internet à l'adresse : <http://www.usip.org/pubs/specialreports/sr100.html>

US INSTITUTE OF PEACE. « Kosovo Final Status: Options and Cross-Border Requirements », *Special Report 91*, juillet 2002, sur Internet à l'adresse: <http://www.usip.org/pubs/specialreports/sr91.html>

C - Périodiques

Dossier « Kosovo et diplomatie internationale ». *Balkanologie*, 8(1), juin 2004 : p.9-149.

Dossier « Main focus Kosovo ». *Südosteuropa Mitteilungen*, 45(3), 2005 : p.23-92.

BRAEM, Yann. « Mitrovica/Mitrovicë : géopolitique urbaine et présence internationale ». *Balkanologie*, 8(1), juin 2004.

BESHIRI, Ismije. « The 2000 elections : The First Free and Fair Elections in Kosovo », *Südosteuropa*, 11-12/2000, p.588-597.

CLEMENT, Sophia. « La prévention des conflits dans les Balkans : le Kosovo et l'ARY de Macédoine ». *Cahiers de Chaillot*, 30, décembre 1997, UEO, Institut d'études de sécurité, 197p.

JUDAH, Tim. « Greater Albania ? ». *Survival*, 43(2), été 2001, p.7-17.

POTEL, Jean-Yves. « La guerre au Kosovo : coûts économiques et humains », *Le Courrier des pays de l'est*, 1004, avril 2000.

DERENS, Jean-Arnault. « Kosovo : une terre pour deux peuples ». *Politique internationale*, 108, été 2005 : p.305-328.

DUCLOS, Nathalie. « Incertaine réconciliation au Kosovo ». *Raisons politiques*, février-avril 2003, 9, p.141-159.

KUMKAR, Lars. « Regulatory choices and commitment : challenges for electricity market regulation in Kosovo ». *Post-Communist Economies*, mars 2003, 15 (1), p.91-115.

POUYE, Raphaël. « 'Shadow States' : State building and national invention under external constraint in Kosovo and East Timor (1974-2002) ». *Questions de recherche*, CERJ, 2 (13), 2005 : p.1-65.

RAGARU, Nadège. « Questions albanaises », *Critique internationale*, 13, octobre 2001, p.6-14.

ROUX, Michel. « Controverses sur les frontières du Kosovo ». *Balkanologie*, 7(2), 2003 : p.183-197.

D - Sites Internet

Assemblée du Kosovo - <http://www.assembly-kosova.org/?krye=home&lang=en>
ou <http://www.kuvendikosoves.org/>
Gouvernement du Kosovo - <http://www.ks-gov.net/>
Commission électorale centrale du Kosovo - <http://internet.cec-ko.org/al/>
Site de l'OSCE consacré aux élections de 2004 - <http://kosovoelections.org/eng/>
OSCE – Mission in Kosovo - <http://www.osce.org/kosovo/index.php3>
Mission des Nations unies au Kosovo - <http://www.unmikonline.org>
Conseil de l'Europe et élections au Kosovo - www.coe.int/T/E/Com/Files/Events/2004-10-kosovo
KFOR online Homepage - <http://www.kforonline.com>
European Union Mission in Kosovo - <http://www.euinkosovo.org>
USAID – Office of Transition Initiatives Kosovo - http://www.usaid.gov/hum_response/oti/country/kosovo/
Economic Reconstruction and Development in South East Europe - <http://www.seerecon.org/> (base de données centrée sur l'action de la Commission européenne et de la Banque mondiale dans les Balkans)
Humanitarian Aid Office – ECHO - http://europa.eu.int/comm/dgs/humanitarian_aid/index_en.htm
European Agency for Reconstruction - <http://www.ear.eu.int>
Pacte de stabilité - <http://www.stabilitypact.org/>
Site du gouvernement serbe consacré au Kosovo : <http://www.srbija.sr.gov.yu/kosovo-metohija/>
Elections au Kosovo <http://www.zgjedhjetekosoves.org/>

Agence d'information Kosova Live - www.kosovalive.com/
Information - Balkan Peace: www.balkanpeace.org/our/our10.shtml
Institute for War and Peace Reporting (IWPR) - <http://www.iwpr.net>
Le courrier des Balkans (presse balkanique traduite en français) - <http://www.bok.net/balkans>
AIM (articles de journalistes des Balkans rédigés en anglais) - <http://www.aimpress.org>

Chapitre IV - La Serbie et le Monténégro

Carte 1 - Relief et industrie en Serbie, au Kosovo et au Monténégro (en 2000)



Source : United Nations Environment Programme (UNEP), 7 janvier 2001 à l'adresse : <http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900LargeMaps/SKAR-64GEF6?OpenDocument&cc=scm&rc=4>

I - Dynamiques politiques en Serbie-et-Monténégro depuis l'éclatement de la Yougoslavie

Appréhender la trajectoire politique de ce qui fut la République fédérale de Yougoslavie (RFY) - ainsi dénommée entre avril 1992 et mars 2002 - suppose que l'on tienne compte de la transformation des espaces faisant partie intégrante de cet ensemble, de la densité des liens entre Serbie et Monténégro et de la diversité interne de chacune des entités⁵⁰. Depuis la signature, en mars 2002, d'un Accord entre la Serbie et le Monténégro, sous la pression de l'Union européenne, visant à imposer un moratoire de trois ans sur l'organisation d'un référendum d'indépendance du Monténégro, une Charte constitutionnelle a été adoptée en février 2003. Elle a débouché sur une tentative de mise en place d'institutions communes, avec, notamment, la formation, le 4 mars 2003, d'un Parlement fédéral composé de 126 députés (dont 91 pour la Serbie et 35 pour le Monténégro). Les membres ont été nommés par chacune des Républiques, originellement pour deux ans⁵¹. Des efforts de coordination de la politique douanière ont été également déployés. Le bilan de ce processus d'institutionnalisation de la Serbie-et-Monténégro reste cependant maigre. Marquant une inflexion par rapport à la politique suivie jusqu'alors, en octobre 2004, l'Union européenne a accepté d'adopter, dans la perspective de la signature d'un Accord de stabilisation et d'association (ASA) avec la Serbie-et-Monténégro, une approche dite « double-track » qui permet de discuter soit avec l'Etat fédéral, soit avec la Serbie ou le Monténégro en fonction des enjeux concernés. C'est cette même approche qui a été retenue pour la rédaction de l'étude de faisabilité ayant recommandé, le 12 avril 2005, l'ouverture de pourparlers sur l'ASA⁵². A la fin de l'année 2005, les élites politiques du Monténégro envisageaient par ailleurs la tenue d'un référendum sur l'indépendance en mars ou avril 2006. Dans ces conditions, la question des partis politiques serbes et monténégrins et celle de leur implantation territoriale seront considérées de manière séparée. Comme l'objectif de cette étude est de parvenir à acquérir une connaissance plus fine des dynamiques politiques au niveau régional et local, le niveau fédéral d'analyse ne sera sollicité que lorsqu'il permet d'éclairer les évolutions politiques intervenant à l'échelon de la Serbie ou du Monténégro.

Sur un plan politique, l'histoire de la Serbie depuis la fin du communisme est souvent présentée comme s'articulant autour de la césure que représente, le 5 octobre 2000, la date de la chute du Slobodan Milošević : jusqu'en octobre 2000, le régime politique est de nature autoritaire, dominé par la figure centrale de celui qui fut leader du Parti socialiste de Serbie (SPS) dès 1986, président de la Serbie (entre 1989 et 1997) et président de la République fédérale de Yougoslave (RFY) (de juillet 1997 à octobre 2000), ainsi que par son épouse, Mira Marković, et son parti politique, la Gauche yougoslave unie (JUL)⁵³. Si des consultations électorales sont organisées régulièrement et une façade de pluralisme maintenue, un strict contrôle politique est exercé, notamment sur les media, qui s'adosse à un encadrement par les services de renseignement et les forces de sécurité. Le pouvoir politique tisse

⁵⁰ Le cas du Kosovo, ancienne province serbe autonome au sein de la Yougoslavie avant de voir son statut d'autonomie supprimé en 1989, et qui fait l'objet d'une administration internationale depuis la fin des bombardements de l'OTAN en juin 1999 (dans le cadre de la résolution 1244), sera traité dans un chapitre distinct. D'un point de vue légal, la résolution 1244 n'a pas remis en question la République fédérale de Yougoslavie (RFY, qui n'existe plus aujourd'hui) sur cette province. Le texte de la résolution 1244 est disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.nato.int/kosovo/docu/u990610a.htm>.

⁵¹ Le 29 juin 2005, un amendement à la Charte constitutionnelle a été adopté en vue de permettre l'organisation, à l'avenir, d'élections directes au Parlement de l'Union de Serbie-et-Monténégro.

⁵² Au mois d'octobre de 2005, l'Union européenne a finalement annoncé l'ouverture, avec la Serbie, de la négociation d'un Accord de stabilisation et d'association (ASA).

⁵³ Formée en mars 1995, la JUL n'est jamais parvenue à se doter d'une assise électorale propre. Son rôle politique a pourtant cru à partir de 1997, date de la formation d'une coalition électorale entre SPS et JUL dans la perspective des élections législatives du mois de décembre. Progressivement, la JUL est parvenue à imposer sa ligne politique au SPS. Cette évolution fera partie des reproches adressés à la direction du SPS lors du Congrès extraordinaire du parti, le 25 novembre 2000, organisé en réponse au renversement de S. Milošević. Voir TOMIC, Yves. « La recomposition de la scène politique en Serbie après les élections du 24 septembre 2000 ». Afebalk, 2 novembre 2000, sur Internet à l'adresse : http://www.afebalk.org/page.php?id_page=111

également des relations avec des représentants de nouveaux milieux économiques à l'enrichissement rapide et, souvent, illicite. Comme au Kosovo et en Macédoine, l'introduction d'un embargo international des Nations unies sur les produits pétroliers et les exportations de la Serbie en avril 1992⁵⁴, d'une part, le financement de l'économie de guerre dans le cadre des conflits ex-yougoslaves, d'autre part, se traduisent par le développement de réseaux criminels dont les liens étroits avec la sphère politique obéreront les tentatives de réforme institutionnelle et économique après 2000.

Pour autant, les années 1990 ne constituent pas, du point de vue politique, la décennie relativement lisse que l'on a souvent pu décrire. A trois reprises au moins, une contestation de l'ordre politique établi par S. Milošević a été tentée : en mars 1991, tout d'abord, avant même l'éclatement de la Yougoslavie, représentants des mouvements étudiants et partis politiques manifestent à Belgrade contre l'emprise de l'ancienne Ligue des communistes, rebaptisée Parti socialiste de Serbie (SPS) et sortie victorieuse des élections (libres, mais de fait influencées par le contrôle des principaux réseaux de pouvoir et des entreprises socialisées par les anciens communistes) de décembre 1990. Sur le plan politique, l'opposition est notamment menée par une formation à l'engagement nationaliste radical, le Mouvement du renouveau serbe (SPO) de Vuk Drašković. Le leader du SPO prend l'initiative de la manifestation du 9 mars 1991, qui exige une démocratisation de la télévision et de la presse. Après une brutale répression par la police et l'armée, les protestations de rue gagnent les milieux étudiants, le 11, sans pour autant parvenir à affaiblir un Parti socialiste dont la rhétorique nationaliste rencontre de larges échos dans la société. Les divisions au sein de l'opposition à S. Milošević entre nationalistes radicaux (dont le SPO) et libéraux (Parti démocrate, Parti réformiste) ne facilitent pas la formulation d'une ligne politique lisible offrant une alternative au cheminement proposé par les socialistes.

Un second mouvement de contestation, avec force grèves et manifestations dans les rue de Belgrade en juin et juillet 1992, animé par les étudiants, une coalition d'intellectuels regroupés sous le nom de Mouvement démocratique de Serbie (DEPOS) et des représentants de l'Eglise orthodoxe, échouera de même à infléchir l'orientation politique du régime. Il intervient dans un contexte de crise de légitimité du SPS lié à l'accord de cessez-le-feu signé avec la Croatie et aux débuts des affrontements en Bosnie-Herzégovine. Enfin, au lendemain de la signature des Accords de Dayton, en novembre/décembre 1995, alors que le pouvoir de S. Milošević semble affaibli par les conditions du terme de la guerre en Bosnie-Herzégovine et la reprise, par la Croatie, du contrôle sur l'ensemble de son territoire (ce qui se traduit par une nouvelle vague de réfugiés en Serbie), le refus, par le SPS, de reconnaître la victoire de l'opposition dans plusieurs municipalités de Serbie à l'issue des élections locales de l'automne 1996, provoque une nouvelle vague de mobilisations autour des milieux étudiants et de la coalition *Zajedno* (Ensemble) -laquelle éclatera en 1997 tandis que la plupart de ses membres opteront pour un boycott des élections parlementaires de décembre 1997, laissant le SPS réaffirmer son autorité.

Depuis la chute de Milošević en octobre 2000 - au point de rencontre entre une mobilisation populaire soutenue par la création d'une organisation, *Otpor* [Résistance] dont les méthodes de marketing politique doivent à l'assistance financière et aux entraînements fournis par des consultants américains, et les compromis interélitaires scellés entre partisans du dictateur, milieux militaires et services de renseignement -, la Serbie a entrepris une refonte politique et économique majeure, dont les effets restent toutefois mitigés. Le pays se heurte en effet à la persistance de modes d'opération à la marge de la légalité de milieux liés aux services de renseignements, à l'armée et à l'économie

⁵⁴ Le 30 mai 1992, en vertu de la résolution 757 (1992), le Conseil de sécurité des Nations unies a décrété un embargo intégral sur le commerce de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) et une interdiction de survol du territoire ; la participation de la RFY aux événements culturels et sportifs internationaux a par ailleurs été interdite. La résolution 787(1992) a durci ce régime de sanctions en interdisant les livraisons de produits pétroliers, de charbon, d'acier et d'autres matières premières à la RFY. Pour une étude du rôle de l'embargo dans le développement des réseaux criminels, se reporter à HAJDINJAK, Marko. *Smuggling in Southeast Europe. The Yugoslav Wars and the Development of Regional Criminal Networks in the Balkans*. Center for the Study of Democracy : Sofia, 2002.

criminelle ; le lancement d'un programme de privatisation s'est en outre traduit - comme ailleurs en Europe centrale et orientale - par des opérations de vente faiblement transparentes et la dénonciation dans le champ politique de transactions corrompues. A un troisième niveau, le jeu politique reste marqué par l'intensité des rivalités entre les formations issues de l'ancienne opposition démocratique, un financement des partis opaque et le désenchantement d'une société tentée par un vote radical.

Au lendemain des élections parlementaires anticipées du 24 décembre 2000, la Serbie a été gouvernée par une coalition hétérogène comprenant 18 partis et mouvements, l'Opposition démocratique de Serbie (DOS), née de la mobilisation anti-Milošević, dont les membres défendaient des visions très contrastées de l'avenir politique et économique du pays, ainsi que de son cadre territorial souhaitable. La rivalité croissante entre le Premier ministre, Zoran Djindjić, du Parti démocratique (DS), et le leader du Parti démocratique de Serbie (DSS) élu chef de l'Etat fédéral en septembre 2000, Vojislav Koštunica, a nui à la transformation de l'ordre politique. Après l'assassinat du Premier ministre, en mars 2003, la mobilisation décrétée contre les milieux criminels dans le cadre de l'état d'urgence (trois mois) n'a pas eu pour contrepartie une accélération du renouvellement de la scène politique serbe. La présidence de l'Etat de Serbie est ainsi restée vacante pendant plus d'un an et demi - la faible mobilisation électorale ayant fait avorter trois tentatives successives pour élire un chef de l'Etat. Il a fallu attendre l'adoption, par le Parlement, d'un amendement à la loi électorale abaissant le seuil de participation nécessaire à la validation d'un scrutin de 50% à 30% pour parvenir à choisir un président - en l'occurrence, Boris Tadić, l'une des figures les plus populaires du Parti démocratique (DS) - élu au second tour de scrutin en juin 2004, par 53,7% des suffrages.

Entre-temps, le délitement progressif de la coalition DOS avait imposé l'organisation d'élections parlementaires anticipées le 28 décembre 2003. Celles-ci ont confirmé le renforcement du Parti radical (SRS) de Vojislav Šešelj, le leader transféré et jugé au Tribunal international pénal de La Haye (TPIY) pour son rôle dans les conflits d'ex-Yougoslavie, ainsi que l'influence dont continue à jouir un Parti socialiste de Serbie (SPS), dont la popularité de Slobodan Milošević, lui aussi jugé au TPIY, limite les efforts de renouveau. L'arrivée en première position du SRS avec 27,7% des voix a pu être alternativement interprétée comme le reflet d'un ancrage particulier, en Serbie, de « sentiments nationalistes » entretenus par la méconnaissance du rôle de l'Etat serbe dans les conflits yougoslaves et comme l'illustration d'un désaveu généralisé d'une classe politique jugée peu crédible et corrompue. La crise économique et sociale héritée des années Milošević et aggravée par la thérapie financière mise en œuvre par le gouvernement Djindjić apparaît dans cette seconde grille de lecture comme un paramètre essentiel du revers subi par les partis dits réformateurs : en 2003, la Serbie comptait en effet 1 million de chômeurs pour 1,25 millions d'actifs et environ 1 million de retraités⁵⁵. Elle reflète aussi le vote d'un groupe social spécifique, les réfugiés serbes ayant dû fuir la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo pendant les années 1990 et qui ne sont pas parvenus à trouver leur place dans l'ordre social et politique de la Serbie.

A l'issue du scrutin, l'éclatement du spectre des forces dites démocratiques, entre un Parti démocratique de Serbie (DSS) aux convictions nationalistes fortes, un Parti démocratique (DS) partiellement affaibli par des soupçons de gestion corrompue sous le gouvernement Djindjić et un G 17+, *think tank* d'économistes réformateurs transformé en parti politique, n'a pas permis de constituer une majorité gouvernementale réformatrice. Le 3 mars 2004, une équipe gouvernementale a finalement été constituée avec Vojislav Koštunica au poste de Premier ministre, des positions de vice-Premier ministre et de ministre des Finances, qui reviennent à des membres du G 17+ et les Affaires étrangères confiées au Mouvement du renouveau serbe (SPO) de Vuk Drašković. Cette hétéroclite coalition (DSS, SPO-NS, G 17+), approuvée par 130 voix « pour » (113 « contre ») dépend au Parlement du soutien des Radicaux, ainsi que du Parti socialiste de Serbie. La fragilité de ce

⁵⁵ Chiffres cités dans DERENS, Jean-Arnault. « Serbie. L'hypothèque de l'extrême-droite nationaliste ». *Le Monde diplomatique*, 6 janvier 2004, sur Internet à l'adresse : <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/serbie2003/>

gouvernement minoritaire entrave l'action du pouvoir exécutif sur des questions aussi essentielles que la refonte de l'appareil militaire et de sécurité de la Serbie ou le statut final du Kosovo.

Le second enseignement du scrutin, sur lequel on reviendra dans l'analyse de l'ancrage local des partis politiques, concerne la marginalisation des représentants des minorités au Parlement de Serbie. La loi électorale en vigueur lors du scrutin de décembre 2003 imposait en effet un seuil de 5% aux partis et coalitions souhaitant entrer à l'Assemblée. Afin de franchir cette barrière, une coalition, Ensemble pour la tolérance Čanak-Kasa-Ljajić, regroupant plusieurs partis minoritaires, dont l'Alliance des Hongrois de Voïvodine (VMSZ) et le Parti démocratique du Sandžak (SDP) de Rasim Ljajić, alors ministre fédéral des Droits de l'homme et des minorités de la Serbie-et-Monténégro, avait été formée. Avec 4,0% des voix, elle s'est trouvée reléguée en dehors du Parlement. C'est la première fois depuis le début des années 1990 que les représentants des minorités ne disposent pas d'une présence parlementaire (en dehors des listes des partis généralistes). Cet échec constitue une variable importante si l'on souhaite comprendre les évolutions politiques récentes en Voïvodine et au Sandžak où chaque nouvelle consultation électorale est déchiffrée comme un recensement du poids des minorités et de la majorité.

Les résultats des élections locales de septembre 2004 ont confirmé la difficulté que les partis dits démocratiques pouvaient avoir à convaincre une société appauvrie, se sentant ostracisée par la communauté internationale et redoutant une poursuite du processus de fragmentation de l'Etat serbe : seuls 34% des électeurs se sont rendus aux urnes (32% à Belgrade) alors que les maires des grandes villes devaient être pour la première fois élus au suffrage majoritaire direct. Le Parti démocratique de Serbie (DSS) du Premier ministre Koštunica a été laminé, sauf à Belgrade, tout comme le G 17+ qui a échoué à séduire les électeurs, y compris dans la capitale serbe sur laquelle il avait pourtant misé. Le Parti démocratique (DS) s'en sort mieux, enlevant plusieurs centres urbains importants comme Belgrade, Niš, Zrenjanin et Kruševac. Mais les radicaux demeurent la principale force en mesure de récupérer les mécontentements en s'appuyant sur un double discours de dénonciation de la corruption et de défense des intérêts nationaux.

II - Les principaux partis et clivages politiques en Serbie

La scène politique en Serbie se distingue - par rapport aux cas de l'Albanie, de la Macédoine et du Kosovo envisagés précédemment - par une absence de structuration bipolaire de la compétition électorale. En lieu et place d'une telle dichotomie, l'univers partisan serbe s'organise autour :

1. de *formations politiques revendiquant l'héritage de l'ancienne Ligue des communistes* (à l'instar du Parti socialiste de Serbie (SPS), de la Gauche yougoslave unie (JUL) ou du Parti socialiste populaire (SNS), tout en ayant incorporé un discours nationaliste ;
2. de *formations nationalistes* ayant adopté des attitudes changeantes par rapport au pouvoir Milošević et à la gestion des guerres yougoslaves. Dans ce groupe figurent notamment le Parti radical de Serbie (SRS) et le Mouvement pour le renouveau serbe (SPO, monarchiste), compromis avec le pouvoir entre 1997 et 1999, après avoir longtemps fréquenté les milieux d'opposition ;
3. de *partis se réclamant de la démocratie* et couvrant un large spectre idéologique depuis le centre-gauche (Sociaux-démocrates et mouvements citoyens) et le centre-droit (le Parti démocratique, DS) jusqu'à une droite libérale (G17+) et nationaliste (DSS). Sur la question nationale, ces formations ont, à l'instar du Parti démocratique (DS) et du Parti démocratique de Serbie (DSS), adopté des positionnements changeants au cours des années 1990. L'Alliance civique s'est distinguée par un refus de toute rhétorique nationaliste.

Cette distribution des alignements politiques apparaît comme la résultante d'un processus de structuration de l'espace politique autour de plusieurs enjeux - la question nationale et la guerre, le rapport à l'héritage communiste et yougoslave, et enfin la figure de S. Milošević. Jusqu'en 2000, le positionnement par rapport au régime Milošević a sans doute fourni le principal critère d'organisation de la scène politique. Cependant, les partis réputés hostiles à Milošević présentaient des différences

idéologiques et personnelles majeures. Qui plus est, leur opposition au régime n'a pas toujours été synonyme de plus grande modération sur la question nationale, certaines formations, à l'instar du SRS ou du SPO ayant par exemple dénoncé les concessions jugées excessives du dictateur dans le cadre des négociations en Bosnie-Herzégovine. Le franchissement de la ligne de démarcation entre opposition et adhésion au pouvoir Milošević a dépendu de la structure des opportunités et de la capacité du dictateur à jouer des divisions internes à l'opposition. Sur la question nationale, deuxième facteur d'organisation de la compétition politique, les lignes de démarcation entre formations partisans ont connu des inflexions. Il est de coutume de considérer que l'on est en présence d'un gradient allant d'une posture maximaliste tenue par le SRS à un nationalisme plus modéré, qu'incarnerait le Parti démocratique de Serbie (DSS) de Vojislav Koštunica, en passant par le Mouvement pour le renouveau serbe (SPO). Au rang des pragmatiques figurerait le Parti démocratique (DS) de l'ex-Premier ministre, Zoran Djindjić, assassiné en mars 2003. Toutefois, cette présentation fait fi des repositionnements nombreux intervenus au cours des années 1990 : en 1993-1994, le DS n'a-t-il pas été ébranlé sur le plan interne par le virage nationaliste pris par Z. Djindjić - reprochant alors à S. Milošević d'avoir accepté de signer le plan Vance-Owen en mai 1993 et de s'apprêter à lâcher les leaders de la République serbe de Bosnie-Herzégovine ?⁵⁶

Pour prendre la mesure de ces éléments de fluidité, il convient sans doute de revenir d'une part, sur le trajectoire du Parti socialiste de Serbie et, d'autre part, sur les développements au sein de l'opposition démocratique entre 1990 et 2000, d'autre part. Héritier de l'ancienne Ligue des communistes, renommé en 1990, le SPS est resté aux commandes de l'Etat de Serbie pendant dix ans. Cette survie, il la doit notamment à la stratégie déployée par son leader, S. Milošević, laquelle a reposé sur plusieurs piliers : une forte centralisation de l'organisation autour de sa personne et une élimination systématique des figures politiques qui auraient été en mesure de représenter une concurrence, le recours à des alliances changeantes en fonction des besoins de légitimation couplé à un usage extensif des élections anticipées comme moyen de réaffirmation du contrôle politique, une mobilisation des diverses arènes politiques (jeu sur l'instance fédérale, la RFY, et l'instance nationale, la Serbie) et enfin, une grande malléabilité de la rhétorique politique.

A partir de l'année 1987, Slobodan Milošević qui avait construit sa carrière grâce à la protection d'Ivan Stambolić et avait mené, à Belgrade en tant que président du comité du Parti depuis 1984, une politique de lutte contre les « déviances » réformatrices ou nationalistes, a fait subir à son discours une inflexion nationaliste, instrumentalisant les frustrations des Serbes et des Monténégrins du Kosovo et, plus largement, la question nationale, pour asseoir son contrôle politique sur la République de Serbie⁵⁷. L'ouverture en direction d'un « peuple » nouvellement appelé à prendre part au jeu politique dans un contexte d'effritement du système communiste a constitué un autre instrument de valorisation. Pourtant, en termes d'orientation idéologique, le SPS a connu plusieurs inflexions : assurément, la seconde moitié des années 1980 a été le théâtre d'une appropriation de la thématique nationaliste qui a fourni un supplément d'âme et une source de renouveau à une organisation communiste confrontée à la lente érosion de l'idéologie de la période yougoslave. L'activation des référents nationaux a servi non seulement à remporter la victoire lors de la première consultation pluraliste, en décembre 1990, mais également à surmonter la crise de consolidation du nouvel ordre politique de 1992, lors du scrutin parlementaire de décembre. Elle a constitué un moteur essentiel jusqu'à la signature des Accords de Dayton le 21 novembre 1995. Néanmoins, la fin du conflit en Bosnie-Herzégovine, rendue possible notamment par le retrait du soutien du S. Milošević à l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, a imposé au SPS un redéploiement discursif : l'accent a été déplacé depuis le projet national serbe vers les questions de prospérité économique et la nécessité, après la fin des conflits, de se recentrer sur le bien-être des habitants de Serbie. Plusieurs remaniements à la tête du

⁵⁶ Ce point est notamment souligné dans TOMIC, Yves. « Serbie : une transition démocratique inachevée ». *Balkanologie*, 1(1), 1997.

⁵⁷ Y. Tomic montre que cette conversion a sans doute été plus tardive (postérieure à la visite du 21 avril 1987 au Kosovo) et complexe qu'on ne l'assume généralement dans la présentation de la trajectoire de S. Milošević et de la Ligue. Voir TOMIC, Yves. « Slobodan Milosevic et la mutation de la Ligue des communistes de Serbie du communisme au nationalisme populaiste, 1986-1989 ». *L'autre Europe*, 34-35, mars 1997.

SPS sont venus étayer ce repositionnement politique avec l'évincement des cadres hostiles au lâchage de l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, comme Milorad Vučelić, Zivorad Minović, Borisav Jović ou encore, Radovan Pankov, précédemment idéologue du SPS. Dans le sillage des bombardements de l'OTAN et de la défaite militaire de la Serbie au Kosovo, en juin 1999, le SPS a une deuxième fois tenté de recentrer son discours sur les enjeux socio-économiques. L'offensive occidentale a également fourni à S. Milošević une source de légitimation bienvenue, quoique éphémère : l'activation du souvenir de la seconde Guerre mondiale, le registre de la martyrologie ont servi à externaliser les causes du malheur serbe. Cette tactique s'est toutefois rapidement heurtée à l'épuisement d'un pouvoir politique incapable de surmonter la crise économique provoquée par une décennie de gestion hasardeuse et les destructions d'infrastructures par l'OTAN.

Par ailleurs, chaque période de doute au sein du SPS a été surmontée grâce à une politique d'alliances électorales dynamique : entre décembre 1990 et décembre 1992, le SPS a détenu une majorité au Parlement et pu se dispenser de partenaires. Mais, lors des élections parlementaires de décembre 1992, S. Milošević, dont la formation n'avait obtenu que 28,8% des voix, a dû s'appuyer sur les Radicaux de V. Šešelj (22,6% des suffrages), fragilisé comme il l'était par la fin de la guerre avec la Croatie, en janvier 1992, le début des affrontements en Bosnie-Herzégovine et la dégradation de la situation économique. Confronté, en 1993, après l'acceptation du Plan Vance-Owen, à un conflit de plus en plus vif avec son allié SRS, S. Milošević décida d'organiser des élections parlementaires anticipées en décembre 1993 - remportées par 36,7% des voix, tandis que le poids électoral du SRS décroissait (13,8% des suffrages seulement). Pour légitimer sa nouvelle ouverture en direction de la communauté internationale au sujet de la Bosnie-Herzégovine, le SPS dut alors ondoyer et s'appuyer sur des partenaires inédits, comme le Mouvement pour le renouveau serbe et l'Alliance civique, favorable à un accord de paix. Suite à la création d'une Gauche yougoslave unie (JUL), en mars 1995, dans laquelle son épouse, Mira Marković jouait un rôle de premier plan, ce fut à la JUL d'assumer la place de partenaire privilégié du SPS : en décembre 1997, SPS et JUL se présentaient ainsi devant les électeurs dans le cadre d'une coalition ternaire avec la petite formation, Nouvelle démocratie (ND), anciennement dans l'opposition et ralliée au pouvoir en 1994. Le Mouvement du renouveau serbe (SPO) qui avait accepté à prendre part au scrutin en dépit du boycott décidé par l'opposition, s'est alors rapproché du pouvoir.

Tableau 1 - Les résultats électoraux du SPS et de ses partenaires de coalition aux élections présidentielles, parlementaires et locales entre 1992 et 2000 (en nombre de voix)

	p'92	rep'92	rep'93	lok'96	rep'97	p11'97	p12'97	p21'97	p22'97	p'00	vg'00	vr'00
Inscrits	6.949.150	6.777.102	6.920.571	7.158.146	7.202.498	7.188.544	7.210.557	7.226.947	7.225.860	6.432.295	6.396.606	6.395.862
A voté	4.747.165	4.723.711	4.300.440	4.291.797	4.133.641	4.126.109	3.524.257	3.801.473	3.671.053	4.792.233	4.743.650	4.759.036
Valides	4.622.341	4.437.904	4.125.609	3.902.735	3.967.657	3.968.300	3.419.437	3.724.118	3.555.234	4.654.541	4.529.303	4.527.239
SPS	2.673.375	1.359.086	1.576.287	1.317.023		1.473.621	1.688.856	1.662.726	2.177.137			
SPS-JUL-ND					1.416.779							
SPS-JUL										1.715.204	1.532.841	1.479.583
Autres	344.556	653.338	380.855	907.040	309.798	517.906		252.501		45.507	316.380	200.884

Source : CESID, Belgrade, <http://www.cesid.org/cd2/c3.cgi?tip=ser&lang=sr&lakup=1>

Tableau 2 - Les résultats électoraux du SPS et de ses partenaires de coalition aux élections présidentielles, parlementaires et locales entre 1992 et 2000 (en % des voix)

	p'92	rep'92	rep'93	mun'96	rep'97	p11'97	p12'97	p21'97	p22'97	p'00	fcc'00	fcf'00
Inscrits ↓	6,949,150	6,777,102	6,920,571	7,158,146	7,202,498	7,188,544	7,210,557	7,226,947	7,225,860	6,432,295	6,396,606	6,395,8
Votants ↓	68.31%	69.70%	62.13%	59.95%	57.39%	57.39%	48.87%	52.60%	50.80%	74.50%	74.15%	74.40%
Valides ↓	97.37%	93.94%	95.93%	90.93%	95.98%	96.17%	97.02%	97.96%	96.84%	97.12%	95.48%	95.12%
SPS ↓	56.31%	28.77%	36.65%	30.68%		35.71%	47.92%	43.73%	59.30%			
SPS-JUL-ND ↓					34.27%							
SPS-JUL ↓										35.79%	32.31%	31.09%
Autres ↓	7.25%	13.83%	8.85%	21.13%	7.49%	12.55%		6.64%		0.94%	6.66%	4.22%

Source : CESID, Belgrade, <http://www.cesid.org/cd2/c3.cgi?tip=ser&lang=sr&lskup=1>

Le jeu des revirements d'alliance mené tout au long des années 1990 n'aurait sans doute été possible, n'étaient les désaccords et hésitations des formations politiques d'opposition divisées entre sociaux-démocrates, libéraux et néo-libéraux, nationalistes modérés et nationalistes monarchistes (le SPO de Vuk Drašković). Il suffit de considérer le caractère et la durée des tentatives de coalition observées au cours des années 1990 et résumées dans le **tableau 3** pour s'en convaincre.

Tableau 3 - Les politiques de coalition de l'opposition au régime Milošević

Coalition	DEPOS	Zajedno	DOS
Durée	Formée le 23 mai 1992, boycottée les élections fédérales du 31 mai 1992 ; prend part aux élections parlementaires de décembre 1992 et de décembre 1993.	Formée en vue des élections fédérales et municipales de 1996, participe également aux élections parlementaires fédérales de 1996, éclate en 1997.	Formée dans la perspective des élections présidentielles fédérales, parlementaires fédérales et locales de septembre 2000, prend également part aux élections parlementaires serbes de décembre 2000, éclate en 2003
Membres	Comprend le Mouvement pour le renouveau serbe (SPO), le Parti démocratique de Serbie (DSS), le Parti libéral serbe (LSS) et la Nouvelle démocratie (ND) C'est le refus du Parti démocratique (DS) d'entrer dans la coalition DEPOS en 1992 qui a provoqué une scission au sein du DS et la création du Parti démocratique de Serbie (DSS), membre de DEPOS. DEPOS se dote d'un conseil qui comprend Matija Bečković, Mica Popović, Slobodan Selenić, Predrag Palavestra, Dragutin Goštuski et Ivo Antić.	Comprend : le Mouvement pour le renouveau serbe (SPO), le Parti démocratique (DS), l'Alliance civique de Serbie (GSS), auxquels se rallient un peu plus tard, le Parti démocratique de Serbie (DSS) et le Centre démocratique (DC).	Comprend 18 partis et 1 syndicat : DS, DSS, Alliance civique de Serbie (GSS), Parti chrétien-démocrate (DHSS), Nouvelle Serbie (NS), Alternative démocratique (DA), Centre démocratique (DC), Nouvelle démocratie (ND), Union social-démocrate (SDU), Parti de la réforme démocratique de Voïvodine (RDSV), Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV), Coalition de Šumadija, Parti de l'action démocratique (SDA), Alliance des Hongrois de Voïvodine (VMSZ), Social-démocratie, Coalition Voïvodine, Mouvement pour la Serbie démocratique, Mouvement de résistance serbe-mouvement démocratique, Association des syndicats libres (ASNS).

Résultats et issue	<p>DEPOS parvient à obtenir un changement dans la loi électorale avec l'adoption d'un système à la proportionnelle (9 districts) La coalition remporte 16,9% des voix (50 sièges sur 250) en décembre 1992 et 16,7% des voix (45 sièges) un an plus tard.</p> <p>La coalition éclate une première fois en avril 1993 lorsque 5 députés non partisans de DEPOS démissionnent, leurs sièges étant répartis entre le DSS, le SPO et ND.</p> <p>Dans la perspective des élections de décembre 1993, le SPO a tenté de renouveler l'initiative DEPOS en partenariat avec Nouvelle démocratie, rejoints par l'Alliance civique des Serbie. Mais le Parti démocratique de Serbie (DSS) décide de se présenter seul aux élections tandis que le Parti libéral serbe décide de boycotter les élections. Au final, DEPOS obtient 45 sièges (et le DS seulement 7).</p> <p>La coalition éclate cependant au début de l'année 1994 suite au départ de Nouvelle démocratie qui accepte d'entrer au gouvernement.</p>	<p>Remporte une vingtaine de municipalités lors des élections locales de l'automne 1996, dont les grandes villes de Serbie (Belgrade, Nis, Novi Sad et Kragujevac). Les résultats ne sont pas originellement reconnus par le régime, qui doit alors affronter plus de 100 jours de mobilisation sociale et finit par se résigner à entériner le résultat des urnes.</p> <p>La coalition a éclaté à l'été 1997, avant les élections parlementaires serbes de décembre 1997 en raison des ambitions rivales de Zoran Djindjić et de Vuk Drašković. Le DS, le GSS et le DSS ont boycotté les élections - pas le SPO.</p>	<p>Apparition rapide de divisions entre courants (centre-gauche, libéraux, nationalistes) et personnalités. Ces oppositions se cristallisent à travers la rivalité entre Z. Djindjić et V. Koštunica.</p> <p>La coalition éclate avant les élections législatives de décembre 2003.</p>
---------------------------	---	---	---

Source : réalisé par l'auteur.

Le **tableau 4** fournit un bilan comparatif des résultats électoraux enregistrés par ces forces politiques d'oppositions aux élections parlementaires et municipales serbes entre 1992 et 1997.

Tableau 4 - Résultats des partis politiques d'opposition « démocratique » aux scrutins législatifs de 1992, 1993 et 1997, ainsi qu'aux élections municipales de 1996.

	rep'92 ↓	rep'93 ↓	mun'96 ↓	rep'97 ↓
Inscrits ↓	6,949,150	6,755,800	7,138,309	7,202,498
Votants ↓	68.31%	69.49%	60.33%	57.39%
Valides ↓	97.37%	94.46%	94.48%	95.98%
SPO ↓				19.17%
DEPOS ↓		17.24%		
DSS ↓				
ZAJEDNO ↓			22.50%	
DS ↓		5.96%		
DOS ↓				
DS-RDS ↓		2.15%		
DS-RDS-GS ↓		1.24%		

GG-M.Panić ↓	33.79%			
OTHERS ↓	7.25%	12.26%	6.67%	7.49%

Source : CESID, Belgrade, <http://www.cesid.org/cd2/c3.cgi?tip=ser&lang=sr&lskup=1>

C'est finalement la dernière tentative, l'Opposition démocratique unie (DOS) qui parviendra à faire basculer la majorité des électeurs avec le soutien du mouvement étudiant *Otpor*. Sur la base d'un accord entre membres de l'opposition signés en janvier 2000, les partis d'opposition s'accordent en effet sur la constitution d'une alliance qui comprend 18 partis politiques et 1 syndicat indépendant. Non sans quelques difficultés, les membres de DOS s'accordent sur la figure du juriste, Vojislav Koštunica, alors relativement peu connu du grand public et réputé intègre, pour se présenter lors des élections présidentielles fédérales de septembre 2000. Cette stratégie permet à l'opposition de s'imposer non seulement aux élections présidentielles de septembre dès le premier tour (avec 51,40% des voix), mais également aux élections municipales qui se tenaient le même jour (elle emporte plus de 120 communes sur 189, dont la capitale, Belgrade). Sa victoire est moins nette au niveau fédéral, où, avec 65 sièges sur 178, elle manque la majorité absolue et devra passer alliance avec le Parti socialiste populaire du Monténégro (SNP, précédemment allié à S. Milošević et relativement peu populaire au Monténégro même). Les élections parlementaires serbes de décembre 2000 permettront toutefois de conforter l'emprise de DOS sur le pouvoir (avec 176 sièges sur 250).

Comme toutes les tentatives précédentes de coalition, DOS ne résistera toutefois pas aux querelles d'ambition opposant V. Koštunica à Z. Djindjić et à leur vision différente des réformes à promouvoir (le second est partisan d'une rupture plus nette avec le passé, du transfèrement de S. Milošević à La Haye, d'une prise de distance par rapport à l'héritage nationaliste des années 1990 et d'une refonte énergique de l'économie - ce qui ne signifie pas une absence de compromissions avec les milieux économiques troubles liés à l'ancien régime - ; le premier reste attaché à une certaine vision, rigide, de la légalité et à une lecture patriotique des intérêts serbes).

Tableau 5 - Résultats des partis politiques « démocratiques » aux scrutins en Serbie depuis 2000

	p'00 ↓	fcc'00 ↓	fcr'00 ↓	rep'00 ↓	p11'02 ↓	p12'02 ↓	p2'02 ↓	p'03 ↓	rep'03 ↓
Inscrits ↓	6,432,295	6,396,606	6,395,862	6,508,856	6,575,989	6,575,159	6,543,207	6,510,096	6,529,179
Votants ↓	74.50%	74.15%	74.40%	57.64%	55.30%	45.31%	45.05%	38.77%	58.59%
Valides ↓	97.12%	95.48%	95.12%	97.56%	97.88%	97.77%	97.23%	96.56%	98.67%
SPO ↓	3.00%	5.02%	5.90%	3.76%	4.39%				
DEPOS ↓									
DSS ↓					30.88%	66.86%	57.64%		17.72%
ZAJEDNO ↓									
DS ↓									12.58%
DOS ↓	51.40%	43.01%	43.97%	64.08%				35.40%	
DS-RDS ↓									
DS-RDS-GS ↓									
GG-M.Panić ↓									
Autres ↓	0.94%	6.66%	4.22%	2.01%	8.71%		3.52%	0.82%	14.02%

Source : CESID, Belgrade, <http://www.cesid.org/cd2/c3.cgi?tip=ser&lskup=2&proc=y&lang=en&iskup=3>

Evolution de l'image des partis dans l'opinion publique depuis la chute de S. Milošević

A considérer l'évolution des soutiens accordés aux principales formations politiques depuis le mois de mai 2001, plusieurs recombinaisons apparaissent (voir **graphique 1**). Considérons tout d'abord les organisations issues de l'ancienne coalition DOS. Le parti du Premier ministre, V. Koštunica (DSS), a vu son audience décliner de façon continue. Avec un taux de confiance passé de plus de 30% en mai 2001 à un timide 8% en juillet 2005, il a perdu deux tiers de ses soutiens.⁵⁸ L'autre

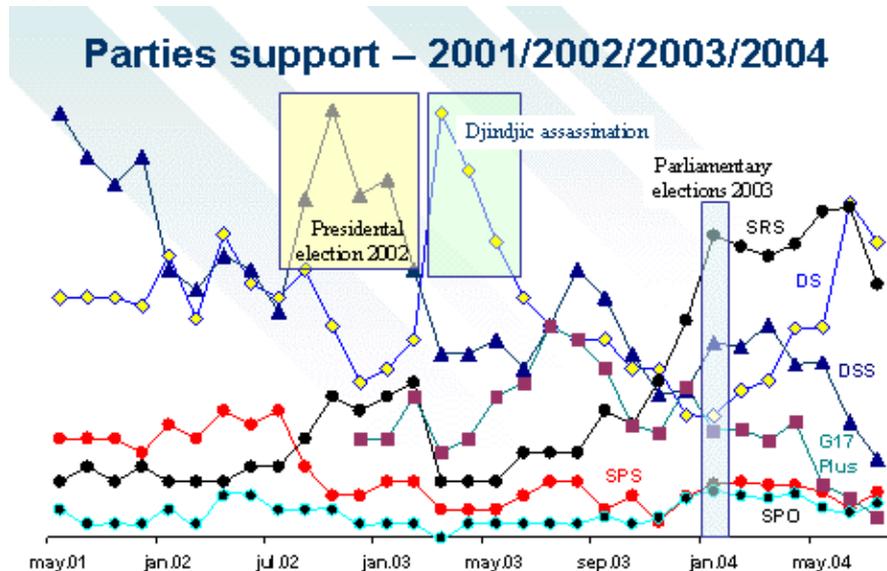
⁵⁸ L'ensemble des résultats pour l'année 2005 cités ici proviennent de l'enquête d'opinion réalisée, en juillet 2005, par SMMRI, sur Internet à l'adresse : <http://www.smmri.co.yu/english/A-poll-jul05e.html>. Les graphiques qui les accompagnent ne sont pas téléchargeables.

composante majeure de feu DOS, le Parti démocratique (DS) réalise une performance honorable quoique, elle aussi, sujette à fluctuations : en mai 2001, il suscitait l'adhésion de 18% des électeurs. Quatre ans plus tard, 15% des personnes interrogées lui accordent leur confiance.

Par contraste, après avoir connu une contraction sévère de son électorat, dans le sillage de la chute de S. Milošević, le Parti socialiste de Serbie (SPS) s'est stabilisé aux alentours des 5-6% d'électeurs confiants (chiffres de juillet 2005). Le Mouvement pour le renouveau serbe (SPO) de Vuk Drašković - qui s'était effondré au lendemain du changement de régime, échouant à obtenir un siège au Parlement à l'issue des élections législatives serbes de décembre 2000 - reste depuis lors stable, avec un taux de supporters qui oscille entre 2 et 4% de l'opinion.

Le principal bénéficiaire des recompositions politiques intervenues ces dernières années est incontestablement le Parti radical (SRS). Si l'on en croit les données du *Strategic Media and Marketing Research Institute* (SMMRI), le Parti radical fait la course en tête avec plus de 30% d'avis favorables depuis le mois d'octobre 2004 - ce chiffre atteignant les 36% au mois de juillet 2005. Depuis le début des années 1990, le parti de V. Šešelj a déployé un registre idéologique oscillant entre un nationalisme dur et un appel à une dénonciation de la criminalité, de l'enrichissement illicite et de l'illégitimité d'élites politiques soumises à un *diktat* international. L'organisation bénéficie aujourd'hui non seulement des effets sociaux de la crise économique et du discrédit des partis politiques traditionnels, mais aussi des incertitudes relatives à l'avenir territorial de la Serbie. Depuis deux ans (et, particulièrement à l'occasion des élections parlementaires anticipées de décembre 2003), ses performances électorales sont particulièrement remarquables dans des espaces multi-communautaires comme la Voïvodine et le Sandžak où les rapports entre majorité et minorités tendent à se dégrader.

Graphique 1 - Le soutien accordé aux principaux partis politiques serbes entre 2001 et 2004

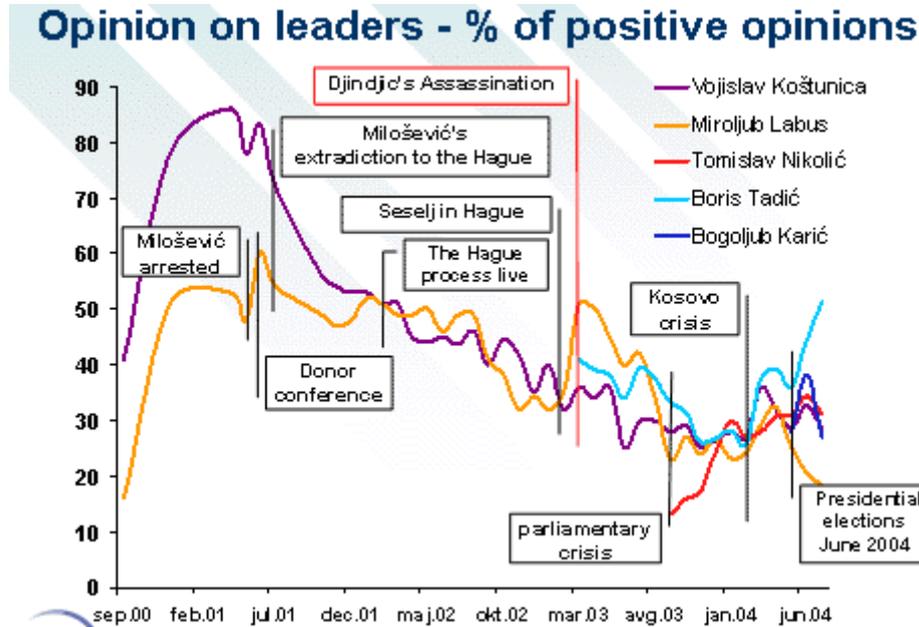


Source : Strategic Media and Marketing Research Institute (SMMRI), sur Internet à l'adresse: <http://www.smmri.co.yu/english/A-poll-jul04e.html>

Cette distribution des soutiens politiques se confirme si l'on considère cette fois-ci non la côte de popularité de formations partisanes spécifiques, mais celle des figures politiques individuelles qui les incarnent (voir **graphique 2**). Boris Tadić, le président démocrate, parvient à conserver un peu plus d'un an après son élection plus de 35% d'avis favorables. Derrière lui, la figure politique qui suscite la plus forte adhésion reste le radical Tomislav Nikolić (33%), candidat défait au second tour des élections présidentielles de juin 2004. En revanche, les espoirs de renouvellement des élites paraissent

peu susceptibles d'être réalisés si l'on considère, par exemple, la chute dramatique de la cote de popularité de Miroslav Labus, le vice-Premier ministre du G 17+ (28% en mai 2004 et seulement 11% en juillet 2005).

Graphique 2 - Les opinions positives enregistrées par les principaux acteurs politiques serbes



Source : Strategic Media and Marketing Research Institute (SMMRI), sur Internet à l'adresse: <http://www.smmri.co.yu/english/A-poll-jul04e.html>

Les principaux clivages partisans depuis la chute de S. Milošević

Quels sont les clivages autour desquels la concurrence entre formations politiques s'organise aujourd'hui en Serbie ? En particulier, quelle place la question de l'avenir du Monténégro et du Kosovo occupe-t-elle dans ces alignements contrastés ? Qu'en est-il par ailleurs de la vision des Etats-Unis et de l'Union européenne ou encore de la lecture de la politique économique à mettre en œuvre ?

Sur la question du Monténégro, les perceptions ont sensiblement évolué au cours des quatre dernières années, tant au sein de la société que parmi les élites politiques. Là où la perspective d'une indépendance du Monténégro apparaissait encore majoritairement inacceptable il y a quatre ans, on a assisté à un retournement de situation - un peu sur le modèle de l'évolution des rapports entre les parties tchèque et slovaque de la Tchécoslovaquie au cours de l'année 1992 - avec une mise en évidence du coût économique que représente la persistance d'un lien entre Serbie et Monténégro : alors que cette petite république ne compte que 650 000 habitants (contre 8 millions d'habitants pour la Serbie, hors Kosovo), elle est perçue comme recevant une part disproportionnée du budget, ainsi que des responsabilités politiques et de la visibilité internationale de l'Union de Serbie-et-Monténégro. L'attitude des diplomates monténégrins à l'étranger - accusés de consacrer l'essentiel de leur énergie à démontrer leur attachement à une future indépendance plus qu'à défendre le nouvel Etat commun - fait souvent l'objet de commentaires négatifs à Belgrade. La prise de conscience de la différenciation croissante des trajectoires économiques du Monténégro (reconnue, comme on l'a vu plus haut, par l'Union européenne dans son approche de l'Accord de stabilisation et d'association) et de la Serbie contribue également à une réévaluation de la pertinence du maintien d'un cadre institutionnel partagé. Reste, toutefois, une incertitude quant à la manière dont les personnes à conscience monténégrine résidant en Serbie (environ 250 000) pourraient réagir à la perspective d'une éventuelle future indépendance du Monténégro. Les élites politiques serbes apparaissent par ailleurs soucieuses de ne pas sembler, en public, se résigner trop aisément à un départ du Monténégro qui pourrait être perçu par les électeurs comme la poursuite d'un processus d'effritement du territoire serbe. Au final, seul le

G17+ s'est officiellement prononcé en faveur d'une séparation à l'amiable entre la Serbie et le Monténégro. Les Radicaux, le parti de Vojislav Koštunica (DSS) et le Mouvement pour le renouveau serbe de V. Drašković, sont en revanche officiellement favorables au maintien de l'Etat commun. Enfin, le Parti démocratique adopte une position intermédiaire, en souhaitant que les intérêts spécifiques de la Serbie puissent ne pas être entravés par un éventuel maintien du cadre commun⁵⁹.

La configuration apparaît en revanche nettement plus tranchée lorsqu'il s'agit de considérer l'avenir de la province sous contrôle international du Kosovo : aucune formation politique serbe ne considère à ce jour (novembre 2005), la perspective d'une indépendance même conditionnelle du Kosovo comme envisageable. La position défendue par la présidence et le gouvernement de Serbie porte sur une très large autonomie (« plus que l'autonomie, mais moins que l'indépendance »). En avril 2004, le gouvernement de Serbie avait, par le truchement du Conseil pour le Kosovo dirigé par Nebojša Cović, proposé un réaménagement territorial du Kosovo avec la formation de cantons sur la base des municipalités où les membres de la minorité serbe vivent concentrés. En privé, certains acteurs politiques serbes, cependant, notamment dans les milieux proches du G17+, du Parti démocrate évoluent vers une acceptation d'une formule qui, tout en protégeant les minorités serbes et le patrimoine architectural et historique, déboucherait sur une forme ou une autre d'indépendance conditionnelle. Telle est notamment la position défendue par l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Djindjić, Goran Svilanović, en tant que membre de la Commission internationale sur le Kosovo dirigée par l'Italien d'Amato⁶⁰. Au mois de novembre 2005, une équipe de négociation serbe a été formée qui comprend, notamment, le président de l'Etat serbe, Boris Tadić, le Premier ministre, Vojislav Koštunica, le ministre des Affaires étrangères, V. Drašković. Certains analystes serbes proches des milieux démocratiques, à l'instar de Jovan Teokarević, envisageaient fin novembre 2005, comme probable une solution dans laquelle le gouvernement serbe maintiendrait une politique de refus et de non compromission à la table de négociation sur la question du Kosovo pendant quelques mois, déciderait de l'organisation d'élections anticipées - qu'elle pourrait gagner grâce à sa fermeté sur l'enjeu kosovar - et que, forte de sa nouvelle légitimité et de l'affaiblissement attendu des Radicaux, elle accepterait de signer un compromis sur le Kosovo au lendemain du vote - à la condition qu'une forte pression internationale permette aux signataires de ne pas apparaître, auprès de leurs électeurs, comme responsables d'une telle évolution⁶¹. La réussite de ce scénario apparaît, pour le moment, très incertaine.

Sur la question des transformations économiques à mettre en œuvre, depuis la chute de Milošević, il semble que la politique retenue se conforme de manière relativement stricte à une lecture néo-libérale de l'économie et que la conduite de ces réformes soit largement laissée au groupe d'experts autour du G17+. La pertinence de l'austérité monétaire, de la réduction des déficits publics ou encore de la privatisation n'est mise en cause par aucune formation. Les critiques portent davantage sur les acquéreurs des entreprises mises en vente, les intérêts économiques qu'ils défendent et les répartitions régionales et locales du coût de la mutation économique.

Enfin, concernant la future intégration à l'Union européenne, la plupart des partis politiques y sont formellement favorables, même si la réserve est plus sensible dans les organisations nationalistes. L'UE ne jouit cependant pas d'une image forte en Serbie et ses divisions récentes n'ont guère contribué à en faire une source d'attractivité. La posture des élites politiques diffère-t-elle sur ces questions de celles des citoyens ordinaires ? Selon une enquête d'opinion conduite en septembre 2005, à la demande de la Commission européenne, 64% des Serbes seraient favorables à une adhésion à l'UE - 7% de moins qu'un an plus tôt ; en cas de référendum sur l'accession, à la date de réalisation des entretiens, 12% des personnes interrogées annonçaient qu'elles voteraient contre l'adhésion (12%

⁵⁹ Voir HEIMERL, Daniela. « Serbie-et-Monténégro, 2004-2005. Le pays des contradictions ». *Le courrier des pays de l'Est*, 1050, juillet-août 2005, p.221.

⁶⁰ On doit notamment à cette commission la rédaction d'un rapport, *The Balkans in Europe's Future*, rendu public au mois d'avril 2005, disponible sur Internet à l'adresse : www.balkan-commission.org/activities/Report.pdf

⁶¹ Entretien avec J. Teokarević, Paris, 28 novembre 2005.

en septembre 2004) et 16% qu'elles ne participeraient pas au scrutin (17% en 2004)⁶². Ces chiffres reflètent un léger recul de l'UE au cours de l'année passée - la part des électeurs favorables à l'Union ayant atteint son point le plus élevé en avril 2004, soit un mois avant le référendum sur le Traité constitutionnel. La peur qu'une éventuelle adhésion à l'UE n'induisse un affaiblissement de l'identité nationale est évoquée par 44% des personnes interrogées, les autres inquiétudes majeures concernant une éventuelle augmentation de la criminalité (trafic de drogue et crime, 54%).

III - Géographie politique et enjeux communautaires en Serbie

La Serbie apparaît généralement dans les études de sociologie électorale comme découpée en trois parties, la Voïvodine, au nord, la Serbie centrale (*Šumadija*), et enfin la région de Belgrade. A cette organisation tripartite peut être rajoutée un quatrième espace, la région du Sandžak, dont la population est majoritairement serbe, mais qui comprend une large minorité musulmane se définissant aujourd'hui principalement comme bosniaque⁶³. Chacune de ces zones présente des spécificités en termes de construction historique, de diversité de peuplement, de niveau de développement économique et de dynamiques politiques. La **carte 2** illustre les disparités socio-économiques entre les régions et provinces de Serbie à partir de la distribution des salaires moyens en 2000 : elle fait ressortir les lignes de démarcation évoquées plus en haut en singularisant de grands centres urbains relativement avantagés - comme Belgrade -, une province de Voïvodine en moyenne plus prospère que le reste de la Serbie, et des poches de pauvreté principalement concentrées dans le sud/sud-est du pays et le Sandžak, à proximité de la frontière avec le Monténégro (voir **carte 3**).

Carte 2 - Le Sandžak entre la Serbie et le Monténégro



Source : <http://www.sanjak.org/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=151>

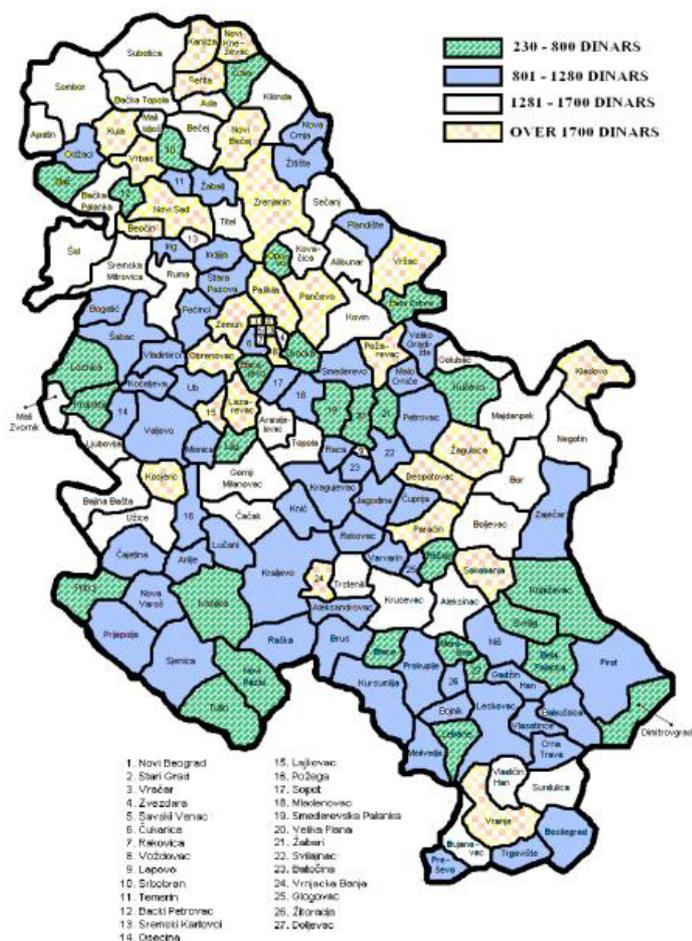
⁶² Chiffres cités sur le site Internet du département à l'intégration européenne du gouvernement serbe à l'adresse : http://www.seio.sr.gov.yu/upload/documents/Prezentacije/presentation_eng.ppt

⁶³ Notons que la région du Sandžak se situe à cheval sur la frontière entre la Serbie et le Monténégro. Les municipalités qui se situent côté serbe sont Priboj, Prijepolje, Nova Varoš, Sjenica, Tutin et Novi Pazar.

Carte 3 - Les disparités de revenus moyens par habitant en 2000 en Serbie

MAP 1

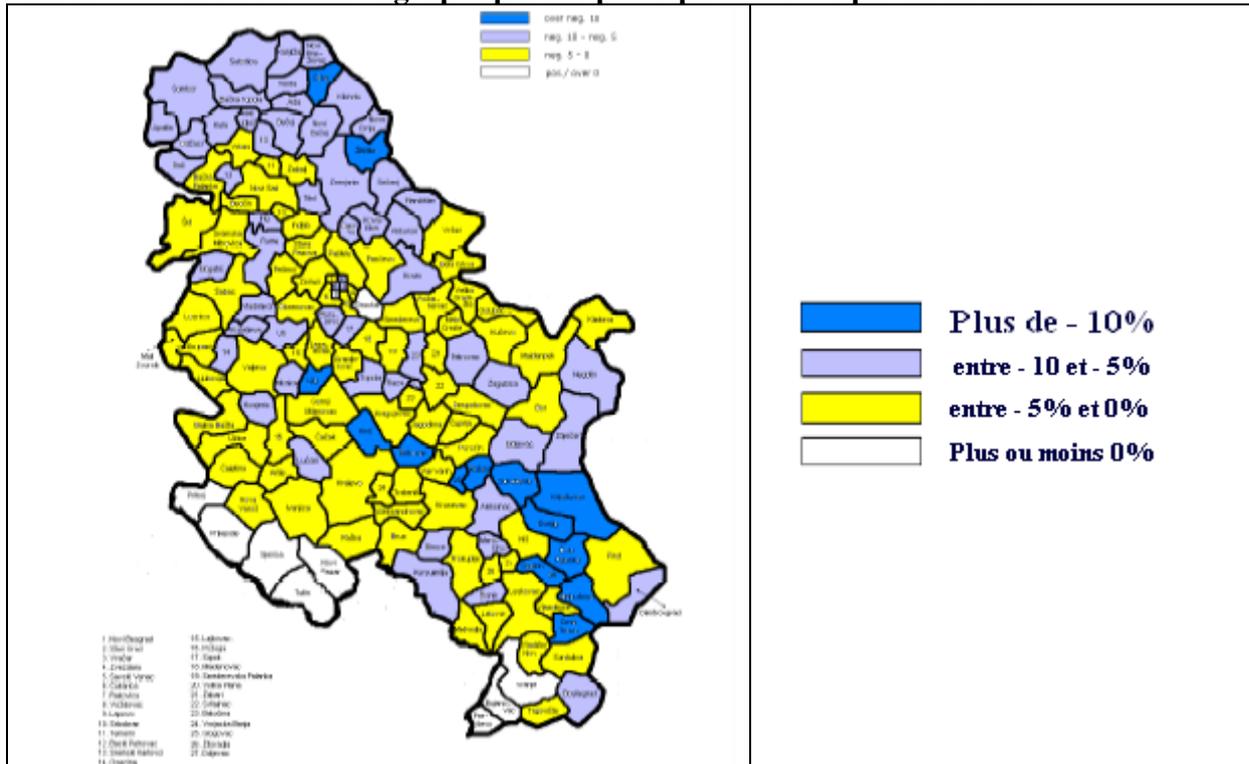
AVERAGE MONTHLY SALARY BY MUNICIPALITY IN SERBIA



Source: FSO

Source: gouvernement des Etats-Unis, 1er septembre 2000, sur Internet à l'adresse : <http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900LargeMaps/SKAR-64GESY?OpenDocument&cc=scm&rc=4>

Carte 4 - L'évolution démographique des principales municipalités serbes



Source : Reliefweb, chiffres de 2000.

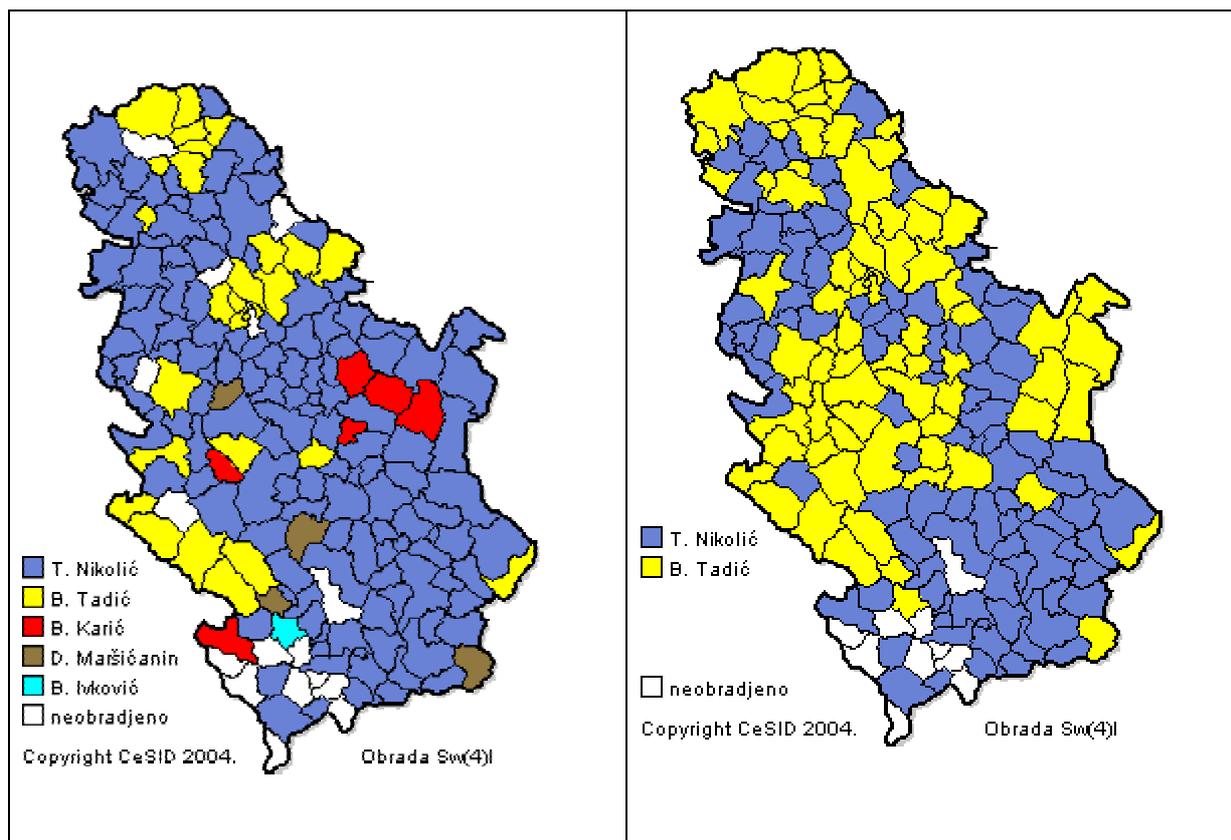
En termes de vote, l'analyse des résultats des élections présidentielles de juin 2004 suggère la distribution suivante des préférences électorales (voir **cartes 5, 6, 7**):

1. le candidat du Parti démocratique (DS), Boris Tadić, a remporté ses succès les plus nets dans la région du Sandžak, une région plutôt pauvre, confrontée à une dégradation progressive des rapports intercommunautaires. Les membres des minorités y sont inquiets de l'avenir des relations avec une majorité serbe, démographiquement renforcée au cours des dernières années et tentée par la voie de la radicalisation nationaliste. Ils redoutent aussi les effets d'un possible changement de statut du Monténégro et du Kosovo voisins. Aux élections parlementaires de décembre 2003, le Parti radical (SRS) avait enregistré des résultats remarquables parmi les électeurs serbes du Sandžak. Les représentants de la communauté musulmane sont, pour leur part, politiquement divisés : la majorité avait parié sur le succès de la coalition « Ensemble pour la tolérance » - qui a échoué à franchir la barrière des 5% ; une minorité des électeurs musulmans s'était portée derrière la Coalition pour le Sandžak de Sulejman Ugljanin, alliée au Parti démocratique (DS). L'ampleur du soutien apporté à Boris Tadić six mois plus tard peut être interprété comme le reflet d'un désir de coexistence apaisée de la part de minorités alarmées par les développements récents.
2. Boris Tadić est également arrivé en première position à Belgrade, ainsi que dans les grands centres urbains de Serbie.
3. Enfin, son troisième point d'appui a été la province de la Voïvodine - qui s'était fortement engagée en faveur de la chute de Milošević en 2000 et sur laquelle on reviendra plus en détail ci-après.

Par contraste, le candidat radical, Tomislav Nikolić, a engrangé ses principaux succès dans les zones marginalisées du sud et sud-est de la Serbie (là où le SPS continue, par ailleurs, à jouir d'une certaine audience), ainsi que dans la province sous contrôle international du Kosovo où les minorités serbes souhaitent signifier leur aspiration à être protégés par une Serbie attachée à la cause nationale.

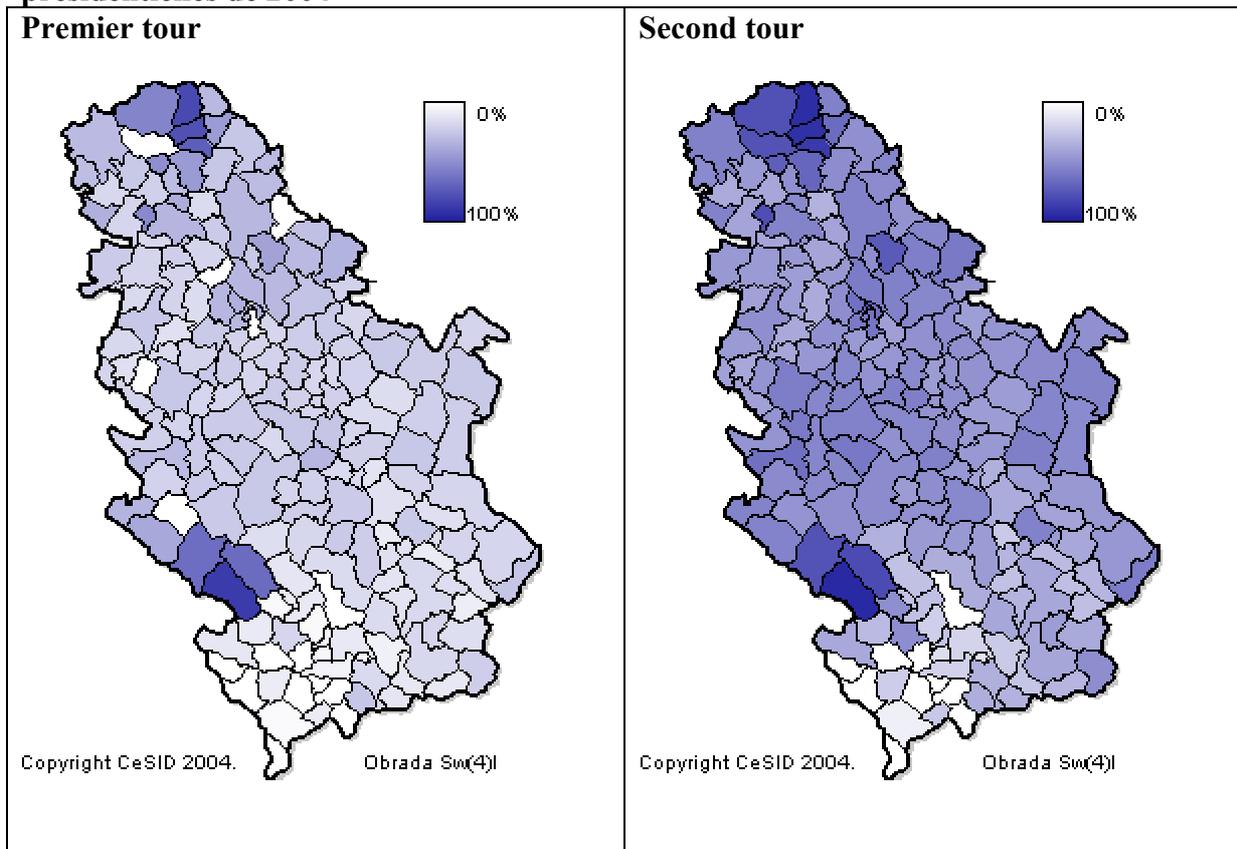
Carte 5 – Les élections présidentielles de juin 2004 en Serbie :

Distribution des résultats du premier tour par municipalités	Distribution des résultats du second tour par municipalités
--	---



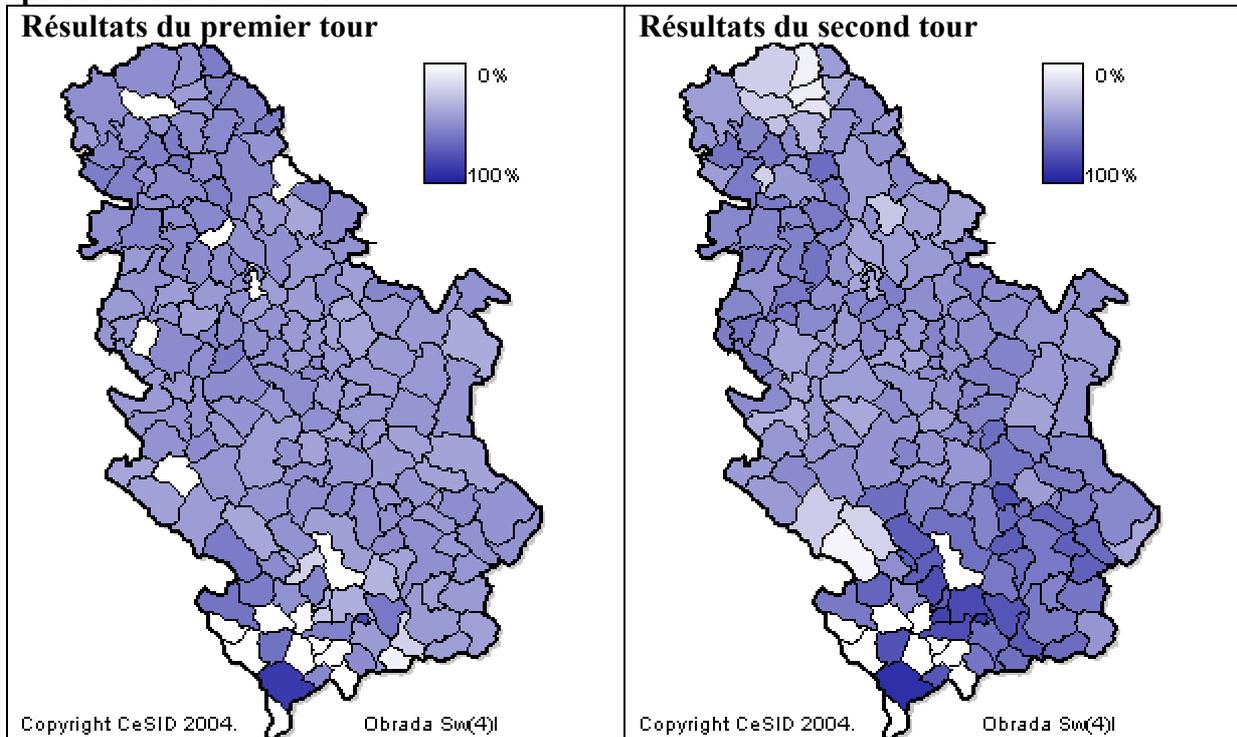
Source : CESID

Carte 6 – La répartition géographique des soutiens de Boris Tadić lors des élections présidentielles de 2004



Source : CESID, Belgrade, sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_jun_2004/mape/index.html

Carte 7 – La cartographie des soutiens en faveur de Tomislav Nikolić lors des élections présidentielles de 2004



--	--

Source : CESID, Belgrade sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_jun_2004/mape/index.html

Ce découpage régional ne permet toutefois pas, à lui seul, de rendre compte de la complexité des dynamiques partisans au sein de chacun des zones envisagées, notamment dans celles qui présentent une forte diversité de peuplement. Afin d'illustrer ce propos, on a donc choisi de s'arrêter sur le cas de la Voïvodine, une zone longtemps présentée comme le grenier à blé de la Serbie et qui a connu, au cours des dernières années, des développements politiques jugés préoccupants, notamment en raison des incidents ayant opposé membres de la communauté serbe (majoritaire) et membres des minorités hongroise, croate et rom.

Ancienne province dépendant de la Hongrie dans l'Empire austro-hongrois, la Voïvodine a été rattachée au Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes en 1918, puis à la Yougoslavie titiste en 1945. En 1974, elle a obtenu un statut de province autonome au sein de la République de Serbie, à l'instar du Kosovo. Ce statut qui lui conférait des prérogatives proches de celles d'une République (n'était le droit de faire sécession) a été supprimé sur décision de la Serbie le 10 mars 1989 dans le contexte de la politique de recentralisation nationaliste mise en œuvre par S. Milošević. La chute de Milošević le 5 octobre 2000 - à laquelle les élites politiques de Voïvodine ont apporté une contribution active en s'engageant aux côtés de la coalition DOS -, a donné à espérer une renégociation de l'autonomie de la province. Bien que les membres de DOS aient été divisés sur l'opportunité d'une telle démarche (le DS y était favorable, le DSS de V. Koštunica plutôt hostile), une « Loi omnibus » (*Omnibus zakon*) a pu être votée en 2002, au terme de laquelle la Voïvodine s'est vu rétrocéder 170 compétences dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'urbanisme⁶⁴.

La « Loi omnibus » garantit notamment l'utilisation officielle des langues et alphabets reconnus sur le territoire de la Voïvodine (six en tout), pose la nomination d'un comité de supervision chargé de veiller à la mise en œuvre de cette mesure, prévoit le financement, par le budget provincial, de projets culturels initiés par des membres des minorités et autorise les responsables des institutions provinciales à publier des manuels scolaires dans la langue des minorités (école élémentaire et secondaire), ainsi qu'à mettre en place les arrangements nécessaires à l'enseignement des langues minoritaires dans les classes où plus de 15 élèves sont membres d'une minorité⁶⁵. La question de la contribution de la province au budget fédéral et de la parts des recettes fiscales rétrocédées par le pouvoir central à la province constitue toutefois une pierre d'achoppement récurrente dans les relations entre Belgrade et les élites provinciales. La gestion depuis la capitale serbe du processus de privatisation représente une autre source de ressentiments de la part d'acteurs locaux qui craignent de perdre le contrôle sur les joyaux industriels de la province et, partant, une partie des revenus fiscaux liés à la présence d'un tissu économique dense.

Le déchiffrement des dynamiques partisans en Voïvodine depuis les années 1990 suppose que l'on tienne compte d'au moins trois niveaux d'interactions :

- 1 - les divisions et alliances partisans au sein des communautés minoritaires habitant dans la province ;
- 2 - les rapports entre minorités (hongroise, croate, rom, bunjevci) et majorité serbe ;
- 3 - les relations entre élites provinciales, indépendamment de leurs systèmes d'identification locaux, et le centre politique que constitue Belgrade.

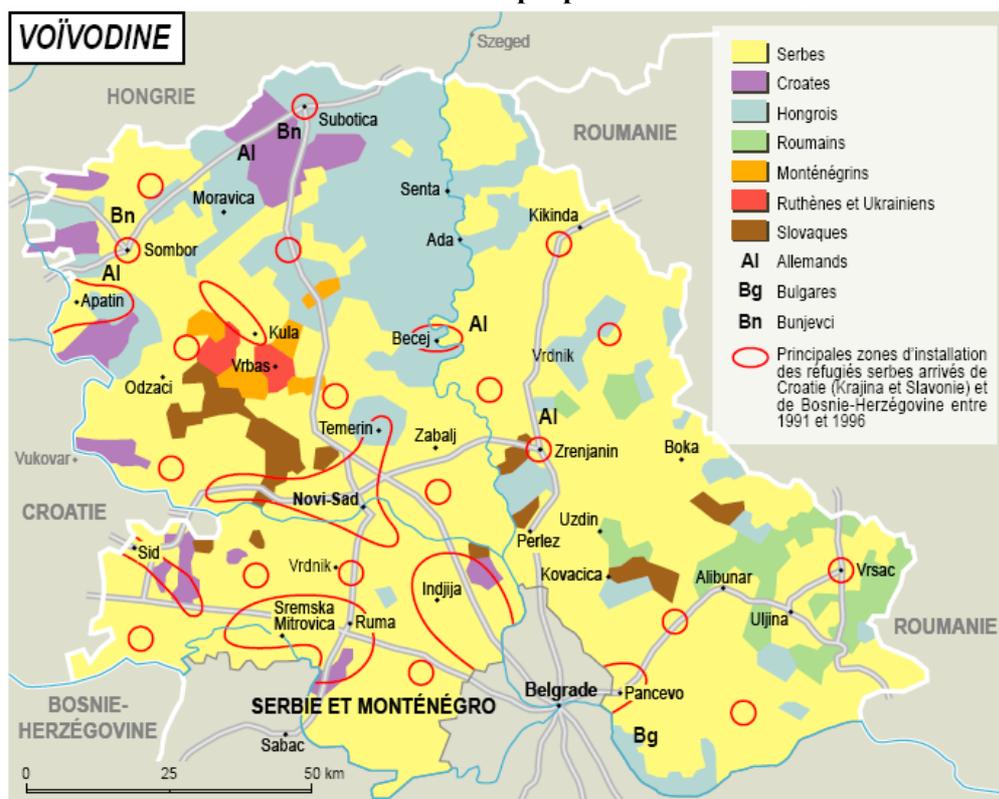
⁶⁴ Ce changement s'inscrivait dans un effort d'inflexion dans la politique des minorités par les autorités fédérales s'étant notamment traduit par l'adoption, le 27 février 2002, d'une loi sur la protection des droits et libertés des minorités nationales. Chiffres cités dans ANDJELIC, Jasna. « Voïvodine : quelle autonomie fiscale et politique ? ». *Vreme*, 16 décembre 2004 (traduit par le *Courrier des Balkans*).

⁶⁵ Voir PETSINIS, Vassilis. « Vojvodina's National Minorities: Current Realities and Future Prospects ». *Spaces of Identity*, 3(3), 2003, sur Internet à l'adresse : http://www.univie.ac.at/spacesofidentity/_Vol_3_3/_HTML/Petsinis.html

Ces arènes politiques s'imbriquent de manière complexe à la faveur du tissage d'alliances entre partis politiques belgradois et partis locaux lors des élections parlementaires ou provinciales :

- sur les questions relatives à la privatisation ou encore au budget, la ligne de clivage oppose principalement les élites locales - qu'elles soient serbes ou non - aux élites centrales ;
- s'il est question, en revanche, du statut de la province et de l'administration des institutions provinciales (la représentation au Parlement de Voïvodine, le Conseil régional exécutif de Voïvodine ou encore les municipalités), les alliances dépendent, d'une part, des stratégies des partis « belgradois » par rapport à la Voïvodine et, d'autre part, de l'évolution des positionnements des partis minoritaires. Afin de valoriser leurs intérêts au niveau national, ces derniers ont tour à tour scellé des alliances avec d'autres formations minoritaires de Voïvodine, recherché le soutien des minorités d'autres régions de la Serbie (comme le Sandžak) et tenté des partenariats avec les partis généralistes. La question du degré d'autonomie souhaitable pour la Voïvodine reste un des éléments de polarisation. Notons enfin que les alliances au niveau local ou régional entre partis généralistes peuvent ne pas reproduire les lignes de partage entre partis généralistes observées au niveau national (depuis les élections de septembre 2004, les Radicaux et le DSS sont ainsi alliés au conseil municipal de Novi Sad et administrent la ville de concert, alors que les relations au niveau national sont moins clairement affichées en dépit de l'appui parlementaire du SRS au gouvernement de V. Koštunica).
- enfin, au sein de chaque minorité de Voïvodine, les clivages internes ont encouragé la création d'organisations partisans concurrentes qui cherchent à mobiliser des soutiens extérieurs (celui de la Hongrie ou à un moindre degré de la Croatie) et locaux. Dans la communauté hongroise de Voïvodine, où l'Alliance des Hongrois de Voïvodine de Joszef Kasa a, pendant le années 1990, joué un rôle de premier plan, la lassitude par rapport à cette formation a non seulement incité une partie des électeurs hongrois à reconsidérer leurs choix électoraux, mais semblerait être en trait de faire apparaître de nouvelles générations qui ne se sentent pas adéquatement représentés par les partis politiques et pourraient être tentées de suivre une voie de mobilisation sociale potentiellement radicale.

Carte 8 - La Voïvodine et sa diversité de peuplement



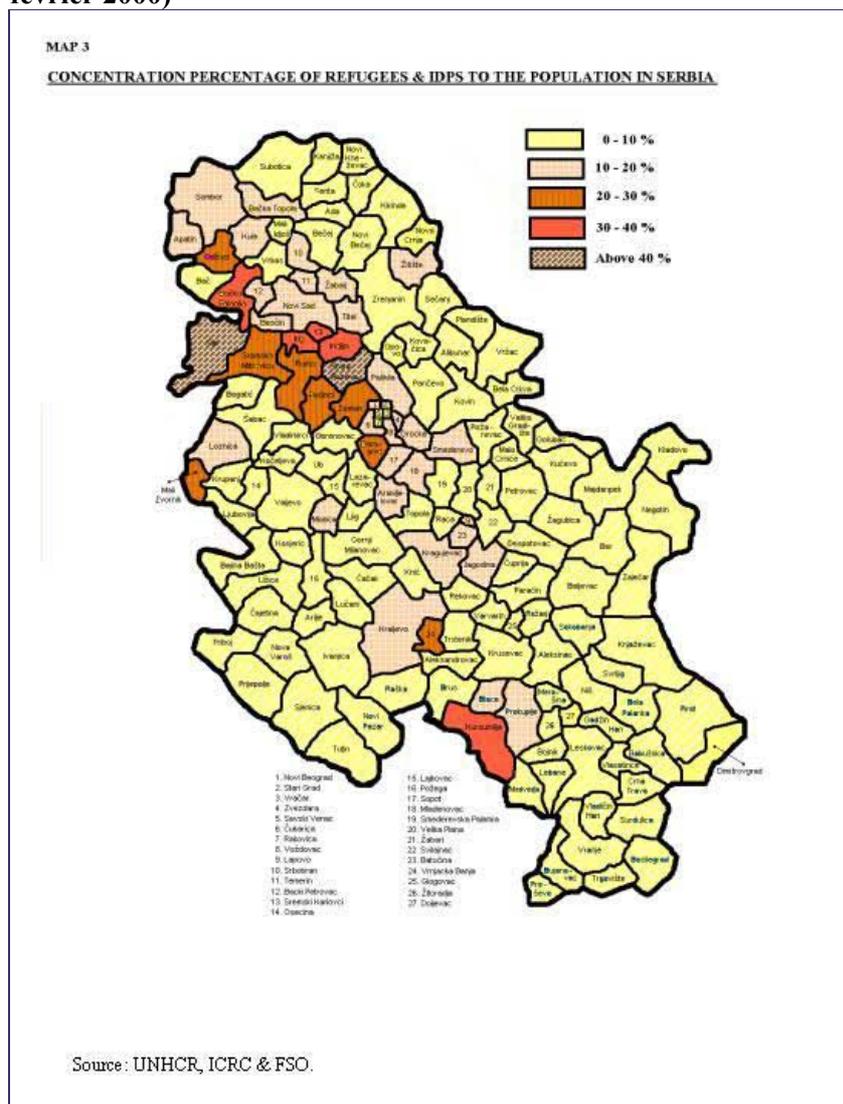
Source : *Le Monde diplomatique* sur Internet à l'adresse : http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/DERENS/IMG/pdf/voivo_koso.pdf

Plus généralement, les guerres des années 1990 ont fragilisé les modes de gestion de la diversité en plaçant divers segments de la société dans des « camps » opposés. Ainsi, les Hongrois de Voïvodine ont-ils été d'autant plus stigmatisés par les membres de la majorité qu'ils étaient réputés proches de la Hongrie, un pays perçu comme soutenant la position de la Croatie dans la guerre. Réciproquement, de jeunes Serbes de Voïvodine ont été recrutés par l'armée et ont pris part aux combats dans les anciennes républiques voisines et, notamment, en Bosnie-Herzégovine - ce qui ne pouvait manquer de se répercuter négativement à la fois sur les relations entre la Voïvodine et sa voisine, et sur les rapports entre Serbes et minorités au sein de la province. Les membres des communautés croates et hongroises se souviennent, par ailleurs, que des représentants du Parti radical de V. Šešelj, en 1991-1992, ont menacé leur existence et les ont contraint à prendre le chemin de l'exil. Les transformations socio-démographiques de la décennie passée et l'enlisement progressif de la province dans une crise socio-économique structurelle sont également à l'origine de recompositions identitaires et politiques qui mettent en jeu non seulement les rapports internes au sein de la province, mais aussi les relations avec Belgrade et avec les Etats voisins (Hongrie, Croatie et Bosnie-Herzégovine).

Sur le plan démographique, la part des Serbes dans la province a augmenté suite à l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés en provenance de Croatie et de Bosnie-Herzégovine - à la fois en raison de la (relative) prospérité économique de la région et de la place que la Voïvodine occupe dans les imaginaires nationaux en Serbie (l'importance accordée par le pouvoir central à une installation de Serbes dans cette zone au peuplement diversifiée)⁶⁶. Le relogement de Serbes de l'extérieur a sans doute également eu vocation, sous le régime Milošević, à faciliter le maintien sous contrôle des mouvements politiques autonomistes (voir **carte 9** pour la distribution géographique en Serbie des réfugiés serbe en provenance du Kosovo en février 2000).

⁶⁶ *Le Monde diplomatique* citait une estimation de 140 000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine et de Croatie en 1994. Voir : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/vojvodine>

Carte 9- La distribution des réfugiés au lendemain du conflit au Kosovo par municipalité (au 1^{er} février 2000)



Source : UNHCR, ICRC, FOS sur le site Reliefweb à l'adresse :

<http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900LargeMaps/SKAR-64GEBT?OpenDocument&cc=scm&rc=4>

Dans le même temps, des départs ont été enregistrés parmi les Hongrois et les Croates. En 1991-1992, l'émigration a été largement motivée par la crainte d'affrontements intercommunautaires et les pressions exercées par les membres du Parti radical de Vojislav Šešelj sur les habitants des zones mixtes. Depuis la fin des guerres, les migrations, tout particulièrement au sein de la jeunesse et parmi les diplômées, constituent également une réponse aux difficultés socio-économiques rencontrées (financement de la guerre par ponction des ressources locales par le pouvoir central, obsolescence d'une partie des industries socialisées, manque d'investissements, destruction des infrastructures lors des bombardements de l'OTAN en 1999).

Les résultats du recensement de 2002 donnent à voir une image nouvelle de la diversité de peuplement en Voïvodine (**tableau 6**) : la part de la communauté hongroise est passée de 18,9% en 1981 à 14,28% en 2002 (soit 290 207 Hongrois), ce chiffre reflétant à la fois les effets des mouvements migratoires, un faible dynamisme démographique et les identifications changeantes (effets des mariages mixtes). Les Croates de Voïvodine ont de la même façon vu leur poids démographique chuter - à 2,78% en 2002 (soit 56 546), près de la moitié moins qu'en 1981 (5,35%).

En contrepartie, l'installation de réfugiés serbes a renforcé la majorité serbe (65,05% en 2002 contre 54,42% en 1981).

Tableau 6 - Les évolutions de la composition démographique de la Voïvodine (recensements de 1981, 1991, 2002)

Population	Recensement de 1981		Recensement de 1991		Recensement de 2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Serbes	-	54,42	1 143 723	56,79	1 321 807	65,05
Hongrois	-	18,90	339 491	16,86	290 207	14,28
Croates	-	5,35	74 808	3,71	56 546	2,78
Slovaques	-	3,41	63 545	3,16	56 637	2,79
Roumains	-	2,32	38 809	1,93	30 419	1,50
Monténégrins	-	-	44 838	2,23	35 513	1,75
Ruthènes	-	0,94	17 889	0,90	15 626	0,77
Albanais	-	-	2 556	0,13	1 695	0,08
Yougoslaves	-	-	174 295	8,65	49 881	2,45
Roms	-	-	24 336	1,21	29 057	1,43
Musulmans	-	-	5 851	0,29	3 634	0,18
Bunjevci	-	-	-	-	19 766	0,97
Macédoniens	-	-	-	-	11 785	0,58
Ukrainiens	-	-	-	-	4 635	0,23
Allemands	-	-	-	-	3 154	0,16
Slovènes	-	-	-	-	2 005	0,10
Tchèques	-	-	-	-	1 648	0,08
Bulgares	-	-	-	-	1 658	0,08
Vlachs	-	-	-	-	101	0,07
Russes	-	-	-	-	940	0,05
Goranci	-	-	-	-	606	0,03
Bosniaques	-	-	-	-	417	0,02
Autres	-	-	83 718	4,14	5 311	0,26
Non déclaré	-	-	-	-	55 016	2,71
Affiliation régionale	-	-	-	-	10 154	0,50
Non connu	-	-	-	-	23 774	1,17
Total	-	100,00	2 013 889	100,00	2 031 992	100,00

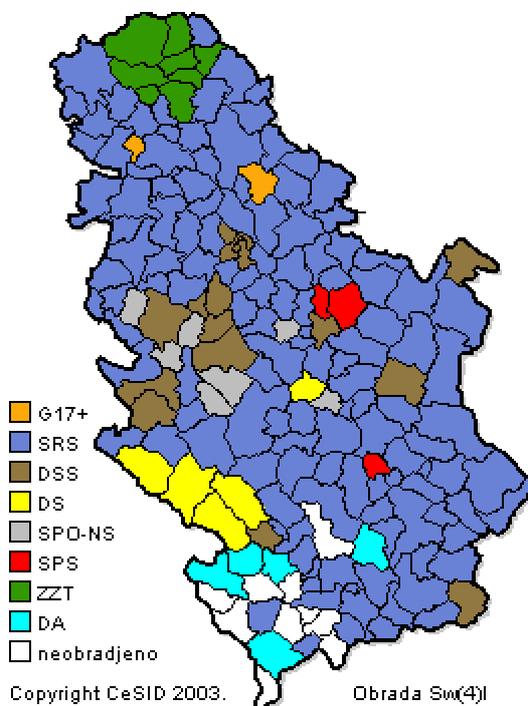
Source : *Popis stanovništva 1991*. Knjiga 3. Belgrade : Saveni zavod za statistiku, 1993 ; *Konacni rezultati popisa 2002. Saopštenje, broj 295, godina LII, Republika Srbija*. Belgrade : Republicki zavod za statistiku, Belgrade, 24 décembre 2002 - cités dans PETSINIS, Vassilis. « Vojvodina's National Minorities: Current Realities and Future Prospects ». *Spaces of Identity*, 3(3), 2003, sur Internet à l'adresse: http://www.univie.ac.at/spacesofidentity/Vol_3_3/HTML/Petsinis.html

Au résultat, un processus de bipolarisation tend à s'enclencher qui place de plus en plus souvent les Serbes et les Hongrois en face-à-face. La communauté serbe, et plus particulièrement les réfugiés, sont sensibles aux discours nationalistes des Radicaux. Au sein d'une communauté hongroise divisée sur le plan politique, certains représentants des nouvelles générations sont partisans d'une politique de revendication d'autonomie plus ferme. Entre septembre 2003 et septembre 2004, plusieurs incidents - graffitis insultants, accrochages physiques, églises et cimetières outragés, etc. -, favorisés par le contexte de campagne électorale en vue des élections régionales et municipales de septembre 2004, ont mis en évidence la volatilité des rapports entre Serbes et Hongrois, Serbes et Croates, Serbes et Roms⁶⁷. La stratégie d'internationalisation de la question minoritaire retenue par les élites politiques

⁶⁷ Pour les cinq premiers mois de l'année 2004, le nombre des incidents enregistré est estimé à 294 par le ministère de l'Intérieur serbe et environ 500 par des ONG locales. Chiffres cités dans ANDJELIC, Jasna. « Qui est responsable du massacre d'une famille hongroise en Voïvodine ? ». *Monitor*, 16 février 2005 (traduit sur le site du *Courrier des Balkans*).

de la communauté hongroise, notamment Joszef Kasa, leader de l'Alliance des Hongrois de Voïvodine et vice-Premier ministre de Serbie au lendemain de la chute de S. Milošević - en se tournant vers la Hongrie qui a, à son tour, saisi les institutions européennes (Conseil de l'Europe, Commission européenne) de la situation des minorités hongroises en Voïvodine -, a sans doute permis de réduire le nombre des accrochages sur le terrain. Mais il a aussi accentué la polarisation des relations intercommunautaires. Lors des élections parlementaires de décembre 2003, le Parti radical (SRS) de V. Šeselj est arrivé en première position en Voïvodine (voir **cartes 10 et 11**), obtenant 32,4% des voix à Novi Sad (loin devant le G 17+ -15,7 %-, DSS -13,5% - et le DS -11,4%-). Seules quelques communes du nord de la province ont donné la préférence à la coalition Ensemble pour la tolérance (Subotica, Kanjiža, Bačka Topola, Vrbas, Bečej, Novi Bečej, Senta, Čoka). Subotica, qui s'est longtemps vécue comme un exemple de coexistence intercommunautaire, a certes accordé 32,5% des suffrages à Ensemble pour la tolérance ; cependant le SRS y a tout de même convaincu 16,6% des électeurs (voir **tableau 7**).

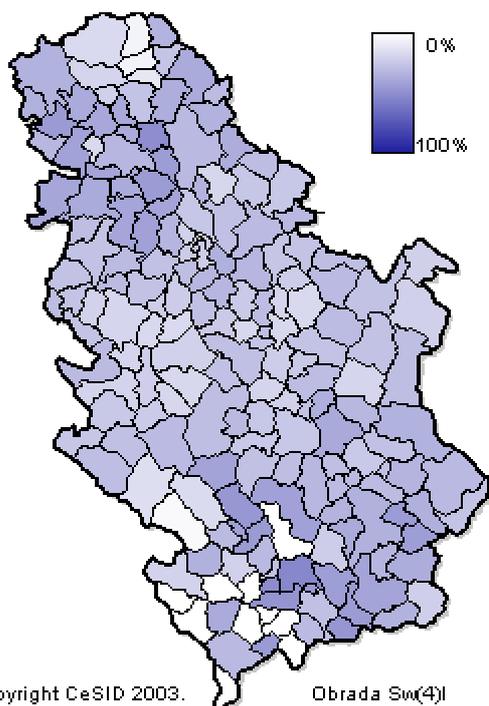
Carte 10 - La distribution géographique des votes aux élections parlementaires serbes de décembre 2003



Source : CESID, sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_dec_2003/mape/druga.html

Note : ZZT= Zajedno za Toleranciju, Ensemble pour la tolérance.

Carte 11 - Distribution géographique des résultats du Parti radical aux élections parlementaires serbes de décembre 2003



Source : CESID, http://www.cesid.org/rezultati/sr_dec_2003/mape/index.html

Tableau 7 - Le détail des résultats aux élections parlementaires de décembre 2003 à Novi Sad et à Subotica

Municipalité de Novi Sad Inscrits : 261820		Municipalité de Subotica Inscrits : 123894	
Taux de participation	60.8%	Taux de participation	56.8%
Bulletins non valides	0.9%	Bulletins non valides	1.2%
Bulletins valides	99.0%	Bulletins valides	98.8%
G17+	15.7%	G17+	19.9%
SRS	32.4%	SRS	16.6%
DSS	13.5%	DSS	8.9%
DA	1.0%	DA	1.2%
DS	11.4%	DS	9.0%
SPO-NS	3.5%	SPO-NS	1.0%
OTPOR	2.2%	OTPOR	3.3%
SSJ-NSS	1.2%	SSJ-NSS	0.3%
SPS	4.2%	SPS	1.6%
DHSS	0.9%	DHSS	0.4%
O i P	0.3%	O i P	0.4%
ZZT	8.9%	ZZT	32.5%
LS	0.2%	LS	0.2%
RSV	1.9%	RSV	2.5%
SNS	0.3%	SNS	0.3%
PPSSD	1.0%	PPSSD	0.2%
LPS	0.0%	LPS	0.1%
SSV	0.2%	SSV	0.2%
JUL	0.0%	JUL	0.1%

Source : CESID, Belgrade, http://www.cesid.org/rezultati/sr_dec_2003/mape/index.html

Les élections régionales et municipales de septembre 2004 ont confirmé cette tendance : au Parlement de Voïvodine, l'ancienne majorité réformatrice de 2000 a perdu 39 sièges, passant de 104 députés sur 120 à 65 députés⁶⁸. 35 des 45 municipalités que compte la Voïvodine ont été remportées par le SRS, une première dans l'histoire de la province. Novi Sad, la capitale de la Voïvodine, a été enlevée par Maja Gojković (SRS), tandis qu'une majorité dominée par le SRS était formée au conseil municipal de Novi Sad avec le soutien du Parti socialiste de Serbie (SPS) et, fait plus notable sans doute, du Parti démocratique de Serbie (DSS) du Premier ministre, Koštunica. Symptôme d'un mal-être croissant, cette victoire entrave les efforts de rétablissement de bonnes relations avec la Croatie et la Bosnie-Herzégovine déployés par le maire précédent, Borislav Novaković (DS) dans le cadre d'un projet de jumelage entre Osijek, Tuzla et Novi Sad. Localement, le SRS est par ailleurs réputé apporter son soutien à un « gouvernement en exil » de la République serbe de Krajina (RSK)⁶⁹. A la lumière de ces observations, il semblerait que l'évolution des rapports entre majorité et minorités en Voïvodine et les performances des Radicaux au pouvoir local constitueront dans les années à venir un enjeu politique majeur pour la Serbie.

IV - Un Monténégro divisé sur les rapports avec la Serbie et sur les lectures de son identité

Le Monténégro présente l'image d'une République qui n'a connu, au cours des années 1990, aucune alternance politique - les socialistes du Parti démocratique socialiste (DPS), issus de l'ancienne Ligue des communistes (SKCG), étant parvenus à se maintenir continûment au pouvoir. Assurément, on ne saurait en déduire que l'histoire politique du Monténégro n'a connu ni ruptures, ni redéfinitions partisanes, mais il est intéressant de noter que les évolutions de préférences politiques sont intervenues à l'intérieur même du DPS (et, en 1997-1998, au prix d'une scission au sein de l'organisation), plus que par un changement des majorités parlementaires. La politique de coalition suivie par le DPS n'est pas indifférente à cette longue survie au pouvoir ; cependant, celle-ci doit plus encore à l'habile récupération, par Milo Djukanović (DPS), d'une thématique de l'indépendance originellement lancée par une force d'opposition. Deuxième remarque liminaire : dans cette petite République de 670 000 habitants environ (selon les résultats du recensement de 2003), les développements politiques répercutent de façon intense les changements intervenant au niveau fédéral (en particulier toute tentative pour modifier les droits respectifs de la Serbie et du Monténégro), ainsi que les bifurcations dans la vie politique interne à la Serbie. La recherche de soutiens à Belgrade ou, *a contrario*, les efforts de distanciation par rapport à la Serbie constituent un moteur des stratégies politiques des acteurs monténégrins.

Cette configuration se comprend mieux si l'on considère les questions autour desquelles la vie politique monténégrine s'est organisée, celles des rapports avec le pouvoir serbe et avec le dictateur, S. Milošević, l'attitude envers les guerres d'ex-Yougoslavie, les définitions de l'identité nationale (monténégrine, serbe) et du projet étatique à valoriser (indépendantiste ou unioniste) et enfin les rapports avec les minorités nationales du Monténégro (qui représentent environ 25% de la population monténégrine, principalement des Bochniaques/musulmans, des Albanais et des Croates, voir **tableau 8**).

Tableau 8 - La population du Monténégro en fonction des nationalités déclarées aux recensements de 1971 à 2003 (en nombre et en pourcentage)

Nationalité	Rec.1971		Rec.1981		Rec.1991		Rec.2003*	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Monténégrins	355 632	67,2	400 488	68,5	380 467	61,9	273 336	40,64

⁶⁸ Au Parlement régional de Voïvodine, 60 députés sont élus au scrutin proportionnel de site et 60 autres au scrutin majoritaire de circonscription à deux tours. Il faut franchir un seuil de 5% pour pouvoir espérer entrer au Parlement (sièges à la proportionnelle).

⁶⁹ Voir « La Voïvodine joue la carte de l'ouverture européenne. Entretien avec le président du Parlement de Voïvodine, Bojan Kastres ». *Le courrier des Balkans*, 21 mai 2005.

Bochniaques/musulmans	70 236	13,3	78 080	13,4	89 614	14,6	91 986	13,68
Serbes	39 512	7,5	19407	3,3	57 456	9,3	201 892	30,01
Albanais	35 671	6,7	37 735	6,5	40415	6,6	47 682	7,09
Yougoslaves	10943	2,1	31 243	5,3	26 159	4,3	-	-
Croates	9 192	1,7	6 904	1,2	6 244	1,0	7 062	1,05
Roms	396	0,1	1 471	0,3	3 282	0,5	2 875	0,43
Autres	8 022	1,6	8 982	1,5	11 401	1,8	47 823	7,1
TOTAL	529 604	100,0	584 310	100,0	615 035	100,0	672 656	100,0

* Données préliminaires

Note : les données de novembre 2003 ne comprennent pas les Monténégrins ne résidant pas au Monténégro.

En 2003, on estimait à 13 295 le nombre des réfugiés et 18 047 les personnes déplacées résidant au Monténégro. Les pays d'origine des réfugiés étaient la Bosnie-Herzégovine pour 70% d'entre eux, la Croatie, pour 27% et la Slovénie pour 3%. En termes de nationalité, la répartition était la suivante, 80% de Serbes, 8,6% de Monténégrins, 11,4% de Bochniaques/musulmans, 2,6% d'Albanais et 2,1% appartenant à d'autres nationalités⁷⁰.

Source : MUSTAFIC, Nestlo. *La question de l'indépendance du Monténégro depuis l'éclatement yougoslave*. DESS de relations internationales. Paris, IRIS, septembre 2005, p.44 (d'après les données préliminaires du recensement de 2003 et des recensements antérieurs).

La principale inflexion dans l'histoire du Monténégro depuis l'éclatement de la Yougoslavie concerne sans doute l'année 1997, qui voit l'appropriation de la cause indépendantiste par Milo Djukanović, une prise de distance corrélatrice par rapport au pouvoir Milošević en Serbie et une tentative de réorientation des relations extérieures en direction des pays occidentaux. La chute du régime Milošević en octobre 2000 marque une seconde date de rupture pour le Monténégro : à partir de cette date, en effet, les priorités de la communauté internationale, tout particulièrement de l'Union européenne, vont à un encouragement des réformes en Serbie et un désir de prévention de toute remise en cause possible du cadre territorial existant. Sous la contrainte de l'Union européenne et pour contrebalancer les attaques dont certains responsables politiques proches de M. Djukanović font l'objet (soupçons de participation à l'organisation de trafic de cigarettes, notamment), le DPS opte alors avec une politique de compromis qui conduit à reporter l'échéance du référendum sur l'indépendance. Cette prudence fait toutefois perdre quelques soutiens à la majorité au pouvoir.

Revenons maintenant plus en détail sur ce cheminement politique du DPS depuis une posture proche de Belgrade jusqu'à la défense du projet indépendantiste. Les premières élections libres au Monténégro se traduisent, comme en Serbie, par une victoire de l'ancienne Ligue des communistes. Celle-ci, renommée Parti démocratique des socialistes (DPS) au lendemain du scrutin, va tenir les rênes du pays jusqu'en 1997 sur la base d'un couple Momir Bulatović (qui est à la fois président du Monténégro⁷¹ et surtout leader du DPS)-Milo Djukanović, ce dernier assumant le rôle de Premier ministre. Au cours de cette première phase, les élites gouvernementales monténégrines suivent une voie modérée par rapport à la Serbie, essayant d'entretenir de bonnes relations avec leur voisin tout en montrant leur attachement à une définition du cadre institutionnel de la République fédérale de Yougoslavie (fondée en avril 1992) qui puisse être respectueux des spécificités monténégrines et du désir de traitement sur un pied d'égalité. Le Monténégro prend part à la guerre en Croatie - les forces monténégrines, au sein de l'armée yougoslave (JNA) et aux côtés des forces paramilitaires serbes, s'illustreront tristement dans les opérations à Dubrovnik et sur la péninsule de Prevlaka -. Mais, dès octobre 1991, le gouvernement monténégrin cherche à retirer ses réservistes de Croatie ; les autorités

⁷⁰ Chiffres de BACOVIC, Maja (ed.). *Humani Razvoj u Crnoj Gori sa stanovista multikulturalizma*. Podgorica : ISSP, septembre 2003, p.129-130 et p.137, cité dans MUSTAFIC, Nestlo. *La question de l'indépendance du Monténégro depuis l'éclatement yougoslave*, op. cit., p.45.

⁷¹ M. Bulatović est élu à la présidence du Monténégro le 9 décembre 1990 - le jour où ont également lieu les premières élections parlementaires pluripartites - par 76,1% des voix au second tour. Notons que la direction de la Ligue des communistes du Monténégro (SKCG) avait été renouvelée en mars 1989, suite aux mouvements sociaux de contestation de l'automne 1988 et du début de l'année 1989 notamment motivés par la crise économique. Ce renouvellement des cadres au sommet a permis à la Ligue de pouvoir présenter une image un peu rajeunie en se présentant devant les électeurs.

essaieront par la suite de minimiser l'implication de leurs forces en Bosnie-Herzégovine. Le président du Monténégro, Momir Bulatović, apporte même un temps sa signature au plan de paix soumis, à l'automne 1991, par Lord Carrington, ancien ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne - qui devait donner naissance à une confédération d'Etats yougoslaves apportant une participation librement choisie aux institutions communes - avant de la retirer sous la pression de la Serbie et de la présidence yougoslave.

La condamnation du pouvoir Milošević et, surtout, l'aspiration à une refonte des relations avec la Serbie sous la forme d'une Union d'Etat indépendants, voire sur la base d'une déclaration d'indépendance sont des thèmes politiques alors défendus par l'Alliance libérale du Monténégro (LSCG). Une autre opposition au pouvoir Bulatović-Djukanović provient, elle, de courants nationalistes radicaux qui se revendiquent comme Serbes et sont partisans d'une union de tous les Serbes de l'ex-Yougoslavie titiste au sein d'une grande Serbie : la branche monténégrine du Parti radical serbe (SRS) de V. Seselj est dans ce cas, tout comme le Parti populaire (NS) - qui connaîtra par la suite un revirement centriste.

Le DPS exerce le pouvoir seul entre 1990 et 1992. Mais, comme les socialistes en Serbie, il prend le parti de forger une coalition au lendemain des élections parlementaires de décembre 1992. Dès cette date en effet, le DPS commence à émettre des doutes par rapport à la définition que la Serbie entend donner des relations au sein de l'ensemble fédéral constitué en avril 1992. 95,94% des participants au référendum monténégrin organisé en mars 1992 se sont en effet prononcés en faveur de la continuation d'un Etat commun entre la Serbie et le Monténégro (avec un taux de participation de 66,04%⁷²). Mais le mode d'adoption du nouveau cadre (voté alors que seuls 100 des 220 députés du Parlement fédéral sont réunis) et le contenu du texte constitutionnel (perçu comme marquant un recul par rapport à la Constitution de 1974) font l'objet d'une vive contestation au sein des élites politiques monténégrines. En signe de protestation, l'opposition monténégrine refuse de prendre part aux élections parlementaires fédérales de mai 1992 - à l'instar des membres de l'opposition politique (DEPOS) en Serbie. Le Monténégro se dote par ailleurs de sa propre constitution le 12 octobre 1992. Ce repositionnement par rapport à la Serbie se traduit, en politique interne, par la formation d'une alliance électorale comprenant le Parti social-démocrate (SDP), l'Alliance libérale du Monténégro (LSCG) et le Parti populaire (NS) (qui a, entre-temps, atténué son discours pro-serbe) en décembre 1992.

La prise de distance entre 1993-1994 de S. Milošević par rapport aux Serbes de Bosnie-Herzégovine favorise un rapprochement temporaire entre les deux Républiques, même si dans le sillage de la signature des Accords de Dayton en novembre/décembre 1995, le gouvernement monténégrin cherche à cultiver des rapports plus étroits avec les Etats-Unis et les pays d'Europe de l'ouest. Entre-temps, cependant, l'idée d'une autonomisation croissante du Monténégro par rapport à la Serbie a fait son chemin au sein du SDP, suscitant l'apparition d'une opposition à la ligne de M. Bulatović - jugée trop pro-serbe. Ces contradictions internes n'empêchent pas le DPS de remporter les élections parlementaires du 3 novembre 1996 avec une confortable avance, 51,2% des voix, sur la coalition d'opposition, Union nationale (25,6% des voix). Déçus par les hésitations pro-serbes du DPS, deux des partis alliés aux socialistes en 1992 ont décidé de former une alliance qui peut paraître étonnante : la LGSC, partisan de l'indépendance monténégrine et le NS, nationaliste pro-serbe, se rejoignent cependant dans leurs réticences par rapport à un DPS peu réformé.

Une fois encore, les évolutions à Belgrade accélèrent les repositionnements au Monténégro. Le refus, par S. Milošević, de reconnaître les résultats des élections municipales de l'automne 1996, renforce les divisions du DPS sur l'attitude à tenir face à la Serbie. A court terme, le parti se garde d'apporter un soutien explicite aux manifestants de Belgrade, par crainte que des protestations ne viennent remettre en question, au sein de la République même, sa propre assise politique. En parallèle,

⁷² Certains partis d'opposition, comme l'Alliance libérale du Monténégro (LSCG) et les partis représentant la minorité albanaise et la communauté musulmane, s'étaient prononcés en faveur d'un boycott du référendum.

cependant, ces mois de protestations serbes contribuent à radicaliser les lignes d'opposition au sein du DPS. Deux ailes se distinguent clairement, une aile formée autour de Momir Bulatović, favorable au *statu quo*, et une aile entraînée par Milo Djukanović, qui souhaite incarner les espoirs de renouveau dans la société. Au printemps 1997, M. Djukanović est contraint à quitter son poste de vice-président du parti - tout en restant Premier ministre -. Mais le résultat des élections présidentielles d'octobre 1997 confirme le désir de réorientation des électeurs : dans son programme électoral, M. Djukanović a cherché à se poser en porteur des aspirations à une émancipation du Monténégro par rapport à la Serbie, à une réorientation vers l'Ouest et au lancement de réformes économiques ambitieuses. La victoire est obtenue à l'arrachée, par 50,79% des voix contre 49,2% pour son rival, Momir Bulatović. Mais elle suffit à permettre au nouveau chef de l'Etat de reprendre le contrôle sur son organisation. L'aile Bulatović quitte le parti, entraînant dans son sillage 17 des 45 députés DPS au Parlement pour aller former, en mars 1998, un nouveau Parti socialiste populaire (SNP), favorable à la préservation des équilibres politiques internes et au maintien de relations étroites avec la Serbie.

Rhétorique indépendantiste et réorientation vers l'Ouest constituent une voie particulièrement porteuse en cette période de 1998-1999 - alors qu'émerge un mouvement de guérilla albanaise au Kosovo et que le pouvoir serbe opte pour une politique de répression. Le Monténégro refuse de prendre part aux combats contre les Albanais du Kosovo et accueille plus d'une dizaine de milliers de réfugiés sur son sol au moment des bombardements de l'OTAN du printemps 1999. Son engagement pro-occidental vaut également à la petite République de devenir un interlocuteur cultivé par des responsables occidentaux alors désireux d'affaiblir S. Milošević et qui accueillent avec une certaine satisfaction les perspectives de distanciation du Monténégro par rapport à la Serbie.

La chute du Milošević le 5 octobre 2000 va radicalement modifier cette configuration. La constitution de l'Opposition démocratique unie (DOS) en Serbie est l'histoire d'une rencontre manquée avec le DPS. Il eut été possible d'anticiper l'apparition de liens de solidarité entre des acteurs politiques également opposés au pouvoir Milošević. Le Parti démocratique (DS) serbe a d'ailleurs bien tenté de tisser des liens avec la formation de Milo Djukanović. Cependant, les partis membres de DOS sont divisés sur la question de l'avenir des rapports entre Serbie et Monténégro. Le Parti démocratique de Serbie (DSS) de Vojislav Koštunica, en particulier, est hostile à une éventuelle indépendance du Monténégro. Dans la perspective des élections parlementaires fédérales de septembre 2000 - qui ont lieu en même temps que les présidentielles -, Milo Djukanović refuse de faire alliance avec DOS et invite son parti et ses partenaires de coalitions (SDP et NS) à boycotter le vote. Cet échec contraint DOS - qui ne dispose pas d'une majorité suffisante au Parlement fédéral - à passer alliance paradoxale avec les adversaires de M. Djukanović, le Parti populaire socialiste (SNP), jusqu'alors l'allié de Milošević. Pendant que des changements s'amorcent à Belgrade, le pouvoir monténégrin cherche à s'assurer des perspectives de restructuration des rapports avec la Serbie. La question du référendum est évoquée régulièrement ; elle irrite les élites politiques serbes et conduit le Parti populaire (NS) monténégrin à quitter la coalition avec les socialistes. Affaibli par cette défection, M. Djukanović organise des élections parlementaires anticipées en avril 2001. Celles-ci donnent une légère avance au SDP et à son allié social-démocrate (SDP) avec 42,05% des voix pour la coalition « Victoire pour le Monténégro » (contre 40,67% à la coalition unioniste, « Ensemble pour la Yougoslavie » du Parti socialiste populaire -SNP- , du Parti populaire -NS - et du Parti populaire serbe -SNS-). Une avance inférieure à celle anticipée, révélatrice de la polarisation croissante de la société monténégrine entre deux groupes d'importance approximativement égale indépendantistes et unionistes. Incertain quant à l'issue d'un éventuel référendum sur l'indépendance, M. Djukanović en reporte l'échéance, ce qui lui vaut le mécontentement de ses partenaires de l'Alliance libérale pour le Monténégro (LSCG) et le contraint à organiser de nouvelles élections parlementaires anticipées en octobre 2002, remportées une fois encore avec trois mandats de plus que lors des élections d'avril 2001 (39 contre 36) sur la base de la même alliance à deux avec les socio-démocrates qu'un an auparavant.

Tableau 9 -L'évolution des résultats électoraux du parti successeur monténégrin et de ses alliés

	El. parl. 9 déc. 1990	El. parl. 20 déc. 1992	El. parl. 3 nov. 1996	El. parl. 31 mai 1998	El parl. 22 avril 2001

	%	sièges	%	sièges	%	sièges	%	sièges	%	sièges
SKCG puis DPS	56,16 (SKCG)	83 (SKCG)	43,78	46	51,20	45	« Vivre mieux » 49,50	42	« Victoire pour le Monténégro » 42,05	36
SDP	-	-	4,53	4	échoue à entrer au parlement	-	mb de la coalition « Vivre mieux »	-	mb de la coal. « Victoire pour le Monténégro »	-
NS	-	-	13,08	14	coalition avec LSCG	-	mb. de la coalition « Vivre mieux »	-	A rejoint la coalition du SNP	-
LSCG	-	-	12,40	13	coalition avec NS	-	-	-	Se présente seule	-
Total SDP et alliés	56,16	83	73,79	77	51,20	45	49,50	42	42,05	36

Source : réalisé par l'auteur d'après les résultats des scrutins électoraux parlementaires répertoriés en annexe.

PS : les résultats électoraux ne sont fournis pour les petits partis que lorsqu'ils sont alliés au DPS, d'où les mentions « - » qui ne signifient pas, sauf précision contraire, qu'ils n'ont pu obtenir de siège au Parlement.

La trajectoire politique décrite ci-avant met en évidence une configuration dans laquelle les petites formations connaissent plusieurs vagues de satellisation et de distanciation par rapport au SDP en fonction de la manière dont elles répondent aux guerres en ex-Yougoslavie, à la question nationale, à la vision des relations avec la Serbie ou encore des minorités vivant au Monténégro. Ces déplacements le long du spectre politique et les coalitions qui les accompagnent sont résumés dans le **tableau 11**.

Tableau 11 - Le positionnement des petits partis sur la question des rapports avec la Serbie, des minorités nationales et de l'identité nationale et le DPS

Parti	Question nationale	Rapports avec la Serbie	Gestion interne des minorités	Rapport avec le DPS
Alliance libérale du Monténégro (LSCG)	Formée le 26 janvier 1990, la LSCG est la première formation politique qui fera de l'indépendance son cheval de bataille (rôle de l'intellectuel Slavko Perovic). Boycotte le référendum de mars 1992 sur la prorogation d'un Etat commun entre la Serbie et le Monténégro	La LSCG se positionne très tôt contre la guerre en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et tente de mobiliser les segments de l'opinion publique qui sont favorables à la paix. Elle demande en 1991 la formation d'une armée du Monténégro distincte de la JNA.	Idéologiquement, la LSCG se veut un parti citoyen au moment de sa fondation, libéral, ouvert envers les minorités.	Au début des années 1990, la LSCG est dans l'opposition et son attachement à la thématique de l'indépendance lui vaut l'hostilité du DPS. La lente réorientation du DPS sur cette question favorise un rapprochement et la formation d'une alliance en vue des élections parlementaires de décembre 1992. Très vite cependant, la LSCG refuse ce

				<p>qui est vu comme une compromission avec le DPS et souhaite défendre, seule, sa lecture du cheminement vers un Monténégro indépendant. Cette posture, mal comprise par une frange de son électorat, tend à l'affaiblir politiquement et la conduit également à s'allier avec les nationalistes de NS contre le DPS - une alliance perçue comme contre-nature dans l'opinion. En 2005, la LSCG a annoncé sa dissolution.</p>
Parti populaire (NS)	<p>Le parti se positionne initialement, en 1990-1991, comme une formation au nationalisme radical mettant en exergue l'identité serbe du Monténégro.</p> <p>Le NS modèrera sa rhétorique nationale à partir de 1993</p>	<p>Proche de la Serbie, est l'avocat d'une union de tous les Serbes dans un même Etat.</p> <p>Prend progressivement ses distances par rapport aux socialistes de Serbie.</p>	<p>Peu porté au compromis avec une ouverture en direction des minorités musulmanes et albanaises du Monténégro</p>	<p>Hostile à la position indépendantiste de la LSCG, le NS se reprochera progressivement du DPS.</p> <p>Rupture des relations avec le DPS sur la question de l'indépendance en avril 2001.</p>
Parti social-démocrate (SDP)	<p>Plutôt centriste</p>	<p>Relations tièdes avec la Serbie</p>	<p>Ouverture envers les minorités</p>	<p>Partenaire de coalition fidèle du Parti démocratique des socialistes</p>
Parti radical (SRS CG)	<p>Nationalisme et identification serbe</p>	<p>Très proche de Belgrade, un des principaux relais du pouvoir Milošević dans la province</p>	<p>Positionnement dur sur la question des minorités</p>	<p>Dans l'opposition par rapport à M. Djukanović. A constitué en vue des élections parlementaires d'octobre 2002 une « Coalition patriotique pour la Yougoslavie » de concert avec la branche monténégrine de la JUL et le Parti populaire socialiste, NSS, une autre formation unioniste</p>

				et nationaliste
--	--	--	--	-----------------

Source : réalisé par l'auteur. Voir aussi MUSTAFIC, Nestlo. *La question de l'indépendance du Monténégro depuis l'éclatement yougoslave*. DESS de relations internationales. Paris, IRIS, septembre 2005

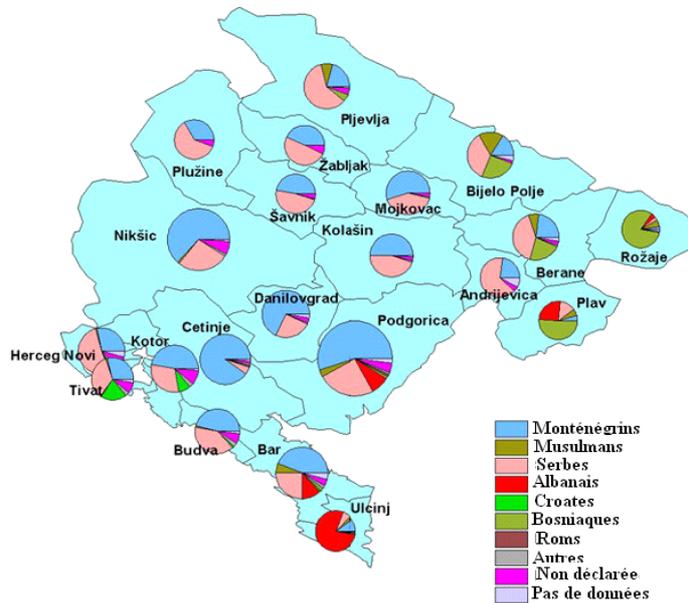
Ce qui est sans doute le plus intéressant en l'occurrence est le fait qu'à partir de mars 1998 et de la création du Parti socialiste populaire (SNP) de Momir Bulatović, on observe la progressive formation d'un champ partisan bipolaire ; cette division en deux groupes d'acteurs politiques, c'est autour de la question de l'indépendance ou de l'union avec la Serbie, qu'elle s'organise, soit sur une thématique qui concerne la nature du cadre stato-national et l'identité nationale du Monténégro - et non pas des lectures contrastées de l'économie, des politiques publiques à mettre en œuvre ou encore de la société. La structuration du spectre partisan en deux blocs « prend » d'autant mieux qu'elle vient relire et s'inscrit dans une histoire politique monténégrine, marquée, fin XIXème-début XXème siècle, par l'opposition entre les « Verts » (désireux d'affirmer une identité monténégrine distinctive, de promouvoir un Monténégro souverain gouverné par la dynastie des Petrović Njegoš) et les « Blancs » (qui voient dans les habitants du Monténégro des populations serbes). Ce clivage s'est notamment durci après l'intégration du Monténégro dans le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes en 1918. Il tend par ailleurs à donner une nouvelle couleur au vote - le choix du « bloc » pro-indépendantiste ou du « bloc » pro-unioniste en venant à épouser les contours de la redéfinition des appartenances identitaires des citoyens du Monténégro. Voter pour le premier veut de plus en plus dire afficher une identité monténégrine qui trouve un prolongement politique direct ; opter pour les unionistes revient à déclarer une identification serbe. Un peu comme dans le contexte de la Voïvodine (mais de façon plus marquée encore), les élections apparaissent comme des recensements du poids relatif des formes concurrentielles de définition du projet et de l'identité nationale.

Il suffit de comparer la carte des nationalités telle qu'elle apparaît à l'issue du recensement de 2003 et celle des résultats électoraux lors des élections parlementaires du 20 octobre 2002 pour s'en convaincre (voir **carte 12**) : la coalition unioniste l'emporte dans les zones nord et centrale du Monténégro, là où la part de la population se déclarant comme serbe est la plus élevée, ainsi à Pljevlja, Plužine, Žabljak, Šavnik, Kolašin ou encore Andrijevica. La coalition indépendantiste de M. Djukanović est en revanche en première position dans les zones se déclarant majoritairement monténégrines (notamment autour de Cetinje, Kotor et Niksić) ou encore dans les régions de l'Est de la République qui comprennent une forte concentration de populations à conscience bochniaque/musulmane (la partie du Sandžak comprise dans le Monténégro). Ce dernier point est important : les minorités (principalement bochniaques/musulmanes et albanaises) du Monténégro, qui se sont dotées en 1990 de leurs propres partis politiques, tendent à se positionner en faveur des partisans de l'indépendance. Il s'agit principalement, côté albanais, de l'Union démocratique des Albanais (DUA) et du Parti pour la prospérité démocratique (PDP) ; côté bochniaque/musulman, le principal acteur est le Parti de l'action démocratique (SDA) Ces organisations minoritaires se sont ralliées à la posture de M. Djukanović au moment de la scission interne entre SDP et SNP en 1998 - voyant dans sa politique la marque d'une plus grande réceptivité à leurs aspirations et, surtout, se sentant peu en affinité avec les sentiments pro-serbes développés dans le camp des supports de M. Bulatović.

L'existence des « rapports de force » relativement équilibrés entre partisans et opposants à l'indépendance risque de rendre délicate la gestion du processus allant vers la tenue d'un référendum sur l'indépendance au printemps 2006. Si l'on en croit les derniers sondages réalisés par l'ONG, *Sedem*, en septembre 2005, l'issue paraît incertaine, bien que les partisans du « oui » disposent d'une certaine avance avec 41, 6% de partisans de l'indépendance et 24,5% d'avis contraires mais un nombre élevé d'indécis, à 23,9% (voir **graphique 3**).

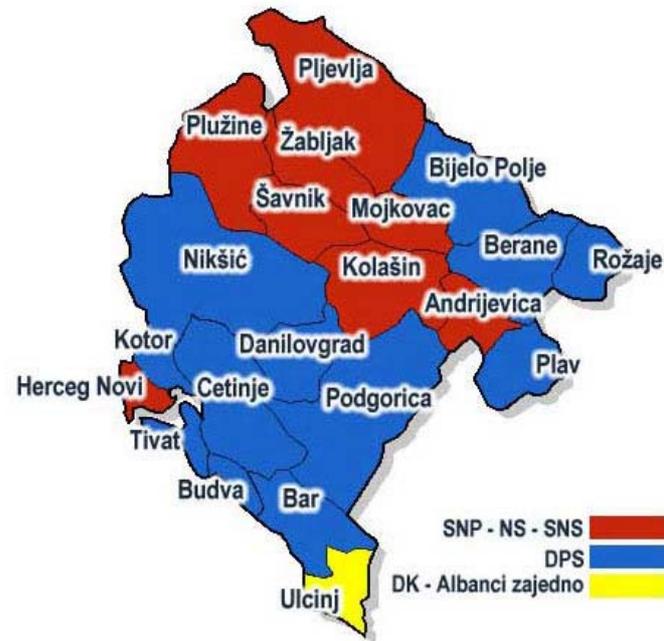
Carte 12 - Comparaison des définitions identitaires (recensement de 2003) et des résultats électoraux lors des élections parlementaires d'octobre 2002 au Monténégro

Répartition géographique des principales nationalités au Monténégro



Source : Données du recensement de 2003 sur Internet à l'adresse : <http://www.diaspora.cg.yu/html/popis03/nacije911.htm>

Distribution géographique des résultats des élections parlementaires du 20 octobre 2002



Source : <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/parl2002.php>

Graphique 3 - Votes pour ou contre l'indépendance en cas de référendum : les évolutions entre avril 2003 et septembre 2005



Source : Sedem. « Public Opinion in Montenegro. September 2005 », sur Internet à l'adresse: http://www.cedem.cg.yu/opolls/images/CEDEM_september05_eng.pdf

ANNEXES

Table des annexes

- A - Les principaux partis politiques de Serbie et du Monténégro
- B - Chronologie des élections et principaux événements politiques en Serbie et au Monténégro
- C- Résultats des consultations électorales en Serbie depuis 1990
- D - Résultats des consultations électorales au Monténégro depuis 1990
- E - Bibliographie Serbie et Monténégro

A - Les principaux partis politiques de Serbie et du Monténégro

En Serbie

- DSS** : Parti démocratique de Serbie
- DS** : Parti démocrate
- G 17 +** : G 17+ (groupe d'économistes libéraux)
- SPO** : Mouvement du renouveau serbe
- NS** : Nouvelle Serbie
- SRS** : Parti radical serbe
- SPS** : Parti socialiste de Serbie
- SDU** : Union social-démocrate

Au Monténégro

- SKCG** : Ligue communiste du Monténégro (jusqu'à la fin 1990)
- DPS** : Parti démocratique des socialistes (héritier de la Ligue communiste)
- SDP** : Parti social-démocrate
- LSCG** : Alliance libérale du Monténégro (a annoncé sa dissolution en avril 2005. Plusieurs formations ont recruté leurs cadres parmi des anciens de l'Alliance, dont DEVELOPPER)
- SNP** : Parti socialiste populaire (né en 1998 d'une scission au sein du DPS).
- NS** : Parti populaire (nationaliste)
- SNS** : Parti populaire serbe
- NSS** : Parti populaire socialiste
- SRS** : Parti radical serbe (qui dispose d'une branche au Monténégro)
- SDA** : Parti de l'action démocratique (représentant principalement les minorités bochniaques/musulmanes)
- DS (CG)** : Parti démocratique (du Monténégro).
- DUA** : Union démocratique des Albanais (représentant la minorité albanaise).
- PDP** : Parti de la prospérité démocratique (représentant la minorité albanaise).
- GZP** : Groupe pour le changement
- LP** : Parti libéral
- GS** : Parti citoyen
- LDS** : Parti libéral-démocratique

B - Chronologie des élections et principaux événements politiques en Serbie et au Monténégro

13 mai 1990

Au stade Maksimir de Zagreb, des incidents violents éclatent entre supporters du Dinamo de Zagreb et de l'Etoile Rouge de Belgrade.

25 mars 1991

Tenue d'une réunion secrète à Karadjordjevo entre les présidents de la Serbie et de la Croatie, Slobodan Milošević et Franjo Tuđman. Le partage de la Bosnie-Herzégovine entre la Serbie et la Croatie y aurait été conclu.

16 mai 1991

L'Assemblée de la Région autonome serbe de Krajina proclame le rattachement de la Krajina à la République de Serbie.

25 juin 1991

Les Républiques de Slovénie et de Croatie proclament leur indépendance.

27 juin 1991

Des affrontements armés éclatent entre l'Armée populaire yougoslave, et la Défense territoriale slovène à proximité des frontières de cette république.

29 juin 1991

Accord de cessez-le-feu entre la Présidence et le gouvernement slovènes d'une part, et le gouvernement fédéral d'autre part.

juillet-août 1991

Les incidents armés se multiplient en Croatie entre les forces armées serbes appuyées par l'Armée populaire de Yougoslavie.

7 septembre 1991

Début du travail de la Conférence sur la Yougoslavie chargée de trouver une solution négociée aux conflits.

26 septembre 1991

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 713 interdisant l'exportation d'armes vers la Yougoslavie.

20 novembre 1991

L'Armée populaire yougoslave et des unités paramilitaires serbes prennent la ville de Vukovar après un siège de plusieurs semaines.

2 janvier 1992

Le représentant de l'ONU, Cyrus Vance, est parvenu à un accord sur le plan des opérations de paix en Yougoslavie, avec les présidents croate, serbe et le ministre yougoslave de la défense : Franjo Tuđman, Slobodan Milošević et Veljko Kadijević.

mars 1992

Multiplication des incidents armés en Bosnie-Herzégovine.

27 avril 1992

Proclamation de la République fédérale de Yougoslavie comprenant les républiques de Serbie et du Monténégro.

30 mai 1992

Adoption de la Résolution 757 par le Conseil de sécurité de l'ONU instaurant un embargo économique et la rupture des relations culturelles, scientifiques et sportives à l'égard de la Serbie et du Monténégro, tenues pour responsables de l'éclatement de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

3 janvier 1993

Présentation du plan de paix Vance-Owen à Genève, prévoyant la division de la Bosnie-Herzégovine en 10 provinces qui posséderaient de nombreuses prérogatives vis-à-vis du pouvoir central, ainsi que la démilitarisation de cette république.

6 mai 1993

Création par le Conseil de sécurité de l'ONU de six zones de sécurité en Bosnie-Herzégovine : Sarajevo, Tuzla, Zepa, Bihac, Gorazde et Srebrenica.

20 août 1993

Présentation du plan de paix Owen-Stoltenberg prévoyant une partition de la Bosnie-Herzégovine en trois républiques constitutives : République serbe (51% du territoire), République bosniaque (30%) et République croate (16%).

4 juillet 1994

La République fédérale de Yougoslavie introduit un embargo économique contre la République serbe.

5 juillet 1994

Présentation du plan de paix du "groupe de contact" prévoyant la constitution d'une Union de la Bosnie-Herzégovine comprenant deux entités disposant de leurs propres constitution et forces armées : la Fédération croato-musulmane et la République serbe.

9 novembre 1994

Contre-offensive serbe dans la poche de Bihac, l'armée de la République serbe récupère 70% du territoire perdu en octobre 1994.

7-11 juillet 1995

Prise de la zone protégée de Srebrenica par l'armée serbe.

25 juillet 1995

Prise de l'enclave de Zepa par l'armée serbe.

8 septembre 1995

Accord de Genève entre les pays du groupe de contact, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la RF de Yougoslavie, prévoyant un partage territoriale de la Bosnie : 51% pour la République serbe et 49% pour la Fédération croato-musulmane.

1er novembre 1995

Début des négociations de paix consacrées à la Bosnie-Herzégovine à Dayton (Ohio, USA).

21 novembre 1995

Accords sur la fin de la guerre et de nouvelles institutions politiques pour la Bosnie, conclus entre les présidents de Serbie, Croatie et Bosnie-Herzégovine.

14 décembre 1995

Signature officielle des accords de Dayton à Paris par Slobodan Milošević, Franjo Tuđman et Alija Izetbegovic.

24 septembre 2000

Élections présidentielles (niveau fédéral), parlementaires (niveau fédéral), régionales (Voïvodine) et locales (niveau serbe). S. Milošević interdit la présence d'observateurs internationaux. L'opposition revendique une victoire à l'issue du premier tour des élections présidentielles, non reconnue par le pouvoir. La Commission électorale centrale annonce un second tour de scrutin pour le 8 octobre. Des centaines de milliers de manifestants protestent à Belgrade et dans les principales villes du pays.

5 octobre 2000

Alors que la grève générale a été décrétée et que des dizaines de milliers de protestataires cernent le parlement et prennent la télévision nationale, S. Milošević reconnaît sa défaite, une décision qui ouvre la voie à la formation d'un gouvernement intérimaire de coalition entre le Parti socialiste et les représentants de DOS avant l'organisation d'élections parlementaires anticipées en Serbie au mois de décembre 2000.

novembre 2000

La République fédérale de Yougoslavie (RFY) est réintégrée au sein de l'ONU (dont elle avait été exclue en 1992 au moment de la guerre en Bosnie-Herzégovine) et l'OSCE.

23 décembre 2000

DOS emporte une large victoire aux élections parlementaires serbes.

avril 2001

S. Milošević est arrêté et emprisonné à Belgrade. Il est accusé de malversations financières et is arrested in the early hours after a stand-off at his home.

mai 2001

Le président des Etats-Unis, G. Bush, conditionne l'octroi d'une aide économique à la RFY au transfèrement de S. Milošević à La Haye.

juin 2001

Le Premier ministre, Zoran Djindjić, autorise l'extradition à La Haye de Slobodan Milosević en dépit d'un avis contraire de la Cour constitutionnelle. Le président de la RFY, V. Koštunica, est hostile à cette décision.

août 2001

Le Parti démocratique de Serbie (DSS) quitte le gouvernement sur fond d'accusations de corruption et de conflit entre V. Koštunica et Z. Djindjić.

septembre 2001

Levée par les Nations unies de l'embargo sur les armes à destination de la RFY (imposé trois ans plus tôt dans le contexte du conflit au Kosovo).

février 2002

Début du procès de l'ancien dictateur à La Haye.

mars 2002

Signature de l'Accord de Belgrade entre la Serbie et le Monténégro, suite à une médiation et des pressions de l'Union européenne et du Haut représentant à la Politique étrangère et de sécurité de l'UE, Javier Solana, instaurant une nouvelle Union de Serbie-et-Monténégro et imposant un moratoire de trois ans sur la conduite d'un éventuel référendum d'indépendance du Monténégro.

avril 2002

Le gouvernement monténégrin est mis en minorité après le départ de l'Alliance libérale du Monténégro (LSCG) et des sociaux-démocrates (SDP), alliés aux socialistes de M. Djukanović.

mai 2002

Le Parlement fédéral ratifie l'accord mettant un terme à la RFY, ce qui ouvre la voie à la rédaction d'une nouvelle Constitution de Serbie et Monténégro.

juin 2002

45 députés du DSS quittent le Parlement serbe pour protester contre la décision, prise par le Premier ministre, Z. Djindjić de remplacer 21 membres de leur groupe parlementaire pour absentéisme.

octobre 2002

Elections présidentielles en Serbie qui donnent la majorité à V. Koštunica. Mais les résultats sont invalidés en raison du taux de participation inférieur à 50%.

Au Monténégro, victoire du Parti socialiste (DPS) de Milo Djukanović aux élections parlementaires anticipées interprétées comme un vote de confiance sur la question du remplacement de la RFY par la nouvelle Union de Serbie-et-Monténégro.

novembre 2002

Démission de Milo Djukanović du poste de président de la République du Monténégro. L'ex-président redevient Premier ministre du Monténégro.

décembre 2002

De nouvelles élections présidentielles en Serbie sont invalidées en raison du taux de participation insuffisant.

janvier 2003

Au terme de son mandat de président de Serbie, Milan Milutinović se rend au TPIY.

février 2003

Approbation de la Charte constitutionnelle de la nouvelle Union de Serbie-et-Monténégro par le Parlement fédéral.

mars 2003

Le Monténégrin, Svetozar Marović, est élu président de Serbie-et-Monténégro.

Assassinat, le 12 mars, du Premier ministre, Z. Djindjić, à Belgrade.

mai 2003

Filip Vujanović est élu président du Monténégro au troisième tour de scrutin.

septembre 2003

S. Milošević est inculpé en Serbie dans l'affaire du meurtre de son ancien mentor, Ivan Stambolić, en 2000 et d'une tentative de meurtre contre Vuk Drašković.

novembre 2003

De nouvelles élections à la présidence de Serbie sont invalidées en raison d'un taux de participation insuffisant.

28 décembre 2003

Tenue d'élections parlementaires anticipées en Serbie. Le Parti radical (SRS) arrive en tête, mais sans pouvoir gouverner seul. Des pourparlers entre formations issues de la coalition DOS s'engagent.

mars 2004

V. Koštunica devient Premier ministre de Serbie, à la tête d'une coalition de droite qui dépend, au Parlement, du soutien du SRS et du Parti socialiste (SPS).

mai 2004

Assassinat du journaliste monténégrin, Duško Jovanović, dont le journal, *Dan*, était réputé pour ses positions unionistes et sa démission de pratiques corrompues qui auraient impliqué de hauts responsables politiques monténégrins.

juin 2004

Elections à la présidence de la Serbie du candidat du Parti démocratique (DP), Boris Tadić, qui l'emporte sur le candidat des Radicaux, Tomislav Nikolić.

février 2005

Les responsables politiques du Monténégro proposent à la Serbie de mettre un terme à l'Union de Serbie-et-Monténégro et de la remplacer par une union entre des Etats indépendants et reconnus internationalement. Le Premier ministre serbe, V. Koštunica, refuse cette proposition.

Première visite d'un chef de l'Etat serbe au Kosovo depuis les événements de 1999. Boris Tadić promet de défendre les droits des Serbes de la province sous administration internationale.

juillet 2005

Huit anciens membres des services secrets serbes sont condamnés à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 40 ans pour l'assassinat de l'ancien président serbe, Ivan Stambolić.

septembre 2005

Démission du ministre de la Défense de Serbie-et-Monténégro suite à un scandale relatif à l'acquisition de larges quantités d'armement militaire auprès d'un intermédiaire privé.

octobre 2005

Début des pourparlers avec la Serbie et le Monténégro en vue de la signature d'un Accord de stabilisation et d'association.

Sources de la chronologie : pour la période 1991-1995, chronologie établie par Yves Tomic sur Internet à l'adresse http://www.bdic.fr/page.php?id_page=107; depuis la chute de Milošević, BBC Timeline : After Milošević », sur Internet à l'adresse : http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/country_profiles/1045154.stm;

compléments d'information depuis les bilans annuels sur la Serbie et le Monténégro de la Documentation française.

C - Les résultats des scrutins politiques en Serbie depuis 1990

Les scrutins parlementaires

Tableau 1 - Résultats des élections parlementaires des 9 et 23 décembre 1990 en Serbie

Nombre d'inscrits : 7 044 797

Nombre de votants : 5 035 613 soit 71,5% de te taux de participation

Bulletins non valides : 205 212 soit 4,1%

Partis	Nombre de voix	%	Sièges	% des sièges
SPS	2 320 587	46,1	194	77,6
SPO	794 789	15,8	19	7,6
Candidats indépendants	456 318	9,1	8	3,2
DS	374 887	7,4	7	2,8
DZVM	132 726	2,6	8	3,2
SDA	84 156	1,7	3	1,2
SRJS/Voïvodine/	71 865	1,5	2	0,8
NSS	68 045	1,4	1	0,4
SSS	52 663	1,0	2	0,8
SDS	32 927	0,6	1	0,4
UJDI	24 982	0,5	1	0,4
DSH	23 630	0,5	1	0,4
PDD	21 998	0,4	1	0,4
SJ	21 784	0,4	1	0,4
DRSM	4 432	0,1	1	0,4
Autres	341 732	6,8	-	-
Total		100,0	250	100

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1990.

Tableau 2 - Résultats des élections parlementaires du 20 décembre 1992

Nombre d'inscrits : 6 774 995

Nombre de votants : 4 723 711 soit 69,7% de participation

Bulletins non valides : 275 861 soit 5,9%

Partis	Voix	%	Sièges	%
SPS	1 359 086	28,8	101	40,4
SRS	1 066 765	22,6	73	29,2
DEPOS	797 831	16,9	50	20,0
DS	196 347	4,2	6	2,4
DZVM	140 825	3,0	9	3,6
SSS*	128 240	2,7	3	1,2
KDR**	71 865	1,5	2	0,8
Arkan***	17 352	0,3	5	2,0
DRSM****	6 336	0,1	1	0,4
Autres	663 903	14,0	-	-
Total		100,0	250	100,0

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1992.

*Srpaska Seljačka stranka

** Koalicija DS i Reformsle demokratske stranke Vojvodine

*** Grupa dradjana Željko Ražnatović-Arkan

**** Demokratska reformska stranka Muslimana

Tableau 3 - Résultats des élections parlementaires anticipées du 19 décembre 1993

Nombre d'inscrits : 7 010 389

Nombre de votants : 4 300 440 soit 61,1%

Bulletins non valides : 171 824 soit 4,0%

Partis	Voix	%	Sièges	%
SPS	1 576 287	36,7	123	49,2
DEPOS	715 564	16,6	45	18,0
SRS	595 467	13,8	39	15,6
DS	497 582	11,6	29	11,6
DSS	218 056	5,1	7	2,8
DZVM	112 342	2,6	5	2,0
KPzDD-DPA*	29 342	0,7	2	0,8
Autres	383 862	8,9	-	-
Total		100,0	250	100,0

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1993

* Koalicija Partije za demokratsku aktivnost i Dmokrate partje Albanaca

Tableau 4 - Résultats des élections parlementaires du 21 septembre 1997

Nombre d'inscrits : 7 210 386

Nombre de votants : 4 139 080 soit 57,40%

Bulletins non valides : 164 307 soit 3,96%

Partis	Voix	%	Sièges	%
Coalition SPS-JUL-ND	1 418 036	34,2	110	44,0
SRS	1 162 216	28,1	82	32,8
SPO	793 988	19,1	45	18,0
Koal. « Vojvodina »	112 589	2,7	4	1,6
Alternative démocratique	60 855	1,5	1	0,4
Savez Vojvodina Madjara	50 960	1,2	4	1,6
Koal. « Lista za Sandžak »	49 486	1,2	3	1,2
Dem. Koal. Preševo-Bujanovac-	14 179	0,3	1	0,4
Total	-	250	100,0	100,0

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1997.

Tableau 5 - Résultats des élections parlementaires du 23 décembre 2000

Partis et coalitions	Nombre de sièges
DOS	176

SPS	37
SRS	23
SSJ (Parti de l'unité serbe)	14
SPO	0
Total	250

Source : La Documentation française, *Le courrier des pays de l'Est*, 1016, juin-juillet 2001, p.192.

Tableau 6 – Résultats des élections parlementaires anticipées du 28 décembre 2003 (résultats à 22H30)

Source : CESID, Belgrade, sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_dec_2003/index.jsp

Détail des résultats électoraux du 28 décembre 2003		Voix		%
Inscrits		6 511 450		
Votants		3 861 104		59,3
Bulletins non valides		49 727		1,3
Valides		3 809 103		98,7
		Voix	%	Sièges
1.	G17 Plus - Mirosljub Labus - Mladen Dinkić -	453 139	11,7	34
2.	Parti radical serbe (SRS) - Vojislav Šešelj	1 069 212	27,7	82
3.	Parti démocratique de Serbie (DSS) - Vojislav Koštunica	695 253	18,0	53
4.	Alternative démocratique (DA) - Nebojša Čović	82 941	2,1	0
5.	Parti démocratique (DS) - Boris Tadić - prof. Dr. Dragoljub Mićunović -	486 579	12,6	37
6.	Mouvement pour le renouveau serbe-nouvelle Serbie (SPO-NS) - Vuk Drašković - Velimir Ilić - Vuk Drašković -	301 971	7,8	23
7.	Otpor - Čedomir Čupić -	62 116	1,6	0
8.	Pour l'unité nationale (ZNJ) - prof. Borislav Pelević - Marijan Rističević (Stranka srpskog jedinstva, Narodna seljacka stranka, Narodna stranka, Naš dom Srbija i Srpska stranka) - Dragan Marković – Palma -	64 731	1,7	0
9.	Parti socialiste de Serbie (SPS) - Slobodan Milošević	285 203	7,4	21
10.	Serbie par elle-même (Samostalna Srbija) - dr Vladan Batić (Demohrišćanska stranka Srbije, Demokratska stranka Otadžbina, Demokratski pokret Rumuna Srbije, Seljacka stranka, Srpska Pravda) - Vladan Batic -	43 884	1,1	0
11.	Défense et droit (OP) Vuk Obradović i Borivoje Borović (Socijaldemokratija, Narodna stranka Pravda, Stranka radnika i penzionera - SRP i Socijaldemokratska partija zelenih) - Mila Živojinović -	17 842	0,5	0
12.	Ensemble pour la tolérance (ZZT) - Čanak, Kasa, Ljajić - Branislav Cole Kovačević -	152 682	4,0	0
13.	Serbie libérale (LS) - Dušan Mihajlović	27 032	0,7	0
14.	Parti social-démocrate réformiste Voïvodine-Serbie , Miodrag-Mile Isakov - Miodrag Mile Isakov -	17 547	0,5	0
15.	Parti populaire socialiste - bloc national - general Nebojša Pavković - Dobrivoie Bidža Budimirović -	23 471	0,6	0

16.	Privredna snaga Srbije i dijaspora - Branko Dragaš - Zoran Milinković -	14 126	0,4	0
17.	Parti du travail de Serbie (LPS) - Dragan Milovanović - Dragan Milovanović -	4 882	0,1	0
18.	Conseil serbe de Voïvodine (SSV) - Dušan Salatić - Miroljub Milić -	2 662	0,1	0
19.	Gauche yougoslave unie (JUL) - Desimir Stanojević -	3 688	0,1	0

Source : CESID, Belgrade, sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_dec_2003/index.jsp

Les élections présidentielles en Serbie depuis 1990

Tableau 6 - Résultat des élections présidentielles en Serbie (9 décembre 1990)

Candidats	Parti	Nombre de voix	%
Slobodan Milošević	SPS	3 285 799	65,34
Vuk Drašković	SPO	824 674	16,40
Ivan Djurić	UJDI	277 398	5,52
Sulejman Ugljanin	SDA	109 456	2,18
Vojislav Šešelj	Groupe de citoyens	96 277	1,91
Blažo Petrović	YU blok	57 420	1,14
Slobodan Matić	Savez svih Srba u svetu	28 978	0,58
Dragan Jovanović	Zelena Partija	22 458	0,45
Ljuben Alen Aleksov	Groupe de citoyens	19 123	0,38
Ljubomir Grujić	Groupe de citoyens	17 675	0,35

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1990.

Tableau 7 - Résultats des élections présidentielles du 20 décembre 1992 en Serbie

Nombre d'inscrits : 6 723 995

Nombre de votants : 4 723 711 soit 69,7%

Bulletins non valides : 275 861 soit 5,9%

Candidats	Parti	Nombre de voix	%
Slobodan Milošević	SPS	2 515 047	53,24
Milan Panić	Groupe de citoyens	1 516 693	32,11
Milan Paroški	Nar. par. i Sr. opozicija	147 693	3,13
Dragan Vasiljković	Groupe de citoyens	87 847	1,86
Jezdimir Vasiljević	Groupe de citoyens	61 729	1,31

Miroslav Milanović	Groupe de citoyens	28 010	0,59
Blažo Perović	Dem. otadž. koal.	20 326	0,43

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1992.

Tableau 8 - Résultats des élections présidentielles du 21 septembre 1997 en Serbie (1er tour)

Nombre d'inscrits : 7 188 544

Nombre de votants : 4 131 487 soit 57,40%

Bulletins non valides : 155 860 soit 3,77%

Nom	Voix	%
Zoran Lilić	1 474 924	37,70
Vojislav Šešelj	1 126 940	27,28
Vuk Drašković	852 800	20,64
Mile Isakov	111 166	2,43
Vuk Obradović	100 523	2,43
Nebojša Čović	93 133	2,23
Sulejman Ulgjanin	68 446	1,66
Milan Paroški	27 100	0,66
Milorad Vidojković	14 105	0,34
Predrag Vuletić	11 463	0,27
Dragan Djordjević	10 864	0,26
Milan Mladenović	10 112	0,24
Djordje Drljača	9 430	0,22
Branko Čičić	7 097	0,17
Gvozden Sakić	3 293	0,07
Radomir Tukmanović	2 647	0,06

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1997.

Tableau 9 - Résultats des élections présidentielles de Serbie du 5 octobre 1997 (deuxième tour)

Nombre d'inscrits : 7 210 544

Nombre de votants : 3 531 063 soit 48,97%

Bulletins non valides : 104 223 soit 2,95%

Candidats	Voix	%
Vojislav Šešelj	1 733 859	49,10
Zoran Lilić	1 691 354	47,89

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1997.

PS: les résultats du scrutin ont été annulés faute d'un taux de participation de plus de 50%. De nouvelles élections ont été tenues les 7 et 21 décembre 1997.

Tableau 10 - Résultats des élections présidentielles de Serbie du 7 décembre 1997 (premier tour)

Nombre d'inscrits : 7 226 047

Nombre de votants : 3 812 010 soit 52,75%

Bulletins non valides : 76 911 soit 2,02%

Candidats	Voix	%
Milan Milutinović (SPS, JUL, ND)	1 655 822	43,43
Vojislav Šešelj (SRS)	1 227 076	33,18

Vuk Drašković (SPO)	587 776	15,41
Vuk Obradović (SDP)	115 850	3,03
Dragoljub Mićinović (DS)	86 583	2,27
Miodrag Vidojković (groupe de citoyens)	29 180	0,76
Miodrag Vuletić (LDS)	21 353	0,56

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1997.

Tableau 11 - Résultats des élections présidentielles de Serbie du 7 décembre 1997 (premier tour)

Nombre d'inscrits : 7 225 860

Nombre de votants : 3 863 714 soit 50,98%

Bulletins non valides : 115 319 soit 3,13%

Candidats	Voix	%
Milan Milutinović (SPS, JUL, ND)	2 181 808	56,46
Vojislav Šešelj (SRS)	1 383 868	35,81

Source : Izveštaj Republičke izborne komisije, 1997.

Tableau 12 – Résultats des élections présidentielles de septembre 2002 (premier tour sur la base du dépouillement de 96% des voix)

Candidats	Total	Serbie centrale sans Belgrade	Belgrade	Voïvodine	Kosovo
Vuk Drašković	4,5%	6,5%	2,5%	2,4%	2,8%
Velimir Bata Živojinović	3,2%	3,6%	2,7%	3,0%	2,5%
Branislav Ivković	1,1%	1,5%	0,7%	0,8%	0,9%
Vojislav Koštunica	31,2%	33,4%	38,3%	21,1%	26,0%
Miroljub Labus	27,7%	21,4%	31,6%	38,3%	4,4%
Tomislav Lalošević	0,7%	0,6%	0,4%	0,9%	0,4%
Vuk Obradović	0,7%	0,9%	0,5%	0,7%	0,7%
Nebojša Pavković	2,0%	2,7%	1,0%	1,5%	1,5%
Borislav Pelević	3,9%	5,4%	2,1%	2,6%	2,0%
Dragan Radenović	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%
Vojislav Šešelj	22,5%	21,6%	18,0%	26,4%	57,2%
Izlaznost	55,7%	55,3%	55,9%	57,0%	46,5%

Source : CESID, Belgrade, sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_sept_2002/index.jsp

Tableau 13 – Résultats du second tour des élections présidentielles du octobre 2002
(sur la base du dépouillement de 97% des bulletins)

	Vojislav Koštunica		Miroslav Labus		Non valides		Taux de participation	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Serbie	1.989.000	66,68	927.000	31,06	66.000	2,20	2.983.000	45,53

	Vojislav Koštunica		Miroslav Labus		Non valides		Taux de participation	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Serbie centrale sans Belgrade	1 119 000	72,4	390 000	25,2	37 000	2,4	1 547 000	45,7
Belgrade	462 000	67,3	210 000	30,7	14 000	2,0	686 000	48,1
Voïvodine	391 000	53,8	320 000	44,0	17 000	2,3	728 000	44,1
Kosovo	31 000	91,6	2 000	5,9	1 000	2,5	34 000	31,8
Serbie	2003000	66,9	923 000	30,8	68 000	2,3	2 995 000	45,6

Source : CESID, Belgrade, http://www.cesid.org/rezultati/sr_okt_2002/index.jsp

Tableau 14 – Résultats des élections présidentielles réitérées de décembre 2002 (CESID)

Région	Vojislav Koštunica		Borislav Pelević		Vojislav Šešelj		Non valides		Taux de participation	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Serbie centrale sans Belgrade	871 000	55,7	71 000	4,5	584 000	37,3	39 000	2,5	1 564 000	46,6
Belgrade	427 000	66,1	14 000	2,1	185 000	28,6	20 000	3,1	645 000	45,1
Voïvodine	382 000	54,8	20 000	2,8	277 000	39,7	19 000	2,7	698 000	42,5
Kosovo	15 000	39,1	1 000	2,8	23 000	57,6	<1000	0,5	39 000	40,2
Serbie	1695000	57,5	105 000	3,6	1068000	36,3	77 000	2,6	2 946000	45,1

Source : CESID, Belgrade, http://www.cesid.org/rezultati/sr_decembar_2002/index.jsp

Tableau 15 – Résultats des élections présidentielles anticipées du 16 novembre 2003 par région de Serbie

Résultats CESID à 21H45					
	Serbie	Serbie sans Belgrade	Belgrade	Voïvodine	Kosovo
Radoslav Avlijaš	0.9%	0.8%	0.9%	0.9%	0.3%
Velimir Ilić	8.8%	12.3%	6.3%	4.4%	3.9%
Dragoljub Mićunović	35.3%	29.3%	43.8%	40.8%	14.1%
Tomislav Nikolić	46.9%	48.7%	41.5%	46.4%	76.4%
Marijan Rističević	2.8%	3.0%	2.0%	3.1%	0.8%
Dragan S. Tomić	2.1%	2.6%	1.6%	1.5%	1.6%
Non valides	3.3%	3.4%	3.8%	2.9%	2.7%
Taux de participation	38.6%	38.3%	34.7%	43.1%	29.4%

Source : CESID, http://www.cesid.org/rezultati/sr_nov_2003/index.jsp

Tableau 16 – Les résultats des élections présidentielles du 13 juin 2004 en Serbie (premier tour)

Serbie		
Voix	%	
6 532 263		
3 117 339	47,7	
37 472	1,2	
3 079 393	98,8	
Lj. Arandelović		10 246 0,3
V. Batić		16 338 0,5
I. Dačić		112 405 3,6
M. Drecun		17 414 0,6
D. Đorđević		5 193 0,2
B. Ivković		12 672 0,4
M. Jović		4 288 0,1
J. Karađorđević		63 991 2,1
B. Karić		602 342 19,3

D. Maršićanin	413 935	13,3
Z. Milinković	5 030	0,2
T. Nikolić	939 695	30,1
B. Pelević	13 878	0,4
M. Rističević	9 513	0,3
B. Tadić	852 230	27,3

Belgrade		Serbie centrale		Voïvodine		Kosovo			
Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%		
Lj. Arandjelović		972	0,1	7 207	0,5	2 052	0,2	16	0,0
V. Batić		2 872	0,4	8 494	0,6	4 910	0,6	62	0,2
I. Dačić		21 582	3,0	68 876	4,5	20 486	2,4	1 460	4,2
M. Drecun		1 984	0,3	10 615	0,7	4 753	0,6	62	0,2
D. Đorđević		615	0,1	3 215	0,2	1 303	0,2	60	0,2
B. Ivković		1 285	0,2	7 828	0,5	3 464	0,4	95	0,3
M. Jović		596	0,1	2 686	0,2	978	0,1	28	0,1
J. Karađorđević		16 238	2,3	28 857	1,9	18 544	2,2	352	1,0
B. Karić		130 812	18,3	314 945	20,8	148 249	17,4	8 336	23,7
D. Maršićanin		111 629	15,6	222 479	14,7	74 667	8,8	5 160	14,7
Z. Milinković		812	0,1	2 759	0,2	1 399	0,2	60	0,2
T. Nikolić		188 007	26,3	457 319	30,1	278 663	32,7	15 707	44,7
B. Pelević		2 096	0,3	7 932	0,5	2 971	0,3	880	2,5
M. Rističević		1 124	0,2	4 826	0,3	3 520	0,4	43	0,1
B. Tadić		226 446	31,7	347 326	22,9	275 864	32,4	2 593	7,4

Source : D'après des données fournies par CESID, Belgrade, sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_jun_2004/index.jsp

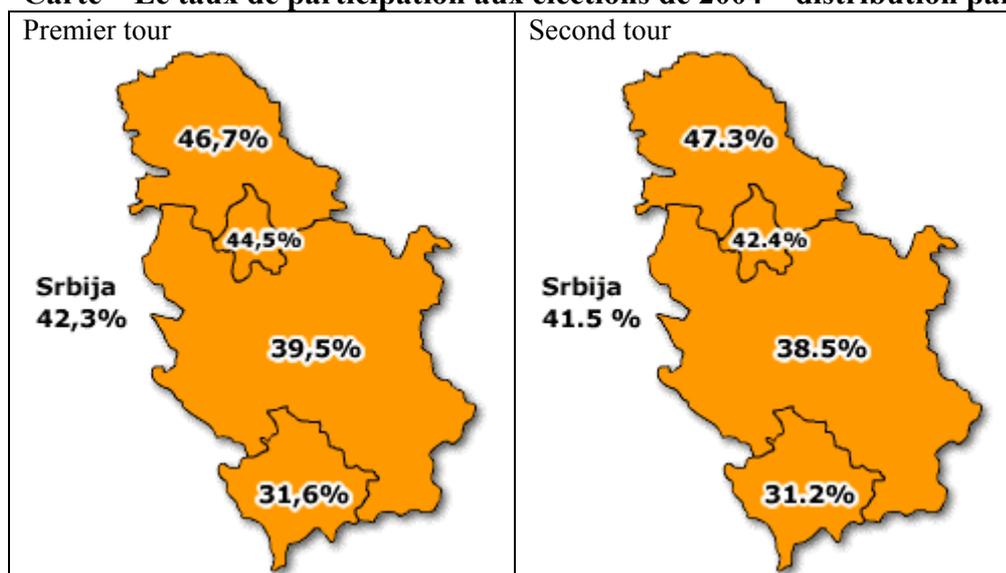
Tableau 17 – Les élections présidentielles du 27 juin 2004 en Serbie : résultats du second tour

Résultats définitifs du second tour	Serbie	
	Voix	%
Nombre d'inscrits	6 532 940	

Nombre de votants		3 180 682	48,7						
Bulletins non valides		41 891	1,3						
Valides		3 138 542	98,7						
1	Tomislav Nikolić	1 431 833	45,0						
2	Boris Tadić	1 706 888	53,7						
Distribution du vote par région		Belgrade		Serbie centrale		Voïvodine		Kosovo	
		Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
1	T. Nikolić	279 180	39,2	739 997	48,1	386 413	43,2	26 242	71,9
2	B. Tadić	423 321	59,5	775 757	50,4	497 809	55,7	10 001	27,4

Source : D'après des données fournies par CESID, Belgrade, sur Internet à l'adresse : http://www.cesid.org/rezultati/sr_jun_2004/index.jsp

Carte – Le taux de participation aux élections de 2004 – distribution par région



Données comparatives sur les principaux scrutins de Serbie

Tableau récapitulatif des résultats aux élections serbes (locales, parlementaires et présidentielles entre 1992 et 2002)

	p'92	rep'92	sav'92	rep'93	lok'96	sav'96	rep'97	p11'97	p12'97	p21'97	p22'97	p'00
Inscrits ↓	6.949.150	6.777.102	6.755.800	6.920.571	7.158.146	7.138.309	7.202.498	7.188.544	7.210.557	7.226.947	7.225.860	6.432.215
Votants ↓	4.747.165	4.723.711	4.694.969	4.300.440	4.291.797	4.306.883	4.133.641	4.126.109	3.524.257	3.801.473	3.671.053	4.792.215
Valides ↓	4.622.341	4.437.904	4.435.215	4.125.609	3.902.735	4.069.336	3.967.657	3.968.300	3.419.437	3.724.118	3.555.234	4.654.215
SPS ↓	2.673.375	1.359.086	1.478.918	1.576.287	1.317.023			1.473.621	1.688.856	1.662.726	2.177.137	
SPS-JUL-ND ↓						1.847.898	1.416.779					
SPS-JUL ↓												1.715.215
SRS ↓		1.066.765	1.024.980	595.467	459.656	764.353	1.160.393	1.125.140	1.730.581	1.222.381	1.378.097	286.175
SPO ↓					8		792.802	851.633		586.510		144.145
DEPOS ↓		797.784	809.731	715.564								
DSS ↓				218.056	65.315							
ZAJEDNO ↓					1.017.594	969.215						
DS ↓		196.333	280.183	497.582	5							
SPO-NS ↓												
DOS ↓												2.463.215
DS-RDS ↓		71.865	101.234									
DS-RDS-GS ↓			58.505									
SSS ↓		128.220			2.254							
Nova Srbija ↓												
G17+ ↓												
Koal.Vojvodina ↓					17.791	57.645	112.475					
DA-SSS-PPS ↓							60.822					
DZVM ↓		140.825	106.036	112.456	28.170							
SVM ↓					31.628	81.311	50.938					
LzaS-dr S.Uglj. ↓					54.696	61.500	49.472					
DRS Mus. ↓		6.336			1.555							
KP za DD-DPA ↓				29.342								
DK Preš.-Bujan. ↓							14.178					
GG-Ž.Ražnatović ↓		17.352										
GG-M.Panić ↓	1.604.410											
GG-M.Labus ↓												
Autres	344.556	653.338	575.628	380.855	907.040	287.414	309.798	517.906		252.501		45.507

D - Résultats des principaux scrutins électoraux au Monténégro depuis 1990

Scrutins parlementaires

Tableau - Les élections parlementaires du 9 décembre 1990 au Monténégro

Inscrits : 402 905

Taux de participation : 75,8% (soit 293 883 votants)

Votes invalides : 11 358 (soit 3,7%)

Parti / coalition	Voix	%	Sièges	% des sièges
SKCG	171316	56,16	83	66,4
SRSJ (CG)	42940	13,56	17	13,6
NS (Parti populaire)	39126	12,82	13	10,4
DK (Coalition démocratique)	30760	10,08	12	9,6
DHPS	1753	-	0	-
DSSP	844	-	0	-
DS	3226	-	0	-
JNS	1224	-	0	-
SSCG	1638	-	0	-
NK	2435	-	0	-

Source: CEMI, Podgorica, <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/par1990/zvanicnirez.htm> et BIEBER, Florian. « Montenegrin Politics since the Desintegration of Yugoslavia ». In : BIEBER, Florian (ed.). *Montenegro in Transition*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 2003, p.18, cité dans MUSTAFIC, Nestlo. *La question de l'indépendance du Monténégro depuis l'éclatement yougoslave*. DESS de relations internationales. Paris, IRIS, septembre 2005, p.7.

Tableau - Les élections parlementaires du 20 décembre 1992 au Monténégro

Parti/ coalition	Voix	%	Sièges	% des sièges
DPS	125578	43,78	46	54,00
NS	37532	13,08	14	16,50
LSCG	35564	12,40	13	15,30
SRS (CG)	22265	7,76	8	9,40
SDP	12294	4,53	4	4,70
SPCG	8442	-	0	-
DO	7846	-	0	-
SK-PJ	6251	-	0	-
UR 91/92	4261	-	0	-
SNO	3851	-	0	-
DHPS	2482	-	0	-
EPCG	2060	-	0	-
KPJCG	1929	-	0	-

SDSCG	1264	-	0	-
NKPJ	1087	-	0	-
SOPCG	983	-	0	-
DLJ	719	-	0	-
CFP	566	-	0	-

Source: CEMI, Podgorica, <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/par1992/zvanicnirez.htm> et BIEBER, Florian. « Montenegrin Politics since the Desintegration of Yugoslavia », op. cit., p.23.

Tableau - Les élections parlementaires du 3 novembre 1996 au Monténégro

Parti coalition	Voix	%	Sièges	% des sièges
DPS	150 237	51,2	45	63,40
NS	74 963	25,6	19	25,60
SDA	10 167	3,5	3	3,50
DSCG	5 289	1,8	2	2,80
DUSH	3 849	1,3	2	2,80
SDP	16 607	-	0	-
SRSVS	12 963	-	0	-
SS	5 848	-	0	-
KCG	5 177	-	0	-
KPJCG	1 728	-	0	-
JUL	1 668	-	0	-
SDS	1 603	-	0	-
SRSCG	861	-	0	-
EPCG	711	-	0	-
SPZCG	452	-	0	-
DHPS	446	-	0	-
SZSCG	380	-	0	-
SNR	214	-	0	-
GGSS	16	-	0	-

<http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/par1996/zvanicnirez.htm>

Tableau – Les élections parlementaires du 31 mai 1998 au Monténégro

Partis et coalitions	Voix	%	Sièges	% des sièges
LSCG	21 612	6,3	5	6,4
SRS Vojislav Seselj	4 060	-	0	-
"Za Srpstvo"	1 299	-	0	-
SNRS CG	761	-	0	-

JUL (CG)	345	-	0	-
DS - Mehmet Bardi	5 425	1,5	1	1,2
Lista udruzenih Bosnjaka - Muslimana	419	-	0	-
Stranka prirodnog zakona	611	-	0	-
SNP CG	123 957	36,1	29	37,2
SNS	6 606	-	0	-
Stranka zastite stednih uloga	199	-	0	-
SKJ - Komunisti CG	1 885	-	0	-
“Vivre mieux” Milo Djukanović	170 080	49,5	42	53,8
Stranka deviznih stedisa	371	-	0	-
SDA (CG)	1 996	-	0	-
DUA	3 529	1,0	1	1,2
Partija ljudskog puta	195	-	0	-

Source : <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/par1998/zvanicnirez.htm> et BIEBER, Florian. « Montenegrin Politics since the Desintegration of Yugoslavia », op. cit., p.32.

Tableau - Les élections parlementaires du 22 avril 2001 au Monténégro

Partis et coalitions	Voix	%	Sièges	%
Victoire pour le Monténégro (DPS, SDP)	153 946	42,05	36	46,7
Ensemble pour la Yougoslavie (SNP, NS, SNS)	148 746	40,67	33	42,9
LSCG	28 746	7,65	6	7,8
DUA	4 232	1,2	1	1,3
DS	3 570	1,0	1	1,3

Source : BIEBER, Florian. « Montenegrin Politics since the Desintegration of Yugoslavia », op. cit., p.36-37, cité dans MUSTAFIC, Nestlo. *La question de l'indépendance du Monténégro depuis l'éclatement yougoslave*, op. cit., p.26.

Tableau - Les élections parlementaires du 20 octobre 2002 au Monténégro

Taux de participation : 77,2%

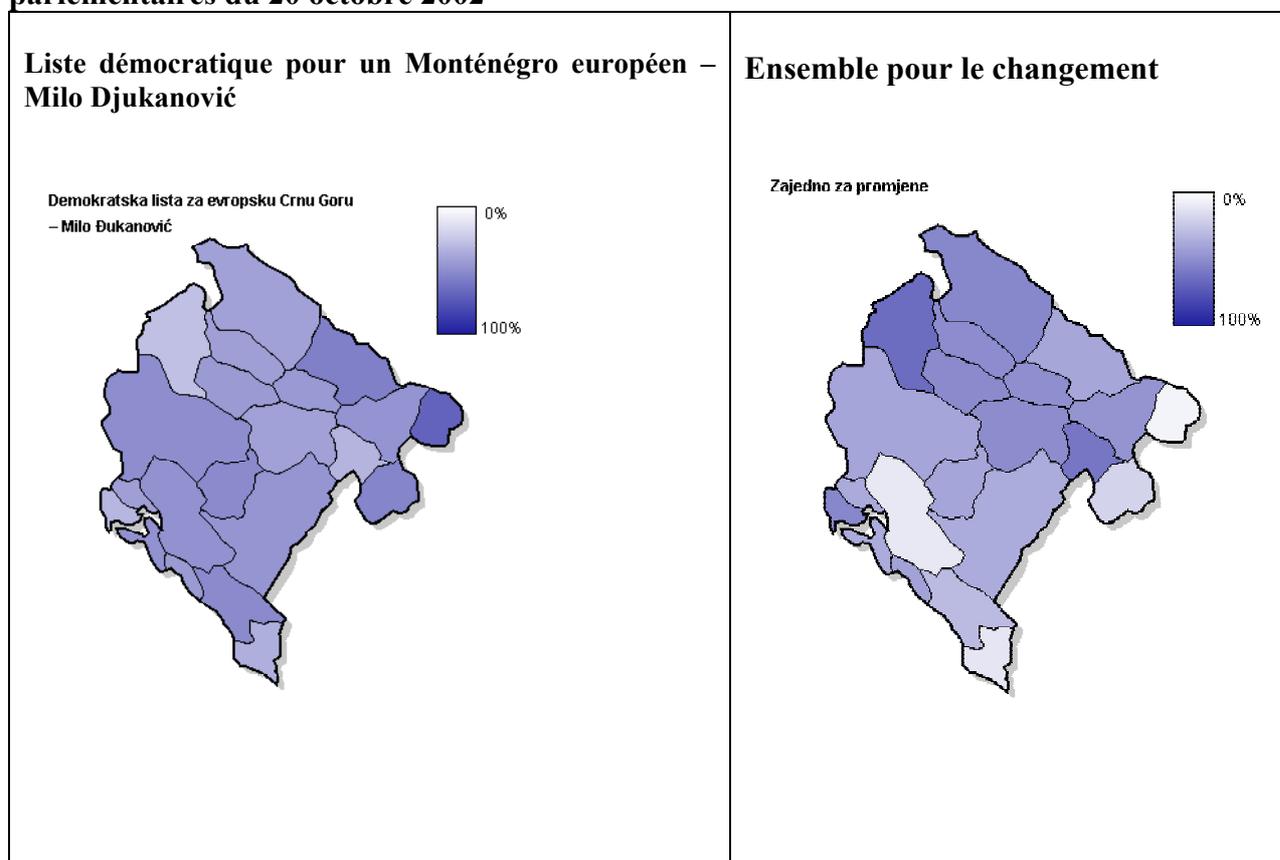
Votes non valides : 1,4%

Partis et coalitions	%	Sièges	% des sièges
Liste démocratique pour un Monténégro européen (DPS, SDP)	47,7	39	52,0

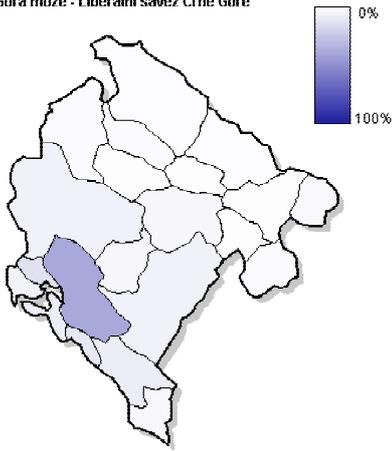
Ensemble pour le changement (SNP, NS, SNS)	37,8	30	40,0
LSCG	5,7	4	5,3
Coalition patriotique pour la Yougoslavie (SRS, NSS, JUL)	2,7	0	0
Coalition démocratique - Albanais ensemble (DUA,DS)	2,5	2	2,7

Source : BIEBER, Florian, « Montenegrin Politics since the Desintegration of Yugoslavia », *op. cit.*, p.38, cité dans MUSTAFIC, Nestlo. *La question de l'indépendance du Monténégro depuis l'éclatement yougoslave*, *op. cit.*, p.37 et CEMI, Podgorica, <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/i2002/praspodjela.htm>

Carte – Répartition des soutiens électoraux par parti politique lors des élections parlementaires du 20 octobre 2002



Crna Gora može - Liberalni savez Crne Gore



Le Monténégro peut – L’Alliance libérale du Monténégro

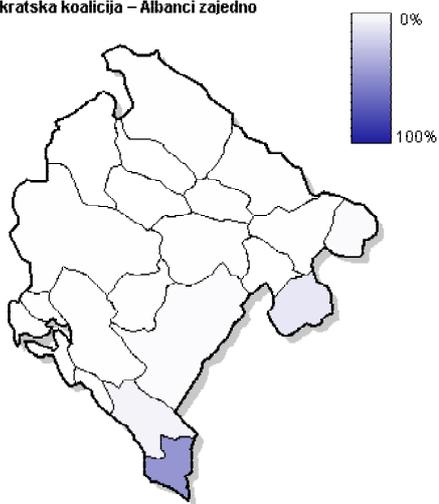
Coalition bosniaque

Bošnjačka koalicija



Coalition démocratique – Albanais ensemble

Demokratska koalicija – Albanci zajedno



CEMI,
<http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/i2002/grafikoni/index.htm>

Source :
Podgorica,

Scrutins présidentiels

Tableau - Les élections présidentielles de décembre 1990 au Monténégro

Premier tour - 9 décembre 1990.

Inscrits : 402 905

Votants: 304 947, soit un taux de participation de 75,7%

Votes non valides: 33 326 (11,6% des votes)

Candidat	Voix	%
Momir Bulatovic	170 092	42.22
Ljubisa Stankovic	65 998	16.4
Novak Kilibarda	35 531	8.3
Total	269 621	66.9

Membres de la présidence de la République socialiste du Monténégro

Candidat	Voix	%
Svetozar Marovic SKCG	157 786	39.2
Hazbo Nuhanovic SKCG	113 316	28.1
Milica Pejanovic-Djurisic SKCG	157 325	39.0
Bozo Kovac SRSJ	53 183	13.2
Zarija Lekic SRSJ	41 961	10.4
Slavko Perovic SRSJ	65 121	16.2
Paljoka Camaj SRSJ	51 152	12.7
Slobodan Berberovic NS	29 738	7.4
Momir Vojvodic NS	45 559	12.1
Rados Knezevic	37 990	9.4
Borislav Filipovic	41 609	10.9
Slobodan Vujacic, indépendant	62 052	15.4
Sefer Medojevic DK	44 779	11.1
Novica Vujosevic SSCG	45 150	11.2

Second tour, 23 décembre 1990

Inscrits: 402 905

Votants: 262 734 (65,2%)

Votes non valides: 2128 (0,8%)

Candidats	Nombre de voix	%
Momir Bulatovic SKCG	203 616	76,1
Ljubisa Stankovic SRSJ	56 990	21,3

Elections des membres de la présidence de la République socialiste du Monténégro

Candidats	Nombre de voix	%
Hazbo Nuhanovic SKCG	176 434	65,9
Bozo Kovac SRSJ	54 209	20,3

Slavko Perovic SRSJ	61 976	23,2
Slobodan Vujacic, indépendant	176 330	65,9

Source: <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/predsjednik1990/zvanicnirez.htm>

Tableau - Les élections présidentielles de 1992 au Monténégro

Premier tour

Candidat	Nombre de voix
Zivojin Kiro Radovic	1399
Predrag Popovic	1419
Veselin Kaludjerovic	1606
Slobodan Vujosevic	2770
Dragan Hajdukovic	10270
Novak Kilibarda	25979
Slavko Perovic	52376
Branko Kostic	68296
Momir Bulatovic	123183

Second tour

Candidat	Nombre de voix
Momir Bulatovic	158722
Branko Kostic	92045

Source : <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/predsjednik1992/zvanicnirez.htm>

Tableau - Les élections présidentielles de 1997 au Monténégro

Premier tour

Total

Candidats	Voix
Novica Stanic	5109
Milo Djukanović	145758
Acim Visnjic	4638
Momir Bulatovic	147624
Milan Radulovic	620
Dragan Hajdukovic	1999
Slobodan Vujacic	383
Novica Vojinovic	785

Source: <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/predsjednik1997/zvanicnirez.htm>

Second tour

Total	
Candidats	Voix
Momir Bulatovic	169257
Milo Djukanović	174475

Tableau – Les élections présidentielles au Monténégro le 22 décembre 2002

Taux de participation 45,9 %

Candidats	Voix	%
1. Obrad Marković (Communistes yougoslaves)	1 678	0,8
2. Milan Milo – Radulović Partija prirodnog zakona	2 937	1,4
3. Dragan Hajduković (Groupe de citoyens)	12 376	5,9
4. Filip Vujanović Liste démocratique pour un Monténégro européen (DPS, SDP)	175 984	83,9
5. Milan Šparović (Groupe de citoyens)	1 049	0,5
6. Milivoje Bakić (Groupe de citoyens)	839	0,4
7. Ilija Darmanović Parti radical serbe du Monténégro (SRS (CG))	839	0,4
8. Mihailo Milo Marković (Groupe de citoyens)	420	0,2
9. Jovan Pejović (Groupe de citoyens)	1 678	0,8
10. Aleksandar Vasiljević SRS Vojislav Šešelj	6 293	3,0
11. Đorđije Milić (Groupe de citoyens)	210	0,1

Source : http://www.cesid.org/rezultati/cg_decembar_2002/index.jsp

Tableau - Les élections présidentielles du 11 mai 2003 au Monténégro

Taux de participation : 48,38% (221 752 votants)

Votes non valides : 2,03% (4 508 bulletins)

Candidat	Voix	Pourcentage
Flip Vujanovic	139 574	64,25
Miodrag Zivkovic	68 169	31,38
Dragan Hajdukovic	9 501	4,37

Source : CEMI, Podgorica, <http://www.cemi.cg.yu/english/izbori/pi2003/zvanicni.htm>

E - Bibliographie - Serbie et Monténégro

Ouvrages et rapports

BANAC, Ivo. *Eastern Europe in Revolution*. Ithaca: Cornell University Press, 1992.

BANAC, Ivo. *The National Question in Yugoslavia : Origins, History and Politics*. Ithaca: Cornell University Press, 1988.

BIEBER, Florian (ed.). *Montenegro in Transition : Problems of Identity and Statehood*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 2003.

COLOVIC, Ivan. *The Politics of Symbol in Serbia : Essays on Political Anthropology*. London: C. Hurst, 2002.

GARDE, Paul. *Vie et mort de la Yougoslavie*. Paris : Fayard, 1992.

GERVEREAU, Laurent et Yves TOMIC (dir.). *De l'unification à l'éclatement : l'espace yougoslave, un siècle d'histoire*. Nanterre : BDIC, 1998.

GOATI, Vladimir. *Partije Srbije i Crne Gore u politickim borbama od 1990 do 2000*, Conteco, Bar, 2000.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Serbia: Spinning its Wheels ». *Europe Briefing*, 39, 23 mai 2005.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). «Serbia's Sandzak: Still Forgotten ». *Europe Report*, 162, 8 avril 2005.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « A Marriage of Inconvenience : Montenegro ». *Europe Report*, avril 2003, p.1-27.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG).« Serbia After Djindjic ». *Europe Report*, 141, 18 mars 2003.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Montenegro : Time to Decide. Pre-election Briefing ». *Europe Briefing*, avril 2001, p.1-13.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG). « Serbia on the Eve of the December Elections ». *Europe Briefing*, 17, 19 décembre 2000.

JELAVICH, Charles and Barbara JELAVICH. *The Establishment of the Balkan National States, 1804-1920*. Seattle: University of Washington Press, 1977.

LUTARD, Catherine. *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*. Bruxelles: Éd. Complexe, 1998.

MALEŠEVIĆ, Siniša. *Ideology, Legitimacy, and the New State : Yugoslavia, Serbia, and Croatia*. London ; Portland, OR : Frank Cass, 2002.

MUSTAFIC, Nestlo. *La question de l'indépendance du Monténégro depuis l'éclatement yougoslave*. DESS de relations internationales. Paris, IRIS, septembre 2005.

SANGUIN, André-Louis, CATTARUZZA, Amaël et Emmanuelle CHAVENEAU-LE BRUN. *L'ex-Yougoslavie dix ans après Dayton : de nouveaux Etats entre déchirements communautaires et intégration européenne*. Paris : L'Harmattan, 2005.

STOJANOVIC, Svetozar. *Serbia : The Democratic Revolution*. New York : Humanity Books, 2003.

TOMIC, Yves. *La Serbie du prince Milos à Milošević*. Bruxelles : PIE-Peter Lang, 2003.

TOMIC, Yves. « La dérive autoritaire et nationaliste en serbie : 1987-2000 ». In : YERASIMOS, Stéphane (sous la dir.). *Le retour des Balkans, 1991-2001*. Paris : Autrement, 2002.

WOODWARD, Suzan. *Balkan Tragedy. Chaos and Dissolution after the Cold War*. Washington: Brookings Institute, 1995.

Articles

Dossier « Une autre Serbie ». *Les Temps modernes*, 49 (570-571), janvier-février 1994, 208p.

Dossier « Montenegro ». *Südosteuropa Mitteilungen*, 43(3), 2003, p.4-47.

Dossier « Pre-term Elections in Montenegro, 22 april 2001 ». *Yugoslav Survey*, 42(2), 2001, p.3-18.

Dossier « Sortir de la transition bloquée ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, (2004-03/06, 35 (1-2), p.5-373.

Entretien « La Serbie et les Balkans huit mois après la chute de Milošević ». *Le revue internationale et stratégique*, 42, été 2001, p.13-23.

ANDREJEVICH, Milan. « Montenegro Follows its Own Course ». *Report on Eastern Europe*, novembre 1991, p. 25-31.

ANTONIC, Slobodan. « Serbia after Djindjic ». *East European Constitutional Review*, print./été 2003, 12(2/3), p.94-125.

BATT, Judy. « The Question of Serbia ». *Cahiers de Chaillot*, 81, août 2005, p.5-75.

BIEBER, Florian. « Monténégro : démocratisation inachevée et débats autour de l'identité ». *Le courrier des pays de l'Est*, mai-juin 2004, 1043, p.76-89.

BIEBER, Florian. « The Instrumentalization of Minorities in the Montenegrin Dispute over Independence ». European Center for Minority Issues (ECMI), 8 mars 2002.

CATTARUZZA, Amaël. « Recensement : les enjeux pour le Monténégro ». *Le Courrier des Balkans*, 13 novembre 2003, sur Internet à l'adresse : www.balkans.eu.org/article3796.html.

CROSS, Sheryl and Pauline KOMNENICH. « Ethnonational Identity, Security and the Implosion of Yugoslavia : The Case of Montenegro and the Relationship with Serbia ». *Nationalities Papers*, 33(1), 2005, p.1-27.

DERENS, Jean-Arnault. « Le Monténégro tenté par la sécession ». *Le Monde diplomatique*, septembre 1997.

DERENS, Jean-Arnault. « Monténégro, pièce majeure du puzzle balkanique ». *Confluences Méditerranée*, 38, été 2001, p.37-42.

DJUKANOVIĆ, Milo (entretien).« Avis de tempête sur le Monténégro ». *Politique internationale*, 88, été 2000, p.233-244.

DUCHENE, Gérard. « Sécession politique, désintégration commerciale et euroisation des pays en transition : le cas du Monténégro ». *Est-Ovest*, 4, 1998, p.57-98.

GARDE, Paul. « Le conflit dans l'ex-Yougoslavie, janvier 1993-juillet 1994 ». *Notes et études de la documentation française*, 1994.

HALL, Gregory. « The Politics of Autocracy : Serbia under Slobodan Milošević ». *East European Quarterly*, juin 1999, 33(2), p.233-249.

HEIMERL, Daniela. « Serbie-Monténégro : Solder le passé et inventer l'avenir ». *Le Courrier des pays de l'Est*, 1016, juin-juillet 2001, p.178-193.

HEIMERL, Daniela. « Serbie-Monténégro 1998-1999. Tout n'est pas perdu, il reste encore quelque chose à perdre ». *Le courrier des pays de l'Est*, 442, août-septembre 1999.

HEIMERL, Daniela. « Serbie-Monténégro 1999-2000. Echec et mat ? ». *Le courrier des pays de l'Est*, 1006, juin-juillet 2000, p.176-189.

HEIMERL, Daniela. « Serbie-Monténégro 2000-2001. Solder le passé et inventer l'avenir ? ». *Le courrier des pays de l'Est*, 1016, juin-juillet 2001, p.178-193.

KRULIC, Joseph. « L'ex-Yougoslavie en 1991. L'année politique : l'éclatement ». In : LHOMEL, Edith et Thomas SCHREIBER (dir.) *L'Europe centrale et orientale*. Paris : La documentation française, 1992.

MASSON, Diane. « La scène politique serbe après les élections législatives de décembre 2000 ». *Transitions*, 2000, 41(1), p.73-83.

MASSON, Diane. « Les recompositions politiques de l'ex-Yougoslavie : un état des lieux dix ans après ». *Questions internationales*, 2, juillet-août 2003, p.82-92.

MILOŠEVIĆ, Milan. « 2003 Elections in Serbia ». *Survey Serbia & Montenegro*, 44(4), 2004: p.21-58.

PENEV, Goran. « 2003 Population Census of Montenegro ». *Survey Serbia & Montenegro*. 44(4), 2003, p.3-20.

ROUX, Michel. « La Serbie et le Monténégro en 1993. Sous le joug des sanctions économiques ». In : LHOMEL, Edith et Thomas SCHREIBER (dir.) *L'Europe centrale et orientale*. Paris : La documentation française, 1994.

RUPNIK, Jacques. « Risques et limites d'un retour du nationalisme en Serbie ». *Critique internationale*, 25, octobre 2004, p.29-42.

SEKELJ, Laslo. « Parties and Elections : The Federal Republic of Yugoslavia - Change without Transformation ». *Europe Asia-Studies*, 1, janvier 2000: p.57-75.

TOMIC, Yves. « La vie politique en Serbie de 1987 à 2004 : une chronologie ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 35 (1-2), mars-juin 2004.

TOMIC, Yves. « Serbie : une transition démocratique inachevée ». *Balkanologie*, 1(1), 1997.

TOMIC, Yves. « Slobodan Milošević et la mutation de La Ligue des communistes de Serbie du communisme au nationalisme populiste, 1986-1989 ». *L'Autre Europe*, 34-35, mars 1997.